TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 10 997 | DERNIÈRE ÉDITION | MARDI 10 JUIN 1980

Selon l'UNICEF

Vingt millions d'Africains sont menacés de famine

LIRE PAGE 5



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 17 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 255 F CFA ; Danemark, 4,75 kr. ; Espagne, 60 pes. ; U.K., 35 p. ; Irlande, 50 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Italie 600 L. ; Liban 300 p. ; Luxembourg, 17 fr. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 30 esc. ; Sénégal, 225 F CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 85 cts ; Yougoslavie, 30 din.

Tarif des abonnements page 43

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

L'épreuve de force en Afghanistan

Des combats auraient lieu à proximité immédiate de Kaboul

Un constat d'échec

Près de six mois après l'intervention soviétique en Afghanistan, Kaboul a connu cette fin de semaine une situation proche de l'état de siège. Selon un témoignage, confirmé par d'autres sources, « des milliers de soldats russes et afghans, appuyés par des chars et des véhicules blindés, forment un cordon au nord-ouest de Kaboul » afin de repousser une éventuelle attaque des combattants musulmans. Ainsi les moudjahidin osent-ils se manifester aux portes de la ville.

Pour l'Union soviétique, cette situation est en soi un constat d'échec. Elle survient après les quatre offensives majeures lancées en mai dernier — dans le Khunar, la région de Ghazni, celle de Bessoud et dans le Parwan — et qui n'avaient pas donné les résultats escomptés. Certes, aucune ville importante n'est tombée entre les mains des résistants et les troupes soviétiques et afghanes contrôlent les aéroports et les principaux axes routiers. Mais ces derniers sont loin d'être sûrs et, la nuit venue, les moudjahidin y établissent impunément barrages et contrôles.

Contraintes à la défensive par le rigoureux hiver afghan, les troupes soviétiques semblent, l'été venant, multiplier les opérations et les offensives. Cette intensification des combats s'accompagne d'une augmentation des pertes enregistrées par les forces d'occupation. De plus, il leur faut, chaque jour davantage, pallier les carences d'une armée afghane saignée à blanc par les désertions.

Pour l'U.R.S.S., qui pose comme condition préalable à tout règlement négocié la reconnaissance du « fait accompli », c'est-à-dire du gouvernement de M. Karmal, la situation actuelle constitue un véritable camouflet. Non seulement son « protégé » ne bénéficie, dans le pays, d'aucun soutien populaire et vit toujours dans la hantise de l'action des « éléments contre-révolutionnaires », mais les opposants au régime prosoviétique, loin de s'en tenir à une résistance passive, ne cessent de prendre des initiatives et s'organisent peu à peu. Progressivement, ils améliorent leur armement, plus par des prises de guerre que par une aide extérieure qui continue de leur faire cruellement défaut.

Récemment interrogé, le secrétaire américain de la défense, M. Harold Brown, a estimé « très important que la résistance afghane continue à montrer sa détermination face à l'invasion de l'Union soviétique ». Mais il apparaît également que l'administration américaine n'est nullement désireuse de fournir aux combattants musulmans un armement moderne ; ce qui, selon elle, ne ferait qu'envenimer la situation en suscitant de vives réactions du Pakistan, qui redoute des représailles, et en durcissant encore la réaction des Soviétiques.

Les sérieuses difficultés que l'Union soviétique rencontre actuellement peuvent expliquer, en partie, son hostilité aux différentes initiatives — distinctes de leurs propres suggestions — prises notamment par l'Inde et la Conférence islamique pour tenter de trouver une solution politique au problème afghan.

La porte de la négociation étant momentanément fermée, l'U.R.S.S. peut pratiquer la fuite en avant qui consisterait à renforcer encore davantage un contingent « limité » de quelque quatre-vingt-cinq mille hommes, manifestement impuissant à imposer sa loi à un peuple décidé, à n'importe quel prix, à libérer son pays. Ce ne serait sans doute pas la meilleure façon d'assurer, comme le proclame le communiqué publié samedi à l'issue de la visite à Moscou du ministre indien des affaires étrangères, que « le processus de la détente s'étende à toutes les régions du monde ».

Malgré les concentrations de troupes auxquelles l'armée rouge avait procédé ces derniers jours, les rebelles musulmans d'Afghanistan semblent avoir engagé le combat à proximité immédiate de Kaboul, et les autorités redouteraient maintenant une attaque directe contre la capitale.

Radio-Kaboul a annoncé le dimanche 8 juin l'exécution — à une date non précisée — de dix personnalités liées à l'ancien président Hafizullah Amin, ainsi que celle d'un chef rebelle, Abdul Madjid Kalakani.

Sur le plan diplomatique, le ministre indien des affaires étrangères, M. Rao, a terminé sa visite officielle à Moscou sans avoir obtenu de concessions des Soviétiques. En Roumanie, M. Ceausescu, recevant M. Jivkov, chef de l'État bulgare, s'est prononcé pour la recherche d'une « solution politique » *devant conduire* « au retrait des unités militaires soviétiques » *alors que son hôte célébrait* « l'aide fraternelle » *de Moscou à Kaboul.*

Selon des informations parvenues le samedi 7 juin d'Afghanistan, de violents combats ont éclaté entre combattants musulmans et troupes soviéto-afghanes dans les montagnes et les vallées qui entourent la capitale, Kaboul. Tandis que les blindés et l'aviation intervenaient dans la vallée de Kohdaman, une zone de vignobles, qui s'étend sur 70 kilomètres au nord de la ville, des combats ont également été signalés sur les monts Paghman et près du barrage de Kargah, à l'ouest de la capitale, ainsi que dans la vallée de Lalandar, à l'est. Des centaines de familles auraient abandonné leurs demeures. L'armée rouge aurait encerclé des villages à la périphérie de Kaboul et fouillerait systématiquement les maisons à la recherche des rebelles.

Un voyageur, arrivé à New-Delhi, a confirmé les informations selon lesquelles de fortes concentrations de soldats soviétiques seraient disposées à l'extérieur de la ville afin de prévenir une éventuelle offensive des moudjahidin qui seraient à 20 kilomètres de Kaboul. Les Soviétiques auraient également envoyé des renforts pour garder la route stratégique du col du Salang, qui relie la capitale à la frontière avec l'U.R.S.S.

Par ailleurs, des voyageurs ont rapporté dimanche à Peshawar (frontière pakistanaise) que de violents combats ont opposé, samedi, les combattants musulmans aux troupes soviétiques à Jalalabad, où auraient été déployés depuis peu de nouveaux chars capables de se déplacer dans les régions montagneuses. Enfin, selon des sources diplomatiques, les moudjahidin menaceraient une importante installation hydro-électrique qui approvisionne les villes de Herat et de Kandahar, dans le sud du pays.

Dimanche, Radio-Kaboul a indiqué que « *des rebelles antigouvernementaux avaient, au cours des dernières semaines, attaqué des bureaux, des hôpitaux et des écoles et tué environ cent quarante enseignants, fonctionnaires et autres travailleurs* ».

Radio-Kaboul a également annoncé que le ministère de la défense avait donné l'ordre à tous les hommes qui ont eu vingt et un ans cette année de se présenter au centre de conscription le plus proche afin d'être intégrés immédiatement aux forces armées. Cet appel, estime-t-on, vise à pallier les nombreuses désertions qui se sont produites dans les rangs de l'armée afghane, qui aurait perdu la moitié de ses effectifs.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

6 × 2 = 12

Pourquoi ne pas en revenir à l'Europe des Six, en boutant hors de la C.E.E. la Grande-Bretagne ainsi que, accessoirement, l'Irlande et le Danemark, lesquels pourraient alors, avec la Grèce, l'Espagne et le Portugal, créer une Europe numéro deux ?

Ces deux Europe de six pays en viendraient à se jalouser et à tellement se copier qu'elles finiraient par avoir des règles de fonctionnement suffisamment semblables pour leur permettre de négocier un rapprochement d'abord, une fusion ensuite.

Comme on le voit, une Europe à douze est beaucoup moins complexe que l'on veut bien nous le dire.

MICHEL CASTE.

La conférence de l'OPEP

Les stocks des pays industrialisés font courir de graves dangers à la stabilité des prix du pétrole

nous déclare le ministre algérien de l'énergie

Le président Chadli Bendjedid a ouvert, le lundi 9 juin, à Alger, la cinquante-septième conférence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Dans son discours, il a plaidé pour une limitation de la production de pétrole : « L'OPEP doit éviter d'inonder le marché avec ce produit stratégique épuisable, car cela risquerait de produire des effets négatifs contre l'OPEP elle-même et les consommateurs, au seul profit des sociétés multinationales. »

Cette question du niveau de la production sera au centre des débats de l'OPEP, ainsi que les problèmes posés par la réunification des prix du pétrole, la définition d'une monnaie de référence et les relations de l'Organisation avec les pays en développement.

Dans une interview à notre correspondant, le ministre algérien de l'énergie, M. Nabi, évoque cette question des stocks constitués par les pays consommateurs, qui ont atteint un niveau jamais égalé et font, selon lui, courir de graves dangers à la stabilité des prix.

« Les stocks pétroliers des pays industrialisés, souligne M. Nabi, sont actuellement d'une telle importance qu'ils représentent un moyen de pression possible. Certains pays ont maintenu ces derniers mois leur production à un niveau élevé sans tenir compte du fait que le marché se caractérisait par une relative compression de la demande. Ils sont donc allés à contre-courant de la conjoncture. Ils font courir de graves dangers à la protection des prix, ces stocks constituant une source de manipulation et de spéculation.

» Les discussions sur les prix, ajoute le ministre algérien, n'ont de sens que si les pays qui produisent plus que ne l'exigent leurs besoins financiers reviennent au niveau de production qui était le leur précédemment. Le surplus, qui n'est pas sain, est pourtant actuellement absorbé, car certains pays consommateurs anticipent sur des hausses profitables et inéluctables. En d'autres termes, ils achètent aujourd'hui plus que ne l'exigent leurs besoins. Ils sont en train de transférer des gisements des pays de l'OPEP vers leur territoire national à des prix qu'ils jugent encore intéressants, en tout cas meilleurs que ceux de demain. Dans ces conditions on peut considérer que ce surplus est conjoncturel. Or, si hausse il doit y avoir, il est évident qu'elle aura pour fondement des éléments d'ordre structurel, notamment l'insuffisance d'offres de pétrole à moyen et long terme pour satisfaire pleinement toute la demande qui s'exprimera.

Propos recueillis par
DANIEL JUNQUA.

(Lire la suite page 44.)

— POINT —

L'imbroglio médical

Officiellement, c'est une bataille sans merci que la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) a décidé de mener contre la nouvelle convention qui fixe les rapports entre le corps médical et les caisses d'assurance-maladie. Après les grèves du 23 octobre 1979, des 23 mai et 5 juin 1980, la C.S.M.F., exclue des négociations, poursuit son combat contre un système qui entend limiter les dépenses de santé et créer un double secteur (médecins respectant les tarifs conventionnels et médecins à tarifs libres) ; elle a décidé d'appeler les praticiens à « refuser » et à « ignorer » la convention, ainsi qu'à appliquer le « tarif syndical », c'est-à-dire des honoraires dont le montant a été fixé unilatéralement par la C.S.M.F.

En fait, l'attitude de cette organisation est assez hypocrite, et ses consignes risquent d'aboutir à un bel imbroglio. Le « non » de la C.S.M.F. à la convention est pratiquement un « oui »... car, selon les dispositions législatives qui datent de 1971, tout médecin qui, informé par les caisses du texte de la nouvelle convention, ne leur répond pas d'ici au 6 juillet se trouve placé de facto... dans le système conventionnel et le premier secteur, celui où les tarifs sont respectés. Seuls, en effet, ont à répondre ceux qui choisissent le second secteur à tarif libre...

Dans un premier temps, tout le monde pourra se déclarer satisfait : les médecins qui ne répondront pas seront considérés comme conventionnés et continueront à bénéficier des avantages sociaux et fiscaux ; les assurés, qui seront remboursés normalement ; les caisses, qui pourront faire état d'une large adhésion de fait du corps médical à la convention.

Le climat se gâtera réellement lorsque, dressant le premier bilan des médecins qui respectent ou non les tarifs en cause, les caisses auront à sanctionner ceux qui dépassent ces tarifs... Or, en donnant la consigne du tarif syndical, la C.S.M.F. choisit sans choisir : le montant de la consultation du généraliste (45 F) sera inférieur, en juillet, au tarif conventionnel (46 F), mais celui de la visite sera supérieur (65 F au lieu de 60 F)... et devrait donc entraîner des sanctions. Mais il faudra plusieurs mois aux caisses pour mettre en route le mécanisme, ce qui laisse à chaque partie le temps de la réflexion.

(Lire nos informations p. 44.)

LE PROJET « SÉCURITÉ ET LIBERTÉ »

Une camisole antisyndicale

Les députés examineront, mercredi 11 juin, le projet de loi sur les réformes pénales, dit projet « sécurité et liberté ». L'opposition au texte préparé par M. Alain Peyrefitte, notamment dans les milieux judiciaires, n'a cessé de s'amplifier. Lors du congrès qu'elle vient de réunir à Pau, l'Union syndicale des magistrats, organisation modérée, a rappelé les nombreux dangers que recèle ce projet.

Le premier ministre, qui est optimiste sur le résultat du scrutin, a déclaré pour sa part : « Ce ne sont pas les organismes corporatifs qui font la loi. »

M. Edmond Maire explique ci-dessous les raisons de l'opposition de la C.F.D.T. à ce projet.

par EDMOND MAIRE (*)

Parce qu'il réglemente les poursuites engagées contre les citoyens qui ont commis des infractions, le domaine pénal ne doit pas être un domaine réservé aux spécialistes. Il concerne la vie de chacun, sa sécurité, ses libertés ; il concerne également la vie collective. La répression des infractions, la manière selon laquelle on définit et on punit les délits et les crimes ont pour origine une conception précise des rapports entre les individus et la collectivité. Elles sont liées à l'organisation même de la collectivité, aux marges d'autonomie dont bénéficient les courants qui la traversent.

S'il n'est pas réservé, ce domaine est complexe. Pas plus le code que la procédure pénale ne sont accessibles à ceux qu'ils visent directement. Même s'ils sont directement impliqués.

Le projet de M. Peyrefitte est, à cet égard, mystificateur. Sous prétexte d'assurer la sécurité des Français, il prend sur l'avenir une série de paris dangereux. Il joue de manière imprudente avec les libertés individuelles et collectives. Quelles que soient les intentions de son auteur, il contient des éléments importants de perversion de la vie démocratique.

Si la C.F.D.T. s'y oppose avec tant de force, c'est pour une série de raisons précises. Les premières et les plus générales tiennent aux modifications importantes apportées à la procédure pénale. C'est l'aspect le plus souvent signalé dans les critiques apportées de toutes parts au projet du gouvernement. C'est pourquoi nous ne le développons pas ici. Signalons simplement que si la répression des infractions violentes constitue le centre du dispositif proposé au Parlement, rien n'est prévu contre la délinquance financière patronale.

(*) Secrétaire général de la C.F.D.T.

(Lire la suite page 10.)

UNE SEMAINE AVEC LA BOURGOGNE

Nous terminons aujourd'hui en donnant la parole aux responsables régionaux, cette semaine passée en Bourgogne, au cours de laquelle nos correspondants et nos envoyés spéciaux ont tenté de faire ressortir les points forts de cette grande région française.

Nous prions nos lecteurs de nous excuser de l'interruption de la publication de nos suppléments le jeudi 5 juin, due à la grève des ouvriers du Livre.

LA MORT D'HENRY MILLER

L'écrivain américain Henry Miller est mort samedi soir 7 juin (dimanche 8 juin, à 1 heure du matin, heure de Paris) à son domicile californien de Pacific Palisades. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans. Son éditeur américain, Noël Young, a déclaré que la mort était survenue « sans souffrances ». Le romancier était atteint de troubles circulatoires.

Le prophète du désordre salvateur

Une vie riche, dense, pleine de tumulte à en craquer, et cependant apaisée, calme. Ou, pour tout dire d'un mot : réconciliée. Henry Miller ne refusait rien. Il accueillait les hommes avec une sorte de gourmandise parce qu'il faisait son miel des contradictions. Il ne cherchait pas, de préférence, à connaître les gens célèbres, ni ceux que leur réputation avait portés très haut. Le premier venu faisait l'affaire : le garçon de café, le chauffeur de taxi, le groom de l'hôtel. Ce qu'il y avait de fascinant dans les rapports qu'il entretenait avec les autres, c'est que, pour lui, personne n'était anonyme, chacun avait un *nom*, et donc : une parole, une sagesse, une existence, une expérience. Il voyait la poésie de tout. Ce qui était en mouvement, ce qui fusait, explosait, ce qui possédait ses propres lois et ses fantasmes, cela l'attirait et le requérait.

Puis venaient les livres, *tous* les livres, et il ne cessait d'en faire l'éloge, sorte de pillard de la bibliothèque, promeneur hardi qui passait des chefs-d'œuvre aux ouvrages du second rayon et à la littérature fantasque.

HUBERT JUIN.

(Lire la suite page 14.)

idées

Antilles

M. Paul Dijoud fait, au nom du gouvernement, mardi 10 juin, devant l'Assemblée nationale, une déclaration, suivie de débat, sur l'avenir des départements d'outre-mer. C'est l'occasion de revenir sur les Antilles, dont Lucien Sfez décrit la « maladie » : *« celle de plusieurs régions de France, plus la couleur de la peau ».* Pour le socialiste Paul Quilès, entre la départementalisation au rabais et l'indépendance, il existe une troisième voie, mais il faut l'explorer sans tarder. Pour Michel Renard, militant R.P.R., il faudrait procéder à un référendum du type de celui qui vient de se dérouler au Québec, parmi les populations antillaises. Il ne fait pas de doute à ses yeux qu'il montrerait que ces populations sont, fondamentalement, « raisonnables ».

Des citoyens raisonnables

par MICHEL RENARD (*)

UN Martiniquais de cinquante ans, exerçant depuis des années son métier de petit fonctionnaire en banlieue parisienne, économisait régulièrement pour acheter, le moment venu, quelques centaines de mètres carrés de terrain dans sa commune natale, afin d'y construire sa maison et d'y terminer ses jours.

Les démarches entreprises en février auprès de sa banque parisienne afin de compléter, par un prêt de 50 000 francs, son épargne de 35 000 francs, étaient en voie d'aboutissement. Mais, brusquement, sa demande tourne court. Motif : la banque refuse tout prêt pour tout investissement immobilier dans le département de la Martinique où le risque politique est jugé trop élevé.

Ce banquier affolé et son client sont tous deux victimes, comme des dizaines de millions d'Antillais et de métropolitains, d'un formidable bluff et d'une campagne d'intoxication sans précédent.

Formidable bluff d'une poignée d'intellectuels foyalais, presque tous fonctionnaires de l'Etat français et extrémistes de gauche, qui n'excèdent pas, tous groupuscules confondus, la centaine, mais qui ont découvert que bloquer au bon moment quelques rues de Fort-de-France, s'emparer de tous les micros qui leur sont tendus par les nombreux journalistes en visite dans l'île leur permet d'obtenir une audience cent fois supérieure au 1 % des voix qu'ils obtiennent à chaque consultation.

Formidable bluff d'un parti progressiste martiniquais (P.P.M.) essoufflé à la tête d'une municipalité ruinée par la mauvaise gestion, en proie à de graves contradictions, enfermé depuis plus de trente ans dans son ghetto électoral de Fort-de-France, et qui attire sur lui les feux de l'actualité, d'abord par la démission fracassante de son extrémiste de service, Arthur Regis, puis par l'aveu mûrement calculé de son leader, Aimé Césaire, sur l'indépendance *« prochaine »*.

Campagne d'intoxication sans précédent, lorsque, alléchés par les déclarations fracassantes, et quelquefois excessives, de Paul Dijoud sur les menées castristes dans la région caraïbe, des cortèges de journalistes déçus de ne pas trouver Fort-de-France en état de siège ont décidé de faire des « papiers » sensationnels en donnant la parole à tous ceux qui, faute de vouloir ou pouvoir faire la révolution dans la rue, étaient d'accord pour la faire dans leurs colonnes.

Le bluff indépendantiste avait atteint des proportions considérables. Mais, à Fort-de-France, la situation restait désespérément calme. Le scrutin du quatrième canton de Fort-de-France se déroulait dans l'inattention et l'absentéisme les plus complets, d'autant plus que le candidat du P.P.M. se gardait bien de prononcer une seule fois le mot d'indépendance. Pas le moindre affrontement physique entre manifestants et policiers pendant cette période dite de « tension ». Le 17 avril, la formidable grève préparée depuis des semaines tournait court après un défilé d'une heure regroupant un petit millier de manifestants revendiquant sur un air de biguine.

Les limites du raisonnable

Alors seulement, timidement, la grande presse nationale s'obligeait à concéder, sur de discrets coins de page, que la situation en Martinique semblait s'apaiser, pour avouer enfin que tout était calme.

Mais, bien entendu, aucun de nos valeureux journalistes des semaines précédentes n'eut l'idée de retourner sur place demander aux « révolutionnaires » pourquoi ils avaient tourné bride.

La raison serait pourtant simple si, pour une fois, on la voulait honnête. Les Martiniquais, les Guadeloupéens, les Guyanais, ne veulent ni de l'autonomie démocratique et populaire ni de l'indépendance, qu'ils considèrent, l'une et l'autre, comme l'antichambre de la dictature et de la misère.

Antillais et Guyanais entendent demeurer français. Ils entendent assurer leur responsabilité de Français, leur devoir de Français, le développement économique de leur région, mais ils entendent aussi, et c'est là que le bât blesse trop souvent, obtenir tous leurs droits de Français.

Trop souvent, tel ou tel volet de la couverture sociale en vigueur dans l'Hexagone ne trouve pas, aux yeux de certains technocrates, sa raison d'être dans l'outre-mer. Les nouvelles lois sur la famille, actuellement en discussion à l'Assemblée nationale, ne seront pas appliquées dans l'outre-mer.

Et trop souvent, une administration parisienne centralisatrice, paperassière et technocratique tente de bloquer, d'annihiler toutes initiatives locales, toutes propositions d'adaptation spécifique et intelligente.

Le R.P.R. avait proposé que le régime d'indemnisation du chômage (pour lequel la majorité a dû lutter pendant des mois) soit mis en application aux Antilles avec une adaptation particulière.

Compte tenu du nombre important de chômeurs dans nos départements, le R.P.R. demande que cette indemnisation soit rentabilisée sous forme de « pacte pour l'emploi spécifique aux DOM ».

Trop souvent, ministres et hauts fonctionnaires considèrent les Antilles comme champ d'action privilégié de déclarations démagogiques agrémentées de promesses sans lendemain. Et, dans ce domaine, il faut le dire, l'action de Paul Dijoud a excédé les limites du raisonnable.

A chacune des consultations électorales qui se déroulent dans nos départements d'outre-mer, les séparatistes sont mis en déroute :

— *1977, élections municipales :* 28 communes de la Martinique sur 36 restent ou tombent aux mains de la majorité.

— *1978, élections législatives :* 6 des 7 députés des Antilles et de la Guyane sont des élus de la majorité pour la première fois depuis vingt ans.

La Guadeloupe envoie trois députés R.P.R. à l'Assemblée nationale.

En Martinique, M. Camille Petit (R.P.R.) est réélu au premier tour avec 81 % des suffrages exprimés. M. Victor Sablé (U.D.F.) est élu avec 72 % des voix et dans la circonscription du Centre de la Martinique, le fief électoral du P.P.M., je talonnais M. Césaire avec moins de 2 000 voix d'écart sur 75 000 électeurs, le battant dans près de la moitié des quarante-neuf bureaux de vote de sa propre ville et dans toutes les communes de la circonscription, sauf la sienne.

— *1979, élections cantonales :* sur 18 sièges à pourvoir et à renouveler, les candidats de la majorité départementaliste en remportaient 15.

Il ne fait de doute pour personne que l'élection présidentielle de 1981 verra, dès le premier tour, une victoire très nette des candidats issus des rangs de la majorité. Masquées par les clameurs d'une minorité agitée, voilà les véritables réalités politiques de la Martinique. Qui donc peut mieux trancher un débat politique que le suffrage populaire ! Quelquefois frustrés, quelquefois mécontents, bien souvent oubliés, trop souvent incompris, les Français des Antilles restent raisonnables. Leur passé le montre. L'avenir le confirmera. Et les séparatistes le savent, eux qui suggèrent tous les moyens d'accession à l'autonomie ou à l'indépendance, à l'exception de celui qui, seul, pourrait, comme au Québec, garantir l'expression de la démocratie : un référendum des populations antillaises.

(*) Secrétaire départemental du R.P.R. à la Martinique.

La maladie

par LUCIEN SFEZ (*)

JUSQU'EN 1977, la Martinique était une petite France provinciale, un peu archaïque, qui échappait à l'agitation guadeloupéenne. Des opposants à de Gaulle, Pompidou, Giscard : oui, sans doute, mais reproduisant les mécanismes métropolitains. Césaire, grand homme de lettres, à la tête de Fort-de-France. Grande figure avec son charisme à la de Gaulle, qui symbolise l'identité culturelle liée à des combats sociaux. La société insulaire avait ses profondes divisions : richesse et pauvreté, grandes propriétés et travail mal salarié. Ses problèmes, ses luttes. Ses gouverneurs, « bons » ou « mauvais », y représentaient l'ordre, l'autorité mal supportée mais respectée. Lutte ouverte.

Or aujourd'hui tout bascule. Un sentiment national se développe, avec sa dangereuse scorie, le racisme. Incidents dans les rues, aussitôt commentés, repris, embellis. Gestes interprétés, du plus petit refus aux morgues insultantes. Tout est mis sur le même plan, comme une offensive aux droits du peuple antillais d'être lui-même. Les communautés, l'antillaise comme la métropolitaine, se replient sur elles-mêmes. *« Nous ne voulons plus fréquenter les Français, ils ne nous intéressent plus. »* Propos nouveaux, très durs. Rancœurs accumulées. Les élites de la gauche, il n'y a guère encore, très modelées par la gauche française et très respectueuses de ses valeurs, se rebiffent, deviennent nationalistes. Celles du centre et de droite s'orientent vers un néo-nationalisme technocratique. Et tandis que la population vote toujours contre les séparatistes (Sécurité sociale et assistance sociale y aident), elle devient en même temps raciste, souvent haineuse. Les incidents se multiplient. Que s'est-il donc passé ?

L'économie a joué sa partie. La Martinique n'est plus société de production. Plus de canne, une seule sucrerie, à bout de souffle, soutenue par l'Etat. Tomates, aubergines, viandes, viennent de métropole. A quand les bananes ? Celles de l'île ne sont plus concurrentielles. Les supprimera-t-on aussi ? Si l'on pense que le sucre de canne, traditionnel, a manqué quelques jours dans les villages : grosse émotion. La Martinique est submergée de produits « métro », venus à grands frais. Son destin semble être de consommer les surplus. Les traitements publics et privés représentent le double du salaire comparable en France (les fameux 40 % supplémentaires ajoutés à l'abattement des 30 % d'impôts et les somptueuses primes d'éloignement).

Les dépenses publiques représentent 70 % de l'ensemble des flux. Le tourisme se développe, même si les sites ne sont pas encore défigurés. Conséquence : une fonction publique encore faible dans sa masse (20 000 fonctionnaires environ, dont 10 000 Martiniquais). Un train de vie de grand standing pour la classe privilégiée et une profonde scission avec les plus pauvres, qui sont loin du SMIC. Le fonctionnaire moyen dispose de voitures luxueuses, de résidences secondaires, fait vivre non seulement sa petite famille mais une partie de sa parentèle, tandis que le fonctionnaire métropolitain — nabab toujours — épargne et investit en France. Tout va très vite, sinon que...

Sinon que les emplois sont rares et le chômage grandissant. Contre leur gré, les Martiniquais partent en métropole (5 000 par an environ), tandis que les métropolitaine affluent (20 000 en tout) (1). Sentiment d'invasion, de dépossession du sol, de la famille, de la culture. Crispation très forte sur le sentiment de perte.

C'est le moment que choisit Césaire pour évoquer l'indépendance et son fameux *« génocide par substitution »*. En poète, il sait qu'il frappe l'imagination de ce peuple déjà privé de ses lointaines racines africaines et qui, en trois cents ans, a su, de bric et de broc, reconstituer une fragile mémoire menacée aujourd'hui de disparition. Il sait aussi que son combat est difficile et aux limites de l'impossible. Gavé de gadgets, le peuple ne peut renoncer à son niveau de vie. Il sait aussi qu'aucune des caractéristiques des sociétés coloniales ne se trouve en Martinique : ni des discriminations de citoyenneté, ni l'analphabétisme, ni la faiblesse des infrastructures routières, hospitalières, hôtelières, ni la maîtrise du colon sur l'agriculture et l'économie, ni le cloisonnement de la société entre des Blancs opulents et des Noirs faméliques.

Il sait enfin que la départementalisation assimilatrice a achevé l'œuvre de la colonisation en désarmant les oppositions, en brisant l'esprit d'initiative locale. Elle a à la fois rapproché la Martinique de l'Etat et éloigné la Martinique de la France. L'image symbolique de la France s'est affaiblie. Elle n'est plus ce pays lointain et fort face à une Afrique silencieuse. Elle est devenue France de la marchandise, des subventions, de l'oppression administrative tatillonne. Elle n'est plus respectable.

A droite, on dit que *« Giscard est bon et Dijoud mauvais »*, que la centralisation politique a ses vertus, assignant les fautes à la centralisation administrative. Jolies arabesques qui ne tiennent pas compte de l'interconnection des systèmes. A gauche, on rêve de l'indépendance, en sachant qu'on n'en voudra jamais payer le prix. Réactions d'une société névrotique, d'un peuple écarté de la vie, écartelé, émietté, dans une histoire à champ clos qui se fait et se défait sans clarté, sans prises, à des milliers de kilomètres. Société malade où les images les plus contradictoires « prennent » simultanément, où les rumeurs incontrôlées circulent. Plutôt que d'agir, le gouvernement français joue sur le temps, laisse faire, compte sur des apaisements momentanés : un jour, la diaspora martiniquaise achèvera son destin en métropole et l'île deviendra musée pour touristes.

Et pourtant, des solutions existent, modestes et sans fanfares. Privilèges d'accès aux emplois pour les Martiniquais de souche, stratégie d'économie des Caraïbes, développement d'industries locales, en particulier l'agro-alimentaire. Populations et élites, anxieuses, sont prêtes à se mobiliser. La mémoire est toujours là. Les recherches sur le folklore, les contes, la langue sont déjà engagées, prêtes à se développer, à se diffuser. Mais tout passe par une autonomie régionale qui libérerait les énergies, qui bloquerait le *« génocide par substitution »*.

La maladie martiniquaise, c'est celle de plusieurs régions de France, plus la couleur de la peau. Cumul explosif des deux phénomènes. Combien de temps encore la France, son opinion et son Etat resteront-ils silencieux ?

(*) Professeur à l'université de Paris-Dauphine.

(1) Ils n'étaient que 3 000 il y a dix ans. Tous ces chiffres « courent ». Mais l'INSEE ne livre pas ses secrets. Pas de discrimination, paraît-il. Plutôt que de laisser libre cours aux fantaisies, il vaudrait mieux publier les données. En attendant, interprétons ces chiffres seulement comme des tendances.

Avant qu'il soit trop tard...

par PAUL QUILÈS (*)

LES Français, à quelques exceptions près, savent bien peu de chose sur leurs compatriotes d'Amérique, mis à part les stéréotypes et les images d'Epinal sortis tout droit des dépliants touristiques des agences de voyage. M. Giscard d'Estaing donnait l'exemple lui-même, il y a quelques années, en parlant des *« danseuses entretenues »* que seraient pour la France la Martinique et la Guadeloupe. Il serait intéressant de se demander, si *« danseuses »* il y a, à qui elles profitent !

Il est indéniable que les premiers bénéficiaires sont les gros propriétaires fonciers, dont l'unique souci consiste à accroître leurs profits sans se préoccuper de l'avenir de l'agriculture locale. S'il le faut, ils n'hésitent pas à spéculer sur la terre, empochant par exemple les subventions versées à la suite du cyclone David et ne replantant pas 40 % des bananeraies.

Un autre groupe de bénéficiaires est celui des importateurs, qui s'efforcent par tous les moyens de bloquer la production locale pour accumuler de larges plus-values. Dans ce domaine, les richesses deviennent tellement apparentes et scandaleuses que le secrétaire départemental du R.P.R. en Martinique qualifie l'attitude de ces entrepreneurs de *« rétrograde et passéiste »*.

« Danseuses entretenues », disait M. Giscard d'Estaing ! Pas si bien entretenues que cela... Il ne faudrait quand même pas oublier — et M. Dijoud ne se prive pas de le rappeler à toute occasion — que la Martinique et la Guadeloupe sont des départements français. Comment expliquer alors que tant de disparités existent avec la métropole ?

François Mitterrand a eu l'occasion de rappeler à l'Assemblée nationale (23 novembre et 12 décembre 1979) la situation invraisemblable de ces départements, où les lois sociales ne sont pas appliquées pleinement : niveau du SMIC, prime de mobilité des jeunes, indemnité de chômage... De même, sur le plan économique, la plupart des activités locales sont à l'abandon, résultat d'une stratégie capitaliste de concentration voulue par le gouvernement. Les grands discours, les promesses qui se succèdent depuis vingt ans ne peuvent faire illusion. La réalité est là : le revenu moyen par habitant est trois fois plus faible que le revenu *métropolitain*, le coût de la vie est supérieur de plus d'un tiers, les dernières usines ferment, l'émigration des jeunes vers la métropole est organisée, le chômage représente plus de 30 % de la population active.

La stratégie giscardienne

Trente-quatre ans après la loi du 19 mars 1946, qui fit accéder les colonies antillaises, guyanaise et réunionnaise au rang de département français d'outre-mer (DOM), il est quand même étonnant que l'on parle encore de « départementalisation » et que de tels écarts subsistent entre DOM et métropole.

La spécificité antillaise peut et doit être prise en considération dans toutes les décisions importantes. C'est dans cet esprit que les députés socialistes ont déposé, il y a quelques mois, une proposition de loi visant à instituer dans les DOM une assemblée départementale qui élaborerait notamment le plan de développement et exercerait les moyens et les pouvoirs du développement culturel spécifique à chaque département. Cette assemblée, élue au suffrage universel, se substituerait au conseil général et au conseil régional et exercerait l'exécutif, actuellement confié au préfet, qui serait donc supprimé.

L'objectif des socialistes : *« Vivre, travailler, décider au pays »*, prend ici tout son sens. Si une telle assemblée existait aujourd'hui, elle n'aurait certainement pas accepté l'instauration de l'*« heure d'été »*, décision aberrante, imposée sans consultation et qui a fait sourire tous ceux qui avaient quelques connaissances en géographie tropicale. La reculade du gouvernement, qui s'est vu dans l'obligation de revenir sur une décision prise et appliquée, témoigne bien de l'ampleur de l'erreur commise. Cette assemblée se serait certainement déjà penchée sur le problème de l'enseignement, où la spécificité antillaise est totalement gommée, ce qui ne manque pas de poser des graves difficultés à de nombreux enfants. Elle aurait aussi probablement engagé des études approfondies pour développer la production d'énergie locale : géothermie, solaire, biomasse. Comment est-il concevable que presque rien n'ait été fait, dans ce domaine, alors que le soleil brille tout au long de l'année et qu'à la Guadeloupe le gisement de géothermie haute température de Bouillante pourrait produire depuis plusieurs années au moins 20 % à 30 % de la consommation électrique de l'île ? Il est vrai que les marchands de fuel n'y trouveraient pas leur intérêt...

Lors d'un récent voyage en Martinique et en Guadeloupe, j'ai pu observer de près la réalité de la stratégie giscardienne dans les Antilles, mise en œuvre de façon musclée par le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM. Considérées comme un « réservoir de voix », la Guadeloupe et la Martinique (ainsi que les autres DOM) sont invitées à soutenir massivement M. Giscard d'Estaing, sur qui *« repose l'avenir des Antilles françaises »*, selon les propos de M. Dijoud à Radio-Caraïbes, le 9 avril 1980. L'alternative proposée est simple : les Antillais sont sommés de choisir entre la politique gouvernementale, avec tous ses « avantages », et le séparatisme, avec tous ses risques. Le parti socialiste ne peut que refuser cet affrontement simpliste auquel on veut réduire le débat sur l'avenir de la Martinique et de la Guadeloupe. Nous ne nous contentons pas de slogans ou de mots magiques (départementalisme, autonomie, indépendance...) souvent destinés à susciter des réactions passionnelles et à masquer une absence de propositions concrètes. Nous voulons, par une transformation des institutions s'inspirant de la volonté décentralisatrice des socialistes et par des mesures vigoureuses de lutte contre le sous-développement économique et social, faire sortir les Antilles françaises de l'ère coloniale et reconnaître aux Antillais le droit à la différence.

Notre attitude nous autorise à mettre également en garde tous ceux qui confondraient trop facilement lutte des races et lutte des classes et risqueraient de conduire la Martinique et la Guadeloupe vers des affrontements incertains. Il est vrai que la politique du gouvernement actuel, par ses maladresses, ses erreurs et son incapacité à enrayer la crise profonde qui sévit dans ces deux départements, favorise le développement des extrémismes. Peut-être même s'agit-il là d'un choix délibéré : l'extrémisme engendre la peur, qui a toujours été d'un utile secours pour la droite et les forces conservatrices au moment des élections difficiles. Mais attention ! L'histoire n'est pas écrite à l'avance et il serait naïf d'oublier que la Guadeloupe et la Martinique sont à 7 000 kilomètres de l'Europe et à deux pas de l'Amérique latine et des îles indépendantes des Caraïbes. C'est pourquoi nos propositions n'en prennent que plus de valeur. Nous sommes convaincus qu'il n'existe pas seulement deux voies pour les Antilles françaises : un départementalisme au rabais ou l'indépendance. Il serait grand temps que le gouvernement s'en rende compte avant qu'il soit trop tard.

* Membre du secrétariat national du parti socialiste. Député de Paris.

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

États-Unis

Le gouvernement envisage d'expulser les réfugiés cubains indésirables

De notre envoyé spécial

Washington. — Le président Carter a ordonné, samedi 7 juin, l'expulsion de quelque sept cents Cubains parmi les cent douze mille qui se sont réfugiés aux Etats-Unis en bateau depuis le 21 avril. Tombent sous le coup de cette décision les « criminels endurcis », coupables de meurtres, de vols à main armée, de viols, mais aussi les malades mentaux et, éventuellement, d'autres malades auxquels les lois sur la santé publique interdisent le territoire américain, enfin les fauteurs de troubles qui, dimanche 1er juin, ont ensanglanté le camp de réfugiés de Fort-Chaffee, dans l'Arkansas. Soixante meneurs ont déjà été transférés au centre de détention des services d'immigration d'El Paso, à la frontière mexicaine.

Tout en donnant ordre au ministre de la justice de procéder aux expulsions, M. Carter a demandé au secrétaire d'Etat, M. Muskie, de faire des démarches auprès de M. Fidel Castro pour qu'il reprenne chez lui quelque quatre cent cinquante criminels avérés (l'un aurait, dit-on, assassiné sa belle-mère). Le président cubain s'est débarrassé d'eux, souligne-t-on ici, au mépris des lois internationales. C'est une directive qu'il est évidemment plus facile de prendre que d'exécuter. Chacun sait que le régime castriste n'hésite pas à confondre criminels de droit commun et opposants politiques et de les mettre dans le même bateau. M. Castro n'est donc pas prêt de rouvrir les portes de ses prisons aux premiers après avoir laissé partir les seconds.

M. Muskie ne se fait d'ailleurs pas d'illusions. Pour la forme, il s'adressera à l'ONU et à l'Organisation des Etats américains, dont l'impuissance n'est pas à démontrer. Un sénateur a même proposé de reconduire les indésirables à Guantanamo, base américaine sur l'île de Cuba, et de les pousser de force en territoire cubain ; mais M. Muskie lui a répondu que Guantanamo posait déjà un problème « trop sensible » pour risquer un incident. Le plus probable est donc que les sept cents personnes visées par M. Carter resteront en détention aux Etats-Unis.

En annonçant la décision présidentielle, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Powell, a souligné qu'elle n'intéressait qu'une part infime des réfugiés cubains. Mais ceux-ci, dans un pays où le chômage s'aggrave à une vitesse accélérée et touche huit millions deux cent mille personnes, n'en posent pas moins un problème sérieux. Un problème économique — le coût de la réinsertion de cent douze mille réfugiés est évalué à 300 millions de dollars pour l'année en cours, — mais surtout un problème psychologique et politique.

La lourdeur de la bureaucratie

Le malaise et la tension qui règnent chez les Cubains répartis dans des baraquements qui ont déjà recueilli des réfugiés vietnamiens en Arkansas, en Floride, en Pennsylvanie et dans le Wisconsin, vient moins de leurs conditions de vie que des illusions qu'ils nourrissaient à leur départ et de l'incertitude quant à leur sort. Quittant un Etat policier — remarque le *New York Times*, — ils ont trouvé à leur arrivée ce qu'ils voyaient à leur départ : des barrières, des policiers avec matraques, des ordres criés par haut-parleurs.

La lourdeur et la lenteur de la bureaucratie américaine n'arrangent rien. Les Cubains ne comprennent pas pourquoi on empêche ceux qui ont de la famille aux Etats-Unis de la rejoindre purement et simplement. D'autres sont libérés sans que leur conjoint le soit. En un mois, moins de mille cinq cents personnes ont été libérées sur deux cent mille réfugiés du camp de Fort-Chaffee et au camp d'Indiantown, en Pennsylvanie, cent soixante-dix-neuf seulement pendant la même période. Il est vrai que les réfugiés vietnamiens ont séjourné en moyenne plus de trois mois dans les camps.

La population craint, bien entendu, que les réfugiés ne s'implantent comme cela s'est produit avec les Vietnamiens, d'autant que le président tarde à accorder aux Cubains le statut de réfugiés politiques qui assureraient aux Etats une aide fédérale pour leur réinsertion.

En fin de compte, c'est encore sur M. Carter que s'abattent les reproches. La Maison Blanche n'avait-elle pas indiqué en avril, lorsque M. Castro décida d'ouvrir ses frontières, que les Etats-Unis accueilleraient « *trois mille cinq cents à dix mille Cubains* » ? M. Carter décida ensuite de poursuivre les armateurs qui introduiraient illégalement des réfugiés aux Etats-Unis, mais il ne mit pas cette menace à exécution. Début mai, il annonça que les réfugiés seraient reçus « *à cœur ouvert et à bras ouverts* » et qu'il demanderait au Congrès des fonds à cette fin, mais il ne l'a pas encore fait. Fin mai, il ordonna aux gardes-côtes d'empêcher les bateaux américains de se rendre à Cuba pour aller chercher des réfugiés, ce qui effectivement en a ralenti le flot. Enfin, il veut toujours croire qu'il sera possible d'organiser en coopération avec Cuba des transports de réfugiés légaux.

Un représentant démocrate, M. Aspin, a révélé la semaine dernière qu'en janvier la C.I.A. avait informé le président que M. Castro allait se débarrasser « massivement » de Cubains indésirables. « *L'administration n'a pourtant rien prévu* », ajouta M. Aspin. La C.I.A. s'est si souvent trompée que M. Carter est tout de même bien excusable.

MAURICE DELARUE.

Une nouvelle panne d'ordinateur déclenche une fausse alerte aux missiles

Pour la seconde fois en quelques jours et pour la troisième fois en sept mois, une défaillance d'ordinateur a provoqué une fausse alerte aux missiles soviétiques aux Etats-Unis, a reconnu samedi 7 juin le Pentagone.

A la suite de l'incident, qui s'est produit vendredi, « *les moteurs de certains avions du commandement de l'aviation stratégique ont été mis en marche, car le commandement répond automatiquement à tout signal d'alerte* », a déclaré M. Thomas Ross, porte-parole du département de la défense.

La défaillance d'ordinateur était du même genre que celles qui se sont produites mardi et une certaine ligne dans l'extrême Nord.

« *Le même ordinateur qui avait donné de faux signaux le 3 juin a eu une nouvelle défaillance et a donné à nouveau un faux signal* », a dit le porte-parole. Il a ajouté que l'ordinateur incriminé avait été retiré du service « *jusqu'à ce que le problème puisse être élucidé* ».

M. Ross a précisé qu'aucun avion n'avait fait mouvement ou décollé et que « *tous les systèmes sont revenus à la normale* » après la découverte de l'erreur.

Selon la loi américaine, un ordre direct du président est nécessaire pour que des missiles puissent être tirés en direction de l'Union soviétique ou que des bombardiers puissent franchir une certaine ligne dans l'Extrême-Nord.

A propos de l'incident de mardi, l'agence Tass a déclaré samedi que la panne d'ordinateur a signifié que « *pendant quelques minutes, le monde a été au seuil d'une guerre nucléaire* ». « *Si l'erreur n'avait pas été découverte et l'alerte nucléaire rapportée, des missiles nucléaires stratégiques auraient pu être lancés quelques minutes plus tard en direction de l'U.R.S.S.* », a ajouté l'agence.

Ces « *erreurs* » des responsables du Norad sont à rapprocher, pour la *Pravda*, des « *écarts* » de la Maison Blanche en politique extérieure : on y dénote, selon le journal, « *la même absence de modération, pour ne pas dire plus, dans l'approche des questions cruciales dont dépend le destin de l'humanité entière* ».

De tels « *incidents* » rappellent la menace que fait peser sur l'humanité l'accumulation du potentiel nucléaire, ajoute la *Pravda*, qui réaffirme à cette occasion la nécessité de limiter les armements nucléaires et de les réduire jusqu'à leur « *complète liquidation* ». — (A.F.P., A.P.)

Cogito

Je pense, donc j'ai peur. La fausse alerte nucléaire américaine illustre parfaitement les stupéfiants progrès de la pensée, qui a su convertir une peur sauvage (expression de la pensée magique) en peur programmée (expression de la pensée scientifique).

Autrement dit une pensée qui a su transformer le ridicule : pourvu que le ciel ne nous tombe pas sur la tête, en : quand nous voudrons, le ciel nous tombera sur la tête, ultime perfection du cogito.

FRANÇOIS DIANI.

El Salvador

Les mouvements d'opposition à la junte redoutent une intervention armée des États-Unis

La quasi-totalité des organisations opposées à la junte salvadorienne sont depuis le 19 avril (*le Monde du 22 avril*) regroupées dans le Front démocratique révolutionnaire (F.D.R.) dans lequel se côtoient des révolutionnaires, des sociaux-démocrates et des démocrates-chrétiens, et qui vient de lancer une importante campagne diplomatique.

Le 5 juin, le F.D.R. a fait parvenir une lettre au président Carter dans laquelle il lui demande de retirer son soutien à la junte et de ne pas « *favoriser une invasion militaire du Salvador* » sous peine de s'exposer à un « *autre Vietnam* » dans la région. « *Sous prétexte de combattre le communisme, dit la lettre, vous refusez au peuple salvadorien le droit d'être libre.* »

D'autre part, le F.D.R. a délégué quatre missions dans dix-huit pays d'Europe et d'Amérique dont l'une est passée à Paris les 5 et 6 juin. Lors d'une conférence de presse la délégation salvadorienne a fait savoir que son but était de « démontrer la justice et la légitimité du mouvement insurgé et de dénoncer l'intervention étrangère » au Salvador. Le F.D.R. veut, conformément à la convention de Genève de 1949, faire reconnaître l'existence au Salvador d'un « conflit armé sans caractère international ». Cette position a déjà été adoptée par la Croix-Rouge espagnole.

Selon M. Fabio Castillo, ancien recteur de l'université de San-Salvador, son pays est victime d'une intervention étrangère, politique, économique et militaire dont les principaux protagonistes sont les Etats-Unis, le Guatemala, le Honduras et le Venezuela. Depuis novembre 1979, *le Guatemala finance et arme l'organisation para-militaire d'extrême droite ORDEN*, a déclaré M. Castillo. ORDEN constituerait aujourd'hui une véritable armée parallèle de près de *cent mille hommes. Il semblerait que* le Venezuela fournisse, de son côté, une assistance technique militaire à la junte dont font partie des dirigeants de la démocratie chrétienne.

Vers une véritable guerre civile ?

Enfin, M. Castillo a rappelé que les Etats-Unis, outre leur soutien politique et financier, fournissaient des armes à l'armée salvadorienne. « *Trente-six conseillers militaires opèrent aujourd'hui dans trois bases anti-guérilla du pays* », a déclaré l'ancien recteur. Selon lui, certaines déclarations des autorités américaines montrent que ce pays est disposé « à intervenir militairement au Salvador ». La thèse du F.D.R. repose notamment sur une déclaration de M. Zbignew Brezinski selon laquelle : « *Les Etats-Unis ne pourront jamais permettre un nouveau Nicaragua, même si, pour l'empêcher, ils doivent prendre les mesures les plus répréhensibles.* »

Trente meurtres politiques par jour. N'est-ce pas déjà une véritable guerre civile qui ravage le Salvador ? Chaque jour les forces armées multiplient leurs opérations, pour tenter de neutraliser les guérilleros d'extrême gauche. L'extrême droite *s'est, elle, lancée dans une campagne d'exécutions des « communistes subversifs »*. La gauche promet à chaque instant « *l'insurrection générale* », et le peuple se débat dans une sourde peur, proche du désespoir.

Jamais l'offensive sandiniste au Nicaragua contre la dictature de Somoza, il y a un an, n'avait fait, à l'exception des dernières semaines, autant de morts que dans ce petit pays de plus de 4,5 millions d'habitants.

« *Le Salvador sera la tombe des communistes, prépare-toi à la creuser* », déclarait récemment un communiqué de cette « ultra-droite » qui s'est unie, avec ses commandos de la mort, pour exécuter au moins « *deux cents traîtres* ». Ont ainsi été « *condamnés à mort* » les colonels Majano et Guttierez, qui avaient pris le pouvoir l'automne dernier en vue de mettre, justement, un terme à la « *répression féroce* » exercée par le régime du général Humberto Romero, et pour redistribuer la richesse.

Cette droite est, aujourd'hui, en train de se voir déposséder de ses privilèges et de ses terres immenses. Elle n'a pas renoncé à les reprendre — si nécessaire en semant la mort, comme elle le fait aujourd'hui.

« *Sous l'ancien régime,* explique M. Napoléon Duarte, leader de la démocratie chrétienne, *le pouvoir s'organisait ainsi : l'oligarchie capitaliste contrôlait les forces armées qui, elles-mêmes, contrôlaient le gouvernement qui, à son tour, imposait la loi du plus fort, c'est-à-dire des riches, perpétuant ainsi les terribles inégalités sociales.* »

Le coup d'Etat du 15 octobre dernier a voulu briser cette chaîne. Mais la vieille droite cherche maintenant à retrouver toute son influence d'autrefois.

L'extrême gauche marxiste, elle, prépare toujours la « *grande offensive finale* ». Elle reconnaît que les divers mouvements qui la composent ont encore des « *différends* » à régler.

Pour certains mouvements clandestins armés de cette gauche, la lutte finale devrait être déclenchée immédiatement. Pour d'autres, il vaut mieux préparer la population : « *Nous ne pouvons lancer le peuple dans les rues et les campagnes sans être entièrement sûrs de la victoire totale* », déclarait récemment un membre des Forces populaires de libération (F.P.L.).

Mais l'extrême gauche est, du moins, d'accord sur une chose : il ne saurait être question du moindre compromis avec la junte de gouvernement. « *Notre but,* ont toujours affirmé toutes les organisations révolutionnaires, *est d'instaurer une dictature populaire.* » — (A.F.P., U.P.I.)

Mexique

● DEUX GUERILLEROS, membres de la ligue communiste du 23 septembre, ont été tué par la police le jeudi 5 juin dans les faubourgs de la capitale. Cinq autres membres de cette organisation, inactive depuis deux ans, ont été capturés. L'accrochage a eu lieu à San-Lorenzo-Tezonco où la police a investi trois maisons dans lesquelles elle affirme avoir découvert des armes et des explosifs. — (U.P.I.)





ASIE

Afghanistan

L'épreuve de force

(Suite de la première page.)

Ainsi a-t-on appris samedi de source rebelle à Peshawar qu'une unité de la 41e brigade de l'armée afghane, envoyée dans la province de Bamiyan (à environ 100 kilomètres à l'ouest de Kaboul) pour combattre la rébellion se serait révoltée il y a une douzaine de jours et aurait rejoint les moudjahidin après avoir attaqué la maison du gouverneur du Bamiyan, qui aurait été tué.

D'autre part, un journal américain, *The Philadelphia Enquirer*, a révélé dimanche que la C.I.A. fournirait de petites quantités d'armes aux combattants musulmans afghans. Depuis la mi-janvier, précise-t-il, des agents de la centrale américaine achèteraient des armes et des munitions pour les faire parvenir en Afghanistan.

Radio-Kaboul a également annoncé dimanche, sans donner de date, l'exécution de dix personnalités de l'ancien régime de Hafizullah Amin, renversé par un coup d'Etat pro-soviétique le 27 décembre dernier. Ils ont été condamnés par un tribunal révolutionnaire pour « *tortures, meurtre d'innocents, pillage de biens gouvernementaux, complot contre le gouvernement, et atteinte à la religion sacrée de l'islam* ». Il s'agit du frère et du cousin de M. Amin, MM. Abdullah Amin et Assadulah Amin, respectivement chef militaire de la région nord et chef de la police secrète et secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et de MM. Ali Shah Paiman, ancien commandant général de la police ; Mohammed Iqbal, ancien chef des services de renseignements et de la garde du palais ; Abdul Wadood, ex-chef des communications au ministère de la défense ; Mohammed Arif Alamyar, ex-directeur général des transports terrestres ; Jandad et Wazir Mohammed Mirak, ex-aides de camp d'H. Amin ; Mohammed Omar, ex-directeur général de la police secrète, et Sayed Abdullah, ex-chef de la prison de Puli-Charki. L'exécution de MM. Abdullah et Assadullah Amin avait déjà été annoncée à Kaboul dès le 28 décembre dernier (*le Monde* daté 30-31 décembre 1979).

Une onzième personne a également été passée par les armes, a-t-on officiellement annoncé à Kaboul. Il s'agit de M. Abdul Madjid Kalakani, qualifié de « *bandit qui terrorisait tout le pays depuis dix ans, tuant des innocents, dévalisant les maisons et créant une atmosphère de terreur et de peur dans des centaines de villages* ». M. Kalakani était l'un des responsables de l'Organisation pour la libération du peuple d'Afghanistan (Sazeman Azadi Masdom) — SAMA, — l'un des principaux mouvements de l'intérieur, nationaliste, progressiste et anti-impérialiste. Il avait lutté contre tous les régimes successifs depuis la monarchie. Il était aussi hostile aux fanatiques religieux réfugiés au Pakistan. L'objectif du SAMA était, comme tous les mouvements de résistance afghans, de « *mettre les Soviétiques à la porte* » et de rétablir l'indépendance du pays. M. Kalakani avait été arrêté lors des mouvements de grève et des manifestations de février dernier.

M. Leonid Brejnev se rendra en visite officielle en Inde à une date qui n'a pas été précisée, a révélé samedi le communiqué officiel publié à l'issue de la visite à Moscou du chef de la diplomatie indienne, M. Rao (*le Monde* daté 8-9 juin). Ce communiqué, qui ne fait aucune mention explicite du problème afghan — pourtant au cœur des conversations de M. Rao avec ses interlocuteurs soviétiques, — se contente des habituelles références à l'« *attachement aux principes de la coexistence pacifique* » et aux « *relations entre l'U.R.S.S. et l'Inde, qui favorisent la cause de la paix et de la stabilité en Asie et dans le monde* ». Rappelons que, selon notre correspondant à Moscou, M. Rao n'avait pas réussi à convaincre le Kremlin d'assouplir sa position sur l'Afghanistan.

Cette absence de résultats concrets n'a pas empêché M. Rao, à son retour à New-Delhi, de se montrer relativement optimiste : « *J'ai des raisons d'avoir de l'espoir* », a-t-il déclaré à la presse, n'écartant pas la possibilité que la capitale indienne soit le lieu d'éventuelles négociations entre l'U.R.S.S., les résistants afghans et le gouvernement de M. Babrak Karmal, comme l'avaient demandé vendredi les trois membres du comité spécial de la Conférence islamique.

Cette proposition a cependant été repoussée par le Kremlin, qui l'a jugée inacceptable. L'agence Tass a déclaré les objectifs de ce comité dépourvus de toute légitimité et qualifié ses trois membres — M. Chatti, secrétaire général de la Conférence islamique, et les ministres des affaires étrangères du Pakistan et d'Iran — de « *trop bien connus* ». Cette « *prétendue* » commission, pour la *Pravda*, a pour dessein d'« *encourager les activités subversives* » contre Kaboul et de présenter comme légitimes des « *groupes de bandits* ». « *On cherche de toute évidence,* poursuit le journal, *à mettre sur le même plan le gouvernement légal de l'Afghanistan et les chefs de bandits soutenus financièrement par la C.I.A. et Pékin.* » — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

M. Ceausescu cherche une solution qui tienne compte du fait accompli

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Prononçant pour la première fois depuis cinq mois le nom de l'Afghanistan en public, M. Ceausescu a pris position, samedi 7 juin, en faveur d'une « *solution politique* » de la crise. Cette solution, en vue le laquelle il faut, a-t-il déclaré, « *agir avec détermination, indépendamment des opinions sur les causes des événements* », devrait mener, selon M. Ceausescu, « *à la cessation de tout appui du dehors aux forces antigouvernementales et, en même temps, au retrait des unités militaires soviétiques* ».

Lancée au cours du meeting qui clôturait une visite de cinq jours du chef de l'Etat bulgare, cette phrase confirme en partie le non-alignement roumain dans la crise afghane. Alors que M. Jivkov allait, quelques instants plus tard, réitérer son appui à l'« *aide fraternelle* » apportée par Moscou et vilipender l'« *agression extérieure* » qui l'aurait rendue nécessaire, M. Ceausescu s'est gardé de reprendre à son compte les thèses de Moscou. Usant des *mêmes termes* que lors de ses condamnation implicites mais répétées de l'intervention soviétique, il a au contraire réaffirmé que le respect de l'indépendance nationale était la « *condition* sine qua non » d'une détente dont il a souligné « *le caractère indivisible* ».

Mais, au-delà de ce rappel de principes et des sous-entendus sur les divergences d'analyse historique, la position roumaine diffère maintenant très peu dans la pratique de celle de l'U.R.S.S.

L'équipe mise en place à Kaboul proposait, le 14 avril, d'envisager le retrait des troupes *soviétiques* « *dans le cadre* » d'un accord international garantissant le démantèlement des bases pakistanaises de la résistance. La semaine dernière, M. Gromyko parlait devant son collègue indien (*le Monde* du 4 juin) d'un retrait « *au cours du règlement politique* ». Aujourd'hui, M. Ceausescu établit une simultanéité entre le départ des contingents soviétiques et la fin de l'appui extérieur (à peu près inexistant) apporté aux « *antigouvernementaux* ».

Ces nuances sont importantes mais, sur le fond, les solutions politiques avancées à Bucarest et à Moscou impliquent avant tout une acceptation du fait accompli, une reconnaissance du gouvernement de M. Karmal et une aide internationale à la normalisation du pays.

Après les « *meilleurs vœux* », adressés le 7 avril à M. Karmal par M. Ceausescu, et la signature donnée le 15 mai à la déclaration du pacte de Varsovie dans laquelle était contenu le schéma de cette solution politique, l'évolution roumaine n'est pas surprenante. Reste à savoir ce qui l'a provoquée : le réalisme dans l'analyse du rapport de forces international ? Le poids des difficultés économiques, notamment énergétiques, dont le chef de l'Etat parlait encore il y a huit jours dans un *discours assez sombre* ? Ou encore le désir de jouer aux côtés de certains pays non alignés un rôle d'intermédiaire ? La visite que doit faire cette semaine à Bucarest le ministre pakistanais des affaires étrangères apportera peut-être des éléments de réponse sur ce dernier point.

Pour l'instant, force est de constater que le refus des partis présents à la conférence des partis communistes européens de Paris de dramatiser l'absence de la Roumanie était justifié. Contrairement à nombre de prises de position antérieures de *M. Ceausescu, celle de samedi* n'a rien pour déplaire à Moscou.

Il suffit pour s'en convaincre de lire la déclaration commune roumano-bulgare, dans laquelle *l'alliée la plus fidèle de l'U.R.S.S.* et « *l'enfant terrible du camp* » mettent l'accent sur la « *nécessité d'un règlement politique* » de l'affaire afghane. Un règlement que le rédacteur en chef de la *Pravda*, M. Afanassiev, affirmait samedi dans la presse de Sofia, « *possible* », puisque, « *simultanément à l'arrêt complet de toute forme d'ingérence extérieure (...), le retrait d'Afghanistan des troupes soviétiques commencera* ».

BERNARD GUETTA.

ASIE

Cambodge

Bangkok ne s'oppose plus à une visite du prince Sihanouk aux Khmers réfugiés en Thaïlande

Le gouvernement thaïlandais n'a pas d'objection à ce que le prince Norodom Sihanouk rende visite aux réfugiés cambodgiens en Thaïlande s'il est admis qu'il peut jouer un « *rôle constructif pour le rétablissement de la paix au Cambodge* », a déclaré, dimanche 8 juin, le ministre des affaires étrangères, M. Sitthi Sawetsila. Ce dernier, qui rentre de visites officielles en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, a cependant démenti que son pays soit en faveur du retour au Cambodge de l'ancien chef de l'Etat, actuellement réfugié en Corée du Nord.

D'autre part, le porte-parole du gouvernement de Bangkok a rejeté, dimanche, une proposition du régime de Phnom-Penh pour l'ouverture d'urgence de conversations khméro - thaïlandaises. « *Comme nous ne reconnaissons pas le gouvernement de M. Heng Samrin*, a-t-il dit, *il n'y a rien à discuter. Comment pourrions-nous parler en de telles circonstances ?* »

Samedi, l'agence de presse de Phnom-Penh, S.P.K., avait à la fois demandé que des négociations soient entreprises avec la Thaïlande pour mettre fin à la tension qui règne entre les deux pays et dénoncé en termes très vigoureux les « *actes de sabotage* » et les « *ingérences* » thaïlandaises dans les affaires intérieures du Cambodge.

Enfin, à Phnom-Penh, dix-sept résistants khmers, jugés pour « *trahison* » (*le Monde* daté 8-9 juin), ont été condamnés à des peines allant de trois ans à vingt ans de prison. — *(A.P., U.P.I., A.F.P.)*

Vietnam

RÉFUGIÉ EN FRANCE

Un ancien ministre du G.R.P. dénonce la « trahison » par Hanoï de la « politique de réconciliation »

M. Truong Nhu Tang, ancien ministre de la justice du Gouvernement révolutionnaire provisoire sud-vietnamien (G.R.P.) de 1969 à 1976, arrivé en France, en mars dernier, après avoir fui son pays par bateau, en septembre 1979, a donné une conférence de presse, ce lundi 9 juin, à Paris. Il a dénoncé la « *trahison cynique* » par le P.C. de Hanoï de la « *politique d'union, de réconciliation et de concorde nationales préconisée par le F.N.L. et le G.R.P.* », « *machiavéliquement transformés en politique de vengeance et d'oppression* » après la « *libération* » du 30 avril 1975.

Dans les mois qui suivirent, selon M. Tang, « *ce fut la réunification précipitée et forcée du pays* ». « *Le parti monopolisa le pouvoir entre les mains d'une nouvelle caste bureaucratique, incompétente et corrompue, menant la lutte des classes à outrance et exerçant la dictature la plus inhumaine du prolétariat. Ce fut, ensuite, la série de mesures de répression contre la population sud-vietnamienne : camps de rééducation pour les anciens fonctionnaires et militaires, nouvelles zones économiques pour les citadins, confiscation des biens et renvoi des chefs d'entreprise, discrimination dans la fonction publique, à l'usine et dans les écoles.* »

M. Tang, qui perdit ses fonctions *en 1976 après la réunification du* pays, a rappelé sa participation à la résistance contre « *l'intervention américaine et le despotisme d'un gouvernement corrompu* » (celui du général Thieu). « *J'avais des raisons de croire que les communistes vietnamiens étaient avant tout des patriotes, qui sauraient et devraient mettre les intérêts supérieurs de la nation au-dessus de toute idéologie, consolider la solidarité nationale par la réconciliation et la concorde, mobiliser tous les efforts pour panser les blessures de guerre, apporter la paix, le bien-être et la liberté au peuple. Je me suis complètement trompé !* », a-t-il reconnu.

PROCHE-ORIENT

Iran

Les autonomistes s'insurgent contre l'intention de M. Bani Sadr de « régler d'ici une semaine le problème kurde »

Téhéran (A.F.P.). — Les organisations autonomistes kurdes ont décidé de prendre des mesures afin d'organiser la défense de leur région, *à la suite des déclarations* du président iranien, M. Bani Sadr, *qui a affirmé*, vendredi 6 juin, que « *le problème kurde sera réglé d'ici une semaine* ».

Les quatre principales organisations kurdes *ont précisé*, à l'A.F.P., qu'elles condamnaient unanimement les récents propos du président de la République iranienne, qui les a menacées d'en finir avec la révolte par un nettoyage systématique de la région.

Le Parti démocratique du Kurdistan iranien (P.D.K.I.) et l'organisation des Fedayin du peuple (marxiste-léniniste) ont annoncé vendredi, dans un meeting à Mahabad (capitale du Kurdistan), qu'ils ne déposeront leurs armes que lorsque le gouvernement central acceptera le programme d'autonomie et mettra fin au boycottage économique du Kurdistan.

Ces deux organisations ont également affirmé qu'elles déploieraient tous leurs efforts pour que la guerre ne s'étende ni aux villes ni aux régions actuellement calmes.

Le dirigeant religieux Ezzedine Husseini a indiqué, pour sa part, que face aux déclarations de M. Bani Sadr, les *pechmergas* (combattants kurdes) ont l'intention de quitter les villes et d'organiser la résistance par la guérilla : « *Nous voulons éviter que le sang du peuple innocent coule, et pour cela les combattants organiseront la guérilla sur les routes stratégiques en particulier.* »

Quant au mouvement Komalah (maoïste), il a affirmé que sa stratégie de défense dépendra des initiatives militaires du gouvernement de Téhéran.

Pour le Komalah et le cheikh Husseini, le cessez-le-feu n'est acceptable que si l'armée et les gardiens de la révolution se cantonnent dans les casernes et quittent les villes et les campagnes kurdes. « *Le peuple kurde n'acceptera le cessez-le-feu qu'à la condition que l'armée se retire* », a affirmé un dirigeant du Komalah.

La visite de M. Ramsey Clark à Téhéran suscite des remous aux États-Unis

L'ancien ministre américain de la justice, M. Ramsey Clark, a une nouvelle fois affirmé qu'il avait eu raison de se rendre en Iran, mais les adversaires de son initiative ne semblent pas désarmer.

M. Clark, qui est arrivé à Paris venant de Téhéran, où il a participé à la « conférence internationale sur les ingérences américaines en Iran », a déclaré qu'il se défendrait, s'il était l'objet de poursuites, en invoquant le droit constitutionnel des citoyens américains à voyager, à se réunir et à exprimer leur opinion. Il a, en revanche, contre-attaqué en déclarant au cours d'une interview télévisée sur la chaîne A.B.C. que la tentative militaire manquée de « *sauvetage* » des otages américains était une action illégale. Il a également affirmé que sa présence à Téhéran avait été utile dans la perspective de la libération des cinquante-trois otages. Il a cependant déclaré qu'il ne fallait pas attendre des « *miracles* » de la réunion à laquelle il a participé.

Le sénateur John Tower (Texas, républicain) a vivement critiqué le voyage de M. Clark et de neuf autres Américains, en violation de l'interdiction imposée par le président Carter à tout voyage en Iran.

M. Tower a estimé que cette initiative était « *séditieuse* » si elle ne relevait pas de la trahison, et qu'elle devrait être examinée par un « *grand jury* ». Il a ajouté qu'il ne connaissait pas les mobiles de M. Clark et de ses amis, mais à coup sûr ils avaient « *desservi* » leur pays.

Le secrétaire d'Etat, M. Edmund Muskie, a cependant réagi d'une manière moins vive en rappelant que l'interdiction de se rendre en Iran visait surtout à *protéger les citoyens américains*. Au cours d'une émission de la chaîne de télévision N.B.C., M. Muskie a déclaré que le département de la justice étudiait l'affaire pour établir si la loi avait été violée.

Il a cependant rappelé la déclaration de M. Clark qui a indiqué que l'opinion en Iran avait évolué récemment et semblait sensiblement moins favorable à la poursuite de la détention des otages, entamée le 4 novembre dernier. M. Muskie a ajouté que le département d'Etat serait heureux de rencontrer des membres de la délégation s'ils avaient des informations utiles à présenter. — *(Reuter.)*

Liban

M. HOSS PRÉSENTE SA DÉMISSION AU CHEF DE L'ÉTAT

Le chef du gouvernement libanais, M. Sélim Hoss, a remis, samedi 7 juin, sa démission au chef de l'Etat, M. Elias Sarkis, tout en lui laissant le soin de « *décider du moment propice à son acceptation* ». M. Hoss a *souhaité cependant que* ce délai ne dépasse pas « *quelques jours* ».

Dans sa lettre de démission, M. Hoss affirme qu'il s'efface afin de « *céder la place à un gouvernement d'union nationale* ». Toutefois, les pourparlers entamés récemment pour trouver une formule de ce type n'ont pas abouti à des résultats concrets. Les divergences *demeurent insurmontables* entre le Mouvement national libanais, qui regroupe la plupart des forces de gauche, et le Front libanais, représentant les grands partis maronites. De plus, les partisans de l'ancien président Soleiman Frangié refusent *toujours de s'asseoir à la même* table que les phalangistes de *M. Pierre Gemayel*.

En outre, une certaine tension marque les relations entre M. Frangié et le président Sarkis, accusé de « *laxisme* » dans la direction des affaires de l'Etat.

Selon le quotidien de Beyrouth *l'Orient le jour, la démission du chef* du gouvernement pourrait s'expliquer en partie par les divergences qui existent entre M. Hoss et M. Sarkis sur le problème délicat de la réorganisation de l'armée. Le *chef* du gouvernement estime, en effet, que *les services de renseignements militaires* devraient être privés d'une partie de leurs prérogatives au profit de la sûreté générale, *c'est-à-dire des* civils, tandis que, selon M. Elias Sarkis, *le deuxième bureau* de l'armée doit rester l'instrument essentiel de la sécurité de l'Etat.

Les partis de gauche partagent sur ce problème le point de vue de *M. Hoss et refuseront* sans doute de participer au futur gouvernement si ce point de vue ne prévaut pas.

Israël

M. Begin adresse une mise en garde aux Arabes israéliens solidaires des Cisjordaniens

De notre correspondant

Jérusalem. — *Une certaine tension* vient de se manifester entre les dirigeants de la *communauté* arabe en Israël et le gouvernement de M. Begin. *Dans* une conférence, le 8 juin, M. Begin a dénoncé les propos *tenus* la semaine dernière par le maire arabe de Nazareth, *M. Toufik* Zayyad, député du groupe communiste Rakah à la Knesset. M. Zayyad avait présidé le 5 juin à Nazareth une réunion des principaux dirigeants des conseils locaux arabes en Israël au cours de laquelle ces derniers avaient vivement critiqué la politique du gouvernement dans les territoires occupés et exprimé leur « *solidarité* » avec la population de Cisjordanie après les attentats commis contre les maires de Naplouse et de Ramallah et après les expulsions des maires d'Hébron et de Khalkhoul le mois précédent.

M. Begin a déclaré que le discours prononcé par M. Zayyad à cette occasion était « *très grave* » et qu'une enquête serait menée à ce sujet. Dans la coalition gouvernementale, mais aussi au sein du parti travailliste, des voix se sont élevées pour réclamer des sanctions contre l'attitude « *subversive* » de M. Zayyad et la levée de son immunité parlementaire.

D'autre part, quatre dirigeants arabes d'Haïfa et de Saint-Jean-d'Acre *ont* été assignés à résidence sur décision du *commandant militaire de la région*. Ils avaient participé à la réunion de Nazareth. *Le* parti *communiste* a réclamé un débat à la Knesset et a protesté contre ces mesures d'exception prises en application d'une réglementation d'urgence datant du mandat britannique qui n'avait plus été utilisée contre les Arabes en Israël depuis une quinzaine d'années.

Les autorités de Jérusalem craignent que n'apparaisse dans la communauté arabe israélienne (1) un mouvement d'identification avec la population palestinienne des territoires occupés. Au cours *des dernières semaines*, une vague d'agitation s'était produite dans les *universités de Jérusalem*, Tel-Aviv, Haïfa et Bersheeva, où des étudiants *arabes affirmant* leur « *identité palestinienne* » s'étaient violemment opposés à des étudiants israéliens appartenant à des mouvements *de droite*. — *F.C.*

(1) Sur une population totale de trois millions huit cent mille habitants, près de six cent mille citoyens israéliens sont arabes.

MISE A SAC DU SIÈGE DU PARTI DE GAUCHE SHELLI

Tel-Aviv *(A.F.P.)*. — Le siège du parti Shelli (gauche non travailliste) à Tel-Aviv a été saccagé par des inconnus, dans la nuit de samedi à dimanche. Les meubles ont été détruits, le téléphone a été coupé, de nombreux dossiers ont été emportés. Les vandales ont laissé des graffiti derrière eux : « *Traîtres* », « *T.N.T.* (« *Terreur antiterreur* ») *est passé par là* », « *Mort à Chakaa* » (le maire blessé de Naplouse) et « *Mort à Meir Pail* » (secrétaire général du parti Shelli).

Dans une déclaration par téléphone au journal *Haaretz*, un porte-parole du groupe clandestin T.N.T. a annoncé qu'il s'occuperait aussi des « *traîtres israéliens* ». « *Nous vous réservons le même sort qu'à Bassam Chakaa* », a indiqué un autre correspondant anonyme au député Yossi Sarid (parti travailliste).

Les quotidiens *Maariv* et *Yedioth Aharonoth* ont reçu, par ailleurs, des appels téléphoniques revendiquant la mise à sac des locaux du Shelli, « *qui abritent des gens qui collaborent avec l'O.L.P.* ». Le Shelli (deux députés au Parlement) est favorable à des négociations directes avec les Palestiniens.

AVANT LE SOMMET EUROPÉEN DE VENISE
Washington veut relancer les négociations sur l'autonomie palestinienne

Inquiets des projets européens visant à relancer, à l'occasion du prochain sommet de Venise, les 12 et 13 juin, le règlement du problème du Proche-Orient, les Etats-Unis envisagent de prendre une nouvelle initiative pour débloquer les négociations israélo-égyptiennes sur l'autonomie palestinienne. Le fait a été confirmé, dimanche soir 8 juin, à la Maison Blanche. Une nouvelle série d'entretiens entre les Etats-Unis, l'Egypte et Israël pourrait se dérouler à Washington pour tenter de débloquer la situation et M. Carter aurait fait parvenir des messages en ce sens à MM. Begin et Sadate.

Ce nouveau « round » tripartite pourrait réunir M. Joseph Burg, le ministre israélien de l'intérieur, M. Kamal Hassan Ali, le ministre égyptien des affaires étrangères, et M. Sol Linowitz, spécialement chargé par M. Carter du dossier proche-oriental. Selon des informations en provenance de Washington et du Caire, le secrétaire d'Etat américain, M. Muskie, pourrait annoncer ces projets ce lundi 9 juin, au cours d'une conférence de presse qu'il doit donner au National Press Club. Les négociations tripartites, qui avaient été interrompues le mois dernier par le président Sadate pour protester contre la politique israélienne à l'égard du statut de Jérusalem, pourraient reprendre dans un délai d'une à deux semaines.

L'initiative américaine a été bien accueillie, ce lundi 9 juin, par les autorités du Caire, au nom desquelles le général Kamal Hassan Ali, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères égyptien, a exprimé sa satisfaction. En revanche, la démarche de Washington risque de placer les Neuf en position délicate. Faisant allusion au projet européen, M. Muskie a déclaré dimanche à la télévision que les Etats-Unis ne feront « *aucune objection à une éventuelle initiative de leurs alliés européens, si elle est de nature constructive et si elle ne sape pas les négociations tripartites. (...) Je n'aimerais pas voir une initiative susceptible de détourner l'attention du cadre établi par les accords de Camp David* », a ajouté M. Muskie.

De son côté, dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Newsweek*, M. Jean François-Poncet a déclaré qu'une éventuelle initiative européenne ne prendra pas nécessairement la forme d'un projet de résolution devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Evoquant la possibilité d'un veto américain contre une telle résolution européenne, le ministre français des affaires étrangères a dit : « *Personne ne veut une confrontation avec les Etats-Unis. Là n'est pas le problème. Le problème est la paix et la stabilité.* »

Evoquant les relations franco-américaines, M. François-Poncet a ajouté : « *Je ne pense pas qu'il y ait un doute quelconque dans l'esprit de ceux qui gouvernent l'Amérique que la France est l'un de ses alliés les plus sûrs. Nous sommes un allié qui parle franc, mais sur qui on peut compter. (...) Nous pensons que solidarité ne signifie pas forcément uniformité.* »

AFRIQUE

Libye

LA « LIQUIDATION » DES OPPOSANTS A L'ÉTRANGER

Le colonel Kadhafi vient de réaffirmer que seront « éliminés », à partir du 11 juin, tous les Libyens à l'étranger qui auront refusé de retourner en Libye malgré les injonctions de Tripoli (le Monde *daté 27-28 avril).*

Dans une interview publiée par l'hebdomadaire italien Panorama, *le colonel Kadhafi a indiqué que, à partir de cette date,* « les comités révolutionnaires découvriront et liquideront » *tous les dissidents à l'étranger.*

Le colonel Kadhafi a, en outre, affirmé que la Libye entendait demander à la R.F.A., à l'Italie et à la Grande-Bretagne des « dommages de guerre » *qui pourraient s'élever à* « des milliers de milliards de dollars ». — *(A.F.P.)*

[Plusieurs opposants connus au régime libyen ont, d'ores et déjà, été « liquidés » en Italie et en Grande-Bretagne. Si les propos prêtés au colonel Kadhafi sont fidèlement rapportés, il se confirme que ces procédés criminels, qui ont créé un véritable climat de terreur dans la communauté libyenne, notamment en Italie, sont revendiqués par le premier personnage de l'Etat.]

● *Le Polisario* a annoncé, le dimanche 8 juin à Alger, que trois cents chalutiers espagnols avaient appareillé samedi en direction des côtes du Sahara occidental. Ils seraient protégés par des navires de guerre. Les autorités de Madrid entendraient protester ainsi contre la récente capture par les maquisards d'un bateau de pêche espagnol qui opérait dans les eaux territoriales du Sahara occidental. Le Polisario dénonce la *« provocation »* de Madrid et renouvelle ses mises en garde à l'encontre de tout navire qui viendrait *« piller les richesses de la R.A.S.D. au mépris des lois ».* — *(Corresp.)*

Ouganda

Le Soudan et le Kenya n'ont pas pu s'accorder avec la Tanzanie sur l'avenir du régime de Kampala

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — L'Afrique orientale demeure malade de l'Ouganda. Lors d'une réunion à Mombasa, il y a quelques semaines, les présidents de l'Ouganda et des trois principaux pays voisins — le le Kenya, la Tanzanie et le Soudan — paraissaient avoir trouvé, sinon un terrain d'entente, du moins un *modus vivendi.* Ils avaient mis l'accent sur la nécessité d'*« élections libres et équitables »*, conformément aux promesses des successeurs d'Idi Amin Dada. Le coup d'Etat contre M. Binaisa et le retour d'exil de l'ancien président Obote ont fait voler en éclats cette trompeuse unanimité.

Une rencontre au sommet, à Arusha, dans le nord de la Tanzanie, entre les présidents Nyerere (Tanzanie), Nemeiry (Soudan) et M. Muwanga, chef de la Commission militaire au pouvoir à Kampala, vient de se solder par un fiasco. Le chef de l'Etat kenyan, M. Arap Moi, avait refusé à la dernière minute de participer aux entretiens. Bien qu'un communiqué final ait qualifié la réunion de *« fraternelle et cordiale »*, M. Nemeiry n'a obtenu aucune concession de ses deux interlocuteurs. Ce sommet, avec quelques vifs échanges, n'a fait que confirmer la cassure entre, d'une part, l'Ouganda et la Tanzanie et, de l'autre, le Soudan et le Kenya.

Initiateur de la rencontre, M. Nemeiry avait soumis à ses partenaires un « document de travail » comportant trois points *essentiels* : *fixation* d'une date pour le retrait d'Ouganda des quelque douze mille soldats tanzaniens qui y demeurent stationnés ; supervision des élections confiée à une équipe d'observateurs internationaux mandatés par l'O.U.A. ou le Commonwealth ; libération de M. Binaisa, toujours prisonnier d'une unité tanzanienne dans sa résidence présidentielle d'Entebbe, à 40 kilomètres de Kampala.

Ces trois requêtes ont été repoussées. Le départ de l'armée tanzanienne ? Celle-ci, a répliqué M. Nyerere, se trouve en Ouganda parce que les dirigeants de Kampala le souhaitent. En conséquence, la décision d'un éventuel retrait leur appartient. Le contrôle international des élections ? M. Muwanga n'y semblait pas hostile, mais le sujet a donné lieu, entre MM. Nyerere et Nemeiry, à un dialogue animé et ponctué de références bibliques. Le premier a objecté que, *« jamais depuis Adam »*, des observateurs étrangers n'avaient été appelés à contrôler les élections dans un Etat souverain. Aurait-il déjà oublié le précédent rhodésien ? Le second riposta que, *« jamais depuis Adam »*, un scrutin ne s'était tenu sous la haute surveillance d'un contingent armé étranger.

A cet égard, M. Muwanga a réitéré, selon le communiqué publié à Arusha, son engagement de tenir des élections *« cette année »* et non plus avant la fin septembre. Cet ajournement de la consultation est dû notamment aux difficultés survenues dans la *collecte des résultats du recensement.* Le communiqué ne souffle mot du sort réservé à M. Binaisa. Le chef de l'Etat kényan avait, semble-t-il, exigé, comme condition préalable à sa participation au sommet d'Arusha, la mise en liberté de l'ancien président ougandais et sa présence aux entretiens. N'ayant pu obtenir gain de cause, M. Moi a choisi de rester chez lui.

Le président Nemeiry est venu l'informer, samedi 7 juin, de la tenue des conversations d'Arusha. Après un tête-à-tête à Nakuru, dans la résidence de M. Moi, les deux chefs d'Etat ont exprimé, dans un communiqué commun, de *« sérieux doutes »* sur la validité du prochain processus électoral et fait part de leur *« inquiétude »* quant à la neutralité de l'équipe en place en Ouganda. M. Bona Malwal, membre du bureau politique de l'Union socialiste soudanaise, a résumé samedi à Nairobi la position de Khartoum : *« Nous ne savons pas,* a-t-il dit, *ce qu'est le gouvernement ougandais. Y a-t-il eu ou non un coup d'Etat militaire ? Le Soudan et le Kenya veulent que la situation soit clarifiée. »* Cette *« clarification »*, M. Nemeiry ne l'a pas obtenue. a sluoué

M. Nyerere n'a cédé que sur un point, mineur au demeurant, en acceptant de laisser partir dans l'avion de M. Nemeiry MM. Rugumayo et Ojok, respectivement président et secrétaire général du Conseil national consultatif, l'Assemblée législative ougandaise. Venus informer M. Nyerere de l'imminence du putsch, ces deux personnalités, hostiles au coup d'Etat, étaient virtuellement prisonnières depuis près d'un mois d'Arusha.

Pendant ce temps, M. Obote a tenu, samedi, devant cinq mille personnes, son premier meeting électoral à Kampala depuis son retour au pays. Il a promis qu'en cas de victoire il *« restituerait à leurs propriétaires légitimes tous les biens confisqués aux Ougandais sous le régime d'Idi Amin ».* Il a promis une compensation financière aux non-Ougandais — sous-entendu les Asiatiques — spoliés pendant la dictature. *« Cet argent,* a-t-il précisé, *sera le produit de la vente de leurs propriétés à des Ougandais. »* Il a souhaité entretenir de bonnes relations avec la Tanzanie — ce qui ne surprendra personne — et... avec le Kenya. Ces propos électoraux, après tout, n'engagent à rien.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Madagascar

CORRESPONDANCE

La détention de trois officiers

A la suite des informations que nous avons publiées sur la détention de trois officiers (1) à Madagascar (le Monde *du 26 avril), Me Dechezelles, du barreau de Paris, nous écrit :*

L'on se souvient que le colonel Ratsimandrava fut assassiné le 11 février 1975, six jours après son accession à la tête de l'Etat. Son meurtre entraîna l'ouverture au mois d'avril 1975 d'un immense procès, dit « procès du siècle », dans lequel comparurent devant le tribunal militaire 297 personnes, *dont le premier président de la* République de Madagascar, Philibert Tsiranana, tous passibles, selon les incriminations retenues, de la peine de mort. J'ai assisté à ce procès comme *observateur* de la Fédération internationale des droits de l'homme. Le président du tribunal, magistrat civil, conduisit loyalement les débats. Les accusés purent librement se défendre. Presque tous furent acquittés. Aucune condamnation à mort ne fut prononcée.

J'ai été à nouveau désigné *comme observateur de la Fédération* internationale des droits de l'homme pour assister au procès des trois officiers incarcérés depuis trois ans. Comme vous l'indiquez, l'obscurité la plus totale règne sur leur sort. L'on ignore tout des charges réunies à leur encontre, si et quand ils seront jugés et, dans ce cas, devant quelle juridiction.

Je me suis adressé tour à tour au ministre de la justice et à l'ambassadeur de Madagascar en France. Ayant été l'un des défenseurs en *1948* des accusés du procès de Tananarive, dit des parlementaires malgaches, procès qui fut justement qualifié d'affaire Dreyfus à l'échelle d'un peuple, et ayant conservé des amitiés inaltérables à Madagascar, j'espérais obtenir l'autorisation d'accomplir la mission qui m'a été confiée. (...) Je n'ai pas eu l'honneur d'une réponse à ma lettre à l'ambassadeur.

(1) Le commandant Andriamaholison et les capitaines Rakoto-Abel et Rajotorina.

SELON L'UNICEF

Vingt millions d'Africains sont menacés par la famine

La sécheresse et les conflits armés qui affectent une grande partie de l'Afrique, du Tchad à la *Somalie, ont conduit près de* vingt millions de personnes, dont plus de la moitié sont des enfants, au bord de la famine, estime le bureau européen de l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) dans un communiqué publié, dimanche 8 juin, à Genève.

A Djibouti, le manque total de pluies depuis deux ans a asséché les puits et provoqué la perte de la plus grande partie du bétail. Près de quatre-vingt mille personnes, dont cinq mille enfants, *sont affectées par cette sécheresse.* Le nombre d'Ethiopiens et de Somaliens, réfugiés dans ce petit territoire, est estimé à vingt-cinq mille.

L'Ethiopie est de nouveau sous la menace d'une famine comparable à celle qui, il y a six ans, avait provoqué la mort d'environ deux cent mille personnes. Il n'a pas plu, depuis deux ans, dans la majeure partie du pays. Selon les chiffres publiés, en avril, par la commission éthiopienne d'aide aux victimes de fléaux naturels, *près de cinq millions de personnes,* dans neuf provinces éthiopiennes sont touchées. L'une des régions les plus affectées est la province de Gamo-Goffa où les problèmes ont été multipliés après l'arrivée de réfugiés des ethnies Tobose et Turkana fuyant les zones affectées par la sécheresse.

*A la suite de la guerre somalo-*éthiopienne, des centaines de milliers de Somalis vivant en Ogaden se sont réfugiés en Somalie depuis deux ans. La situation est aggravée par la sécheresse, une personne sur quatre en Somalie est un réfugié venant de l'étranger ou d'une autre partie du pays. Plus de sept cent mille personnes reçoivent un minimum de soins dans vingt-quatre camps de réfugiés. Huit cent mille autres vivent hors de ces camps dans une détresse *extrême.*

Par ailleurs, au moins quatre millions d'Ougandais sont victimes de la sécheresse qui sévit dans le nord de leur pays. Des bandes armées d'anciens soldats du régime Idi Amin volent le bétail, privant la population de toute alimentation lactée. 90 % des cinq mille pompes à eau du pays étant hors d'usage, la population doit recourir à des sources polluées, ce qui a provoqué de nombreux cas de choléra. Bien qu'une aide considérable arrive en Ouganda via le Kenya, le mauvais fonctionnement de l'administration et des services ougandais fait que la plus grosse partie de cette aide n'est pas distribuée. — *(A.F.P.)*

A TRAVERS LE MONDE

Chine

UN PRETRE CATHOLIQUE, le père Stanislas Shen, âgé de soixante-dix-huit ans, vient d'être renvoyé dans un camp de travail o ù il avait déjà passé plus de vingt ans de sa vie, apprend-on, lundi 9 juin, à Hongkong, de source catholique. Le père Shen avait été arrêté, le 6 mai, sous l'accusation d'*« entrave à la production et à la modernisation ».* Il semble qu'il ait organisé un pèlerinage qui avait attiré environ trois mille personnes. Malgré son grand âge et bien qu'il soit cardiaque, le prêtre a été envoyé au camp de Pei Mao Lin, dans la province de l'Anhui, d'où il avait été libéré, il y a deux ans. — *(A.P.)*

Colombie

● DE JEUNES MILITANTS CHRETIENS retiennent, depuis le dimanche 8 juin, quarante-cinq otages dans une église qu'ils ont occupée à Yumbo, ville industrielle proche de Cali. Ils entendent protester contre des hausses dans les tarifs des transports, et obtenir une amélioration des services publics. *(A.F.P.)*

Corée du Sud

● HUIT JOURNALISTES appartenant aux plus importants organes d'information du pays ont été arrêtés pour *« propagation de rumeurs tendancieuses »*, a annoncé lundi 9 juin le commandant de la loi martiale. — *(U.P.I.)*

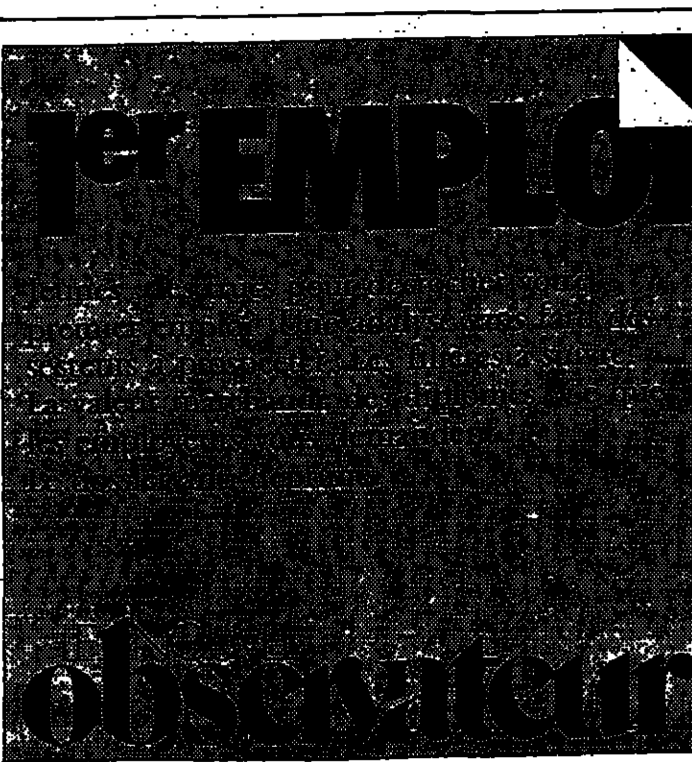
Philippines

● UN DIRIGEANT DU FRONT NATIONAL DE LIBERATION MORO (F.N.L.M.), M. Rasul Abdullah, a révélé que la Libye et la Malaisie soutenaient la rébellion dans le sud des Philippines. Selon l'amiral Romulo Espaldon, M. Rasul Abdullah, qui vient d'être arrêté avec deux autres dirigeants du F.N.L.M., aurait avoué qu'il avait été entraîné à la guérilla en Libye. Ses deux compagnons auraient reconnu avoir été formés dans *« plusieurs pays musulmans ».* Le F.N.L.M. réclame la complète autonomie des provinces musulmanes des Philippines. — *(A.F.P.)*

Tchad

● UN REPRESENTANT DES FORCES ARMEES POPULAIRES (FAP) du président Oueddeï a démenti, samedi 7 juin, le ralliement de la garnison de Faya-Largeau, dans le nord du Tchad, aux Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré (*le Monde* des 8 et 9 juin). De passage à Paris, le Dr Nokouri a également fait état de l'« échec cuisant » des FAN lors des affrontements pour le contrôle de la présidence de la République à N'Djaména. — *(A.F.P.)*







EUROPE

Allemagne fédérale

Les libéraux confirment l'alliance avec les sociaux-démocrates

De notre correspondant

Bonn. — En définissant sa stratégie pour les élections fédérales du 5 octobre, le congrès extraordinaire du *parti libéral, réuni* samedi 7 et dimanche 8 juin à Fribourg, *s'est prononcé à une écrasante* majorité pour le maintien de son *alliance avec* les sociaux-démocrates.

Que la tâche du F.D.P. ne soit pas *facile*, ses dirigeants l'ont reconnu en toute franchise. Le parti vient de subir l'un de ses échecs les plus graves en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (*le Monde* daté 13-14 mai), où il n'a pas réussi à obtenir les 5 % des voix nécessaires pour être représenté à l'assemblée régionale. La question est posée de savoir si les libéraux ne sont pas exposés au même péril lors des élections générales. M. Genscher, le ministre des *affaires étrangères*, qui est aussi président du F.D.P., a reconnu que l'existence de son parti était en jeu, ainsi que l'équilibre politique de la République fédérale tout entière.

En dehors d'attaques très vigoureuses contre le candidat de l'opposition à la chancellerie, M. Franz-Josef Strauss, la démarche des libéraux consistera donc à convaincre les électeurs qu'il faut « *voter Genscher pour maintenir Helmut Schmidt au pouvoir* ». Ce slogan n'est pas aussi paradoxal qu'on pourrait le croire au premier abord. Tout le monde admet que M. Schmidt lui-même souhaite la poursuite d'un gouvernement de *coalition* avec les libéraux. Une majorité absolue du S.P.D. — *qui paraît* d'ailleurs improbable — augmenterait sensiblement l'influence de l'aile gauche du parti social-démocrate. M. Genscher a donc pu soutenir que la présence des libéraux dans le prochain Bundestag et dans un nouveau gouvernement social-libéral était indispensable pour éviter que le chancelier actuel soit obligé de se plier aux exigences des extrémistes de son propre parti.

Une autre préoccupation du F.D.P. est de prévenir, dans la mesure du possible, une polarisation de la campagne électorale « *entre Schmidt et Strauss* ». *Cette tâche difficile*, les libéraux comptent la mener à bien en personnalisant eux aussi leur combat. Alors que, dans le passé, le F.D.P. proposait aux électeurs une « équipe », il entend cette fois-ci mettre en avant M. Genscher tout seul. Le ministre des affaires *étrangères sera donc présenté* comme le principal artisan de la *politique* de détente qui a été pratiquée par le gouvernement du chancelier Schmidt.

Quant au programme défini à Fribourg, il s'en tient à certains principes fondamentaux du parti, avocat résolu de cette « *économie sociale de marché* » à laquelle la plupart des citoyens de la République fédérale continuent d'attribuer leur bien-être. Beaucoup *plus qu'autrefois, cependant*, le F.D.P. met aussi l'accent sur la défense de l'environnement, car il se sent particulièrement menacé, sur le plan électoral, par les « verts ».

Le congrès de Fribourg s'est en outre prononcé pour toute une série de mesures tendant à libéraliser l'État et l'administration : protection des minorités, intégration des travailleurs immigrés, abolition des peines de prison à perpétuité, *assouplissement des* lois sur l'homosexualité. Enfin, *contre la volonté des dirigeants* du parti, les congressistes ont demandé l'abolition de la loi — votée par le Bundestag lorsque les terroristes faisaient encore beaucoup parler d'eux — permettant d'interdire temporairement tout contact entre un accusé et ses avocats. Si ce catalogue de projets répond aux aspirations de nombreux libéraux, et particulièrement des jeunes, il a cependant peu de chances de jouer un rôle *décisif* dans la campagne pour les élections du 5 octobre *prochain*.

JEAN WETZ.

Union soviétique

Neuf amis de M. Sakharov lancent un appel à M. Brejnev

De notre correspondant

Moscou. — Neuf amis de l'académicien Sakharov *ont adressé* une lettre à M. Leonid Brejnev, le 2 juin, pour demander la création d'une commission spéciale du Soviet suprême chargée de réviser les conditions de vie du prix Nobel de la paix. Indiquant que sa relégation forcée ne repose sur aucune base juridique claire, les auteurs de la lettre écrivent : « *Il semble que des forces qui essaient de se placer elles-mêmes au-dessus de la légalité et des lois de l'U.R.S.S. sont en train de jouer avec le destin et la vie de l'académicien André Sakharov.* »

Ils notent que M. Sakharov est de *plus en plus isolé à Gorki où il a été* envoyé de force le 22 janvier dernier.

Les autorités ont récemment interdit à Mlle Lisa Alexeïeva, la fiancée du fils de sa femme, de se rendre à Gorki auprès de lui, et elles veulent l'empêcher d'occuper l'appartement de M. Sakharov à Moscou, dans lequel *elle habite depuis plusieurs années.* Une autre amie de la famille, qui restait à Gorki auprès de l'académicien lorsque sa femme était à Moscou, a été avertie par le K.G.B. de Leningrad qu'elle *ne* devait pas s'occuper de lui sous peine de poursuites.

Cependant, plusieurs scientifiques, collègues de M. Sakharov, ont été autorisés à lui rendre visite, à condition toutefois de s'abstenir de toute déclaration et de conserver un strict anonymat.

Les signataires de l'appel à *M. Brejnev sont notamment* les écrivains Georgi Vladimov, Lev Kopelev, *le physicien Boris Altschuler*, *Félix* Serebrov, membre du groupe contre l'utilisation abusive de la psychiatrie à des fins politiques, Ivan Kovalev, dont le père, biologiste, purge une peine de plusieurs années de camp, et l'avocate Nina Kalistratova.

D. V.

● *Les autorités soviétiques affirment ne pas avoir arrêté M. Borissov*, le syndicaliste indépendant emmené par plusieurs hommes mardi 3 juin. Sa femme, Mme Irina Kaploum, s'est adressée en vain au siège du K.G.B. à Moscou et à la direction de la milice à Moscou et à Leningrad. Un *fonctionnaire* de la *milice* lui a même dit : « *Cherchez-le vous-même* ». Quatorze organisations syndicales occidentales ont lancé, vendredi 6 juin, un appel en faveur de la libération de ce promoteur du syndicat libre (SMOT), qui avait été relâché d'une prison *psychiatrique au début de mai* dernier. — (*A.F.P.*)

Selon le « New-York Times »

L'U.R.S.S. RENFORCERAIT SON DISPOSITIF MILITAIRE EN EUROPE

New-York (*A.F.P.*). — L'Union soviétique *aurait modifié sa stratégie* militaire en Europe et aurait *commencé à renforcer ses* forces armées dans plusieurs pays *du pacte de Varsovie*, après son retrait de troupes de la République démocratique allemande, selon des sources proches des services de renseignements américains.

Le *New York Times*, qui cite ces sources dans son édition du dimanche 8 juin, estime que l'U.R.S.S. ferait « *plus que compenser* » le retrait de R.D.A. de vingt mille hommes de troupes et de 1 000 chars, annoncé par M. Brejnev. Selon ces sources, trente mille hommes de troupe, 1 000 pièces d'artillerie et plus de 1 200 chars et véhicules de transport blindés seraient appelés à renforcer les vingt-six divisions de *l'armée soviétique* en R.D.A., en Pologne et en Tchécoslovaquie.

Ce mouvement correspondrait à une nouvelle stratégie du pacte de Varsovie, décidée par crainte des armes antichars déployées par l'OTAN en Europe, ont estimé les experts cités par le *New York Times*. Selon ceux-ci, l'U.R.S.S. avait prévu initialement une pénétration massive de chars du pacte de Varsovie en Europe de l'Ouest, en cas de conflit classique. *La nouvelle théorie ferait* intervenir en premier des troupes *motorisées pour éliminer* les défenses antichars de l'OTAN, *selon le quotidien new-yorkais.*

● *Des bâtiments de guerre* soviétiques, polonais et est-allemands *ont, pour la première fois*, participé ensemble à d'importantes manœuvres navales en mer du Nord, au large des côtes du Jutland. Ces unités de l'Est avaient traversé le détroit du Grand-Belt trois par trois en laissant un espace de temps assez long entre leurs différents passages, ce *qui leur* avait évité d'avoir à en avertir les autorités danoises, comme le veulent les règlements internationaux. — (*Corresp.*)

Grande-Bretagne

Les divisions s'accentuent chez les travaillistes au sujet de l'Europe

De notre correspondant

Londres. — Les divisions du parti travailliste au sujet de l'Europe se *sont sensiblement* aggravées, dimanche 8 juin. La semaine précédente, *M. Silkin, ancien ministre* de l'agriculture, avait annoncé son intention *de demander au congrès de* Blackpool, en octobre, de voter une motion qui engagerait *un futur gouvernement* travailliste à s'écarter de *la* Communauté européenne. Cette initiative a provoqué une vigoureuse contre-attaque des *éléments pro-européens* du parti : Mme Shirley Williams, ancien ministre de l'éducation, ainsi que MM. Owen et Rodgers, respectivement anciens ministres des affaires étrangères et des transports, ont immédiatement fait savoir dans une déclaration qu'ils « *déploraient une initiative aussi irresponsable* ».

Rappelant qu'une nette majorité d'électeurs travaillistes avaient voté en faveur du maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté, les trois dirigeants ont ajouté qu'ils n'acceptaient pas de faire un choix entre le socialisme et l'Europe : « *Nous voulons les deux* », ont-ils précisé. Mme Williams devait plus tard indiquer qu'elle « *ne pourrait rester dans un parti qui envisagerait de s'écarter de l'Europe, sans même tenter d'une manière sérieuse d'entreprendre une réforme fondamentale de structures* ».

Cette attitude a provoqué la colère de M. Clive Jenkins, leader du syndicat des techniciens, qui, après avoir dénoncé le « *chantage des trois anciens ministres travaillistes* », a déclaré : « *S'ils veulent partir, qu'ils le fassent tout de suite.* »

La querelle sur l'Europe se greffe sur la lutte engagée entre la gauche et la droite pour le contrôle du parti. En attendant que la commission, dominée par la gauche, fasse connaître, samedi 14 juin, ses projets de *réforme* visant à réduire l'autorité du groupe parlementaire, M. Shore, *porte-parole travailliste pour* les affaires étrangères, et l'un des candidats *à la succession de M. Callaghan*, est intervenu dans le débat. Dans une déclaration sibylline, il a rejeté à la fois les positions extrêmes de M. Silkin et celles des trois anciens ministres pro-européens, les invitant à ne plus diviser le parti.

Il a défendu la motion acceptée à Wembley, le 31 mai dernier, par la *conférence* spéciale du parti, précisant l'intention d'un futur *gouvernement travailliste de rendre aux* Communes une autorité qui est *actuellement, en matière législative* et fiscale, partiellement dévolue aux organismes communautaires et, en cas d'échec dans cette entreprise, de « *reconsidérer* » l'adhésion de la Grande-Bretagne à la C.E.E. M. Shore est soutenu par M. Michaël Foot, leader adjoint du parti. M. Callaghan, en revanche, a évité, jusqu'à présent, de prendre position contre la motion de Wembley, anti-européenne dans son esprit, et finalement plus dangereuse pour les éléments pro-*européens que la formule brutale* de M. Silkin.

HENRI PIERRE.

Irlande du Nord

L'IRA REVENDIQUE LA RESPONSABILITÉ D'UNE NOUVELLE SÉRIE D'ATTENTATS

Belfast (*A.F.P., U.P.I.*). — L'IRA provisoire a revendiqué la responsabilité de plusieurs attentats commis, samedi 7 et dimanche 8 juin, en Ulster. Ces attentats, qui ont eu lieu quelques jours avant la publication par Londres du nouveau plan gouvernemental pour l'Irlande du Nord, portent à *quarante-deux* le nombre des personnes tuées au *cours d'actes de violence politique* dans la province depuis le *début de l'année*.

Dimanche, à l'aube, une demi-douzaine de bombes *ont* explosé en divers points de la province, dont l'une, de 150 kilos, placée dans une voiture volée, dans le centre de Londonderry, a détruit des dizaines de magasins et de lundi 9 un discours à l'UNESCO, 500 mètres. Enfin, à Dungannon (centre de l'Ulster), un officier britannique a été grièvement blessé au moment où il tentait de désamorcer une bombe.

DIPLOMATIE

La Chine et l'Argentine ont signé d'importants accords de coopération

Pékin (*A.F.P.*). — La Chine a accentué sa percée diplomatique en Amérique latine, menacée à ses yeux par « *l'hégémonisme* » soviétique, au cours de la visite officielle de trois jours que le président argentin, le général Jorge Videla, a achevée à Pékin le dimanche 8 juin. Pendant cette visite, le général Videla a rencontré le premier ministre, M. Hua Guofeng et le vice-premier ministre, M. Deng Xiaoping, avec lesquels il a signé des accords marquant le véritable décollage de la coopération économique entre les deux pays.

Au plan politique, les dirigeants *chinois ont fait part de leur volonté* de développer leurs liens avec l'Amérique latine. Cette volonté est dictée par la nécessité que ressent Pékin de faire pièce, dans cette région, à l'influence soviétique et à celle de son allié, Cuba. L'Argentine entretient pour sa part de bonnes relations avec Moscou, malgré sa condamnation de l'intervention soviétique en Afghanistan.

La Chine est satisfaite de pouvoir utiliser une nouvelle tête de pont, susceptible de faciliter son *offensive* diplomatique vers le continent sud-américain. Pékin *n'a établi des relations* diplomatiques qu'avec quatorze des vingt-quatre *pays d'Amérique* latine.

Au plan bilatéral, un accord-cadre de coopération économique a été *signé*. A défaut de comporter *des* engagements *précis*, il laisse entre*voir des échanges* dans de nombreux domaines, allant de l'agriculture et *de l'exploration des matières premières*, dont le pétrole, aux constructions navales, portuaires et ferroviaires.

La veille de l'arrivée du président Videla à Pékin, l'Argentine a ouvert une ligne de crédit de 300 millions de dollars à la Chine. Il s'agit là d'une des plus importantes facilités financières accordées ces dernières années par Buenos-Aires à un pays étranger. Les dirigeants chinois et argentin ont également signé deux autres accords : l'un portant sur la coopération scientifique et technologique des deux pays, l'autre sur l'avenir de leurs relations culturelles.

● *Le président de la République du Costa-Rica, M. Rodrigo Carazo*, arrivé dimanche 8 juin à Paris pour une visite de deux *jours en France*, à l'*invitation de* l'UNESCO, devait prononcer ce bureaux *dans un rayon de* lors de la session inaugurale du congrès mondial sur l'éducation et pour le désarmement.

Mardi, il sera l'hôte à déjeuner de M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères, et sera reçu par M. Giscard d'Estaing. Au niveau des échanges, la coopération française se manifeste principalement dans les secteurs culturel, médical et agricole. Des projets concernant la fourniture d'autobus, de centraux téléphoniques et des travaux pour l'adduction d'eau sont envisagés.

EUROPE

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. GISCARD D'ESTAING SUR LA « PAUSE » DANS L'ÉLARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTÉ

Des commentaires critiques dans les capitales européennes

La déclaration de M. Giscard d'Estaing, jeudi 5 juin, demandant à ses partenaires de la Communauté européenne de marquer une pause dans les conversations sur l'élargissement continue de susciter des réactions, généralement hostiles, dans les capitales intéressées.

● A COPENHAGUE, le ministre danois des affaires étrangères, M. Kjeld Olesen, a déclaré dimanche 8 juin : « L'attitude nette du gouvernement danois est que la C.E.E. doit être élargie à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal. Le Danemark a toujours affirmé que la C.E.E. ne doit pas être interprétée comme étant un club fermé de riches nations. »

● A LUXEMBOURG, M. Pierre Werner, président du gouvernement, a rappelé que la Communauté avait pris « certains engagements de principe et de procédure à l'égard des pays en instance d'adhésion ». Il a insisté sur les aspirations politiques des pays candidats « en rapport avec la consolidation de leur régime démocratique ».

● A MADRID, le ministre-conseiller de l'ambassade de France, M. Hénault, a été convoqué, en l'absence de l'ambassadeur, au ministère des affaires étrangères espagnol, où il devait, ce lundi après-midi, expliquer la position française. D'autre part, M. Roblès Piquer, secrétaire espagnol aux affaires étrangères, a déclaré pour sa part, parlant à titre personnel à Athènes, où il participait à un colloque euro-arabe : « Aucune déclaration de circonstance ou d'inspiration électorale, d'aussi haut qu'elle vienne, ne peut enlever à l'Espagne son droit d'occuper une place au sein de la communauté politique et économique qu'érige l'Europe. »

Un cadeau inattendu pour l'opposition portugaise

De notre correspondant

Lisbonne. — *« Une pause, ce n'est pas une interruption. »* Visiblement inquiet à la suite des déclarations de M. Giscard d'Estaing sur l'élargissement du Marché commun, le gouvernement portugais cherche à « dédramatiser » la situation, comme l'indiquait son communiqué (*le Monde* des 8 et 9 juin). Rentré de Bruxelles, où il a participé à la neuvième réunion des suppléants, le secrétaire d'Etat pour l'intégration européenne, M. Almeida Mendes, a affirmé, de son côté, que *« le Portugal veut participer à une Europe verte et dynamique constituée par des pays évoluant à la même vitesse »*. Selon lui, la Commission européenne va proposer au conseil des ministres de la Communauté un schéma de financement pour des actions communes qui seront menées au Portugal avant l'adhésion. Ce projet porterait sur une somme de 385 millions d'unités de compte, dont un tiers serait attribué sous la forme de prêts consentis par la Banque européenne des investissements, le reste au titre de donation à fonds perdus. Environ 20 % du montant ainsi obtenu sera, espère-t-on à Lisbonne, utilisé pendant l'année en cours.

Les principaux partis de la majorité attribuent les propos de M. Giscard d'Estaing à des *« objectifs électoralistes »*. *« La position du chef de l'Etat français ne traduit pas l'opinion officielle de l'ensemble des pays membres de la Communauté »*, estime le parti social-démocrate. D'après le Centre démocratique et social, *« le processus d'intégration économique européenne au niveau des Neuf a été marqué par des avances et reculs, par des difficultés et des enthousiasmes »*. *« Aussi,* ajoute le C.D.S., *c'est à la lumière de ce type d'évolution qu'il faudra tirer des conclusions. »*

Pour l'opposition de gauche, en revanche, les déclarations de M. Giscard d'Estaing représentent un véritable cadeau. En un cadeau inattendu qui sera exploité dans cette période préélectorale.

Depuis leur victoire en décembre 1979, les partis de l'Alliance démocratique avaient fait, en effet, de l'adhésion du Portugal au Marché commun la *« priorité des priorités »*. Le pays venait de se *« libérer »* du socialisme, les nouvelles forces au pouvoir se déclaraient farouchement opposées aux nationalisations, à la réforme agraire telle qu'elle avait été appliquée et à l'intervention des militaires dans la vie politique. Le Portugal s'acheminait, assurait-on dans les milieux de centre droit, vers un système libéral où les règles du marché s'imposeraient inexorablement. Il deviendrait un pays résolument européen et définitivement écarté des *« aventures tiers-mondistes »*.

Les voyages au Portugal de M. Roy Jenkins, président de la Commission des Communautés, et de ses collaborateurs avaient encore intensifié ce climat d'euphorie. On annonçait des crédits immédiats des pays de la Communauté pour la construction d'autoroutes, alors que la question était loin d'être réglée à Bruxelles. Dans des réunions informelles avec les journalistes étrangers, M. Sa Carneiro estimait à cinq ans la période de transition. Selon lui, les clauses du traité de Rome concernant la libre circulation des travailleurs devraient être appliquées tout de suite après la signature du traité d'adhésion. D'autre part, la C.E.E. devrait s'ouvrir sans plus tarder aux exportations traditionnelles du Portugal, notamment aux textiles et aux concentrés de tomate.

Le pays n'était-il pas en retard par rapport aux autres économies européennes ? *« Alors,* s'interrogeait le premier ministre portugais, *pourquoi ne pas tout mettre en œuvre pour rattraper ce retard ? »*

Or, d'un coup, cette campagne officielle est mise en échec. Réunissant la presse, vendredi 6 juin, pour communiquer les résultats d'un sondage favorable au parti socialiste, M. Soares n'a pas caché sa satisfaction face aux déclarations de M. Giscard d'Estaing. Pour M. Costancio, ancien ministre des finances, l'éventualité d'une « pause » dans les négociations justifie une *« réponse »* que, selon lui, le gouvernement *« n'est pas en condition de donner »*.

Enfin, pour les communistes, qui avaient organisé récemment une conférence sur les conséquences négatives de l'adhésion, les derniers événements démontrent l'*« existence de contradictions et de conflits entre les groupes monopolistes de la C.E.E. »*.

JOSE REBELO.

M. Mitterrand reproche au président de la République d'avoir « le regard fixé sur le fond des urnes »

M. François Mitterrand s'est livré samedi 7 juin à Luchon à une violente critique de la position du président de la République concernant l'élargissement du Marché commun.

Il a notamment déclaré : *« En ce qui nous concerne, nous avons toujours dit qu'il fallait des préalables avant d'admettre l'Espagne. Avant de réaliser un éventuel élargissement, il faut que soient créées toute une série de conditions : création d'offices fonciers, alignement des charges fiscales, nouveaux accords douaniers, afin que les producteurs français soient en mesure de résister à l'arrivée sur le marché des produits qui n'auraient pas été soumis aux mêmes charges. Mais, au moment où nous disions cela, M. Giscard d'Estaing nous disait le contraire. De même, au moment où de Gaulle s'opposait à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, Giscard d'Estaing disait le contraire, et déjà, c'était un combat politique qu'il menait contre ses alliés d'aujourd'hui* (...).

» Je cherche une logique à ce raisonnement biscornu. Je veux bien faire des hypothèses. J'en trouve une : on va à Varsovie, ça pourrait troubler les électeurs communistes. On dénonce la Grande-Bretagne, cela fait plaisir aux producteurs ovins et l'ensemble des agriculteurs qui voudraient voir leurs prix augmenter davantage. Soudain, on change d'opinion sur l'élargissement du Marché commun. On va pouvoir se rallier des régions réputées rurales, celles qui apportent à la gauche, au parti socialiste, le gros contingent de tradition, d'élan et d'idéal, ce fameux Midi que l'on appelle le « Midi rouge ».

» Je ne peux que me demander si vraiment le pays ne court pas un grand risque de continuer d'être conduit par un homme qui, lorsqu'il s'agit de choisir l'intérêt de la France dans l'Europe et hors d'Europe, a le regard fixé sur le fond des urnes de son village en se disant : « Tout ce » qui compte c'est que les Français au mois de mai prochain » veuillent bien me réélire. »

De leur côté, MM. Jean Poperen et Roland Leroy ont tous deux vivement critiqué, samedi à Toulouse, mais séparément et pour des raisons opposées, la position de M. Giscard d'Estaing.

(Lire aussi page 9 les réactions de M. Jean Méo (R.P.R.) et du conseil politique du C.D.S.)

(Lire aussi page 9 les réactions de M. Jean Méo (R.P.R.) et du conseil politique du C.D.S.)

Ancien chef de l'Etat polonais

LE MARÉCHAL SPYCHALSKI EST MORT

Varsovie (A.F.P.). — Le maréchal Marian Spychalski, président du Conseil d'Etat polonais (présidence collégiale de la République de 1968 à 1970, est mort, samedi 7 juin, à Varsovie, à l'âge de soixante-treize ans.

[Né à Lodz en 1906, il fut d'abord architecte municipal à Varsovie et reçut, à l'Exposition universelle de Paris en 1937, le grand prix pour son plan d'urbanisation de la capitale polonaise. Il devint homme de guerre par la force des événements et s'illustra dans la résistance polonaise à la tête de la Gwardia Ludowa (Garde populaire, d'obédience communiste), puis de l'Armia Ludowa (armée populaire).

Maire de Varsovie à la libération, il participa aux côtés de M. Wladyslaw Gomulka à l'édification du communisme en Pologne. Puis, victime des purges staliniennes, il fut emprisonné pendant six ans à partir de 1950 sans avoir été jugé.

Réhabilité en juillet 1956, il devint ministre de la défense, succédant au maréchal Rokossowski, puis, en 1968, après le limogeage de M. Edward Ochab, il fut nommé président du Conseil d'Etat ; il céda ce poste en 1970 au premier ministre, M. Jozef Cyrankiewicz, alors qu'à son tour M. Gomulka était éliminé après les émeutes dans les ports de la Baltique.

La biographie du maréchal Spychalski, diffusée par l'agence Pap, s'abstient de toute allusion à son séjour dans les prisons staliniennes.]

Le Monde

politique

LE CONGRÈS DU M.R.G. ET L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. Crépeau candidat sous conditions

« *Un manifeste, un candidat* » : ce souhait en forme de slogan exprimé par M. Thierry Jeantet, membre du secrétariat national, a été exaucé. Le sixième congrès national du M.R.G., réuni à Paris samedi 7 et dimanche 8 juin, a adopté le « nouveau manifeste radical » proposé par la direction avant de reconduire M. Michel Crépeau dans ses fonctions de président du Mouvement, et de le désigner comme candidat à l'élection présidentielle de 1981. Ces décisions ont été acquises dans la quasi-unanimité qu'affectionnent les radicaux. Elles n'en sont pas moins empreintes d'une ambiguïté... radicale.

Le sixième congrès s'est en effet achevé sur la promesse qu'un septième congrès, qui ne pourra être réuni avant le mois de janvier 1981, décidera définitivement si M. Crépeau doit, ou non, affronter le suffrage universel au nom de son parti.

Dans l'immédiat, le maire de La Rochelle s'est défini comme un candidat sous conditions. Celles-ci concernent l'intérieur et l'extérieur du parti. A l'intérieur, le président du M.R.G. veut d'abord s'assurer du soutien des élus : « Je ne peux rien faire sans eux », a-t-il souligné. A l'extérieur, M. Crépeau veut pouvoir apprécier d'éventuels changements du paysage politique, la courbe des sondages et les chances que ceux-ci lui accorderont ou ne lui accorderont pas et, surtout, les possibilités de négocier avec le candidat socialiste, quel qu'il soit.

Sur ce point, répondant à ceux qui, tels M. François Loncle, lui ont demandé de ne pas faire dépendre sa candidature de celle de M. Michel Rocard, M. Crépeau a précisé qu'il « n'a pas fait de choix entre telle ou telle personnalité » du P.S. et qu'il « ne roule pas pour Rocard ».

« A quoi sert d'être candidat dès aujourd'hui quand on sait qu'on ne le sera peut-être pas jusqu'au bout ? » demandait cependant M. René Billères, en commentant, à l'issue du congrès, un choix qu'il considère comme une grave erreur tactique.

Le président d'honneur du M.R.G. et sénateur des Hautes-Pyrénées a conduit avec la fédération de ce département la contestation contre l'adoption du « *manifeste* » et contre la candidature, s'abstenant de voter l'une et l'autre décisions. M. Billères a cependant publiquement loué l'esprit de conciliation de M. Crépeau.

Le maire de La Rochelle a, en effet, défendu un compromis entre la base du Mouvement, désireuse d'exister à travers son candidat, et ceux qui souhaitent avant tout faire preuve de prudence vis-à-vis du P.S. Ces derniers se rencontrent parmi les élus, et notamment parmi les neuf députés et quatorze sénateurs.

En acceptant de se « dévouer », de se sacrifier — à la cause du parti, — M. Crépeau a satisfait les militants et le courant « radical-écologiste » ; pour M. Thierry Jeantet, il ne fait désormais plus aucun doute que le M.R.G. s'est donné les moyens d'amorcer une dynamique.

En renvoyant la décision définitive — « le lancement des autres étages de la fusée » — à plus tard, le président du M.R.G. pensait pouvoir rassurer les adversaires d'une candidature. Il n'y a qu'imparfaitement réussi.

Les motifs d'une éventuelle discorde, voire de l'éclatement du M.R.G., masqués par les acclamations adressées au candidat, ont seulement été mis entre parenthèses. Ils pourraient resurgir lors du prochain congrès : la base éprouverait une déception si M. Crépeau était conduit à renoncer dans de mauvaises conditions ; les élus, ou du moins une majorité d'entre eux, seraient sans doute tentés de renoncer à soutenir le candidat Crépeau si celui-ci va jusqu'au bout. Dans chaque cas, le président du M.R.G. peut perdre une partie de ses troupes.

Il est pourtant difficile d'imaginer une autre voie que celle qui a été choisie. Au-delà de la présence d'un candidat du M.R.G. en 1981, c'est sur l'avenir, ou plutôt sur les possibilités de survie de ce mouvement qu'il faut s'interroger. Les radicaux de gauche sont-ils encore en mesure de représenter un courant autonome, voire un parti à part entière ?

Depuis la *rupture* de l'union de la gauche, le M.R.G. subit trois sortes d'attractions : les unes peuvent conduire à une récupération élyséenne au moyen d'une réconciliation avec les radicaux valoisiens ; les autres peuvent faire naître un courant de type radical italien ; les troisièmes peuvent permettre une absorption de ceux qui restent par le P.S.

M. Crépeau peut considérer qu'il a, jusqu'à présent, conjuré les deux premiers risques : le M.R.G. a « définitivement choisi *son camp* », la gauche ; le manifeste donne satisfaction aux « radicaux écologistes » et peut permettre au candidat radical de gauche de « donner une expression politique » aux aspirations des écologistes ; reste le P.S.

La revendication la plus forte est sans doute aujourd'hui celle de *l'autonomie vis-à-vis des socialistes*. Elle est d'autant plus vivement ressentie que l'absence de liste autonome aux élections européennes de 1979 a laissé penser que le M.R.G. se trouvait *définitivement satellisé*. C'est précisément parce qu'il a évité les deux premiers écueils que M. Crépeau pense avoir la capacité de faire face au troisième : il veut pouvoir poser la question des relations avec les socialistes en termes d'alliance et non de ralliement. Dès lors, il faut montrer au P.S. que le M.R.G. existe, qu'il « sert à quelque chose ». La *démarche* actuelle du maire de La Rochelle n'a pas d'autre signification et se trouve confortée par un constat : dans une compétition *présidentielle où P.C. et P.S. s'apprêtent* à livrer une partie de bras de fer, le M.R.G. peut être en mesure de peser sur le P.S., voire d'élargir l'espace radical. A moins que le candidat *socialiste* — M. Rocard, par exemple — ne tienne le langage de la gauche européenne. L'intérêt du parti devrait alors s'effacer devant l'intérêt du pays, a conclu le président du M.R.G. Au fond, dans l'immédiat, M. Michel Crépeau a pris des mesures conservatoires.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

La première journée du congrès, samedi, a été exclusivement consacrée à l'examen et au vote du « nouveau manifeste radical » qui est intitulé : *l'Avenir en face*.

M. Michel Crépeau a ouvert le débat en soulignant que « *la crédibilité de la gauche ne peut renaître que si celle-ci tient, dans l'opposition, le langage qu'elle serait obligée de tenir au pouvoir* ».

Les principales critiques ont porté sur l'inspiration du texte et sur les dispositions touchant à la justice, à l'éducation, et à la diplomatie. Elles ont été essentiellement exprimées par MM. René Billères et François Loncle. L'inspiration « soixante-huitarde » et décentralisatrice a été mise en cause par le président d'honneur du M.R.G. « *Je ne suis pas convaincu par l'exemple du parti radical italien. Nous devons être un parti de gouvernement* », a précisé M. Billères. Et M. Loncle a demandé que soient « *clairement définis* » des objectifs « *précis* » répondant aux aspirations économiques et sociales des Français.

Les dispositions prévoyant la décentralisation de l'éducation nationale ont été vivement contestées : « *Il y a là un transfert de difficultés ; l'Etat doit revendiquer cette fonction, et je ne risquerai pas le pari de la régionalisation de l'éducation* », a affirmé le sénateur des Hautes-Pyrénées, qui fut ministre de l'éducation nationale de 1956 à 1958.

En ce qui concerne la sécurité (le manifeste propose la suppression des C.R.S. et la transformation des prisons en instituts de réhabilitation par le travail), M. Billères a estimé qu'« *il ne faut pas considérer la sécurité comme un obstacle à la liberté* » et s'est prononcé contre la suppression du *ministère* de la justice préconisée par le texte du M.R.G. De son côté, M. Loncle a reproché au manifeste de consacrer trop peu de place à la diplomatie, avant de plaider pour une « renégociation » de l'alliance atlantique. M. Loncle a demandé que « *cesse la politique des pieds-de-nez* » vis-à-vis des Etats-Unis, et que le M.R.G. soit « *plus vigilant* » à l'égard de l'U.R.S.S.

MM. Billères et Loncle ont tous deux reproché au texte rédigé par M. Crépeau de proposer une analyse « *trop fondamentalement pessimiste* » de la société. Le sénateur des Hautes-Pyrénées a mis en garde les radicaux de gauche contre la tentation de « *faire le procès ou la caricature* » des partis de gauche. « *Si nous commençons à les éloigner de nous, comment pensons-nous négocier avec eux ?* », a-t-il demandé. Quant au secrétaire national, il a souligné que le M.R.G. « « *n'aurait rien à gagner à se transformer en un faux P.S.U. ou en une secte écologiste* ».

Dans ses réponses, M. Crépeau a admis la nécessité de préciser certaines propositions du manifeste et de tenir compte des observations faites, notamment en ce qui concerne l'éducation. Un comité directeur, réuni au mois de septembre, aura pour tâche de rédiger un texte de synthèse sur *tous* les points contestés au cours du débat, a précisé le président du M.R.G., avant de proposer la nationalisation des autoroutes. (Le manifeste prévoit trois nationalisations.)

Un débat institutionnel a ensuite opposé M. François Luchaire, membre du secrétariat national, à M. Josy Moinet, sénateur de la Charente-Maritime. Le premier a souhaité donner une inflexion parlementaire au régime actuel ; le second a plaidé pour un présidentialisme *stricto sensu*, c'est-à-dire pour la réduction du mandat présidentiel à cinq ans et pour la suppression du droit de dissolution accordée par la Constitution au chef de l'Etat. Les thèses de M. Luchaire l'ont emporté : le manifeste prévoit désormais le maintien d'un mandat de sept ans, le président sortant n'étant pas rééligible et le droit de dissolution n'étant pas *limité*. En outre, un « *contrat de législature* » est institué, obligeant le gouvernement à soumettre son programme à l'Assemblée nationale.

L'ensemble du « nouveau manifeste radical » a été adopté par acclamations, les fédérations des Hautes-Pyrénées (la deuxième du mouvement pour le nombre des mandats), du Tarn et de l'Eure s'abstenant.

La stratégie politique

La discussion sur la stratégie politique s'est déroulée dimanche. La plupart des orateurs sont intervenus pour demander à M. Crépeau d'être candidat. « *Sans candidat en 1981, nous serions gommés ; nous ne retrouverions même pas nos élus* », a notamment expliqué M. Yves Gouttebel (Puy-de-Dôme), membre du bureau national. « *Etre petit ne nous condamne ni au suivisme ni au silence* », a renchéri M. Thierry Jeantet.

Seul M. François Massot, député des Alpes-de-Haute-Provence, a exprimé à la tribune une voix discordante en affirmant que le M.R.G. commettait « *une faute en s'engageant dès à présent dans la campagne présidentielle* ».

M. Michel Crépeau a alors dressé le bilan de son action, puis il a indiqué que le « nouveau manifeste radical » a pour objet d'affirmer l'autonomie du M.R.G. « *Je n'ai pas accepté de sous-marins de la majorité ; je n'accepterai pas plus à la direction des sous-marins du P.S.* », a-t-il dit.

Le président du M.R.G. s'est interrogé sur les raisons de l'échec de la gauche dans la conquête du pouvoir central. « *Aucun parti de gauche ne peut prétendre à lui seul représenter toute la gauche* », a-t-il dit.

Jugeant « *illusoire* » de croire que tous les partis de la gauche pourraient participer à un gouvernement de gauche « *puisqu'il en est un qui ne veut pas participer en période de crise* », le maire de La Rochelle a plaidé pour un soutien du P.C. à un tel gouvernement. Après avoir dit sa « *certitude* » que « *les frontières* » entre les différentes formations de la gauche changeront dans les années 80, le président du M.R.G. a indiqué : « *une formation comme la nôtre n'existera plus si elle est absente de l'élection présidentielle. (...) On peut être présent de deux façons : en ayant son propre candidat jusqu'au bout ; en ayant un candidat commun avec des formations voisines. (...) Le langage officiel du P.S., celui du projet socialiste, parce qu'il se situe dans la filiation de ce que dit la gauche depuis vingt ans, ne peut créer les conditions de la victoire. C'est le langage de la gauche dans les autres pays d'Europe qui permettrait la victoire. Si ce langage était tenu, l'espace politique de notre candidat s'en trouverait réduit. (...) Les conditions de la négociation avec un homme comme Michel Rocard seraient d'autant plus sévères que, sur le plan idéologique, nous sommes voisins.* »

S'adressant aux élus du parti, M. Crépeau a souligné que « *ce n'est pas en allant négocier seuls avec le P.S. leurs petites affaires qu'ils se sauveront (...) car les hussards noirs du P.S. ont promis de nous faire disparaître* ». « *A nous de démontrer que nous servons à quelque chose* », a-t-il conclu, avant de demander aux militants d'avoir « *la foi qui soulève les montagnes* ». Après que MM. Jean-Michel Baylet, vice-président et député du Tarn-et-Garonne, et Jacques Maroselli, eurent approuvé les propos et l'action de M. Crépeau, les congressistes ont adopté le principe de la désignation d'un candidat à main levée (moins dix-sept abstentions, représentant notamment les fédérations des Hautes-Pyrénées, des Alpes-de-Haute-Provence et de l'Eure-et-Loir), puis la désignation de M. Crépeau (moins huit abstentions). Le renouvellement des instances dirigeantes (M. Crépeau ayant été réélu à la présidence) interviendra le 5 juillet prochain lors de la réunion du comité directeur. M. François Loncle a fait part de sa décision de se retirer, à cette occasion, de la direction du M.R.G.

OUTRE-MER

LA SITUATION AUX NOUVELLES-HÉBRIDES

Les séparatistes de Santo engageraient des actions de guérilla en cas d'intervention militaire

A la demande de M. Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Robert, commissaire-résident de France aux Nouvelles-Hébrides, s'est rendu lundi 9 juin à Luganville, mais il n'a pas pu convaincre le principal chef des sécessionnistes de l'île de Santo, M. Stevens, d'accepter le *retour dans l'île des représentants* du gouvernement de Port-Vila. Le commissaire-résident britannique, M. Stuart, n'avait pas accepté de se joindre à son homologue français. Le premier ministre, M. Lini, ayant à nouveau demandé à la France et à la Grande-Bretagne, puissances tutélaires du condominium, d'intervenir militairement pour restaurer *l'autorité de son gouvernement dans l'île* de Santo (« le Monde » daté 8-9 juin), M. Dijoud et M. Blaker, ministre d'Etat *britannique pour la coopération*, et le développement, qui s'étaient opposés à tout recours à la force lors de leur rencontre du 2 juin à Paris, pourraient avoir un nouvel entretien au milieu de la semaine à Londres. Pour sa part, M. Stevens s'est déclaré favorable à un échange de vues entre lui-même, le gouvernement de Port-Vila, la France et la Grande-Bretagne, à condition que la rencontre ait lieu à Paris. Le leader des sécessionnistes a indiqué qu'en cas d'intervention mili*taire ses partisans engageraient des opé*rations de guérilla. Il se propose d'organiser à Santo un référendum sur « l'indépendance et le respect *des liens* avec les anciennes puissances de tutelle ».

De notre envoyé spécial

Luganville. — Jamais révolution n'a été aussi peu spectaculaire que celle que vit, depuis douze jours, l'île d'Espiritu-Santo. Contrairement *aux informations diffusées par* le gouvernement néo-hébridais, relayées par les autorités britanniques locales et amplifiées par les moyens d'information australiens qui ont dramatisé *la situation*, Luganville est l'une des plus calmes bourgades du Pacifique du Sud. Les hommes qui avaient pris le contrôle de la ville, armés d'arcs et de flèches, dans la nuit du 27 au *28 mai, à l'appel du Vemarana (fédération* regroupant les partis modérés francophones et le mouvement séparatiste de M. Jimmy Stevens), ont regagné les forêts de l'intérieur de l'île. La police est assurée par des militants modérés qui patrouillent débonnairement en chemisette à *fleurs, matraque à la main*. Aucune arme à feu n'est visible dans les différents lieux stratégiques contrôlés par les insurgés, qui ont caché les quarante-cinq fusils pris aux mili*ciens gouvernementaux*.

La « guerre » de sécession n'a duré, en fait, que quelques heures. Les quatre gendarmes français présents à Luganville et d'autres nombreux témoins confirment qu'il n'y a pas eu de combat à proprement *parler entre les partisans des modérés* et ceux du gouvernement de Port-Vila, ceux-ci n'ayant opposé à ceux-là aucune résistance. Les seuls incidents violents se sont produits au camp de la milice, situé à l'écart de la ville. Le commandant des policiers, qui avait jeté deux grenades *lacrymogènes pour essayer* de faire fuir les assaillants, a été matraqué. Dans leur colère, les « *bushmen* » *(hommes de la brousse)* de M. Stevens ont mis à sac les dortoirs des miliciens célibataires. Les bungalows voisins, où vivaient en famille les autres miliciens, n'ont subi aucun dégât. L'hôpital militaire français n'a *reçu aucun blessé*. « *Je n'ai pas vu une seule goutte de sang* », affirme le commandant Tanguy de Coatparquet, qui dirige l'établissement. Chacun dément, ici, que des Européens *armés de fusils aient* participé à la prise de la ville par les insurgés, et personne ne comprend pourquoi la *résidence britannique* de Port-Vila a contribué à créer un mouvement de panique parmi *la* communauté anglophone en ordonnant immédiatement l'évacuation de ses ressortissants, alors que l'attitude des rebelles ne mettait réellement *aucune* vie en danger.

Devant la mairie de Luganville flottent toujours l'*Union Jack* et le *drapeau tricolore. L'emblème du* Vemarana — une étoile verte sur fond turquoise — n'apparaît qu'au siège du *mouvement*. Les *dirigeants* sécessionnistes expliquent qu'ils n'ont pas abaissé les couleurs des deux puissances tutélaires pour bien montrer que leur révolte est dirigée *uniquement contre le gouvernement* de Port-Vila. La vie quotidienne suit son cours normalement tout au long du boulevard Higginson, l'artère principale de la ville, où les habitations *et les magasins sortis, tout* droit d'un vieux décor de western voisinent avec les anciens hangars de tôle hérités de la présence américaine pendant la deuxième guerre mondiale. Les magasins sont ouverts et bien approvisionnés. Les quelque trois mille personnes qui sont *demeurées à Luganville* s'accommodent parfaitement du blocus imposé à l'île depuis le 30 mai par *le gouvernement néo-hébridais*. « *Le blocus ne nous gêne pas du tout,* a déclaré M. Cronsteadt, secrétaire *permanent du gouvernement* provisoire dirigé par M. Stevens, *nous avons des stocks importants : six mois de nourriture, trois mois de fuel, un mois d'essence.* »

C'est la communauté non mélanésienne, au sein de laquelle les Français sont les plus nombreux, qui souffre le plus de la rupture des communications *téléphoniques*, postales, aériennes et maritimes. Il en *est de même pour les habitants* des autres îles du nord de l'archipel, habituellement ravitaillées par l'intermédiaire de Santo. Les *militants du* Vemarana ayant placé des bidons, *trois camions*, un *bulldozer et* un tracteur sur la piste de l'aéroport, afin que les avions venant de Port-Vila *ne puissent s'y poser, le seul* moyen d'accès à l'île est l'océan. Les embarcations qui désirent gagner Luganville doivent le faire clandestinement, à partir des îles voisines.

Des pressions britanniques

Le *gouvernement provisoire* de M. Stevens s'installe dans la sécession. *Il est composé d'un* vice-premier ministre, M. Alfred Maliu et de quatre ministres, MM. Jean Ravou *(finances)*, *Jean Sevuard (intérieur)*, Thimotée Webkes (ressources nationales) et Samuel Wine (affaires sociales). Il se réunit chaque matin et organise peu à peu sa propre *administration. Depuis le mois de* juillet, le bureau politique du Vemarana prélève d'ailleurs directement tous les *impôts indirects. Le gouvernement* vient de décider la constitution d'un corps de police qui comportera cinquante hommes. M. Stevens et ses amis ne redoutent pas une intervention militaire : « *Si une opération militaire est engagée contre nous, nous accueillerons les soldats selon notre coutume avec des sourires, des fleurs et des danses, puis nous les chasserons avec nos armes* », *déclare le leader* du mouvement indépendantiste. Les sécessionnistes ne s'opposeraient pas à *l'arrivée de détachements armés*, mais ils engageraient ensuite des actions de guérilla.

La communauté française exprime sa compréhension à l'égard des insurgés. De l'avis unanime, la nouvelle police locale s'est montrée plus efficace et *plus zélée que l'ancienne*. En revanche, les Français sont très critiques à l'encontre des autorités britanniques auxquelles ils reprochent d'avoir exercé des pressions pour *obliger* certains de leurs ressortissants à quitter l'île, alors que la nécessité n'en apparaissait guère évidente. Ils accusent *aussi le* gouvernement de Port-Vila de s'être livré à *une propagande* mensongère sur la situation de l'île. « *Jusqu'à présent les Français sont restés neutres, mais si des troupes intervenaient, alors ils rejoindraient le Vemarana* », estime le directeur du lycée de Luganville, M. Robert Carriconde.

En vérité, le gouvernement néo-hébridais *ne possède aucun des* moyens qui lui permettraient de restaurer par la force une autorité légale dont la légitimité *est contestée* par la population de l'île dans sa *majorité depuis les fraudes* constatées aux dernières élections législatives favorables au Vanuaaku Paty. C'est la raison *pour laquelle M. Lini fait* appel à Paris et à Londres. Mais une intervention armée pourrait avoir de très graves effets : M. Stevens dispose, en effet, du soutien inconditionnel de près *des deux mille bushmen*, qui lui portent la plus grande vénération. L'objectif minimal des séparatistes demeure d'arracher au gouvernement de Port-Vila, *avec l'appui des puissances* tutélaires, un statut d'autonomie administrative et financière dans un cadre *politique confédéral avant la procla*mation de l'indépendance de l'archipel. M. Stevens compte beaucoup *sur l'appui de la France. Il a décidé* de réunir, le mercredi 11 juin, les quatre-vingt-un chefs coutumiers d'Espiritu-Santo *pour débattre* avec eux des conséquences politiques du retrait britannique de l'île. Il leur proposera de ne reconnaître désormais qu'une seule tutelle, celle de la France.

ALAIN ROLLAT.

A LA FÊTE D'« AVANT-GARDE »

M. Fiterman fait l'éloge des pays socialistes

Plusieurs milliers de jeunes ont participé, samedi 7 et dimanche 8 juin, à la fête d'« Avant-Garde », bi-mensuel du Mouvement de la jeunesse communiste (M.J.C.F.), organisée dans le centre de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Samedi, une « marche de la colère » a parcouru les rues de la ville, réunissant des militants et des sympathisants venus de toute la France. La défense de l'emploi et la revendication de l'identité régionale étaient les thèmes principaux des slogans lancés pendant cette marche et des mots d'ordre affichés sur les stands. Les jeunes communistes ont aussi affirmé leur engagement révolutionnaire (« Oui, oui, oui, la révolution ! ») et leur confiance dans les réalisations des pays socialistes.

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., chargé des problèmes de la jeunesse, a développé ces thèmes, dimanche après-midi, dans un discours prononcé devant une assistance clairsemée mais joyeuse. Cependant, quelques jeunes, venus en curieux ou attirés par le programme artistique, ne se privaient pas de donner cours à leur ironie, en entendant le dirigeant communiste opposer son parti aux « politiciens » des autres bords et exalter les mérites des pays socialistes. Cette attitude était tout à fait minoritaire, la capacité du P.C.F. à mobiliser les jeunes demeurant, sans conteste, supérieure à celle des autres partis.

M. Fiterman a dénoncé le « silence organisé » des moyens d'information sur le discours prononcé par M. Georges Marchais à l'intention de la jeunesse, le 24 mai, à Thionville (Moselle) (*le Monde* du 28 mai). « *Pourtant*, a-t-il dit, *vous en conviendrez avec moi, le rassemblement des jeunes de Lorraine avec Georges Marchais, ou encore cette magnifique manifestation de lutte que constitue votre fête d'*Avant-Garde, *ont tout de même une autre allure que les cérémonies guindées des jeunes giscardiens se prosternant devant le Grand Fourbe. Ils ont une autre allure que cette sombre foire d'empoigne entre politiciens traitant les jeunes comme des mercenaires au service des querelles de tendances, qui s'est déroulée l'autre jour* [N.D.L.R. le 1er juin] *à la convention socialiste.* »

M. Fiterman a indiqué que le parti communiste est « *bien décidé à faire en sorte* » que « *des milliers* » de jeunes Français visitent les pays socialistes. « *Et que verront-ils, ces jeunes ?*, a-t-il demandé. *Le paradis ? Bien sûr que non. Moi je crois qu'il n'existe nulle part (l'enfer non plus, d'ailleurs, mais c'est une autre histoire). Des gens parfaits, infaillibles ? Non plus. Mais à des questions essentielles, cruciales, ils trouvent des réponses étonnantes.*

» *Par exemple : combien y a-t-il de chômeurs en U.R.S.S., en Pologne, en R.D.A., et j'en passe ? Réponse : Zéro. Dans ces pays, on manque de main-d'œuvre. Combien cela coûte-t-il pour étudier ? Réponse : rien. Et on vous paye même si vous êtes un jeune travailleur pour étudier en même temps. Combien cela coûte-t-il pour se faire soigner par le médecin, à l'hôpital ? Réponse : rien. Les soins sont gratuits. Est-ce qu'on est aidé à l'entreprise si on veut faire du sport ? Oui, on peut avoir des heures payées, des équipements, et puis un soutien de plus en plus important si on est capable d'accéder à un haut niveau. Est-ce qu'on peut parler à l'usine, à l'école, donner son avis, prendre des responsabilités ? Oui, on le peut. Tout cela est encouragé.*

» *Arrêtons là. Il y a beaucoup de réponses qui montrent que s'il y a eu des erreurs, et certaines graves, s'il y a eu des fautes, des insuffisances, il n'en reste pas moins que le socialisme présente un formidable bilan de réalisations positives.* »

M. Fiterman a appelé les jeunes à lutter « *pour que ça change* ». Il a dénoncé, en particulier, les entreprises d'intérim, et il a affirmé : « *Il faut exiger l'intégration des intérimaires partout où ils travaillent, avec les mêmes droits, les mêmes garanties que tous les autres travailleurs.* » Le responsable communiste a mis les jeunes en garde contre la « *violence aveugle* » et contre la drogue, et il a insisté sur la nécessité de s'organiser à la C.G.T. et au P.C.F.

M. Georges Marchais a les honneurs du calendrier officiel soviétique

De notre correspondant

Moscou. — M. Georges Marchais a les honneurs du calendrier soviétique. A l'occasion de son soixantième anniversaire, le 7 juin, le secrétaire général du P.C.F. a pris place dans l'éphéméride des Editions politiques, qui égrène, jour après jour, les hauts faits de l'histoire russe et soviétique ou les grandes dates du mouvement communiste international. Le portrait à la plume de M. Georges Marchais rajeuni de vingt ans prend place entre la Journée internationale pour la protection de la nature et la « Journée purement soviétique » des travailleurs de l'industrie légère. La légende est des plus sobres : « *7 juin, soixantième anniversaire de Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français* ».

Cet honneur n'a certes rien d'extraordinaire. La tradition veut que les principaux anniversaires des dirigeants des partis frères soient célébrés et il serait normal que M. Marchais se voie, en outre, décerner une des nombreuses décorations soviétiques, comme l'ordre de l'Amitié des peuples ou l'ordre de la révolution d'Octobre. Mais il confirme que la bouderie entre le P.C.F. et le parti soviétique est terminée.

M. Marchais est venu à Moscou au début du mois de janvier dernier après plusieurs années d'une absence remarquée (il n'avait assisté ni au vingt-cinquième congrès ni aux fêtes du soixantième anniversaire de la révolution). Depuis la capitale soviétique, il a approuvé l'intervention de l'armée rouge en Afghanistan, puis il a organisé de concert avec le parti communiste polonais, la rencontre de Paris des P.C. européens, dont l'objectif était de soutenir la politique extérieure de l'U.R.S.S. La logique voudrait que les Soviétiques profitent de son soixantième anniversaire pour lui manifester leur reconnaissance. — D. V.

LE CONSEIL POLITIQUE DU C.D.S.

Les centristes demeurent réservés à l'égard de la politique étrangère du chef de l'État

Le conseil politique du Centre des démocrates sociaux a siégé samedi 7 juin, à Bagnolet, pour débattre des questions de politique extérieure. Comme lors du dernier congrès du C.D.S. (à Strasbourg en février dernier), de nombreux intervenants se sont montrés critiques à l'égard des choix de politique étrangère du gouvernement et du chef de l'État. Le coup de frein donné aux promesses d'élargissement de la C.E.E. trouble les centristes ; de même, l'absence de concertation entre la France et ses alliés avant la rencontre de Varsovie nourrit leurs reproches, l'attitude à l'égard de l'O.L.P. inquiète certains d'entre eux et la décision des athlètes français de participer aux Jeux de Moscou leur paraît inopportune. En dépit de toutes ces critiques, ils ne remettent en cause ni leur appartenance à la majorité ni leur soutien à M. Giscard d'Estaing.

Au cours des débats, M. André Diligent, secrétaire général de la formation, a déclaré, à propos de l'élargissement de la C.E.E. : « *Même si un moratoire était décidé, il faut dès à présent concevoir et mettre en œuvre de nouveaux instruments financiers communautaires. Nous devons à tout prix rassurer les forces politiques qui, en Espagne et au Portugal, ont toujours considéré leur adhésion à la C.E.E. comme la consécration de leur retour dans la démocratie. (...) Nous pourrions demander que l'Espagne et le Portugal soient associés à la coopération politique de la C.E.E., qu'ils envoient des observateurs au Parlement européen.* »

Sur le même sujet, M. Bernard Stasi, président délégué devait affirmer : « *Il ne saurait être question de remettre en cause le principe de l'élargissement de la Communauté et si le gouvernement a changé de position à cet égard, nous ferons savoir que nous ne sommes pas d'accord. (...) Bien entendu, nous concevons qu'il puisse y avoir des délais en raison de la situation économique mais (...) l'Espagne et le Portugal ne doivent pas payer pour les foucades de Mme Thatcher.* »

M. Lecanuet a déclaré : « *Nous ne pouvons admettre que l'Espagne et le Portugal soient à jamais mis au banc de l'Europe. Mais comment imaginer que l'on puisse aller plus loin sur la voie de l'élargissement sans qu'on ait approfondi les conditions de fonctionnement de la Communauté ?* »

Pour le boycottage des Jeux

On lit notamment dans la motion adoptée au terme des débats : « *Il n'est pas trop tard pour que le gouvernement français prenne clairement position en faveur du boycottage des Jeux olympiques de Moscou : ce serait le signe qu'il considère vraiment comme inacceptables l'occupation de l'Afghanistan et la répression implacable de la résistance du peuple afghan (...).*

» *La conférence de Madrid ne peut se réunir utilement que si elle exige le retrait des forces soviétiques d'Afghanistan et l'application des clauses des accords d'Helsinki relatives au respect des droits de l'homme (...).*

» *La Communauté européenne devrait, le moment venu, jouer un rôle important dans l'édification de la paix au Proche-Orient, à condition que ses initiatives s'inscrivent dans le prolongement des acquis des accords de Camp David et du traité de paix israélo-égyptien.* »

M. Jean Méo (R.P.R.) : le président de la République est un homme incertain

M. Jean Méo, secrétaire général adjoint du R.P.R., a participé samedi 7 et dimanche 8 juin aux congrès régionaux du R.P.R. de Provence-Côte d'Azur et de Lorraine. Devant ces deux instances, il a déclaré :

« *Au cours de la semaine écoulée, nous avons été étonnés par les variations du président de la République, pour ne pas dire ses volte-face ou ses sautes d'humeur. Rappelez-vous, au début de son mandat, il serrait la main des détenus dans les prisons, au nom d'un libéralisme soi-disant avancé. Aujourd'hui, il patronne un projet de loi qui, sous couvert de sécurité, tourne le dos à notre tradition du droit républicain et à la garantie donnée à la liberté de la personne humaine. Les gaullistes sont très attachés à l'idée de sécurité, mais il s'agit d'abord que le gouvernement fasse preuve de volonté et de fermeté à bon escient, ce qui n'est pas toujours le cas, comme l'actualité de cette semaine nous l'a montré.*

» *Même interrogation en ce qui concerne l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun. Le R.P.R., depuis deux ans, et Jacques Chirac, depuis mai 1978, y étaient opposés, compte tenu des conséquences dommageables pour la France et pour le Midi ; aujourd'hui, le président de la République change encore d'attitude, alors qu'il répétait encore l'an dernier que l'entrée de l'Espagne et du Portugal était « conforme à la nature » des choses et à l'intérêt de la » France ». Nous nous réjouissons sur le fond, car le président de la République nous rejoint, mais nous restons inquiets de ses volte-face et nous nous disons : à quand le prochain changement ?* »

M. Méo a ajouté : « *Le président de la République est un homme incertain, un homme entre deux mondes, celui des rêves et celui de la réalité.* »

A Nancy, M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, a conclu son intervention en lançant : « *Soyons unis autour de Jacques Chirac et nous serons vainqueurs.* » Il a par ailleurs estimé que « *quelques députés gaullistes adopteront l'attitude de Jacques Chirac et ne voteront pas le projet Peyrefitte* », pour lequel le groupe R.P.R. n'imposera pas la discipline de vote.

● MISE AU POINT. — A propos du compte rendu des travaux du conseil général du Val-de-Marne, réuni le 2 juin (*le Monde* du 4 juin), M. Jean Clouet (U.D.F.-P.R.), conseiller général, maire de Vincennes, nous demande de préciser que l'article défini « *les* » dans la phrase « *les conseillers généraux de la majorité se retirèrent (...) dans un tohu-bohu indigne d'élus* » est impropre et aurait dû être remplacé par « *des* », lui-même ayant « *quitté la séance très calmement et dans le plus complet silence* ».

Deux élections cantonales...

HERAULT : canton de Montpellier-7 (2e tour).

Inscr., 15 350 ; vot., 5 413 ; suffr. expr., 5 308. MM. *Alain Bosc*, P.S., 2 673 voix, *ELU* ; Henri Grillon, U.D.F.-P.R., 2 635.

[Il s'agissait de pourvoir le siège vacant depuis la décision du Conseil d'Etat d'annuler le scrutin de mars 1979, qui s'était soldé par la proclamation de M. Bosc (P.S.), par 4 253 voix contre 4 206 à M. Grillon (P.R.), sur 15 695 inscrits, 8 724 votants et 8 459 suffrages exprimés.

Pour cette élection partielle, le parti communiste n'avait pas présenté de candidat. Au premier tour, M. Bosc était arrivé en tête avec 1 913 voix, contre 1 588 à M. Grillon, 505 à M. Daniel Gachot (R.P.R.), 170 à M. Donato Pelayo (écol.), 128 à M. Alain Jamet (F.N.) et 100 à M. Henri Talvat (L.C.R.). Il y avait eu 4 400 suffrages exprimés et 4 489 votants sur 15 350 suffrages exprimés.

Quarante-sept voix séparaient les deux candidats au second tour de mars 1979, cette fois l'écart est de trente-huit. En pourcentage, la différence est un peu plus nette : M. Bosc avait recueilli 50,27 % des suffrages exprimés en 1979 ; il en totalise cette fois 50,35 %.]

SEINE-SAINT-DENIS : canton de Bondy Sud-Est (2e tour).

Inscr., 13 543 ; vot., 2 668 ; suffr. expr., 2 146. M. Michel Beaufort, P.S., conseiller mun. de Bondy, 2 146 voix, ELU.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Marcel Chauzy (P.S.), adjoint au maire de Bondy, récemment décédé, qui l'avait emporté au second tour des élections cantonales de mars 1976 par 5 530 voix contre 1 876 à M. Gaston Breda (R.I.).

Les résultats du premier tour de cette élection partielle ont été les suivants : Inscr., 13 543 ; vot., 4 149 ; suffr. expr., 3 977. MM. Beaufort, P.S., 1 701 voix ; Lucien Chapelain, P.C., premier adjoint au maire, 1 499 ; Jacques Brunelet, Union pour l'avenir de Bondy (maj.), 317 ; Lucien Rozier, R.P.R., 267 ; André Le Faou, écol., 193.

Seul des candidats en lice au premier tour à pouvoir se maintenir au second face à M. Beaufort (les autres candidats n'avaient pas obtenu un nombre de suffrages au moins égal à 10 % du nombre des inscrits), M. Chapelain s'était désisté en faveur du candidat socialiste.]

● *Au Bono (Morbihan)*, M. Marcel Le Bacle qui figurait sur la liste de défense des intérêts communaux laquelle avait enlevé neuf des dix-sept sièges à pourvoir lors des récents élections partielles (*le Monde* du 20 mai), a été élu maire par dix voix contre deux à M. Victor Le Jacques (sans étiquette), démissionnaire.

...et deux municipales

PAS-DE-CALAIS : Vitry-en-Artois (2e tour).

Inscr., 3 085 ; vot., 2 505 ; suffr. expr., 2 428.

Liste du P.S., conduite par Mme Marie-Claude Riquoir, cons. rég. : 940 voix en moyenne, *22 sièges* ; liste du P.C., conduite par M. Martial Stienne, cons. gén., 795 voix en moyenne, *1 siège* ; liste d'union démocratique (div. g.), conduite par M. Henri Frémy : 490 voix en moyenne ; liste de la majorité présidentielle, conduite par M. René Heurteaux : 179 voix en moyenne.

[Cette élection était organisée à la suite de la démission de l'ensemble du conseil municipal que dirigeait M. Louis Stienne (P.C.), maire depuis 1969 et père de M. Martial Stienne, qui est le seul élu de la liste communiste qu'il conduisait. Cette démission collective était due à des dissensions croissantes au sein de la majorité de gauche du conseil municipal.

Au premier tour, la liste socialiste était arrivée en tête avec 787 voix en moyenne contre 696 en moyenne à celle du P.C., 474 à celle d'union démocratique et 329 à celle de la majorité. Il y avait eu 2 313 suffrages exprimés et 2 419 votants sur 3 085 inscrits.

Le conseil municipal sortant était composé de 8 P.C., 6 P.S. (élus au premier tour de mars 1977 sur une liste d'union de la gauche) et de 9 conseillers élus en 1977 sur la liste démocratique d'intérêt communal. Le nouveau conseil comprend 22 P.S. et 1 P.C.]

SEINE-ET-MARNE : Noisiel (2e tour).

Inscr., 3 312 ; vot., 1 274 ; suffr. expr., 1 240.

Liste d'union de la gauche (6 P.S. et 1 P.C.) : 647 voix en moyenne, *7 sièges* ; liste d'intérêt communal (maj.) : 584 voix en moyenne.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de sept conseillers municipaux, dont le maire, M. Louis Guilbert (P.S.), qui s'est retiré de la vie publique.

Au premier tour, la liste d'union de la gauche avait obtenu 550 voix en moyenne contre 484 à celle de la majorité. Il y avait eu 1 050 suffrages exprimés et 1 109 votants sur 3 312 inscrits. Bien qu'elle eût obtenu la majorité des suffrages, la liste d'union de la gauche n'avait pu gagner aucun des sièges à pourvoir, car aucun de ses membres n'avait recueilli un nombre de voix au moins égal à 25 % des inscrits.

La composition du nouveau conseil municipal est identique à celle de la liste élue en mars 1977 : 13 P.S. et 10 P.C.]

Le Monde

société

JUSTICE

LE DÉBAT SUR LE PROJET « SÉCURITÉ ET LIBERTÉ »

Une camisole antisyndicale

(Suite de la première page.)

Signalons encore que la généralisation, sous un autre nom, de la procédure des *flagrants* délits, vise essentiellement les couches populaires qui constituent *aujourd'hui la principale clientèle* des tribunaux.

Il est d'autres raisons aux*quelles aucun syndicaliste* ne peut être insensible. Elles tiennent à la modification des motifs de *poursuites, à la création de fait* de nouveaux délits.

La volonté du garde des sceaux, sous couvert de *modernisation du* code, de rendre opératoires les poursuites contre la totalité des *délits et des crimes qui sont* commis sur le territoire, a conduit à des formulations d'une *généralité telle que* les actions menées par les travailleurs peuvent être visées à tout moment.

L'intrusion et la grève

Prenons quelques exemples. Dans la forme originale du projet de loi, on voit apparaître la notion d'intrusion. C'est une conception juridique nouvelle. La rédaction proposée de l'article 435 du code pénal fait de l'*intrusion dans* un lieu de travail une circonstance aggravante. Or, la définition de l'*intrusion, telle que la donne* le Petit Larousse (*« action de s'introduire sans droit »*), peut facilement *concerner les grévistes qui* occupent leur lieu de travail, car la Cour de cassation ne leur *reconnaît pas actuellement* ce droit.

De même, il est précisé qu'en cas de réunion (sans que ce mot soit clairement défini), il y aura circonstance aggravante pour *toute une série de délits. Or, nous* savons bien que la réunion, l'assemblée des travailleurs, est un *des fondements de l'activité syndicale*, la garantie essentielle de sa conduite démocratique.

Mais les infractions elles-mêmes sont modifiées dans les faits. Et elles le sont de telle *manière qu'elles deviennent* de nouveaux délits. Ainsi, par exemple, le fait de brûler des pneus *sur la voie publique. Lors d'un* récent Club de la presse, M. Peyrefitte rétorquait qu'une telle *infraction était déjà punie* par le code pénal, et même de façon plus grave. Il est vrai que, pour ce cas, le code prévoit aujourd'hui, dans son article 434, une réclusion criminelle de cinq à dix ans. Mais cet acte est pour l'instant passible de la cour d'assises, et personne, aucun juge, n'ose aujourd'hui utiliser cette juridiction contre un manifestant, ni lui infliger une peine aussi disproportionnée. Dans le nouveau projet, par contre, un tel acte est qualifié de délit ; la juridiction n'est plus la cour d'assises, mais le tribunal correctionnel ; les peines prévues (six mois à deux *ans) seront plus facilement* appliquées. La correctionnalisation de cette infraction en fait un acte *qui sera plus facilement* réprimé.

Autre nouveauté : la « tentative » de menace en matière d'atteinte aux personnes et aux biens. En raison de la rédaction imprécise de cette notion, *il y a* là un glissement possible pouvant s'appliquer, pourquoi pas, aux *délits* d'opinion.

Enfin, pour en terminer avec les exemples, mais il y a une *série impressionnante* de dispositions contestables dans le projet, la modification de l'annexe portant *sur la police des chemins* de fer est singulièrement inquiétante. N'est-il pas prévu de punir, *après passage en correctionnelle*, d'un emprisonnement de trois mois à deux ans quiconque *« aura employé ou tenté d'employer un moyen quelconque pour gêner ou entraver* [la] *circulation* [des véhicules] *ou pour gêner le fonctionnement du service de transport »*. Quelle menace pour le droit de grève ! Quels périls encourus par ceux que leur action entraîne à occuper de manière pacifique les voies de chemin de fer pour s'opposer au démantèlement d'une *ligne ou pour attirer* l'attention du public sur un problème !

Toutes ces dispositions sont dangereuses. Car une fois introduites dans la loi elles seront *appliquées indépendamment* des intentions réelles ou affichées du législateur, ou des circonstances *dans lesquelles elles ont été* élaborées. Nous connaissons, en tant que syndicalistes, l'application qui *est faite aux militants*, aux délégués, de la loi anticasseurs.

Et pourtant à l'époque, le garde *des sceaux, M. Pleven*, avait assuré aux parlementaires que *cette loi ne s'appliquerait pas aux* syndicalistes. Aussi, lorsqu'on rétorque aujourd'hui à nos objections : *« Nous ne voulons pas cela »*, nous avons de sérieuses raisons d'être sceptiques. D'autant *qu'avec ses imprécisions et* l'application extensive qui va en être faite, s'il est adopté, ce projet de loi s'inscrit dans un contexte qu'on aurait tort de surestimer. On ne peut ignorer les procès, nombreux, en intimidation financière intentés par des *patrons privés et publics contre* les syndicats, à l'occasion de grèves. Les dédommagements *demandés atteignent*, dans certains cas, des centaines de millions.

On ne peut méconnaître l'activité publique de propagande d'organisations comme l'Union des industries métallurgiques et minières qui, dans ses publications adressées à la presse, aux dirigeants de ce pays, mènent une campagne contre les « violences dans les entreprises ». On ne peut faire comme si le gouvernement *lui-même n'avait pas déposé* un projet (en discussion le 12 juin au Sénat) restreignant le droit de grève pour garantir la « sécurité » dans les entreprises de traitement de matières nucléaires.

Les causes réelles de l'inquiétude

Le projet gouvernemental témoigne de l'impuissance du pouvoir à s'attaquer *aux causes* réelles d'une inquiétude, souvent exagérée, née des risques de *révolte et de protestation* des couches populaires frappées par la crise.

Le dessein patronal, vers lequel convergent les attitudes gouvernementales, est-il d'intimider le mouvement syndical, de transformer son rôle, de le limiter au *mieux à la simple expression* juridique des besoins des travailleurs ? Dans un pays en crise, qui demande des solutions courageuses pour transformer la situation concrète des salariés, pour modifier la manière de produire et de consommer, veut-on aujourd'hui se passer des syndicats, s'adresser directement à des travailleurs atomisés et réduire les marginaux ou les poches de résistance par une législation répressive ? Cela n'est ni réaliste ni efficace.

On a beaucoup mis en lumière, à juste titre, les dangers que recèle le projet Peyrefitte à l'égard des libertés individuelles. Mais le débat ne peut se résumer à ces seuls aspects. Il s'agit aussi d'une volonté de réprimer les mouvements sociaux en se saisissant des incidents secondaires qui les accompagnent inévitablement et en assimilant ces incidents à des *délits pour les sanctionner*. Notre refus est donc à la fois celui d'une tentative de limitation des libertés individuelles et des libertés collectives. Et d'abord des libertés syndicales.

EDMOND MAIRE.

AUTEUR D'UN VIOL ET D'ATTENTATS A LA PUDEUR

Un ancien commissaire de police est condamné à neuf ans de réclusion criminelle

La cour d'assises de *Paris*, présidée par M. Paul Gaillardot, a condamné, le vendredi *6 juin*, à *neuf ans* de réclusion criminelle, pour « viol et attentats à la pudeur avec violences », M. Gérard Berta, ancien commissaire de *police, âgé de trente-deux ans*. L'avocat général, M. Jacques Gagnieur, avait requis « entre huit et douze années » de cette peine.

Au moment des faits, M. Berta était affecté à la direction de la surveillance *du territoire* (D.S.T.).

La faillite de son ménage pourrait-elle suffire, comme Mᵉ Paul Cousin, le défenseur de l'accusé, a *tenté* d'en convaincre le tribunal, à expliquer comment un *policier aux excellents* états de service, âgé de trente ans au moment des faits, et dont la conduite privée, diront ses proches, et publique, affirmeront ses collègues, a toujours été « irréprochable », puisse brusquement *devenir, quelques semaines après* que sa femme l'eut quitté, un pâle *violeur de banlieue* ?

Cet homme, qui n'hésitera jamais à user de ses prérogatives administratives, exhibant sa carte de policier et prétextant quelque *imaginaire vérification d'identité*, pour contraindre tour à tour ses trois victimes — dont deux étaient mineures à l'époque — à monter dans sa voiture, pour se plier ensuite, sous la menace d'un pistolet ou d'un couteau à cran d'arrêt, à ses exigences, pouvait-il prétendre *faire jouer en sa faveur* une atténuation de sa responsa*bilité ? Sur ce point*, les trois rapports d'expertise psychiatrique sont formels. Pour *tous* les spécialistes qui l'ont successivement examiné, Gérard Berta, s'il souffre effectivement de « dépression névrotique » consécutive à sa *séparation* d'avec sa femme, s'il a présenté durant un temps les signes évidents d'une « tendance suicidaire », ne présente « aucun signe de démence ».

L'attitude de l'accusé n'a pas laissé de surprendre. Les faits, à de rares points de détail près, il ne les a pas niés lors de l'instruction. Et, face au tribunal, il ne les niera pas plus, cherchant seulement, sans grande conviction — et avec une maladresse *surprenante* chez l'homme assurément intelligent qu'il est — à *laisser entendre que la première* de ses victimes, une Portugaise de vingt-sept ans qu'il a violée par deux fois, au mois de mai 1977, était « consentante ». Consentante, même s'il a reconnu l'instant d'avant qu'elle avait tenté, comprenant soudain les intentions du policier, de sauter en marche de son véhicule ?

« Lorsque ma femme m'a quitté, se bornera-t-il à dire au tribunal, *le gouffre s'est ouvert, et je suis tombé dedans... »* Si *les jurés, parmi* lesquels figuraient six femmes et trois hommes, ont tenu compte du désarroi, réel, dans lequel l'avait plongé la rupture en lui accordant des *circonstances atténuantes*, ils ont, en revanche, estimé sa responsabilité entière.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

LE PROFESSEUR SOUTOUL N'A PAS DIFFAMÉ SES CONFRÈRES

(De notre correspondant.)

Tours. — Les huit médecins du centre d'interruption volontaire de grossesse de Tours, qui avaient poursuivi en difamation *(le Monde* du 15 mars) le professeur Jean-Henri Soutoul, chef du service de gynécologie-obstétrique du C.H.U. Bretonneau, ont été déboutés et condamnés aux dépens, mercredi 4 juin. Les médecins reprochaient à M. Soutoul d'avoir accusé dans un langage imagé et jugé par eux diffamatoire le centre d'I.V.G. d'être politisé. *« Le centre confond l'avortement, Marx, Che Guevara et les Khmers rouges »*, avait notamment dit M. Soutoul.

Le tribunal a appuyé sa décision sur une interprétation restrictive de la loi sur l'avortement.

Le tribunal a, d'autre part, estimé que la preuve de la politisation du centre était établie. Il a *considéré, enfin, que si certains* propos de M. Soutoul étaient dif*famatoires le bénéfice de la* bonne foi devait être accordé au professeur de médecine. Les médecins du C.I.V.G. de Tours ont l'intention de faire appel.

● *Suicide d'un détenu à Lyon.* — Détenu à titre préventif depuis plus de dix-huit mois au quartier psychiatrique de la prison Saint-Paul, de Lyon, pour incendies volontaires, Bernard Houppermans, âgé de vingt-neuf ans, qui devait comparaître avant la fin de ce mois devant les assises du Rhône, s'est pendu dans sa cellule. C'est le treizième suicide de détenu depuis le 1ᵉʳ janvier.

● *Un policier tue un homme en état d'ivresse.* — Un gardien de la paix de Louviers (Eure), dont l'identité n'a pas été révélée, a tué d'une balle de pistolet, dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 juin, M. Francis Leterrier, âgé de vingt-trois ans, fossoyeur *municipal*.

M. Leterrier, qui était en état d'ébriété et qui portait une blessure à la tête, avait d'abord été remarqué par l'équipage d'un véhicule du SAMU de Rouen, en mission à Rouen. Mais les infir*miers ne parvinrent pas à le maî*triser. Après les avoir frappés, M. Leterrier s'enfermait à son domicile. Sommé par les pompiers et les policiers de se rendre, il *sortit, un couteau de cuisine* à la main, menaçant le gardien de la paix qui, *reculant, fit feu sur lui.*

Le parquet d'Evreux a ordonné une enquête pour déterminer notamment si le policier était réellement en état de légitime *défense*.

L'Union syndicale des magistrats dénonce « un danger pour la dignité des juges »

Pau. — En l'absence de *tout représentant* de la chancellerie, samedi 7 juin à Pau (« le Monde » daté 8-9 juin), l'Union syndicale des magistrats (U.S.M.) a pu consacrer la *quasi*-totalité de la journée à l'examen du projet « sécurité et liberté ». Elle a en outre réélu à sa présidence M. Jean-Marie Desjardins, juge à Paris. M. André Braunschweig, conseiller à la Cour de cassation, ancien président de l'U.S.M., a été élu président d'honneur. *Dimanche 8 juin*, plusieurs motions ont été votées, réaffirmant les inquiétudes des magistrats à l'égard du *projet de loi ; le conseil syndical* a reçu mandat d'écrire une lettre de protestation à ce sujet au président de la République.

Danger est le mot qui a été le plus souvent utilisé par les magistrats de l'U.S.M. à propos du projet de loi « sécurité et liberté ». Danger d'insécurité juridique, danger pour la dignité des juges, *danger de fonctionnarisation* de la justice, qui deviendrait une administration comme les autres. *« Le juge de l'application des peines, membre d'une commission administrative, est transformé en ectoplasme judiciaire*, a notamment indiqué M. Gilbert Azibert, présentant le texte à ses *collègues. Quant au magistrat du parquet, il perd son statut de magistrat et devient un super-fonctionnaire. »*

« C'est en effet un faux-semblant de croire que cette loi serait une amélioration pour l'accusation », a précisé M. Paul Malibert, substitut général à *Paris*. Selon lui, la suppression de certaines prérogatives juridictionnelles du parquet, comme le mandat de dépôt, la fin du contact avec la *défense*, instaure pour le parquetier un état de non-droit. *En outre*, en transformant de façon aussi radicale le rôle du parquet, on porte atteinte à l'ensemble de l'institution, on fait un saut inquiétant dans l'inconnu.

De notre envoyée spéciale

Toutes les interventions de la matinée de samedi sont allées dans ce sens, M. Desjardins proposant même *« l'éclatement d'un nouveau scandale »* si un texte enlevant à l'institution judiciaire sa cohérence devait entrer en vigueur.

Devant un tel réquisitoire, la minorité favorable au projet a repris la parole avec plus de timidité que la veille et quelques précautions : *« Ce que nous n'admettons pas*, signalait M. Lefebvre, substitut à Nanterre, *c'est que l'U.S.M. soit totalement contre ce projet. Entre ceux qui sont pour et ceux qui sont contre, même en disant qu'il y a quelques bonnes choses, il existe une troisième voie : prendre les choses point par point et se prononcer sur elles. C'est ce que beaucoup de collègues nous demandent de faire. »* Alors, comme la veille, certains sont revenus sur les dispositions qu'ils jugent positives. M. Michel Thuillier, substitut général à Paris, concluant : *« Partout où je suis passé, je réduisais nombre de dossiers envoyés à l'instruction d'un bon tiers. »*

Pantins ?

M. Braunschweig a longuement répondu sur chaque point avant de répéter que ce texte était un ensemble dont les détails ne sauraient être analysés hors du contexte général. Bien que son opposition au projet soit avant tout morale, *« parce que c'est un texte de régression qui va contre toute l'évolution de la justice moderne »*, il s'est attaché à montrer que *« même sur un plan purement technique, il y a tromperie sur la qualité de la marchandise » :* l'*habeas corpus* n'en est pas un, les circuits diffèrent, la dilution des responsabilités multiplie les risques d'erreurs judiciaires. Enfin, il n'y a pas de véritable correctionnalisation de certaines infractions, mais seulement un transfert de compétences puisqu'on garde pour lesdites infractions des peines criminelles.

« Ce texte n'a pas été fait par des praticiens, mais par des gens qui ignorent tout des délinquants, des interrogatoires, des procès, a-t-il conclu. *C'est pour faire passer quelque chose qui a une valeur démagogique qu'on va à l'encontre des principes, car on ne me fera pas croire que grâce à cette loi, du jour au lendemain, les vieilles dames cesseraient d'être attaquées. »*

Après la réforme de leur statut, les magistrats voient dans ce texte le deuxième volet d'un « plan justice » dont le garde des sceaux lui-même a admis l'existence avant de réaffirmer la nécessité *de « l'encadrement de la pratique judiciaire ». « Nous ne voulons plus être des pantins »*, lui a répondu M. Jean-Jacques Gomez, secrétaire général de l'U.S.M., présentant son rapport moral. Inquiets pour les libertés, inquiets pour *eux-mêmes*, les magistrats veulent être consultés sur l'avenir de la justice. A l'exception d'une minorité qui appuie ce projet, les membres de l'U.S.M. semblent décidés à ne pas se voir contraints d'exercer un métier différent de celui qu'ils ont choisi, un métier de fonctionnaires soumis.

JOSYANE SAVIGNEAU.

LE NOUVEAU CONSEIL SYNDICAL DE L'U.S.M.

Le conseil syndical de l'U.S.M., après le congrès de Pau, est ainsi *composé : MM. Jean-Marie Desjardins*, président ; André Braunschweig, président d'honneur ; Marc Robiacci, vice-président ; Jean-Jacques Gomez, secrétaire général ; Jean-Paul Deraudo, secrétaire général adjoint ; Gabriel Khaznadar, *trésorier général* ; Michel Breard, trésorier général adjoint ; Gilbert Azibert ; Mlle Odile Vigneau ; M. André Dagues ; Mme Paulette Vanpoulle ; M. Norbert Wallstein, secrétaires ; M. Pellen, délégué au *problème des retraités* ; Mme Roselyne Bastide, M. Louis Delgodère de Dagnafa ; Mme Jacqueline Cimamonti ; MM. Jean-Louis Deixonne, Jean-Georges Diemer, Alain Lapierre ; Paul Mallbert Gino Necchi, Jean Pascal ; Georges Ponse, Jean Quirin et Pierre Sargos, conseillers.

Ce ne sont pas les organismes corporatifs qui font la loi

déclare le premier ministre

Interrogé samedi 7 juin, au journal de Radio-Monte-Carlo, au sujet de *« l'opposition »* au projet de loi Peyrefitte, le premier ministre a répondu :

« Vous prétendez que l'opposition semble se renforcer. Or je lisais hier soir, dans un quotidien vespéral, un long article selon lequel, au contraire, en commission les choses s'étaient très bien passées et qu'on était parvenu à un texte pas du tout dénaturé et qui serait certainement voté par l'Assemblée nationale.

» Je suis allé au Sénat ; j'ai rencontré les sénateurs de la majorité ; ils m'ont dit que ce texte leur paraissait devoir être voté. Par conséquent, je ne vois pas en quoi l'opposition se renforce.

» Ce qui m'intéresse, c'est l'avis des Assemblées, c'est le jugement de l'Assemblée nationale et du Sénat. Car, en France, c'est l'Assemblée nationale et c'est le Sénat qui font la loi ; ce ne sont pas les organismes corporatifs qui font la loi. Ceux qui sont chargés d'appliquer la loi doivent l'appliquer selon les principes de la République. »

A propos de la position de M. Chirac, M. Raymond Barre a déclaré : *« M. Chirac dispose de la liberté d'expression ; il a bien le droit d'être opposé à ce texte. Mais cela ne signifie pas qu'il y ait une opposition du pays à ce texte. »*

Comme on lui demandait si le recours à l'article 49-3 de la Constitution serait nécessaire pour faire voter le texte (1), M. Barre a répondu : *« Nous n'en aurons pas besoin. »*

(1) L'article 49-3 permet au gouvernement d'engager sa responsabilité sur un projet de loi. Le projet est considéré comme adopté, sans vote, à moins qu'une motion de censure soit déposée dans les vingt-quatre heures.

Au colloque de l'Institut de criminologie de Paris

Le texte est condamné sans appel par de nombreux juristes

L'Institut de criminologie de Paris avait choisi, pour ses VIIIᵉˢ Journées d'études qui ont eu lieu jeudi 5 et vendredi 6 juin à l'université Paris-II, d'organiser un débat sur le projet de loi « sécurité et liberté ». Son directeur, M. Jacques Léauté, avait *invité de nombreuses personnalités hostiles au projet*, mais aussi des personnes favorables, qui, elles, s'étaient récusées. Cela a fait dire à M. Jean Foyer (R.P.R.), président de la commission des lois, *que cette rencontre était* « une *opération politique* camouflée en colloque universitaire ».

Puisque aucune contradiction n'a été apportée aux orateurs, cette rencontre n'a *pas* pris la forme d'un débat *stricto sensu*, *mais d'une condamnation sans* appel du projet.

Magistrats, avocats et professeurs de droit se sont succédés à la tribune, analysant minutieusement le projet sous plusieurs aspects : les mesures limitant les pouvoirs des juges, l'*habeas corpus* à la française, les réformes de *procédure* et, enfin, la constitutionnalité du projet, ainsi que *sa conformité* avec *la* Convention européenne des droits de l'homme. *Ce dernier point* a été étudié par Mme Mireille Delmas-Marty, professeur à l'université Paris-XI. Elle a fait remarquer que le projet ne modifie aucune règle fondamentale, mais que chacune d'elles se voit doublée d'une règle inverse. Par exemple, dans la procédure de flagrant délit, il *fallait que soit établie* la flagrance ; dans l'hypothèse de la « *saisine directe* », la procédure peut être utilisée, quelque soit le caractère du délit, ce qui ouvre la porte à « l'arbitraire ».

En ce qui concerne *l'habeas corpus* à la *française*, M. Jean Rivero, professeur à l'université *Paris-II*, a souligné que ce moyen de défense, qui appartient au droit britannique et dont le projet prétend s'inspirer, a été détourné par les auteurs du projet *de son sens* d'origine. *« C'est un abus flagrant du terme »*, a-t-il déclaré.

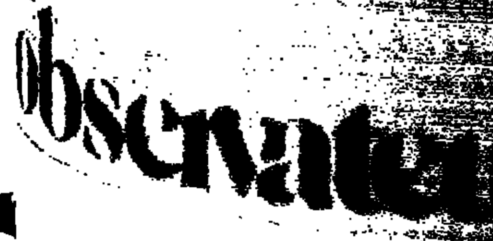
En droit britannique, l'*habeas corpus* est un droit conféré à une personne, qui *s'estime* détenue arbitrairement, de saisir le juge, afin que celui-ci vérifie si la détention est régulière, c'est-à-dire si elle correspond à un motif légal. Ce *n'est pas*, ainsi que le prévoit le projet Peyrefitte à *propos de la « saisine directe »* du tribunal correctionnel, l'obligation pour un juge du siège de décider de la mise et du maintien en détention. Cela revient à ranger sous un *« label prestigieux »* une disposition qui n'est pas ce qu'elle prétend être, à savoir le symbole de la garantie des libertés individuelles, a conclu M. Rivero.

Mᵉ Robert Badinter a insisté sur le *« tour de passe-passe »* que constitue, selon lui, l'article 32 du projet, qui prévoit que *« le prévenu doit comparaître devant le tribunal dans les deux mois au plus »*, faute de quoi *« les mesures de contrôle judiciaire ou de détention provisoire cessent de plein droit »*. La *« mystification »* est pour lui évidente, en ce sens qu'*« il suffira que l'affaire soit appelée à l'audience »* pour que le détenu ne soit pas remis en liberté.

Mᵉ Badinter a aussi qualifié de *« gadget »* l'article qui prévoit que l'identité et l'adresse des *témoins* doivent être tenues secrètes jusqu'au l'audience. Ce qui revient à jeter un voile absolu sur toute affaire en cours, dont la presse ne pourrait dès lors plus parler.

Considéré tout à tour comme un *« texte-arlequin »*, un *« chef-d'œuvre d'humour noir »* ou un *« projet monstrueux »*, le projet a été assez malmené. Et, prenant la parole pour conclure, M. Léauté a déclaré : *« Il ne suffit pas d'amender ce texte, il faut le rejeter complètement. »*

● *Nouveau référé au sujet d'un livre sur* le Canard enchaîné. — Six passages du livre *Une enquête de police sur « le Canard enchaîné »* devront être supprimés. De nouvelles ordonnances de référé ont été prononcées, le vendredi 6 juin, par M. Pierre Drai, premier vice-président du tribunal de Paris, après les requêtes de quatre journalistes, MM. Robert Boulay, Bernard Derty, Guy Lambert et Jean Montaldo, de la veuve et de la fille du journaliste Alain Ancelot, et de la famille de M. François Donsimoni, magistrat décédé (*le Monde* des 28, 29 et 30 mai). Comme dans les six premiers cas, les passages incriminés concernent la reproduction de fiches de police contenant des renseignements erronés sur la vie professionnelle et privée des personnes mises en cause.



DÉFENSE

SELON M. BOURGES

Le nouveau plan de mobilisation prévoit de confier des tâches d'encadrement dès le temps de paix à cent trente mille officiers et sous-officiers de réserve

M. Yvon Bourges, ministre de la défense, a réaffirmé dimanche 8 juin, à Nice, la nécessité de maintenir une armée de conscription et de renforcer la contribution des réserves, *« qui permettront une montée en puissance rapide de nos forces si la sécurité du pays était menacée »*.

S'exprimant au cours du quarante-neuvième congrès de l'Union nationale des officiers de réserve, qui s'est terminé dimanche sous sa présidence, le ministre a estimé que *« la conscription constitue le meilleur moyen de maintenir l'esprit de défense de la nation et renforce la dissuasion, fondement de notre politique militaire, en montrant à l'adversaire potentiel que la volonté de lui résister ira aussi loin et durera aussi longtemps qu'il le faudra »*.

Dans l'armée de terre, a annoncé M. Bourges, *« plusieurs milliers d'affectations d'officiers de réserve doivent être prononcées dans le cadre du plan actuel de mobilisation et la mise sur pied de l'ensemble des unités dérivées de l'armée d'active »*. Chaque unité d'active peut, en effet, mobiliser une unité de réserve.

Dans la marine, un plus grand nombre d'officiers de réserve sera recruté pour la protection des installations sensibles, le contrôle des activités de défense dans les zones portuaires ou littorales, le contrôle naval et le renforcement des états-majors des préfets maritimes.

Dans l'armée de l'air, 240 offi-officiers trouveront des affectations supplémentaires de mobilisation.

Dans la gendarmerie, dès l'année prochaine, l'encadrement en mobilisation sera renforcé de 75 officiers de réserve issus de cette arme et de 140 autres provenant de l'armée de terre. Parallèlement, vont se multiplier les *« affectations individuelles pour la mise sur pied, à la mobilisation, du corps de défense de la sécurité civile, du service de ravitaillement, et de certains services de l'Etat »*, a indiqué le ministre ; ces projets devant *« concerner plus de 20 000 cadres de réserve »*.

« Il importe, en effet, a conclu M. Bourges, *de réaliser, dès le temps de paix, l'encadrement des unités de réserve (...) avec près de quarante mille officiers de réserve et plus de quatre-vingt-dix mille sous-officiers de réserve des trois armées et de la gendarmerie. »*

A Toulon

La veille, samedi 7 juin, le ministre de la défense avait assisté à un colloque organisé à Toulon par les cercles universitaires, sur le thème : la sécurité en Méditerranée.

Le ministre de la défense a insisté sur le renforcement de la flotte basée à Toulon et sur le déploiement des porte-avions *Foch* et *Clemenceau*, auxquels ont été ajoutés un croiseur lance-missiles et deux frégates anti-aériennes.

« Toutefois, la sécurité du territoire national reste basée sur la dissuasion et, en cinq ans, nos crédits militaires, qui ont plus que doublé, sont consacrés pour près d'un tiers à l'armement nucléaires », a conclu M. Bourges.

Le P.C.F. et la C.G.T. appellent à manifester contre la course aux armements

Le parti communiste, la C.G.T. et les douze autres formations qui avaient organisé, le 20 décembre dernier, une manifestation contre l'installation de nouveaux missiles nucléaires américains en Europe, se sont réunis, le 5 juin, au siège du Mouvement de la paix. Ils ont rendu public, dimanche 8 juin, un appel qui déclare notamment :

« Une nouvelle réunion de l'OTAN vient de confirmer la décision de décembre et d'insister pour une accélération de la course aux armements et des augmentations supplémentaires des budgets militaires. En France, les voix les plus officielles mènent campagne pour la bombe à neutrons, à laquelle la protestation universelle avait obligé les Etats-Unis à renoncer. Tout cela s'inscrit dans la stratégie de l'OTAN et pourrait vouer l'Europe à être le théâtre d'une guerre nucléaire aux terribles conséquences. (...)

» Il importe d'agir maintenant contre tout ce qui aggrave les tensions et la course aux armements et, à l'inverse, de saisir toute chance de dialogue, de négociation et de pas en avant, comme celle que constitue la rencontre de Madrid qui doit se tenir cet automne dans le prolongement de la conférence d'Helsinki. (...)

» Il faut agir pour obtenir la suspension de la mise en œuvre de la décision de l'OTAN et contre la fabrication de la bombe à neutrons par la France. »

Les quatorze organisations appellent à l'envoi de *« délégations des entreprises et localités de la région parisienne »* le 19 juin à l'hôtel Matignon et à une manifestation devant le siège de l'OTAN, à Bruxelles, le 21 juin. Les signataires sont, outre le P.C.F. et la C.G.T., l'Association nationale des cheminots anciens combattants, résistants, prisonniers et victimes de guerre, l'Association nationale des familles de fusillés et massacrés de la Résistance française, l'Association républicaine des anciens combattants, la Fédération des gaullistes de progrès, le Mouvement de la jeunesse communiste de France, le Mouvement de la paix, l'Union démocratique du travail, l'Union des juifs pour la Résistance et l'entraide, l'Union nationale des comités d'action lycéens, l'Union nationale des étudiants de France, l'Union progressiste et les Amis de *Témoignage chrétien*.

Le parti socialiste, invité à la rencontre du 5 juin, avait décliné l'invitation en regrettant qu'elle n'eût pas été préparée par une concertation entre les deux partis et en annonçant qu'il prendrait, de son côté, des initiatives « larges », inspirées par une conception équilibrée du problème du désarmement, englobant l'Union soviétique et intégrant la question des droits de l'homme.

● *M. Jacques Chaban-Delmas*, député R.P.R. de Gironde, président de l'Assemblée nationale, a déclaré dimanche 8 juin à R.T.L. : *« Il faut encore attendre avant de décider de la fabrication de la bombe à neutrons (...) Ce qui est certain, c'est qu'il ne peut être question de porter la moindre atteinte au principe essentiel sur lequel est fondée notre défense nationale, celui de la dissuasion nucléaire. »*

RELIGION

La commission catholique-orthodoxe s'est réunie pour la première fois en Grèce

La commission mixte *catholique-orthodoxe — dont* la création avait été annoncée conjointement par Jean-Paul II et Dimitrios Ier, patriarche orthodoxe de Constantinople, lors de leur rencontre à Istanbul en novembre 1979 (« le Monde » daté 2-3 décembre 1979), — s'est réunie pour la première fois à Patmos puis à Rhodes, du 29 mai au 3 juin.

Les deux délégations étaient composées de trente membres catholiques sous la présidence du cardinal Jan Willebrands *(secrétaire romain pour l'unité des chrétiens)*, et de trente membres orthodoxes représentant les quatorze Eglises orthodoxes de tradition byzantine, sous la présidence du métropolite Meliton de Chalcédoine. Après la cérémonie d'inauguration dans l'église du monastère de Saint-Jean à Patmos, petite île grecque de la mer Egée où, selon la tradition, saint Jean l'Evangéliste a écrit « l'Apocalypse », les deux délégations ont rejoint l'île voisine de Rhodes pour se réunir d'abord en session séparée pendant deux jours, puis en sesssion mixte pendant trois jours.

Il y eut deux absences remarquées du côté catholique : celles des cardinaux Basil Hume, archevêque de Westminster, empêché, et Roger Etchegaray, archevêque de Marseille, retenu à Paris pour la visite du pape.

Le sens d'un dialogue

Ainsi s'est ouverte une nouvelle phase, dont l'importance tient à son caractère officiel, du dialogue entre les sept cents millions de catholiques et les deux cents millions d'orthodoxes, inauguré par la première rencontre entre Paul VI et Athénagoras-Ier en 1964, en vue d'une *« restauration de la communion ecclésiale totale entre les Eglises catholique et orthodoxe »*, rompue depuis près de mille ans.

L'objectif de la réunion de Rhodes était la mise en place d'une procédure, ainsi que d'un ordre du jour, pour la première phase du dialogue. Trois sous-commissions mixtes, composées chacune de huit membres, ont été créées pour examiner les sujets retenus, et elles se réuniront à tour de rôle en octobre prochain, en février et en avril 1981, avant de soumettre les résultats de leurs travaux à la commission mixte de coordination, composée de quatorze membres, qui doit se réunir dans un an à Venise.

Le thème des discussions, approuvé à l'unanimité sauf une voix (celle de l'un des deux délégués grecs), est le suivant : *« Le mystère de l'Eglise et de l'eucharistie, à la lumière de la Sainte Trinité »*, avec trois questions subsidiaires :

1) Comment faut-il comprendre la *nature sacramentelle de l'Eglise* et de l'eucharistie et leurs rapports au Christ et au Saint-Esprit ? Quelle est la relation entre les sacrements (notamment l'eucharistie) et la christologie, la théologie du Saint-Esprit et la théologie trinitaire ?

2) Quelle est la relation entre l'eucharistie célébrée autour de l'évêque par l'Eglise locale et le mystère du Dieu un dans la communion des trois Personnes ?

3) Quelle est la relation entre cette célébration eucharistique de l'Eglise locale et la communion de toutes les Eglises locales dans l'unique Eglise ?

Uniates ou orientales ?

L'atmosphère de la rencontre a été qualifiée de *« très bonne »* par M. Jean Tchekan, directeur du service orthodoxe de presse (1), les seules fausses notes émanant des délégués grecs, systématiquement critiques, et de la présence, parmi les délégués catholiques, de chrétiens orientaux rattachés à Rome.

L'existence d'Eglises « uniates » (catholiques, mais de rite oriental), on le sait, pose un des problèmes les plus épineux au rapprochement catholique-orthodoxe ; les grecs-orthodoxes, surtout, y voient une « cinquième colonne » fidèle à Rome, implantée en pleine orthodoxie. Dans un communiqué publié à Rhodes, les délégués orthodoxes ont *« regretté la présence de catholiques orientaux* (détail significatif de la bonne entente qui y régnait, les *signataires de ce texte* ont accepté de remplacer le mot « uniates » par « orientaux »), *mais leur participation à la rencontre ne signifie pas que nous acceptons leur statut ; ce dernier constitue un des points qui doit être examiné pendant notre dialogue »*.

Quel est le sens à plus long terme, de ce dialogue œcuménique entre les deux Eglises numériquement majoritaires de la chrétienté ? S'il est vrai que sur le plan théologique — hormis le dogme de l'infaillibilité pontificale — il n'existe pas de divergence insurmontable, force est de constater que les motifs avancés de part et d'autre ne manquent pas d'ambiguïté.

D'un commun accord, les participants de la réunion à Rhodes ont déclaré s'unir *« pour confronter la crise du monde moderne ainsi que le nouvel essor religieux de l'islam et pour répondre à l'invitation du Seigneur »*. Mais les priorités diffèrent selon les personnes interrogées, et certains orthodoxes ne cachent pas qu'ils voient avant tout dans l'union avec la puissante Eglise de Rome un rempart contre le poids des régimes athées dans les pays de l'Est ou les menaces d'un fanatisme musulman au Proche-Orient.

Du côté catholique, enfin, les choses semblent plus claires. Jean-Paul II ne cesse de dénoncer le « scandale » de la division des chrétiens, allant jusqu'à demander, devant le patriarche œcuménique Dimitrios Ier, à Istanbul, si les Eglises catholique et orthodoxe *« ont le droit de rester séparées »*. On sait également que ce pape slave nourrit une ambition de redonner une impulsion à l'Europe chrétienne *« de l'Atlantique à l'Oural »*.

Jean-Paul II semble mettre le dialogue avec l'orthodoxie parmi les grandes priorités de son pontificat, et, si l'importance accrue donnée à la fonction pontificale par la forte personnalité de Karol Wojtyla n'est pas toujours bien vue dans les milieux orthodoxes, certaines initiatives du pape vont dans le sens des revendications orthodoxes.

C'est ainsi que Jean-Paul II se présente volontiers comme *« évêque de Rome »*, et il parle toujours de sa charge en termes de *« service »*, de *« garant d'unité »* et de *« celui qui fortifie la foi de ses frères »*. Il insiste sur la tradition spirituelle, mystique et mariale, chère à l'Orient, et, point capital pour l'orthodoxie, il est en passe de remettre en valeur le gouvernement collégial et synodal de l'Eglise.

ALAIN WOODROW.

(1) Service orthodoxe de presse, bulletin mensuel, 14, rue Victor-Hugo, 92400 Courbevoie.

A PARTIR DU 1er JANVIER 1981

M. René Sirat succédera à M. Jacob Kaplan comme grand rabbin de France

Un collège électoral composé de membres du consistoire, de délégués du corps rabbinique et des départements de l'Est, soit cent quatre-vingt-dix personnes, a élu, dimanche 8 juin, à Paris, le successeur de M. Jacob Kaplan, grand rabbin de France, qui quittera ses fonctions le 1er janvier prochain.

M. Max Warschawski, grand rabbin du Bas-Rhin, qui partait favori, s'étant désisté après le deuxième scrutin, le choix des électeurs s'est porté à l'unanimité et par acclamations sur le rabbin René-Samuel Sirat, professeur titulaire à l'Institut national des langues orientales de Paris. Les statuts ayant été modifiés en janvier dernier, la durée du rabbinat, autrefois illimitée, est maintenant fixée à sept ans, renouvelable.

Le nouvel élu est originaire d'Algérie et appartient à la communauté sépharade, actuellement majoritaire en France, comme elle l'est en Israël. C'est la deuxième fois dans l'histoire de France qu'un sépharade est grand rabbin. M. André Neher, professeur à Jérusalem, estime que cette élection constitue un *« tournant »* pour la communauté juive de France, qui compte six cent cinquante mille membres et se trouve être la *plus importante* en Europe après celle de l'U.R.S.S.

Demeurant encore pendant six mois grand rabbin de France, M. Jacob Kaplan préfère attendre la fin de l'année pour procéder lui-même au bilan de ses activités. Il a pris ses fonctions nationales en 1955.

Membre de l'Académie des sciences morales et politiques, il a joué un rôle particulièrement important sous l'occupation et manifesté une dignité et un courage hors pair. En juillet 1941, il écrivait lui-même une lettre à Xavier Vallat, commissaire général aux questions juives, où il affirmait que c'était pour lui *« un grand honneur d'appartenir au judaïsme »*. Expulsé de Vichy en juin 1942, il s'établit à Villeurbanne (Rhône), après avoir publié un livre intitulé *Racisme et judaïsme*. A Lyon, il se lia d'amitié avec le cardinal Gerlier et prit vigoureusement parti pour les juifs arrêtés par la police française ; il réussit, d'autre part, à sauver cent vingt enfants juifs sur le point d'être déportés.

Devenu grand rabbin de France par intérim en 1944, M. Kaplan se trouvait devant une situation religieuse catastrophique : vingt-trois rabbins avaient été déportés, deux fusillés, trente-cinq ministres du culte déportés, soit le tiers des effectifs du rabbinat français. Le 12 avril 1944, il était arrêté aux abords de la gare Saint-Paul de Lyon, puis libéré devant la menace immédiate que représentait pour les Allemands le débarquement allié.

A la Libération, M. Kaplan reprit ses fonctions à Paris aux côtés du grand rabbin de Paris Julien Weil. En 1950, il lui succéda. L'affaire des enfants juifs Finaly, baptisés chrétiens contre tout bon sens, en 1948, devait être un de ses grands sujets de préoccupation. Son comportement dans cette affaire aussi douloureuse pour les chrétiens en règle avec eux-mêmes que pour les juifs confirma l'ascendant de M. Kaplan, qui contribua à obtenir que les enfants soient, après mille péripéties, enfin rendus aux leurs.

Elevé au grand rabbinat de France en 1955, il eut à cœur de multiplier les contacts pour redonner vie à la communauté de France. Vinrent ensuite Vatican II, les péripéties de la rédaction du document sur les juifs, les hésitations des Pères du concile sur la responsabilité juive du « déicide » et les remous provoqués dans l'opinion par ces débats.

M. Kaplan n'a, d'autre part, pas hésité à prendre parti pour le sionisme. Il tint tête, en 1967, au général de Gaulle, qui avait donné à entendre qu'Israël s'était comporté comme un agresseur.

En mai dernier, M. Kaplan déclarait à R.T.L., à propos des polémiques sur le « vote juif » : *« Les juifs français peuvent demander des garanties à ceux pour qui ils voteront, ne pas admettre, par exemple, que l'O.L.P. ait la caution du gouvernement, mais en dehors de cela chacun vote d'après ses convictions personnelles. Nous n'avons jamais, pour aucun vote jusqu'à présent, donné de consignes. Nous n'en donnerons pas, et d'ailleurs elles ne seraient pas suivies. »*

A travers de nombreuses situations délicates, M. Kaplan s'est révélé comme un homme libre, ferme et plein de bon sens.

H. F.

[Né à Annaba (anciennement Bône, Algérie), le 13 novembre 1930, M. René-Samuel Sirat, qui a dirigé la section hébraïque aux Langues orientales, puis à l'Institut national des langues et civilisations orientales, a tout d'abord été aumônier des jeunes, puis rabbin à Clermont-Ferrand et à Toulouse (1952-1955), avant de quitter les cadres actifs du rabbinat pour se consacrer à l'enseignement de l'hébreu, dont il est le pionnier en France.

Le nouveau grand rabbin, licencié ès lettres, a une longue carrière universitaire. Il a été directeur de l'instruction religieuse au Consistoire de Paris (1957-1963), professeur au séminaire israélite de France, de 1965 à 1970, puis de nouveau, depuis 1977, chercheur à l'Université hébraïque de Jérusalem (1963-1964). Depuis 1965, il est professeur titulaire à l'Institut des langues orientales de Paris. M. Sirat a encore été directeur du département de l'enseignement de l'hébreu à l'Université hébraïque de Jérusalem (1970-1973). Il est depuis 1978 président du jury d'agrégation pour l'hébreu moderne à Paris, et, depuis 1976, président du Centre universitaire des hautes études du judaïsme contemporain, en même temps que directeur du département Moyen-Orient-Afrique du Nord de l'Institut national des langues et civilisations orientales Sorbonne-Nouvelle. Le nouveau grand rabbin est marié et père de trois enfants.]

FAITS DIVERS

UN MONUMENT AUX « MARTYRS DE L'ALGÉRIE FRANÇAISE » EST DÉTRUIT A L'EXPLOSIF

Un attentat à l'explosif a détruit, dimanche 8 juin, le monument *« à la mémoire des martyrs de l'Algérie française »*, qui devait être inauguré, samedi 14 juin, à Toulon, par M. Jacques *Dominati, secrétaire d'Etat* auprès du premier ministre. L'Association nationale des anciens détenus et exilés politiques de l'Algérie française a appelé ses adhérents à manifester, le jour prévu pour l'inauguration, autour des ruines du monument, dont la construction a coûté 140 000 F. Elle dénonce, dans un communiqué, le *« refus de réconciliation nationale voulu par certains »*. Les responsables nationaux du Front national des rapatriés, réunis à Grenoble, dimanche, estiment, de leur côté que, *« en attaquant la représentation d'une œuvre dont la France peut légitimement s'enorgueillir, se trahissent ceux qui, avec haine et rancœur, ont toujours refusé de voir le vrai visage de la grandeur de la France »*. L'attentat n'a pas été revendiqué.

● *A Vallecalle (Haute-Corse)*, six charges explosives ont en partie détruit, dans la nuit de samedi 7 à dimanche 8 juin, une ferme dont le propriétaire, M. Pierre Chamboulive, cinquante-neuf ans, est un rapatrié d'Algérie. Trois personnes ont d'abord pénétré dans la propriété pour « neutraliser » les deux *ouvriers agricoles maghrébins* chargés de la surveillance. Puis, rejoint par cinq complices, le commando a posé les charges explosives. Les dégâts sont estimés à 2 millions de francs. L'attentat a été revendiqué par le Front de libération nationale de la Corse.

● *Un engin incendiaire* a été lancé dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 juin sur la porte du domicile d'un militant communiste, rue de Presles, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Il s'agit de M. Jean-François Marandola. Les pompiers, prévenus à temps, ont rapidement maîtrisé l'incendie. Les auteurs de l'attentat avaient inscrit sur le mur des slogans signés Groupe Delta : *« Agent du K.G.B., on va te faire sauter »* et *« Sale coco, on va te brûler »*.

En République Sud-Africaine

UNE COLLISION ENTRE UN TRAIN ET UN AUTOBUS FAIT SOIXANTE-DIX-SEPT MORTS

Soixante-dix-sept morts et dix-huit blessés, dont une majorité de femmes et d'enfants noirs, tel est le bilan d'une collision, samedi 7 juin, entre un train et un autobus dans la région de Durban, en Afrique du Sud. Le même jour, un accident de la circulation a fait dix-huit morts à 170 kilomètres au sud-ouest de Johannesburg. — (A.F.P., A.P.)

● *Une violente explosion s'est produite, dimanche 8 juin*, sur une plate-forme de forage de gaz naturel dans le golfe du Mexique ; un incendie s'est déclaré au niveau de la mer et s'est ensuite propagé rapidement, embrasant tout le derrick. Les quarante-deux personnes employées sur la plate-forme ont immédiatement sauté à la mer, munies de leurs équipements de sauvetage, et ont été rapidement recueillies par les embarcations envoyées d'une plate-forme voisine. Exploitée par Marathon Oil Company, la plate-forme de forage est située à environ deux cents kilomètres au sud-est de Galveston (Texas). — *(A.F.P., Reuter, U.P.I.)*

● *5 tonnes de haschisch* d'origine libanaise ont été saisies par les autorités néerlandaises samedi 7 juin, à Rotterdam, sur un cargo battant pavillon chypriote. La cargaison représenterait une valeur d'environ 25 millions de francs. — *(A.F.P.)*

MÉDECINE

AU COLLOQUE INTERNATIONAL DE MARSEILLE

La pathologie des migrants

Marseille. — Les problèmes d'un migrant malade sont-ils de même essence que ceux de tout malade face à son médecin ou sont-ils fondamentalement différents ? Telle est *la question* essentielle que se sont posée les participants du 22e colloque international de la Société de psychologie médicale de langue française, présidée par le professeur Laxenaire (Nancy), les 30 et 31 mai, à l'hôpital de la Timone à Marseille.

De notre correspondant

La pathologie des migrants, parfois, *« force le trait »* pour manifester un appel, a noté le professeur Cain (Marseille). Chez le migrant, la régression, l'insécurité qu'entraîne tout état pathologique, sont bien souvent plus accentuées. *« Il semble,* explique le professeur Sutter (Marseille), psychiatre et président du colloque, *que le problème posé par les migrants malades représente un grossissement des problèmes généraux à l'exercice de la médecine »*.

Du déracinement socio-culturel dont il souffre provient parfois l'apparition d'une symptomatologie subjective chez le migrant. *« En rupture d'équilibre socio-familial, le migrant malade majore souvent les symptômes d'un mal réel »* (professeur Gabriel, Marseille).

Quelle est l'image du migrant chez le médecin ? Une image particulière, *à n'en pas douter*, qui impose parfois au praticien un réaménagement de ses choix thérapeutiques, en fonction de la situation socio-culturelle, a souligné le professeur Farisse (Marseille). Pour le chirurgien, par exemple, il peut être nécessaire d'évaluer — sans tenir compte exclusivement de critères médicaux — les conséquences d'une opération de l'estomac sur les habitudes alimentaires, les répercussions d'un traitement quand les conditions de travail rendent toute rééducation impossible ; il faut encore tenir compte d'habitudes religieuses qui peuvent aggraver l'impact psychologique d'une ablation.

« Il est du devoir du médecin, ajoute le docteur Cayol (Marseille) *d'appréhender la mentalité d'un migrant afin d'éviter les contresens et les blocages. Plus que d'autres malades, il a besoin d'explications. »* En revanche, a-t-on répété à plusieurs reprises, le migant mis en confiance est un malade modèle qui accepte tous les traitements, même les *plus contraignants, et pour qui* l'attitude médicale est empreinte d'une aura magique. Le médecin *doit, plus encore* qu'à l'accoutumée, tenir compte de sa situation de *« toute-puissance » : « C'est lui qui doit s'identifier à son patient migrant et non le contraire »*, a dit en ce sens le professeur Schneider (Genève).

« J'ai mal partout »

« Le projet migratoire, a expliqué, de son côté, le professeur Marie-Cardine (Lyon), *est presque toujours dicté par une mission économique : nourrir sa famille restée sur place grâce à un travail dans le pays d'accueil. Ce projet a entraîné un endettement important. La mission est idéalisée et le pays d'accueil mythifié. Confronté à la réalité de l'immigration, et privé de ses liens socio-culturels, il voit son rêve s'écrouler. Il ne lui reste que son corps — instrument de travail — pour le réaliser. C'est avec lui, et avec lui seul, qu'il réussira... ou échouera. »*

« En outre, a fait remarquer le professeur Jaret (Marseille), *le corps du migrant est « coupé en deux » entre deux modèles culturels. Le « j'ai mal partout », si fréquent chez les migrants, illustre parfois ce malaise ; parfois, seul le milieu hospitalier permet de reconstruire une identité, une image de soi. » « La maladie,* renchérit le docteur Benchekroun (Nancy), *est l'ultime demande de reconnaissance de l'immigré comme sujet. »* D'où sa propension à prolonger l'hospitalisation, celle-ci constituant souvent *« un refuge aux problèmes de santé et de société du migrant »*. En revanche, plusieurs intervenants ont précisé que, contrairement à certains préjugés, les statistiques prouvent que les travailleurs immigrés sont deux fois moins hospitalisés que les autres catégories sociales. Le migrant, pour le professeur Gentilini (Paris), ne présente pas, le plus souvent, une pathologie originale. Mais les traits en sont accentués parce qu'il cumule les handicaps. La santé du migrant, pour lui, passe par son assimilation dans le pays d'accueil ou son retour dans le pays d'origine.

Or, le plus souvent, les relations de ces deux sociétés sont pathogènes parce que niées ou encore vécues sans être acceptées. C'est souvent à partir de là qu'apparaît la maladie. *« Le migrant partage douloureusement la contradiction entre un état de droit provisoire qui caractérise l'immigration et la réalité d'un exil souvent définitif »*, a conclu le professeur Sayad (Paris).

JEAN CONTRUCCI.

● *Six cas de typhoïde,* dont un mortel, viennent d'être recensés dans la région de Château-Renault (Indre-et-Loire). Les premiers ont été signalés il y a trois semaines. L'une des malades, Mme Renée Lemaître, âgée de soixante-quatorze ans, devait décéder, le 5 juin, à la suite d'un épisode septicémique. Rien, à l'heure actuelle, ne permet de préciser l'origine des germes pathogènes (salmonelles).

ÉDUCATION

UNE ENQUÊTE DU « MONDE DE L'ÉDUCATION »

Les clés du baccalauréat

Epreuve *sans merci ou* simple formalité ? Qu'en est-il aujourd'hui du baccalauréat ? Le numéro de juin du *Monde de l'éducation* essaie d'apporter une réponse à cette question en ne se contentant ni des statistiques ni des idées reçues. Et en analysant tout ce qui fait le climat et le vécu de cet examen qui sanctionne la fin des études secondaires : jauge des correcteurs, angoisse des élèves, exigences des programmes, formulation des sujets...

Les chiffres sont rassurants : 86 % des élèves qui entrent en terminale dans l'enseignement général en ressortent bacheliers. *« Le pourcentage suffirait à faire tomber l'anxiété,* commente Christine Garin. *La « grande épreuve » pèse peu dans la balance : le partage s'est fait avant. »* Les lieux communs sont en revanche alarmistes : le laxisme des enseignants et le laisser-aller des lycéens y font bon ménage.

Les conclusions du Monde de l'éducation sont nuancées : *« Un examen mal modernisé. »* On a voulu mettre le baccalauréat au goût du jour, sans en interroger les mécanismes, sans définir, pour des contenus différents, de nouveaux moyens d'évaluation. Certes, le « bac » change, les sèches et rebutantes questions de cours s'y font plus rares, et les enseignants ont l'ambition d'amener les élèves à *« questionner le monde »*. Mais la réalité de cet examen dans son déroulement, dans la façon de le préparer et de le passer, n'a guère évolué. Malgré les bonnes intentions, la tradition semble l'emporter.

En français, alors qu'aucun savoir précis n'est imposé aux candidats, une enseignante estime que *« à l'oral, ils restituent une espèce de cours, (...) une vision très scolaire de la littérature »*. A l'écrit, ajoute Claude Lemie, *« la rhétorique réclamée va bien souvent à l'encontre de l'invitation à exprimer des idées personnelles »*. En histoire, on s'accorde à juger le programme *« démentiel », « infaisable »*. Pierre Kerleroux critique *« l'attention presque exclusive apportée à quelques « périodes fortes », à quelques « grandes images », qui ne va guère dans le sens d'une compréhension des évolutions historiques »*. En philosophie, Isabelle Seguin affirme que *« seuls des philosophes morts depuis bien longtemps ont droit de cité au « bac »*. En mathématique, le programme fait obstacle : ambitieux pour la série C, sans cohérence interne pour les autres séries...

De part et d'autre chez les enseignants de classes terminales comme chez les candidats, le « bachotage » l'emporte donc. *« Démesurément ambitieux, l'examen requiert des élèves une culture qu'ils n'ont pas »*, affirme Michèle Saltiel, qui cite un enseignant parisien : *« Nos élèves doivent savoir disserter de tout : il leur faut être à la fois ethnologues, pédiatres, sociologues, démographes... »*. La démocratisation de l'enseignement n'y est pas indifférente : la culture d'un milieu familial privilégié et celle que transmet l'école ne vivent plus dans la même harmonie radieuse. Nouveau public et nouvelles exigences du « bac » s'accommodent mal l'un de l'autre. Au cœur de ce déséquilibre, le « non-dit » de l'examen, tout ce qui s'y échange et s'y sanctionne et qui ne tient pas seulement du savoir et de la connaissance, mais relève aussi d'une dimension sociale et culturelle.

Michèle Saltiel pose la question : *« Comment « négocier » avec des adolescents : tenir compte de leur demande, parfois violente, et ne pas les couper du patrimoine ; admettre leur langage et les initier à celui de la réflexion ? »* Tandis que Christine Garin résume ainsi le sentiment des élèves : *« N'importe quoi leur paraît préférable au marathon actuel. Que l'on reconnaisse un tant soit peu leur personnalité propre. » « Le bac, c'est un rouleau compresseur,* dit pour finir un élève. *Tout ce qui dépasse est aplati ou rejeté. »*

(Lire page 43 en informations-services : Où s'inscrire après le bac ?

CARNET

Naissances

— Le docteur et Mme Marc BLONDEL sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille,

Mathilde,

le 30 mai 1980.
7, rue Armand-Colin, 89700 Tonnerre.

— Bellarmina et François CORNEVIN laissent à Alexis et Pierre la joie d'annoncer la naissance de

Olivia,

le 3 juin 1980.
29, rue des Boulets, 75011 Paris.

— Catherine et François LASERSON ont la joie d'annoncer la naissance de

Florence,

le 16 mai 1980.
151, avenue du Roule, 92200 Neuilly.

Mariages

— Bruno LERIDON,
rédacteur en chef adjoint à « France-Soir »,
et
Dominique FARGEAS,
sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu le samedi 7 juin 1980, dans la plus stricte intimité.

Décès

ANDRÉ CROCQ

— Nous apprenons la mort, le 24 mai à *Montpellier,* de

André CROCQ,
directeur du Centre culturel du Languedoc,
à l'âge de soixante-trois ans.

[André Crocq avait fait partie du groupe des premiers instructeurs nationaux de la jeunesse et de l'éducation populaire, que dirigeait Jean Guéhenno. Il travaillait, au sein de cette première équipe pluridisciplinaire, avec *Hubert Gignoux,* Henri Cordreaux, Deherpe, Yves Jolly, César Geoffray, Lucette Chesneaux, William Lemit, Lucien Lautrec, *Pierre Hussenot,* Jean Nazet, que rejoignit un moment Gabriel *Monnet.*

Ancien instituteur d'Ille-et-Vilaine, André Crocq, *officier de réserve,* avait créé en captivité l'animation culturelle de son oflag et connut alors le futur recteur *Maurice* Bayen, dont il montera plus tard une pièce, « Dina », le futur évêque de Montpellier Cyprien Tourel, le futur directeur du « Monde », Jacques *Fauvet, et son futur* collègue Jean Rouvet.

Les stages de réalisation théâtrale qu'il anima en France ont réuni des participants de tous milieux et tous horizons, enseignants, animateurs ou professionnels tels que Parigot, Pierre Barrat, François *Perrot, Paul Descombes,* Jacques Nichet. Plusieurs stages d'art dramatique auxquels il participa furent à l'origine de festivals comme ceux de Sarlat, Cordes, Bazas, Riquewihr.

En 1958, le hasard l'amenait à Pézenas, dans l'Hérault, où Molière fit ses *premières armes. La rencontre* du stage avec les sénateurs Jean Bène et Charles Alliès poussa ces derniers à susciter la création à Montpellier d'un centre culturel du Languedoc et à *lui en confier* la direction.

Doté de moyens modestes, ce centre fut *un lieu de convergence* pour artistes et créateurs. En plein cœur de la vieille ville, André Crocq avait réussi à construire un théâtre de cent trente places. Spectacles, *expositions, ateliers ouverts* à tous s'y succédèrent.]

— Mme d'Andurain,
M. et Mme Pierre Hoarau de la Source, leurs enfants et petits-enfants,
Mme Bernard d'Andurain, ses enfants et petits-enfants,
M. Michel d'Andurain et ses enfants,
M. et Mme Arnaud d'Andurain et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du *décès, survenu le 28 mai 1980, de*

Mlle Monique d'ANDURAIN.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à Trois-Villes (Pyrénées-Atlantiques).

Une messe pour le repos de son âme sera célébrée le mardi 17 juin *1980, à 18 h. 30, en l'ancienne église* Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 75016 Paris.

— Le général Chevance-Bertin,
M. et Mme Florencio Castro-Cranwell et leur fille,
M. et Mme Pierre Vigne et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Claude Bunoust-Roquère et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Léonce Chevance-Bertin et leurs enfants,
Mme Marie-Pascale Chevance-Bertin,
Margherita *Di Franco,* sa fidèle gouvernante,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Maurice CHEVANCE-BERTIN,
née Jeanine Gaspard-Galy,
chevalier de la Légion d'honneur,
rosette de la Résistance,
croix de guerre 1939-1945,

survenu à Paris, le 7 juin 1980, après une *longue* et *cruelle* maladie.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, le mardi 10 juin 1980, à 10 h. 30.

L'inhumation aura lieu à Nanteuil-le-Haudouin (Oise), le même jour, à 14 h. 30, *dans* le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Pierre Coisne, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès accidentel de leur fils,

Alain COISNE,
ingénieur des Arts et Manufactures,
directeur de travaux
à la société Coignet,
âgé de vingt-sept ans, survenu le 5 juin 1980, sur le chantier d'aménagement de Grand-Maison à Allemond *(Isère)*.

Les obsèques auront lieu à Notre-Dame de Pellevoisin à Lille, le mardi 10 juin 1980, à 10 h. 30.

Ni fleurs ni couronnes, les remplacer par des dons à Villages d'enfants, S.O.S. de France, 6, cité Monthières, *75009 Paris, qui* informera la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.
13-31, résidence les Andelys,
Parc Saint-Maur, 59000 Lille.

— L'*Institut français d'esthétique* industrielle a le regret de faire part du décès, survenu le 29 mai 1980, de son président d'honneur,

M. Georges COMBET,
grand officier
de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu *lieu* dans l'intimité.

— Mme Paulette Covo,
M. et Mme Jean Franck,
M. et Mme Henri Mentzel,
Sophie et Laure,
ses neveux et ses nièces,
ont la très grande tristesse de faire part du décès de

M. Isaac COVO,

survenu à Paris le 30 mai 1980, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

L'incinération a eu lieu le 6 juin dans l'intimité au cimetière du Père-Lachaise.

96, faubourg Poissonnière,
75010 Paris.

— Sa nombreuse famille, tous ses proches, dans la souffrance et l'espérance, font part du décès, survenu à Eaubonne (Val-d'Oise), le 7 juin *1980,* à l'âge de *soixante-seize ans,* de

Jean JOUSSELLIN,

qui fut missionnaire, pasteur de l'Eglise réformée de France et de la Mission populaire évangélique, qui œuvra avec enthousiasme au service de nombreux *mouvements et institutions* de jeunesse et d'éducation populaire, parmi lesquels les Eclaireurs unionistes de France, le Comité protestant des colonies de vacances, l'UPOJ, le Scoutisme français, le Conseil protestant de la jeunesse, la *commission Armées-Jeunesse,* l'Assemblée mondiale de la jeunesse (WAY).

Selon sa volonté, son corps a été légué à la faculté de médecine. Une plaque sera apposée au cimetière familial de Saint-Romain-de-Benet, près du Blanc (Charente-Maritime).

Le service religieux aura lieu le jeudi 12 juin 1980, à 15 h. 30, à la Maison verte, 129, rue Marcadet, *75018 Paris.*

« J'ai mis devant toi une porte ouverte que nul ne peut fermer. »
Apocalypse, 3-8.

Les amis qui auraient aimé offrir des fleurs peuvent faire un don à la Mission populaire évangélique, 47, rue de Clichy, 75009 Paris, C.C.P. 56-06 Z.

Renée Jousselin, née David, et *Jean-François, leur fils,* 134, boulevard Berthier, 75017 Paris.

— Les anciens enfants juifs de la Maison verte et de Cappy, reconnaissants à jamais à

Jean JOUSSELLIN

pour son *action* à *leur égard en* 1943-1944, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de leur pasteur et assurent tous les siens de leur fidèle et profonde affection.

— Les familles Louvel, Quermonne, Lebanneur et *Jacquemain, ont* la douleur de faire part du décès de

Mme Jean-Marie LOUVEL,
née Simone Jacquemain,

le 6 juin 1980, en son domicile, 74, boulevard de Belgique, 78110 Le Vésinet.

Un service religieux aura lieu le mercredi 11 juin, à 9 heures, en l'église Sainte-Pauline du Vésinet (gare Le Vésinet-Le Pecq).

L'inhumation aura *lieu ce même* jour, à 14 h. 15, au cimetière Saint-Gabriel de Caen.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mlle Giselle MOLINE,

survenu *le mardi* 27 mai 1980, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière de Samois-sur-Seine (Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Michel Moret, son épouse,
M. Yves Moret, son fils,
Mme André Moret, sa mère,
M. et Mme Aristide Digue, ses beaux-parents,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel MORET,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
conseiller du commerce extérieur,

survenu le 4 juin 1980, à l'âge de cinquante ans en son domicile à Orly (Val-de-Marne).

La *cérémonie* religieuse suivie de l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu dans la plus stricte intimité le samedi 7 juin 1980, à *Thiais* (Val-de-*Marne*).

18, rue Jean-Jaurès, 94310 Orly.

— Le président,
La direction,
Et le personnel de la C.G.R.,
ont la douleur de *faire* part du décès de

M. Michel MORET,
directeur exportation,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
conseiller du commerce extérieur.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le samedi 7 juin 1980.

— M. Arthur *C.* Nielsen Jr.,
M. Henry Burk,
M. Pierre Strauch,
La direction et le personnel de la société A.C. Nielsen Company en France,
ont la *douleur de faire* part du décès de

M. Arthur Charles NIELSEN Sr.,
président-fondateur
de la société A.C. Nielsen Company,
chevalier de Danneborg,
membre du conseil d'administration de plusieurs sociétés et associations,
titulaire de nombreuses distinctions *dans* les *domaines* du marketing,
de la publicité et de la distribution,

survenu brutalement le 1er juin 1980, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu à Winnetka (Illinois), le 3 juin 1980.

A.C. Nielsen Company,
28, boulevard de Grenelle,
75015 Paris.

Remerciements

— M. et Mme Pierre Volfin,
M. et Mme Jacques Bernard,
M. et Mme Lucien Bernard,
Et toute la famille,
très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur *ont été* témoignées lors du décès de

M. André BERNARD,

prient toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur de trouver ici leurs sincères remerciements.

— Oyonnax.

Mme Jean Manducher, ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Ernest Manducher et leurs enfants,
remercient des témoignages d'affection qui leur ont été apportés lors du décès accidentel de

M. Jean MANDUCHER.

— L'amirale N. MARIANI,
Le docteur, Mme Pascal Mariani et leurs enfants,
remerciant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur et leur ont témoigné affection et sympathie dans leur grand malheur.
69, rue de la Faisanderie,
75116 Paris.

— Mme veuve Victor Cohen Vidisco et ses enfants prient toutes les personnes qui ont partagé leur peine et leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de

Victor COHEN VIDISCO,

de trouver ici l'expression de leurs remerciements émus.

Anniversaires

— Pour le troisième anniversaire du rappel à Dieu de

Jacques BERNARD-BRUNEL,
ingénieur civil des Mines,

une pieuse et affectueuse pensée est demandée à tous ceux qui ont gardé son souvenir, en union de prières avec les messes qui sont célébrées à son intention.

— Pour le *cinquième anniversaire* du décès de

Marcel NIVET,

une pensée est demandée à ceux qui gardent fidèlement son souvenir.

Soutenances de thèses

Doctorat d'Etat

— Université de Paris-I, lundi 9 juin, salle Louis-Liard, à 14 h. 30, M. Dominique Colas : « Principes du léninisme ».

Communications diverses

— L'Académie des sciences morales *et politiques a élu correspondant de* l'Institut M. Jacques Bondoux, vice-président du Comité français de la chambre de commerce internationale, membre du *Comité* économique et social de la région Ile-de-France, ancien membre du comité exécutif du C.N.P.F.

Le Monde

sports

TENNIS

AUX INTERNATIONAUX DE ROLAND-GARROS

La cinquième victoire de Björn Borg

Trois records ont été battus au cours des Internationaux de tennis de France disputés à Roland-Garros du 26 mai au 8 juin. Record d'affluence : 222 316 spectateurs payants ont assisté aux compétitions. Record de recette : 11 012 465 francs. Mais surtout record de victoires : le Suédois Björn Borg a gagné le titre pour la cinquième fois en battant l'Américain Vitas Gerulaitis (6-4, 6-1, 6-2), et a dépassé ainsi Henri Cochet au palmarès.

La quinzaine de la porte d'Auteuil aura vu, d'autre part, triompher chez les dames l'Américaine Chris Evert-Lloyd, qui a remporté son quatrième titre en battant la Roumaine Virginia Ruzici (6-0, 6-3), et chez les juniors le Français Henri Leconte qui a battu l'Espagnol Alberto Tous (7-6, 6-3).

Björn Borg a battu le record d'Henri Cochet : il a enlevé pour la cinquième fois, dimanche 8 juin, les Internationaux de France au stade Roland-Garros. Sa *victoire, acquise en trois sets* (6-4, 6-1, 6-2) sur Vitas Gerulaitis, fut infiniment plus facile et beaucoup moins éprouvante que celle qu'il avait remportée l'an dernier dans sa finale contre Victor Pecci. Celui-ci, en effet, avait *découvert* un jeu de volée original, qui avait fait trembler et déréglé un moment l'implacable machine à marquer les jeux.

Champion du monde à vingt-quatre ans (depuis le 6 juin), quatre fois consécutivement vainqueur de Wimbledon, hier fils d'épiciers suédois, ci-devant résident monégasque, futur marié d'une charmante Roumaine (en *juillet* à Bucarest) avec une corbeille de mariage de milliardaire, Borg, sur sa seule personne, aura hissé le tennis à une renommée universelle. Il a placé la barre tellement haut maintenant qu'on ne voit pas qui pourrait le surpasser. Ce qui est certain, *c'est* qu'à l'heure fatidique du déclin ce sera, du moins sur terre battue, un joueur de volée et d'imagination qui se mettra à charmer les balles comme Cochet le fit autrefois avec Tilden.

Contraste

Vitas Gerulaitis, dans cette finale qui fut celle de l'amitié — car les deux hommes s'entraînent continuellement et fraternellement ensemble — joua beaucoup mieux que lors de la demi-finale de l'an dernier, *où* Borg l'avait écrasé (6-2, 6-1, 6-0). Excellent à la volée, doté de jambes infatigables, il avait le privilège de connaître par cœur le jeu de son adversaire. Il tenta d'abord d'exploiter une tactique nouvelle en pratiquant la relance molle et l'amortie. Ce qui le fit remonter dans le premier set de 1-5 à 4-5 et tenir dans sa raquette une balle d'égalisation. Mais ce fut tout et cette remontée, où Borg manqua, par extraordinaire, quelques smashes, fut un feu de paille. L'Américain revint alors au jeu de volée classique qui est le sien et Borg ne relâcha plus sa pression, jouant tous les points *importants avec sa puissance de* concentration phénoménale et percutant à chaque occasion le *passing shoot* en diagonale ou le long de la ligne qui le tire de toutes les situations devant l'homme au filet.

Bien que pareillement blonds, les deux adversaires offraient à la foule, sous un soleil intermittent et une température idéale pour le tennis, un contraste saisissant. Borg, le visage barricadé, les yeux bigleux sous le bandeau, Gerulaitis secouant sa crinière parsifalienne, agité comme un jeune *chien* (il est d'un an l'aîné), allant jusqu'à crier de tous ses poumons, voire à singer des mimiques facétieuses. Spectacle de camarades-joueurs aux réactions opposées et qui se tiraient une bourre impitoyable, *non* plus *cette fois* devant les banquettes vides d'un terrain d'entraînement, mais dans la rumeur des dix-sept mille spectateurs du Central. Roboratif, distrayant, de grande qualité, mais jamais passionné comme le fut le match au sommet du premier jour entre Adriano Panatta et Jimmy Connors, lequel reste, malgré son élimination de la veille, la bête de théâtre du tournoi.

A 4 heures de l'après-midi, dans l'effervescence enfin générale, Borg était appelé à recevoir la coupe du vainqueur des mains d'Henri Cochet, flanqué de Jean Borotra, aux premiers rangs de la tribune présidentielle qui rappelaient pour une fois des élégances dignes de Chantilly.

Extra-terrestre, Borg ? Non. Réussite totale de la Création.

OLIVIER MERLIN.

Chris Evert-Lloyd victorieuse chez les dames

Déjà trois fois victorieuse des Internationaux de France (1974, 1975, 1979), l'Américaine Chris Evert-Lloyd a ajouté, samedi 7 juin, un quatrième titre à son palmarès. Ce succès, acquis en deux sets secs aux dépens de la Roumaine Virginia Ruzici (elle-même championne de France en 1978), aura prouvé qu'à vingt-cinq ans la petite merveille du tennis était toujours championne sur la terre battue et que sa volonté était tout aussi opiniâtre *qu'à l'époque où elle se révéla* il y a huit ans.

Le plus curieux, c'est que la jeune femme avait annoncé en janvier dernier qu'elle se retirait des *compétitions pour* une année au moins, *désirant* se consacrer au bonheur de sa famille. Mais on *n'abandonne pas* facilement une raquette tenue avec autant de fermeté à deux mains. *Mise* à l'épreuve au cours de matches disputés avec sa compatriote Bettina Bunge, puis avec la Tchécoslovaque Hanna Mandlikova, elle retrouva en finale toute sa pugnacité.

En face d'elle, Virginia Ruzici fut incapable d'imposer le jeu de volée qui lui avait valu de vaincre brillamment les Australiennes Wendy Turnbull et Dianne Fromholtz (celle-ci victorieuse de Billie-Jean King). Ayant cruellement perdu la première manche par 6-0, elle s'efforça au second set de rompre la cadence infernale de Chris Evert-Lloyd, qui la tournait sans cesse sur son revers. Mais elle paraissait faire sienne la formule appliquée à Athalie : « *Elle flotte, elle hésite; en un mot, elle est femme.* » Cette dernière proposition valait tous les hommages dus à sa beauté grave, qui évoque les madones byzantines. A cette finale du tournoi féminin ne parviendra sans doute jamais l'autre Virginia, l'Anglaise Virginia Wade, ancienne championne de Wimbledon, éliminée prématurément, et que rebute décidément la terre battue de Roland-Garros. O. M.

Henri Leconte champion junior

Finaliste du championnat d'Europe cadets et finaliste de l'Orange Bowl cadets, Henri Leconte a *remporté dimanche* sa première grande victoire internationale en gagnant (7-6, 6-3) la finale du simple juniors garçons des Internationaux de France.

L'espoir français, qui aura dix-sept ans le 4 juillet, a brillamment conduit son match contre l'Espagnol Alberto Tous, moins à l'aise que samedi en demi-finale contre l'Argentin Castellan.

La sociétaire du C.A. Vincennes, qui, en d'autres occasions, avait laissé échapper la victoire par une trop grande fébrilité, a déclaré après son succès : « *La patience commence à venir, ce qui me permet de tenir la balle plus longtemps dans le court.* »

Quant à ses projets, Leconte a dit qu'il va s'« *entraîner une semaine sur bois avec Vilas puis disputer le tournoi juniors à Wimbledon et les qualifications du tournoi seniors* ». — A. G.

CYCLISME

Hinault, seize ans après Anquetil

Bernard Hinault, champion ponctuel, a réalisé la première partie de son programme et atteint un de ses buts essentiels en gagnant le Tour d'Italie. Dans un deuxième temps, il convoitera un nouveau succès dans le Tour de France, puis il tentera de remporter le championnat du monde sur route, au mois d'août, à Sallanches. S'il parvient à inscrire ces trois épreuves importantes à son palmarès, en l'espace de quelques mois, il effectuera un triplé que seul Eddy Merckx a réussi en 1974.

Seize ans après Jacques Anquetil, Hinault est le deuxième Français *vainqueur* du Giro. La victoire qu'il a obtenue dans cette épreuve, toujours délicate pour un coureur étranger, représente celle d'un homme et d'une formation. L'homme, on le connaît. Il possède pratiquement toutes les qualités que l'on exige d'un routier de haut niveau : moyens physiques, autorité, ambition et intelligence de la course. Incorporé à une équipe bien articulée et habilement conduite par Cyrille Guimard, il a tiré le meilleur parti de ses ressources. Cette équipe Renault-Gitanes, qui paraissait « légère » au départ, s'est en fin de compte bien comportée. Elle a efficacement soutenu son leader et elle a joué un rôle décisif sur les pentes du Stelvio, où Jean-René Bernaudeau s'est montré l'égal de Bernard Hinault, après avoir préparé son offensive.

Quant à Guimard, qui s'est inspiré des grands stratèges du cyclisme, il a retenu la leçon des anciens. En lançant Bernaudeau et Becaas vers l'avant pour servir de point d'appui à l'attaque de Bernard Hinault, il a repris une tactique expérimentée naguère par *Marcel Bidot* et Louison Bobet, notamment dans le Tour de France 1953. Il est heureux d'ailleurs qu'il ait procédé de la sorte. Le champion breton aurait pu spéculer exclusivement sur l'étape contre la montre de Turbigo, vendredi dernier, pour s'emparer du maillot rose, mais sa victoire eût manqué de panache.

On regrette que Hinault n'ait pas rencontré une *opposition* plus consistante. A l'exception de Panizza, le vétéran du cyclisme italien, qui s'était classé, précisons-le, quatrième du Tour de France 1974, derrière Merckx, Poulidor et Lopez-Carril, ses adversaires ont manqué à la fois de tonus et d'imagination. Malgré cette faiblesse très significative de la concurrence, la réussite du *Français a produit* une forte impression en Italie. Notre confrère la *Gazetta dello sport*, qui classe les grands vainqueurs du Giro, attribue la troisième place à Hinault, immédiatement après Coppi et Merckx. Ce classement *subjectif* nous paraît, c'est le moins qu'on puisse dire, extrêmement sévère pour Jacques Anquetil, qui vient en quatrième position.

JACQUES AUGENDRE.

GAVAZZI PLACE DU DOME...

Inspirée de la dernière étape du Tour de France, tracée entre les Tuileries et la place de l'Etoile, l'ultime étape du Tour d'Italie s'est déroulée, samedi 7 juin, dans le centre de Milan, avec une arrivée place du Dôme.

Ce final urbain de 114 kilomètres, qui n'a pas modifié le classement général, s'est achevé par un sprint victorieux de Gavazzi, récent vainqueur de Milan - San-Remo.

LES RÉSULTATS

Cyclisme

TOUR D'ITALIE

La dernière étape, disputée en circuit à travers Milan, a été gagnée au sprint par l'Italien Pierino Gavazzi.

CLASSEMENT GENERAL FINAL. — 1. Bernarrd Hinault (Fr.), 112 h. 8 min. 20 sec.; 2. Panizza (It.), à 5 min. 43 sec.; 3. Battaglin (It.), à 6 min. 3 sec.; 4. Prim (Suède), à 7 min. 53 sec.; 5. Baronchelli (It.), à 11 min. 49 sec.; 6. Beccia (It.), à 12 min. 47 sec.; 7. Saronni (It.), à 12 min. 53 sec.; 8. Fuchs (Suisse), à 20 min. 26 sec.; 9. Visentini (It.), à 20 min. 37 sec.; 10. Natale (It.), à 21 min. 30 sec.; 11. Ruperez (Esp.), à 21 min. 33 sec.; 12. Bernaudeau (Fr.), à 28 min. 18 sec.; 13. Schmutz (Suisse), à 29 min. 10 sec.; 14. Pozzi (It.), à 30 min. 37 sec.; 15. Knudsen (Norv.), à 42 min. 48 sec.

Haltérophilie

CHAMPIONNATS DE FRANCE A SAINT-MEDARD-EN-JALLES

67,5 kg : 1. D. Senet (Amiens S.C.), 305 kg (140 + 165).

75 kg : 1. R. Chavigny (U.S. Tours), 302,5 kg (140 + 162,5).

82,5 kg : 1. P. Senet (Amiens S.C.), 302,5 kg (135 + 167,5).

90 kg : 1. Lecouvez (A.S.P.T.T. Lille), 307,5 kg (135 + 172,5).

100 kg : 1. Gourrier (E.E.R. Carpentras), 350 kg (150 + 200), record de France.

110 kg : 1. Mahieux (Orléans C.M.), 320 kg (150 + 170).

Super-lourds : 1. Koller (Strasbourg), 335 kg (142,5 + 192,5).

Handball

La Stella-Sports de Saint-Maur a obtenu son sixième titre national en battant Gagny par 26 à 22, le 7 juin, au stade de Coubertin, à Paris.

Tennis

ROLAND-GARROS
FINALES
SIMPLE MESSIEURS
Borg (Suède) b. Gerulaitis (E.-U.), 6-4, 6-1, 6-2.
SIMPLE DAMES
Evert (E.-U.) b. Ruzici (Roum.), 6-0, 6-3.
DOUBLE MESSIEURS
Amaya-Pfister (E.-U.) b. Gottfried (E.-U.)-Ramirez (Mex.), 1-6, 6-4, 6-4, 6-3.
DOUBLE DAMES
Jordan-Smith (E.-U.) b. Madruga-Villagran (Arg.), 6-1, 6-0.
DOUBLE MIXTE
Smith-Martin (E.-U.) b. Tomanova-Birner (Tch.), 2-6, 6-4, 10-8.
JUNIORS
(Garçons)
Leconte (Fr.) b. Tous (Esp.), 7-6, 6-3.
(Filles)
Horvath (E.-U.) b. Henry (E.U.), 6-2, 6-2.

Volley-ball

Asnières-Sports a conservé *in extremis* son titre de champion de France en gagnant ses deux matches du troisième et dernier tournoi des As, disputé les 7 et 8 juin à Asnières. Il devance le C.S.M. Clamart au set-average. L'Association sportive de Cannes a pris la troisième place et la Vie au Grand Air de Saint-Maur la quatrième.

AUTOMOBILISME

ACCIDENT SUR LE CIRCUIT DE CHARADE

Deux jeunes gens ont été tués et trois autres blessés dimanche 8 juin, sur le circuit de Charade, près de Clermont-Ferrand, au cours de l'épreuve des Trophées d'Auvergne réservée aux Renault R5. La sortie de piste de deux concurrents qui étaient entrés en collision a provoqué la mort de MM. Marc Rochard, 30 ans, et Bernard Costa, 18 ans, de Clermont-Ferrand. Deux autres personnes sont sérieusement blessées. Le pilote de l'une des voitures, M. Georges Pompidou, souffre d'un traumatisme thoracique.

Le circuit de Charade a souvent été critiqué pour l'insuffisance de ses dispositions de sécurité et aucune grande course ne s'y dispute plus.

VOILE

LA TRANSATLANTIQUE EN SOLITAIRE

Un départ mouvementé

Donné samedi 7 juin, à 15 heures, à Plymouth, le départ de la sixième Course transatlantique en solitaire organisée par le Royal Western Yacht Club a été mouvementé : avant de couper la ligne de départ, le mat du « Miss Dubonnet » s'est cassé, contraignant Florence Arthaud à abandonner; l'Américain Tom Grossman dont le trimaran « Kriter-VII » était entré en collision avec un concurrent est parti avec vingt-quatre heures de retard.

Au cours des premières heures de course le temps a été favorable aux multicoques. Ainsi, lundi 9 en fin de matinée le trimaran à plans porteurs de Marc Pajot, « Paul-Ricard » (hors course), était en tête devant « Gauloise-IV », d'Eric Loiseau, « Miss-Moxie », de Phi. Weld et « V.S.D. », d'Eugène Riguidel, tandis que le monocoque d'Olivier de Kersauson, « Kriter-VI », conservait la cinquième position.

Plymouth. — Un rayon de soleil s'est glissé, samedi 7 juin, vers 15 heures, sous la paupière *lourde des nuages* gris qui avaient envahi depuis le matin le ciel de Plymouth. L'étrange et hétéroclite armada de la Transatlantique patrouille aux alentours de la ligne de départ. Les voiles faseyent, les bateaux se croisent. Soudain les garde-robes se tendent, en paquet, puis à la queue leu leu une centaine de bateaux partent pour un voyage solitaire de 3 000 milles (environ 5 000 kilomètres) laissant dans les embarcations qui les ont accompagnés jusque-là leurs équipiers habituels, les amis, la famille.

Déjà on enregistre des défections. Florence Arthaud a cassé son mât en sortant du port et Tom Grossman a endommagé au cours d'une collision un flotteur de son *Kriter-VII*...

La veille, vendredi... Le port de Plymouth bourdonne. Alignés par groupes de trois ou quatre, les concurrents de la Transat se préparent. « *Course à grand spectacle* », disent certains en voyant sur les quais les visiteurs estampillés par les marques de cigarettes, d'apéritifs, les animateurs vedettes de la radio, les gigantesques panneaux publicitaires que constituent les bateaux... et les tee-shirts de leurs équipages. Mais à bord, dans les carrés et sur les ponts, l'ambiance de la course remplace celle de la « foire ». On manie le marteau, la clé à *molette*, le tournevis, on lave les ponts, on enjambe les embarcations voisines avec ses provisions, on se passe des bouteilles de butane.

La Transat n'est sans doute pas une course comme les autres. Elle fête cette année son vingtième anniversaire après bien des vicissitudes. Si elle catalyse l'intérêt des publicistes, elle est toujours le laboratoire où les derniers-nés de la technique sont testés et où les professionnels de la voile se mesurent. « *En 1960*, raconte le Britannique Micke Richey, vétéran de la course, *cinq bateaux dont le mien, le* Jester, *qui participe cette année encore à la Transat, étaient inscrits à la première traversée. Au fur et à mesure que la course s'est développée, on a vu apparaître des bateaux de plus en plus nombreux et de plus en plus « monstrueux » tels que celui d'Alain Colas qui mesurait 72 mètres. On courait pour la gloire. Aujourd'hui on est revenu au bon sens. Une centaine de bateaux seulement prennent le départ et leur longueur ne dépasse 17 mètres.* »

Mais ces deux seules normes permettent toutes les inventions et en 1980, une fois de plus, les « vedettes » et les professionnels tranquilles des grandes courses

De notre envoyée spéciale

se côtoient dans le port. Sur *Olympus-Photo*, multicoque jaune de l'école américaine, Mike Birch reconnait que « *cette année la compétition sera ouverte car il y a beaucoup de bons bateaux et beaucoup de bons marins* »; un bonnet qui fut rouge vissé sur la tête, Philip Weld « recevait » sur son *Miss-Moxie* spécialement construit après la limitation de la longueur des bateaux.

Sur le *V.S.D.*, dont on se demandait jusqu'au dernier moment s'il pourrait participer à la course, l'équipe d'Eugène Riguidel précisait que l'« incident » survenu il y a quelques semaines n'aurait pas de conséquences puisque les « foils » (plans porteurs) avaient été retirés du bateau. Il y a aussi *Gauloises-IV* qui pose ses ailes bleues sur le haut du port, le *Three-Legs-of-man* qui pourrait faire parler de lui, le *Third-Turtel*, au prestigieux passé. Il y a encore les « filles » : Florence Arthaud, Noamie James sur leur monocoque et le voisin, Fleury Michon (une coque et un flotteur) qui fait merveille par petit temps.

Dimanche 20 heures... Le vent assez faible a porté, comme prévu, les multicoques en tête. Les bateaux ont choisi leur route et, voiles blanches plantées dans la mer, ils disparaissent à l'horizon. Dans le port de Plymouth, il ne reste plus qu'un amoncellement de cartons, de poubelles, des cubes de ferraille compostés, une bouée orange... et le navire de l'école royale des cadets.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

FOOTBALL

La victoire de Monaco sur Orléans (3-1) en finale de la Coupe de France

Un coup franc sournois

Ils étaient furieux, les Orléanais, le samedi 7 juin, après leur défaite en finale de la Coupe de France. S'ils ne contestaient pas le résultat d'ensemble du match, gagné par Monaco (3 buts à 1), ils émettaient beaucoup de réserves sur l'arbitrage de M. Konrad et surtout sur la manière dont le troisième but monégasque avait été marqué, à la *soixante*-cinquième minute, par Onnis.

L'avant-centre de la Principauté, rompu par des années de métier à toutes les ficelles du football, sachant mieux que personne *que toutes les occasions* sont bonnes à saisir, a joué effectivement un bien mauvais tour à Viot, le gardien d'Orléans. Onnis a tout simplement tiré un coup franc des 18 mètres sans attendre que le mur adverse soit mis en place. Toutes les protestations des Orléanais sont restées vaines. M. Konrath a validé le but et, plus tard, Delio Onnis a affirmé que l'arbitre avait bel et bien autorisé l'exécution du coup de pied arrêté. Orléans s'est tout bonnement fait piéger par une estuce qui n'a rien de nouveau. Les Monégasques sont coutumiers de cet effet de surprise, le plus souvent fort efficace.

Il est cependant dommage que ce que les Orléanais appellent, à tort ou à raison, un incident, et même une faute d'arbitrage, ait ôté une bonne partie de son intérêt à la dernière demi-heure de jeu. *Car si*, à 2 à 1, *tout* restait possible, à 3 à 1 les carottes étaient cuites. C'était d'autant plus regrettable que l'équipe de deuxième division s'était, jusqu'à ce but malvenu, bien battue contre celle de Monaco, au demeurant fort mal inspirée samedi soir. De toute évidence, il y a des tiraillements en Principauté, et les querelles qui n'apparaissent pas vraiment au grand jour pénalisent le jeu collectif de l'équipe.

Le plus grand mérite des Orléanais aura été à coup sûr de ne pas baisser les bras après le premier but monégasque marqué dès la septième minute par Dalger. Au contraire, portés par le public du Parc des Princes, tout acquis à leur cause, en présence du chef de l'Etat et du prince Rainier de Monaco, les Orléanais ont montré beaucoup de cran, et c'est un concert de satisfaction qui a accueilli l'égalisation de Marette à la vingt-troisième minute. D'une année à l'autre les sympathies bruyantes du Parc vont à ceux qui sont considérés comme les plus faibles. Orléans, comme Auxerre il y a un an, a pu s'en rendre compte à son profit.

Même le deuxième but de Monaco, marqué peu après la reprise (quarante-huitième minute) par Emon n'a pas abattu les Orléanais. Ils ont continué à courir après *l'égalisation, comme ils* l'avaient fait en première mi-temps. La chance semblait d'ailleurs avoir choisi son camp, le leur, tant il est vrai que les Monégasques, pourtant de plus en plus menaçants, échouaient à chaque fois d'un rien devant le but de Viat, dont les sorties, originales et hasardeuses, ont fait la joie du Parc. Pourquoi, dans ces conditions, ne pas croire à l'impossible et imaginer que la Coupe n'était pas encore perdue ? Le troisième but marqué par Onnis a détruit tout espoir. Sur ce coup franc bien sournois, la Coupe était monégasque.

FRANÇOIS JANIN.

JEUX OLYMPIQUES. — *Un* « groupe de sportifs français », *animé par M. Antoine Lafont, avec le soutien de MM. Raymond Aron, Pierre Emmanuel, Vladimir Boukovski, Jean Elleinstein, Alain Geismar et Maurice Grimaud, organise* « un grand footing autour de l'ambassade soviétique » *le dimanche 15 juin à 14 heures. Au terme d'un parcours d'une dizaine de kilomètres, d'anciens prisonniers politiques argentins et soviétiques apporteront leur témoignage. Alors que le gouvernement soviétique s'apprête* « à faire une utilisation politique des Jeux olympiques », *il s'agit pour les organisateurs de montrer que* « la liberté court toujours ».

(*) Mouvement La liberté court toujours, 99, rue du Bac, 75007 Paris.

LA MORT D'HENRY MILLER

Le prophète du désordre salvateur

(Suite de la première page.)

Brochures sur les sciences occultes, livraisons de paralittérature, *curiosae* et curiosités, rien de ce qui avait été ou était imprimé ne le laissait indifférent. Il tirait provende *d'une terrasse de café ou d'opus*cules dédaignés. La foule n'existait pas aux regards *de sa sensibilité* : il n'y avait que des individus dotés les uns et les autres d'une *histoire* qui ne ressemblait à aucune autre. A ses yeux, la culture avait cessé d'être cette *masse ordonnée*, rangée selon les lois transcendantes d'une *hiérarchie stricte et invariable sur* des rayons. Dans ses mains, les livres s'ouvraient *magiquement, les* feuillets brûlaient, les mots éclataient, et c'était Rimbaud, le Rimbaud *de* Miller, ou *Giono*, le Giono de Miller, et venaient les gnostiques, les gourous de l'Inde, les poètes *oubliés*. La métaphysique et ses traités, l'art culinaire et son catalogue : nourritures !

Ainsi était Henry Miller, avec son visage *ridé de* vieux Chinois : une sorte de funambule qui ne trouvait son *bonheur* que dans le poids, la pesanteur, l'épaisseur des êtres et des choses. Alors, il se mit à écrire, et ne s'arrêta plus. Il est vrai qu'il est venu à l'écriture, son royaume, *tard, ayant beaucoup* vécu. Il a quarante ans lorsqu'il se met sérieusement au travail, et *il* laisse une œuvre d'une abondance surprenante, qui ressemble à un fleuve.

Heinrich Valentin Miller est né le 26 décembre 1891, à New-York, dans le quartier de Yorkville. Ses parents, nés l'un et l'autre à New-York, étaient d'origine allemande. Ils ne quittèrent jamais la ville : ils reposent au cimetière d'Evergreen. A peine Henry *est-il né que la famille Miller* va se fixer dans un autre endroit de New-York : « La Petite Allemagne », comme on disait de Williamsburg, une enclave germanique de Brooklyn : *« Je suis patriote, mais dans le sens local »*, devait écrire Miller plus tard : *« Ma patrie, c'est le quatorzième district de Brooklyn, où j'ai passé mon enfance. Le reste des Etats-Unis n'existe pas pour moi. »* Et, à Brooklyn, il y a le symbole puissant qui remplit d'orgueil les familles d'origine allemande : c'est le fameux *pont édifié par les Roebling, et qui* ressemblait à notre tour Eiffel, en ceci qu'il incarnait un mythe avec lequel chacun, dans « La Petite Allemagne », s'accordait : celui du progrès.

L'enfant se souciait peu de cette *divinité ambiguë, de la même façon* que l'irritaient passablement les prétentions locales et cette habitude de ne vivre qu'entre soi, n'acceptant que les produits de l'épicerie d'Hermann Wischmann, ne lisant que la presse des immigrants, et n'acceptant d'autre peintre que *Julius* Rueger. La patrie-Brooklyn, rien ne lui paraîtra désormais plus essentiel que de la quitter — à jamais. Les livres, lorsqu'il les écrira, diront *cette haine profonde, mais il* avoueront aussi l'inverse.

Les apprentissages et les *universités* du jeune Henry Miller, c'est la rue, qui est un microcosme brouillon. Là, tout fermente ! Le regard épouse des humanités fugaces. Le *corps se fait à la violence. La rue* est un monde ouvert, où tout, à tout instant, peut advenir. Et c'est un monde clos, livré à *« ses éléments destructeurs, dissolvants »*. Il possède son parler, qui est un argot. Ses héros, qui sont les voyous. Ses déesses, qui sont les prostituées. *« Quand on est né dans la rue, cela signifie qu'on passera sa vie à errer, qu'on est libre. Cela signifie l'accident et l'incident, le drame, le mouvement. Et, surtout, avant tout, cela signifie l'imagination. »*

Le sport et le Far-West

En 1901, la famille Miller s'installa dans cette fameuse Decatur Street, au n° 1063, dont presque tous les *livres publiés par Miller font état*. Si Williamsburg peut être revécu comme paradis de l'enfance, Decatur Street a une connotation démoniaque : ici est gravé le signe de la mère. La *puberté* naissante avive ces impressions, et, dès lors, Decatur Street *(« où les logements s'alignent comme des wagons de chemins de fer, où toutes les maisons s'abritent derrière une grille »)* incarne le cauchemar. Domaine de la mère *mythologique : vampire, magicienne* infernale, omniprésence impitoyable et castratrice : *« Ma mère m'avait nourri de venin, et, bien que j'aie été sevré très tôt, le venin est resté dans mon sang. »* Il faut ajouter qu'à Decatur Street, au fil des mois, *le monde ancien se défaisait : l'école* avait remplacé la rue ; les petites filles devenaient les incarnations provisoires et inaccessibles de cet « éternel féminin » que la masturba*tion rendait* à la fois plus proche et plus lointain.

Devant l'adolescent vont s'ouvrir à la fois les portes du travail : en 1909, Miller est comptable à l'Atlas Portland Cement Company : les illusions des premiers emportements, emportements que domine le visage de Cora Seward ; les tentations de la *fuite et de l'imaginaire*, qui le conduiront, pour son vingt et unième anniversaire, *sur les routes du* Far-West où il veut se faire cow-boy. 1912 : année noire ! C'est vers ce moment qu'il rencontre, comme il le dira dans *Tropique du Capricorne*, celle qu'il n'a jamais nommée que *« la Veuve » : « Une rousse, des yeux d'Arménienne, un corps et une âme de Vénus. »* La nymphomane *mangeuse d'hommes* ! Et Cora, dont *Tropique du Capricorne* conte également l'histoire, est *l'autre* : le point de rencontre de l'érotisme et du mysticisme, celle qui est, dans l'univers de Miller, la Séraphita de Balzac. Les livres de Henry Miller vont s'établir dans l'espace qui sépare l'un de l'autre ces deux types *féminins*.

Le Far-West est un échec. Le sport, en revanche, *occupe une* place importante dans la vie du jeune homme. Pédalant sur son vélo importé de Chemnitz, il ne rêve à rien moins qu'à devenir champion du monde. Il fréquente les rings, salue Jack Johnson, Jack Dempsey, *Jim Jeffries. Il regarde combattre* Georges Carpentier. De là, il bondit *dans les bibliothèques, dévore* Dostoïevski ; parle, avec son ami Emil Schnellock, de Walter Pater et *de* Fra Angelico ; s'intéresse au hockey ; joue aux échecs ; s'informe sur les *diverses maladies mentales*. Voilà son climat véritable. Celui auquel il saura demeurer fidèle jusqu'à la fin, ignorant avec superbe la facilité des systèmes, rejetant les dogmes, bougeant sans cesse, et sans cesse accueillant les idées, les formes, les êtres : *« En ce qui concerne la confusion, je n'éprouve plus ni crainte ni illusion, tout comme dans le domaine de la mort. Plus la confusion est totale, mieux je m'y retrouve. »*

En 1912, une rencontre capitale (elle est relatée dans *Tropique du Capricorne*) : celle de Robert Hamilton Challacombes, théosophe et mystique, lequel, écrira Miller, *m'éveillait intellectuellement, un éveil presque excessif qui, cependant, ne détruisait pas la trame de mes rêves »*. Par Challacombes, c'est un premier contact avec *Swedenborg, Jacob* Boehme, *M*e Eckhart, le *Livre des morts tibétain*. C'est aussi la curiosité profonde, constante, pour les sectes, les sociétés secrètes, les religions *marginales. Ces chimères ren*contrées se retrouveront, elles aussi, dans les livres futurs. *Une autre* rencontre jouera un rôle au moins aussi important que celle-là, et Miller dira d'elle : *« L'événement décisif de ma vie. »* C'est l'amitié qu'il éprouve pour l'anarchiste *Emma Goldmann*, et les leçons que lui donnent ses conférences. Il ne l'approcha jamais, sinon de loin, mêlé aux auditeurs qui venaient en masse l'écouter. Emma *Goldmann, qui avait des talents* d'orateur proches de ceux de Louise Michel, dénonçait le capitalisme américain. Expulsée des Etats-Unis en 1919, elle s'en fut en Russie soviétique, d'où, déçue, amère, elle vint en France. Emma Goldmann ? *« Cette femme m'ouvrait le vaste univers de la civilisation européenne, elle donnait à ma vie une nouvelle impression, une autre direction »*

1914, pour Henry Miller, qui a le *sens de l'apocalypse*, pas celui de l'histoire, ce n'est pas le début de *la première guerre mondiale, mais la* fin de l'équipée au Far-West, le retour à New-York, à Brooklyn, où il s'occupe de la bonne marche de la boutique de tailleur de son père. Il écrit ses premiers essais, qui ne seront jamais publiés. Il a pour livres de chevet *l'Antéchrist* de Nietzsche et *l'Unique et sa propriété* de Stirner. Il envoie à ses amis des lettres qui atteignent assez facilement quarante ou cinquante feuillets. *Il rencontre pour la première fois* des célébrités, parce qu'elles viennent s'habiller chez le père Miller. Il y a Frank Harris, qui écrit alors sur Wilde, et dont Shaw disait qu'il était un desperado, et qui était tout de bon, en littérature, un franc-*tireur. Il y avait aussi David Belasco*, auteur de *la Fille du Far-West*, co-auteur, avec John Luther Long, de *Madame Butterfly*, librettiste célèbre et roi du New-York des spectacles. Mais il y a surtout, dans la boutique du tailleur, la rue retrouvée *: des gens poussent la porte*, discutent, se déshabillent pour les essayages, cortège de grotesques, chacun étant gros d'un roman, et cela parle, boit, injurie, quémande : c'est, à nouveau, le peuple des futurs romans.

Comme Henry Miller *n'a nullement* l'intention de moisir dans la boutique paternelle noyée de whisky, et qu'il a renoncé à devenir champion du monde de cyclisme, il tâte *de la peinture, puis se décide pour* une carrière musicale qui doit, nécessairement, le mener à *la* gloire et à la fortune. C'est alors, apprenant la gamme et torturant un violon, qu'il s'éprend d'une jeune pianiste, Béatrice Sylvas Wickens, et *qu'il l'épouse. Les livres de Henry* Miller gomment presque totalement Béatrice, petite ombre pâle, sans couleur, égarée au détour d'un épisode de *Printemps noir* : c'est, *note-t-il*, une Xanthippe puritaine ! Les noces ont lieu en 1917. La séparation se *produit en 1923*. Entre-temps (1919) était née une fille, Barbara Sylvas. Henry Miller ne reverra son enfant que trente années après son divorce.

Il est vrai qu'il se faisait mal à la loi du travail et de la société. Pourtant, après l'entrée en guerre des Etats-Unis, en 1916, alors qu'il a *évité d'être incorporé, ce ne sont* pas les emplois qui manquent. On le voit tour à tour plongeur de restaurant, garçon de café, vendeur de journaux, garçon de courses, fossoyeur, colleur d'affiches, groom, barman, sténotypiste, bibliothécaire, mécanicien, éboueur, poinçonneur, secrétaire d'un ecclésiastique, laitier, colporteur de livres, trafiquant d'alcool. Son seul emploi un peu stable, il le trouve à la Western *Union Telegraph Company de New-*York, où il est premièrement engagé comme garçon de courses et surtout « mouchard syndicaliste ». En un rien de temps, il devient chef du personnel. Il claque la porte cinq ans après, en 1924.

C'est de cette époque que date son *premier livre, qui ne vit jamais le* jour. C'est à cette époque aussi que remonte l'étrange liaison de Miller avec June Smith. Il l'a rencontrée dans un dancing de Broadway, où elle est taxi-girl, en 1923 : *« Je me souviens seulement du sourire qu'elle me lança — sourire plein d'expérience, mystérieux, fugitif comme un coup de vent. »* C'est elle qui, sous les noms de Mona ou de Mara, sera le centre (on pourrait dire : le *ventre*) des meilleurs livres de Miller. C'est elle, sorte de *« femme fatale »* très *vite devenue mythe et écriture*, qui présidera à la *« crucifixion en rose »*. Henry épouse *June* en 1924. *Ils* vivent à Greenwich-Village, où Miller s'efforce de devenir un écrivain. Il échoue, mais l'essentiel est que June croit à sa vocation et l'encou*rage de toutes* les façons. *Passionnée* de Strindberg avide de Dostoïevski, c'est elle cependant qui fait vivre le ménage, passant ses nuits à *« plumer les hommes »*.

En 1927, au plein de la prohibition, les Miller ouvrent un *speakeasy, boîte de nuit et débit de boissons* clandestin. Comme les seuls clients sont leurs amis, les « ardoises » sont de très loin plus nombreuses que les recettes, ce qui entraîne des ennuis *et des désagréments tels que Miller*, en compagnie de Joe O'Regan (l'inoubliable O'Mara des romans), prend la fuite vers le sud, tantôt à pied, tantôt en auto-stop, laissant à June le soin de faire face aux créanciers. Nous sommes en 1927, *l'année, d'après Henry Miller, de la* « saison en enfer ». Il est revenu dans la boutique de Brooklyn, et June vit chez ses parents à elle. Lui, flanqué de O'Regan, mendie *dans les rues, et, le soir, peint avec* frénésie. June, par chance, parvient à réunir la somme nécessaire au départ pour Paris où, en mai 1928, ils s'établissent (rue Delambre) pour *un séjour assez bref. Miller reviendra* en France, seul cette fois, en 1930. Son ami Alfred Perlès, qui travaille à la rédaction de l'édition française du *Chicago Tribune*, lui trouve un logement et quelques « piges ». Dans ces années fébriles et décousues, *Henry Miller découvre* non tant sa voie que sa voix. Il a fallu l'accumulation de tous ces événements et les exemples qu'il découvre à Paris pour permettre à l'écriture vagabonde *de Miller de se centrer. Ce centre*, c'est la Femme (la majuscule, ici, n'est pas abusive) : *« Les mères du genre humain portent l'abîme du néant entre les jambes. »*

Clichy et la Villa Seurat

En 1931, Henry Miller fait la connaissance d'Anaïs Nin, dont le *père était pianiste espagnol et la* mère une cantatrice danoise, et qui vit pour l'heure dans une partie du château de la Du Barry à Louveciennes. Elle exerce sur lui une influence certaine, perceptible jusque dans l'élaboration de son style. *Cependant, la ronde des métiers* continue : Henry est correcteur au *Chicago Tribune* en 1932 ; en 1932-1933, il est répétiteur d'anglais au lycée Carnot de Dijon : malgré les crus de Bourgogne, c'est une descente aux enfers. Rentré à Paris, il *s'installe avec Perlès dans un deux* pièces-cuisine de l'avenue Anatole-France, à Clichy. *Jours tranquilles à Clichy* est une plongée dans le romanesque, dont il faut retenir surtout, sur le plan de la biographie, le travail acharné. Le résultat en sera *Tropique du Cancer*, que publiera l'Obelisk Press.

Henry Miller a quarante-trois ans : un grand écrivain vient de naître ! *« L'auteur ne se penche ni sur la sexualité ni sur la religion, mais sur le problème de l'autolibération. »* C'est durant ce travail à bride abattue qu'il a pu lire, sur épreuves, le *Voyage au bout de la nuit*, de Céline, ouvrage qui lui a incontestablement *permis d'ordonner le sien* propre. A Clichy, un jour, débarque June. Henry est épouvanté et prend la fuite. C'est que June apporte avec elle les chimères et les terreurs du passé. Anaïs Nin avait sans doute conseillé ces retrouvailles, mais elles *eurent un effet contraire à ce qu'elle* en attendait : ils revécurent une passion avide, se déchirèrent, et Henry cessa progressivement d'écrire. Il retrouvait l'image castratrice et décide de gagner Londres, mais il fut refoulé, pour manque d'argent. June et Henry ne se *revirent* jamais plus. Ils divorcèrent au Mexique en *1934*, représentés l'un et l'autre par leurs avocats.

En 1934 encore, grâce à Anaïs Nin, Miller s'installe Villa Seurat, dans le quartier Alésia. Les péripéties sont encore nombreuses. La vie, toujours tumultueuse. Les rencontres, enrichissantes : Blaise Cendrars, Brassaï, Conrad *Moricand l'astrologue*. *Mais maintenant*, les livres de Henry Miller parlent pour lui. *Tropique du Cancer* est interdit dans les pays anglo-saxons : on vend l'ouvrage sous le manteau. Eliot, Pound, Sitwell, Read, portent l'ouvrage aux nues. Anaïs Nin note : *« Voici un livre qui pourrait nous rendre le goût des réalités fondamentales. »* Henry Miller travaille — *avec acharnement*. Entre 1934 et 1939, six titres : *Aller-retour New-York*, une brochure en faveur d'Alfred Perlès en difficulté, *Printemps noir, Scénario, Max et les phagocytes, Tropique du Capricorne*. Avec Michael Fraenkel, qui est un *esprit des plus curieux et des plus* complexes, il échange une correspondance *« littéraire » sur un sujet* donné : ce sera *Hamlet*. En 1937, il avait rencontré un jeune homme qui avait beaucoup d'admiration pour lui : Lawrence Durrell.

En juin 1939, Henry Miller quitte la Villa Seurat et Paris sans espoir de retour. Il décide de partir vers le sud. Et d'abord de rencontrer un auteur dont les livres le boule*versent : Jean Giono. Mais lorsqu'il* se présente à Manosque avec Henri Fluchère, l'écrivain du *Chant du monde* est parti pour une longue promenade : ils ne se rencontreront pas. Miller, *via Marseille, s'embarque* pour la Grèce. Période heureuse. Epoque dionysiaque. Avec Durrell, Miller visite Nauplie, Corinthe, Mycènes, Thèbes, Cnossos, Delphes... Apaisement. Contact avec la vérité de l'univers : *« Ce fut un instant d'éternité, instant qui survit aux guerres mondiales et à la vie sur cette Terre. »* Les hommes ne le déçoivent aucunement : pas plus le poète Seferiadès, le peintre Ghika *que ce George Katsimbalis* à la profession mal définie. Le voyage aboutira à ce livre qui est peut-être le chef-d'œuvre de Henry Miller : *le Colosse de Maroussi*.

Mais il faut rentrer en Amérique. Miller en éprouve quelque tristesse, mais il oublie bientôt sa déconvenue *dans son travail : la mise au net du Colosse de Maroussi, puis le Monde du sexe, Jours tranquilles à Clichy*, le début de la *Crucifixion en rose*. Ensuite de quoi, il décide d'examiner les Etats-Unis en en faisant le tour. De ce voyage circulaire naît *le Cauchemar climatisé*.

Un évangile dionysiaque

1944 est une année heureuse. Henry Miller est pour la première fois reconnu par les Américains. Il jouit d'une relative aisance matérielle et épouse Janine M. Lepska, une Polonaise de vingt-deux ans. Le couple *se fixe à Partington-Ridge, où Miller* achève *Sexus. Un fils*, Tony, naît en 1948. Puis un autre enfant. Le mariage cependant ne sera pas plus heureux que les précédents. Miller écrit *le Temps des assassins*, son essai sur Rimbaud, le poète qui l'a *hanté le plus : « Rimbaud rendait la littérature à la vie. Moi, je me suis efforcé de rendre la vie à la littérature. »* En 1948, c'est *le Sourire au pied de l'échelle*, destiné aux images *de cirque* de Fernand Léger. Viendront *Plexus* (terminé en 1949), les *Livres de ma vie* (achevé en 1951), qui est un *A Rebours* d'aujourd'hui...

En France, une campagne avait été déclenchée par Daniel Parker, *président du Cartel d'actions sociales* et morales, et avait pris de fortes proportions dès 1946 : il s'agissait d'obtenir l'interdiction de certains livres, et principalement de la traduction française des ouvrages de Miller. Un comité de défense de la *liberté d'opinion avait été créé* sur l'initiative de Maurice Nadeau et de *l'équipe du journal Combat* : les plus grands noms de la littérature française, de Gide à Queneau, de Breton à Bataille, de Sartre à Paulhan, de Camus à Bousquet *s'étaient associés à ce comité. En* 1952, avec Eve McClure, sa nouvelle compagne (Miller s'est séparé de Janine en 1951), Miller revient en France, où les intellectuels lui font un accueil *glorieux. Réconforté*, Miller retourne aux Etats-Unis et s'établit à *Big-Sur*, qui est, pour lui, la redécouverte du paradis. On lira : *Big-Sur et les oranges de Hieronymus Bosch.*

A Big-Sur, Miller hébergera un ami des folles années parisiennes, *l'astrologue Conrad Moricand*, ce qui donnera un livre nouveau : *Un diable au paradis*. La rédaction de la *Crucifixion en rose se poursuit* : c'est une somme interminable, que Henry Miller, à bien voir, ne terminera pas. L'œuvre, elle, on peut la tenir pour close, malgré quelques *essais mineurs* qui seront *rédigés* plus tard, dès les années 60. Henry Miller *s'est remis à la peinture. Il* épouse une jeune Japonaise. Il est célèbre, traduit dans le monde entier. On le voit au Festival du cinéma à Cannes. Pour beaucoup, il devient *un maître. C'est un sage qui est* déchiré de contradictions. Prophète du désordre salvateur, il est élu à l'Institut national des arts et lettres d'Amérique. Qui est-il ? Il le dit clairement, à propos du reproche d'obscénité qu'on ne cesse de lui adresser : *« Je ne suis pas un saint. Ni même le propagandiste d'un ordre nouveau. Je suis tout simplement un homme né pour écrire, et qui a choisi comme sujet l'histoire de sa propre vie. »*

Ce que nous lui devons, et ce que les contemporains recherchent dans ses livres, c'est une sorte d'évangile dionysiaque, opposé à un type de civilisation depuis trop longtemps soumis aux lois d'Apollon. S'il a choisi si souvent d'attaquer l'Amérique et sa société de consommation, il n'en demeure pas moins, *au* premier chef, un écrivain typiquement américain. En lui revivent les rêves de Thoreau, de Whitman, d'Emerson. Il a été hanté par *D.H. Lawrence, et il a songé au dieu* Pan et aux déchaînements libérateurs des saturnales. Il a révélé la vie dans sa densité biologique et dans ses caprices. Il a presque résumé la totalité de sa pensée en cette seule phrase : *« Je considère la vie en elle-même comme un bienfait, et cela dans n'importe quelles conditions ; que c'est nous qui la rendons invivable, nous et non les dieux, ni le destin, ni même les circonstances. »*

HUBERT JUIN.

LES ŒUVRES TRADUITES EN FRANÇAIS

« Tropique du Cancer », Denoël, *1945, et Gallimard « Folio »*, 1972.

« Tropique du Capricorne », Ed. du Chêne, 1946, Stock, 1972.

« Printemps noir », Gallimard, 1946.

« Max et les Phagocytes », Ed. du Chêne, 1946.

« Le Colosse de Maroussi », Ed. du Chêne, 1948, et Stock, 1972.

« Sexus » (2 vol.), Ed. de la Terre de feu, 1949, Buchet-Chastel, 1968.

« L'Obscénité et la loi de réflexion », Seghers, 1949, Losfeld, 1972.

« Blaise Cendrars », Denoël, 1951.

« Plexus », Correa, 1952, et Buchet-Chastel, 1962.

« Rimbaud ; le Temps des assassins », Mermod, 1952, Rencontre, 1965, P. J. Oswald, 1971.

« Souvenirs, souvenirs », Gallimard, 1953.

« Le Sourire au pied de l'échelle », Correa, 1953, Buchet-Chastel, 1955, et Guilde du livre, 1962.

« Le Cauchemar climatisé », Gallimard, 1954.

« Dimanche après la guerre », Ed. du Chêne, 1955.

« Les Livres de ma vie », Gallimard, 1955.

« Aller-retour New-York », Guilde du livre, 1956, et Buchet-Chastel, 1968.

« Hamlet », Correa, 1956.

« Un diable au paradis », Correa, 1956.

« Nexus », Buchet-Chastel, 1959.

« Big Sur », Buchet-Chastel, 1960.

« Lawrence Durrell - Henry *Miller, une correspondance privée* », Buchet-Chastel, 1963.

« Lettres à Anaïs Nin », Bourgois, 1967, et « 10/18 », 1973.

« Jours tranquilles à Clichy », Losfeld, 1967, et « 10/18 », 1973.

« Entretiens avec Georges Belmont », Stock, 1970.

« Ma vie et moi », Stock, 1972.

« Le Livre des amis », Stock, 1976.

« J'suis pas plus con qu'un autre », *Buchet-Chastel, 1976.*

« Flash-Back », entretiens avec Christian de Bartillat, Editions du Chêne, Stock, 1976.

« Correspondance privée », avec Wallace Fowlie, Buchet-Chastel, 1976.

« Une nation lunatique », une nouvelle dans « Quatre visions de l'Amérique », Buchet-Chastel, 1978.

Signalons encore dans l'œuvre publiée en français : « Mon ami *Henry Miller* », par *Alfred Perlès* (Julliard et 10/18) ; « Toujours vif et joyeux », une biographie de Jay Martin (Buchet-Chastel, 1980) ; « Correspondance privée, 1935-1978 », avec Joseph Delteil (Belfond, 1980).

A paraître aux Editions Buchet-Chastel : « Miller », par Norman Mailer. Voir aussi le numéro spécial du « Magazine littéraire » consacré à Henry *Miller (novembre 1972)*.

Le cortège de ses amis

BRASSAÏ : un sage tibétain.

Henry Miller et Brassaï étaient liés par une profonde amitié. Le photographe a rassemblé ses souvenirs sur l'écrivain dans un livre intitulé *Henry Miller grandeur nature* (Gallimard). On y trouve ce portrait : *« Henry Miller... Je n'oublierai jamais ce visage rose émergeant d'un imperméable froissé, cette lippe charnue, ces yeux de marin habitué à scruter l'horizon à travers les embruns, ce regard calme plein de sérénité — le regard naïf et attentif d'un chien, — embusqué derrière de grosses lunettes d'écaille, m'interrogeant avec curiosité. Quand il eut ôté son feutre gris fripé, sa calvitie auréolée de cheveux argentés brilla sous le néon. Elancé, noueux, sans une once de chair de trop, cet homme avait quelque chose d'un ascète, d'un mandarin, d'un sage tibétain. »*

ANAÏS NIN : il se vengeait dans ses écrits.

Dans son *Journal* (1931-1934) Anaïs Nin évoque sa première rencontre avec l'écrivain :

« Lorsque j'ai vu Henry Miller s'avancer vers la porte où j'attendais debout, j'ai fermé les yeux un instant pour le voir de l'intérieur. Il était chaleureux, détendu, naturel. Il ne se serait pas distingué dans une foule. Il était mince, élancé, mais pas grand. Il ressemblait à un moine bouddhiste, un moine à la peau rose, avec son crâne à moitié chauve, auréolé de cheveux argentés, et sa bouche pleine et sensuelle. Ses yeux bleus sont froids et observateurs, mais sa bouche a quelque chose d'émotionnel et de vulnérable. Son rire est contagieux, sa voix chaude et caressante comme celle d'un Noir. Il était si différent de sa façon d'écrire, brutale, violente, vitale. »

Elle poursuit : *« Les deux faces de la personnalité de Miller se révélaient simultanément : acceptation et passivité dans la vie, rébellion et colère devant tout ce qui lui arrivait. Il supportait, après quoi il fallait qu'il se venge, probablement dans ses écrits... »*

LAWRENCE DURRELL : un « roc heureux ».

Lawrence Durrell, qui, lui aussi, fut son ami de longue date, et qui eut avec lui une correspondance suivie sur plusieurs décennies, écrivait en 1945 à propos de cet homme qu'il qualifiait de « roc heureux » :

« Il célébrait ce qu'il y a de positif dans ses qualités américaines : un merveilleux sens de la bouffonnerie, un manque complet d'intérêt pour la « littérature professionnelle » en tant que telle, une absence totale de la peur de sortir des sentiers battus. Et bien entendu, le bon levain rabelaisien qui préserve toute œuvre valable : le sens de la vie. Il ne s'appelle plus aujourd'hui le « patagonien » ou « Caliban », mais le « roc heureux », car il commence à se sentir aussi sûrement ancré en lui-même que nous le sentons ancré dans la littérature américaine, dont il est le contemporain le plus considérable. »

BLAISE CENDRARS : il a dévoré Paris.

Dès 1935, un an après la parution du *Tropique du Cancer*, Blaise Cendrars exprimait son admiration :

« Un écrivain américain nous est né (...). Livre royal, livre atroce, exactement le genre de livres que j'aime le plus. Le livre d'un étranger qui débarque à Paris, qui s'y perd, qui y perd pied (...). Alors, en découvrant Paris, en respirant Paris, en dévorant Paris, il en avale, furieux, et en mange, vomit et compisse la ville, l'adore et la maudit jusqu'au jour où il sent obscurément qu'il fait lui-même partie du peuple extraordinaire des rues de cette grande ville, que Paris l'a compénétré et que dorénavant il ne pourra plus vivre ailleurs. Avec stupeur, il se met alors à écrire ce qui lui est arrivé... »

Le Monde

culture

THÉATRE

Les rendez-vous nonchalants de Munich

C'est dans le parc olympique de Munich, derrière les stades et leurs toits translucides *courbés comme* des voiles sous le vent, que se tient le festival de théâtre. Quelques chapiteaux plantés dans la pelouse *délimitent une sorte* d'agora où se succèdent et se télescopent des clowns, des orchestres, des comédiens masqués, mêlés aux promeneurs venus là en foule et que seules les averses par trop abruptes précipitent dans le *plus grand des chapiteaux*, *celui de la* bière. Là, ça continue dans l'improvisation jusqu'au petit matin. Les spectacles proprement dits se jouent à l'intérieur. Le programme va de la nostalgie (Living Theatre) à la modernité (les Italiens du Carozzone), de la fable linéaire *en vision de bande dessinée (les Californiens* du Snake) à la densité brûlante de l'histoire (« Méphisto » par le Théâtre du Soleil), du style tréteaux (les Campesinos, le groupe péruvien Ecuartotablas) à la gestuelle élaborée de l'Odin Teatret, à la virtuosité tranchante de Pina Bausch...

Deux semaines — du 23 mai au 8 juin — non stop, et malgré le froid hors saison, quatre-vingt-dix mille billets ont été vendus, des milliers de visiteurs sont venus en simples badauds. Munich pourtant, avec ses quatre théâtres d'Etat, son Opéra, son Opéra-Comique, sa dizaine de salles de divertissement, ses cabarets, ses troupes indépendantes, ses cinémas, *ses musées* n'est pas une cité endormie. Mais au Festival, et là en particulier, les Munichois échappent à l'académisme de bon aloi qui habituellement est leur lot. Le comité directeur du Festival est responsable de son budget, assuré cette année à 60 % par les recettes (les places *sont* à 10 DM) plus 400 000 DM de la municipalité, 200 000 DM de fonds privés, *ceux* de la B.M.W. Le Festival est également responsable de ses choix artistiques et souhaite, comme le Festival de Nancy et peut-être en collaboration, produire, plutôt que se contenter d'accueillir.

Le public, en tout cas, apprécie le caractère de *rendez-vous* nonchalant et de travail forcené, de fête foraine sophistiquée. Il en attend l'inattendu, et pour le spectateur étranger il est surprenant de voir, un après-midi, cinq cents personnes demeurer attentives aux démonstrations techniques, belles à *voir mais arides*, de l'Odin Teatret d'Eugenio Barba. Le groupe a également présenté un spectacle — pour soixante personnes au maximum — dans une salle d'université : *les Cendres de Brecht*, une sorte de portrait dispersé, touffu, tortueux à suivre parce que *s'enchevêtrent* la biographie de l'homme et de l'auteur, ses relations à l'histoire et à ses créatures théâtrales, plus les relations des acteurs présents à lui *et à son œuvre*. Le texte, dit en anglais et en allemand, est en grande partie composé de citations fragmentaires. Il n'y a pas de décor, mais des accessoires qui prennent selon les situations évoquées, différentes charges symboliques.

Mathématique paranoïaque

Ce qui compte, et permet de s'y retrouver, est l'extraordinaire souplesse mentale et physique des comédiens, qui tiennent sur haute tension pendant une heure et demie comme s'ils exposaient et défendaient leur existence. Ils se *propulsent dans le récit dont* ils détachent les plus infimes variations pour ne rien oublier des multiples *messages* à transmettre. Leur performance est éblouissante. Elle frappe, inquiète, ne laisse pas un moment de détente, mais il y a quelque chose d'éprouvant *dans cette incessante* métaphore qui finit par ressembler à une devinette. Le malaise vient aussi de ce que l'on est plus habitué à cette débauche de signes — dont Peter Brook, par exemple, sait prendre l'essentiel.

Le travail du Carozzone, situé à l'*extrême opposé*, nous est plus proche. Du moins, il apparaît davantage dans la sensibilité du présent. Comme l'an dernier, à Hambourg pour le Théâtre des Nations, le groupe a présenté *Point de rupture*, mais dans une version nouvelle puisque, au lieu *d'une simple chambre*, il a eu à sa disposition un grand garage — et en a profité pour suspendre au plafond une voiture verte qui se trouvait là. Le principe du Carozzone est de construire la représentation à partir de l'espace, de ses lignes, de son volume, *de ses couleurs*, sans tenir compte de son ambiance, d'ailleurs balayée par la violence de néons obliques, de musiques saturées, d'images élégantes et crues, par la violence d'actions répétitives, aberrantes et nécessaires : deux femmes, puis deux hommes sont attachés par des liens élastiques à un sofa, des fauteuils, des sommiers métalliques qui sont *brutalement* soulevés. Ils doivent donc balancer de toute leur énergie pour ne pas tomber, et les lits, fauteuils, sofas retombent à terre, martèlement obsédant qui répond à celui de la disco qui hurle... Les humains et les objets sont saisis d'une *même* vie *mécanique*, forment ensemble une machine envoûtante, un instrument à fabriquer la beauté et l'angoisse, à montrer les vertiges d'un futur hystérique et glacé.

Les méthodes du Carozzone ne ressemblent pas à ce que l'on pratique au théâtre. Le groupe suit sa route et y ramasse ce qui lui *semble représentatif : du néon*, du métal, la vidéo, les scies matraquées, par les radios ou, au contraire, une mélodie rare, des objets fétiches. Le groupe ne raconte rien d'autre que les fantasmes de chacun de ses membres à propos de ces objets, de ces matières artificielles. Les comédiens ne proposent aucune interprétation, ils abolissent toute notion de message, se bornent à accomplir des actions déterminées selon les données d'une « *mathématique paranoïaque* », dont les combinaisons sont infinies. Seules sont fixés les enchaînements et les durées, *mais d'une manière* si précise, et les situations sont si serrées que la marge d'improvisation est étroite comme une vibration de lumière.

Le Carozzone introduit la rigueur de la dans dans son théâtre et Pina Bausch fait entrer la dimension humaine dans son travail avec les danseurs. Elle ne cherche pas à *raconter une intrigue, mais* à saisir des comportements et à les développer, à *faire voir* l'anéantissement de la solitude et des souffrances insurmontables, et comment les pulsions, les peurs, les désirs, les forces refoulées pervertissent le mouvement. Elle procède par petites touches, demande aux danseurs de lui montrer les façons qu'ils peuvent trouver en *eux* d'être tendres ou de haïr. Elle accumule les exemples, les choisit, les redistribue, en essaie toute les combinaisons. Pendant ce temps de préparation se *dégage* la direction de son spectacle.

Celui qu'elle a présenté à Munich *s'appelle la Légende de la chasteté*. C'est une démythification, impitoyablement ironique, des codes admis du sex-appeal et de la séduction. C'est le déroulement d'une soirée, style « dolce vita » provinciale, *chez* une dame enfouie dans un manteau de fourrure trop large et qui semble sorti à l'instant de la naphtaline. Des *petits-bourgeois* en costumes étriqués, en robes du soir cousues sur patron, s'essayent avec des *sourires niais* à une *sorte* de kamasoutra tiré d'un livre grivois du siècle dernier. Ils sont gênés de ce qu'ils font, embarrassés de leurs vêtements. « *La maladresse*, dit Pina Bausch, *est un révélateur...* » Ils révèlent leur impuissance honteuse, leur vanité, ils s'affaissent, tels des pantins abandonnés, et, comme à un signe invisible, repartent à rire et à se trémousser, *soucieux de paraître* devant un hideux public de crocodiles qui entrent en rampant, *ils racolent les — vrais — spectateurs* avec des œillades et des mines ridicules; ils dansent vigoureusement les *deux mêmes figures* de musical tout en jetant en désordre leurs vêtements qui jonchent lamentablement le sol... Mais aussi se révèlent des détresses, les pleurs enfantins d'un *monsieur* particulièrement gauche, le brusque affolement d'une jeune femme qui « *flipe* », court, cherche en vain à fuir, ne peut plus supporter d'être vue. Alors les exhibitions dérisoires nous rendent insupportables nos regards de voyeurs.

COLETTE GODARD.

MUSIQUE

« AMERICAN-DREAM-CONCERT »

La partition d'Atlas Eclipticalis *est faite de points de grosseur différente reliés entre eux par des traits. En prenant pour modèle d'anciennes cartes astronomiques, John Cage a tenté d'introduire dans sa musique des architectures données par le hasard. Cette œuvre, conçue en 1961, peut s'interpréter seule, comme elle l'a été en septembre 1978 au Théâtre de l'Athénée, et c'est certainement ainsi que les musiciens parviennent le mieux à la concentration nécessaire* (le Monde *du 26 septembre 1978*), *ou simultanément avec d'autres pièces, ainsi que l'avait fait si mal l'orchestre de la Résidence de La Haye en 1976 à La Rochelle.*

L'idée était excellente d'ouvrir en grand pendant l'exécution les portes de l'American Center donnant sur le jardin avec les oiseaux, les clochers lointains et même certains échos du boulevard Raspail.

Mais il fallait écouter distraitement, faute de quoi on entendait surtout un de ces grésillement électriques continus comme en produisent les projecteurs ou les sonorisations mal réglées et qu'on a fini par admettre, comme s'il s'agissait d'un attribut indispensable de la technique moderne. C'est tout le contraire, cependant, et on constate des défauts de ce genre ; on se croit revenu à l'époque de la T.S.F. et des phonographes à pavillon. Mais le plus grave n'est-il pas que personne ne semble s'en préoccuper ?

Apprendre à écouter aussi les bruits pour les transformer en musique, pouvoir associer par exemple Atlas Eclipticalis *et les sons venus du dehors, c'est bien là une des leçons de Cage précisément. Cette attitude qui exige une certaine qualité d'attention faisait, hélas ! cruellement défaut au technicien, au chef (Lukas Foss) ou à quelqu'un qui aurait pu intervenir : la persistance continue, pendant une heure et demie, d'une fréquence électrique, est nécessairement parasite.*

Si le cas était exceptionnel, il ne mériterait pas qu'on s'y attarde, mais l'accoutumance aux bruits « techniques » est devenue si grande qu'il faut bien parler d'un phénomène de surdité collective. Quand verra-t-on un auditeur se lever et dire, calmement mais d'une voix forte : « Il faut d'abord faire cesser ce bruit, ensuite le concert pourra commencer ? »

*L'exécution de l'ensemble Musique vivante, à en juger par ce qui subsistait d'*Atlas Eclipticalis *à travers le « brouillage électrique », ne possédait pas cette concentration dont les mêmes musiciens avaient donné la preuve à l'Athénée. Les morceaux exécutés simultanément :* Manaunaun *et* Advertisement, *deux pièces pour piano, dérangeantes dans le bon sens du mot, d'Henry Cowell ; le* Largo *pour violon, clarinette et piano de Ives ; le paisible* In a Landscape *pour harpe, de Cage, sorte d'hommage à Satie, et* Masque *pour piano, de Leonard Bernstein, s'intégraient d'autant plus facilement que les autres musiciens faisaient presque silence, ce qui n'est qu'une façon assez détournée de concevoir les coexistences.*

Aussi les deux moments les plus remarquables restent-ils From the steeples to the mountain *et* The Unanswered question, *de Charles Ives. Le crescendo longuement ménagé du premier morceau (pour cloches, piano et cuivres), le calme « éternel » du second troué seulement par les questions de la trompette et le babillage de plus en plus rapide des flûtes, procurent à l'auditeur beaucoup plus qu'une impression musicale : ces œuvres possèdent une force évocatrice qui va bien au-delà de la simple représentation symbolique. C'est une sorte de pouvoir visionnaire que confère cette musique à celui qui sait l'écouter ; mais cette vision intérieure n'est pas ressentie comme une image, plutôt comme une sensation dont la puissance confine à l'évidence.*

GÉRARD CONDÉ.

ROCK

STYX AU PALAIS DES SPORTS

Dans un style qui s'apparente à celui de Supertramp, Styx connaît, aux Etats-Unis, un succès au moins égal. Il faut croire que la mièvrerie et l'absence d'identité sont des atouts commerciaux. En tout cas, la démarche est similaire : un groupe sans image — la plupart du temps les musiciens n'apparaissent pas sur les pochettes de disque, — une musique dépourvue de racines qui emprunte un peu à tout, survole sans énergie ni personnalité des genres aussi variés que le hard-rock, le country ou les ballades.

Depuis leur réunion, en 1971, à Chicago, les musiciens de Styx ont enregistré neuf albums qui se ressemblent, exploitant sans prendre de risques les ficelles qui ont fait leur succès. Il est à craindre qu'après les ventes phénoménales de Supertramp, celles de Styx prennent de l'ampleur à la suite de leur concert parisien. Dans un cas comme dans l'autre, il est surtout regrettable que l'on compare ces musiques, où règne l'absence d'argument, à du rock.

ALAIN WAIS.

★ Au Palais des sports, le 9 juin.
★ Discographie chez A. & M., distr. C.B.S.

CINÉMA

« LES CROCS DU DIABLE » d'Antonio Isasi

Contrairement à ce que le titre et les affiches peuvent laisser *croire, cette production espagnole* n'est pas un film de terreur. Dans un pays d'Amérique centrale, opprimé par un dictateur que ses partisans appellent « le bienfaiteur » et ses adversaires « le chien », un prisonnier politique s'évade d'un camp de concentration de haute montagne. Un gardien sadique le rattrape. Il *réussit* à le tuer. Mais le chien de la brute, un berger allemand aux crocs redoutables, le *poursuit obstinément, pour venger* son maître.

Dans la première partie, Antonio *Isasi* sacrifie au récit d'aventures, filme, dans des paysages sauvages, les *affrontements de l'homme en* fuite, en butte à une nouvelle épreuve chaque fois qu'il se croit sauvé, et de la bête déchaînée qui l'attaque, le mord, sans qu'aucun combat soit *jamais décisif*. Lorsque l'homme atteint, enfin, les régions civilisées, l'élément politique prend le dessus avec commando de résistants et préparation, dans la capitale, d'une *révolution par* un groupe d'intellectuels (parmi lesquels le cinéaste Juan Antonio Bardem). Ce qui nous ramène au problème des dictatures sanglantes d'Amérique latine.

Le chien, qu'on avait un peu oublié, reparaît et devient ouvertement, *dans les séquences de la lutte* anti-fasciste, le symbole et le double animal du tyran. Mal construit, trop long, encombré, vers la fin, d'une intrigue sentimentale (avec un rôle pour Lea Massari), ce film ne laisse pourtant pas indifférent, par les *implications contemporaines* de son scénario et la force de frappe de sa mise en scène. — J. S.

★ Voir les films nouveaux.

■ Les salles de cinéma ont enregistré au cours du premier trimestre 1980 une baisse de fréquentation de 9,15 %, par rapport au premier trimestre de l'an dernier, indique le Centre national de la cinématographie (C.N.C.).

Un entretien avec Bertrand Tavernier

Les émotions des autres, en réfraction

Présenté au Festival de Cannes dans la sélection officielle *(le Monde* du 20 mai), *Une semaine de vacances* de Bertrand Tavernier traite un sujet *contemporain* : une femme de trente ans, professeur de français dans un CES de Lyon, fait, au cours d'une semaine de congé de maladie, le point sur sa vie professionnelle et privée, sur sa relation à son métier, à ses élèves, à l'homme qu'elle aime, aux autres et à la ville dans laquelle elle vit. Remarquablement interprété par Nathalie Baye et Gérard Lanvin, ce film a été pour Bertrand Tavernier, dans le domaine de la mise en scène, un « travail de découverte » dont il nous parle ici.

« Après la Mort en direct, *j'avais besoin de retrouver des racines nationales, culturelles, des racines locales et régionales,* dit Bertrand Tavernier. *J'avais besoin de revenir vers Lyon, vers l'enfance, de me refaire une cuirasse de protection. Je pensais depuis longtemps au sujet d'*Une semaine de vacances. *Depuis la lecture d'un livre de Claude Duneton, je suis comme une truie qui doute où l'auteur, ancien professeur, expliquait pourquoi il avait abandonné l'enseignement. J'avais rencontré Claude Duneton, j'avais beaucoup discuté avec lui. Pour éviter l'autobiographie, je voulais faire de son personnage une femme. Cela m'intéressait davantage, et son travail d'adaptation serait plus facile.*

» Il m'a présenté un professeur femme, Marie-Françoise Hans, pour qu'elle soit « sa voix ». J'avais aussi envie de travailler avec ma femme, Colo, qui écrit des poèmes qu'elle ne veut pas publier. Nous avons commencé le scénario, nous avons rencontré des enseignants et, finalement, nous avons décidé de nous séparer de Claude Duneton dont l'expérience était trop liée aux événements de 1968, alors que je souhaitais parler d'aujourd'hui. Et puis, j'ai réalisé la Mort en direct *et, quand j'ai repris le projet, nous avons tout réécrit, pour oublier la documentation qui avait été amassée. Je ne voulais pas traiter le problème social de l'enseignante d'une façon démonstrative mais par impressions, par émotions, en laissant aux spectateurs une liberté d'appréhension et de jugement complète. Ainsi, quand Laurence se souvient qu'elle engueule ses élèves, on peut penser qu'elle se sent coupable ou qu'elle a de la difficulté à les faire « bouger ». C'est le contraire d'une démarche théorique et le tournage d'*Une semaine de vacances *a été, pour moi, un travail de découverte. »*

« L'expérience nouvelle de mise en scène pour la Mort en direct *m'a beaucoup aidé. Je ne veux pas dicter de lois de la mise en scène cinématographique. Je parle de « ma » mise en scène. Je travaille entre les sentiments et la lumière. Je respecte le mouvement intérieur des personnages pour que rien ne soit dramatisé, brusqué, violé. Ma mise en scène accepte les apports extérieurs du tournage, les émotions qui en naissent. Je fais aller un mouvement, je le suis ou je le corrige, mais je n'aime pas m'exprimer en termes psychologiques. Au début, lorsque Laurence saute brusquement de la voiture et que Pierre court pour la rattrapper, je voulais une scène d'une grande force, réalisée en un seul plan, avec le concept de base d'un film policier : quelqu'un qui s'échappe. A partir de là, Pierre-William Glenn a dû résoudre un problème technique avec sa caméra portée à la main, qui passait à travers la voiture. Mais je ne savais pas à quel moment Gérard Lanvin allait rattrapper Nathalie Baye. Il fallait suivre les comédiens.*

« Ma » mise en scène

» Pierre, le compagnon de Laurence, n'est pas un intellectuel. Il assiste à son conflit, il ne le corrige pas. C'est une idée de ma femme. Elle tenait beaucoup à ce rapport entre deux êtres qui n'ont pas le même environnement culturel. On peut épouser le point de vue de l'un ou de l'autre. Lui, c'est un personnage qui la regarde vivre. Elle, subit, en réfraction, les émotions des autres qui viennent se briser sur les siennes. Et ses souvenirs ne sont pas des souvenirs narratifs, mais des remises en question émotionnelles. Je les ai traités dans le même ton de lumière que les scènes au présent.

*» Je suis revenu à Lyon parce que c'est ma ville natale, mais aussi une ville « simenonienne », une ville très secrète, où les choses se découvrent lentement, où l'atmosphère agit sur les gens. La rencontre de Laurence avec « l'horloger de Saint-Paul », ce n'est pas un plaisir que je me suis fait en référence à mon premier film. J'ai vu là une expression supplémentaire du sujet profond d'*Une semaine de vacances *: la solitude et la communication. Filmer devient de plus en plus pour moi un moyen de communication. En faisant un film, on découvre des choses, et, à partir du moment où on les comprend, on peut commencer à communiquer, alors qu'on n'oserait pas toujours parler, dans la vie. C'est peut-être une façon d'éviter la solitude. »*

Propos recueillis par
JACQUES SICLIER.

RANK RENONCE A LA PRODUCTION

La société britannique Rank Organisation a annoncé, vendredi *6 juin, à Londres*, sa décision de renoncer à ses activités de production cinématographique. Un porte-parole de la Rank a déclaré que « *la production cinématographique n'est plus une activité rentable car, outre les coûts salariaux, le remboursement des investissements s'effectue trop lentement* ».

La société a enregistré l'an dernier un déficit de 1 500 000 livres (15 millions de francs) et une diminution de 42 % de ses activités cinématographiques. Sa décision entraîne l'interruption de huit films à gros budget dont le tournage avait été annoncé à Cannes.

Un des pionniers du cinéma britannique, la Rank réalise la plus grande partie de son chiffre d'affaires dans l'industrie électronique et photo-chimique (en association avec Xerox). Elle était cependant, en 1976, la première société européenne de distribution cinématographique.

■ M. Valéry Giscard d'Estaing a demandé, le 6 juin, à M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, *d'examiner la possibilité de classer* au titre des monuments historiques le mur des fédérés, au cimetière du Père-Lachaise, monument qui, selon lui, « joue un rôle fondamental dans la *sensibilité nationale et républicaine* depuis un siècle ».

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Marie-Stuart (508-17-80). 20 h. 30 : Pour l'amour de l'humanité.
Théâtre de Poche (548-92-97). 20 h. 30 : Ouverture sur mer.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : Patpapa.

Lundi 9 juin

Les salles subventionnées

Opéra (742-57-50), 19 h. 30 : Boris Godounov (gala).
Comédie - Française (296-10-20). 20 h. 30 : la Mouette.
Odéon (325-70-32), 20 h. 30 : Créanciers.
T. E. P. (797-96-06), cinéma, 21 h. : Semaine de la critique (Babylone).
Centre Pompidou (277-12-33), 18 h. 30 et 20 h. 30 : Suicide. — Petite salle, 19 h. : Rencontre avec le compositeur Dusapin et le Trio à cordes de Paris.
Carré Silvia Monfort (531-28-34). 20 h. 30 : Récital de piano A. El Bacha.
Théâtre de la Ville (274-11-24). 20 h. 30 : Ensemble intercontemporain.

Les autres salles

Carreau du Temple (524-53-25). 21 h. : le Cirque de Molière.
Cartoucherie, Théâtre de l'Aquarium (808-99-61), 21 h. : Je t'attendrai à la porte du garage.
Centre culturel du XVIIe (227-68-81). 20 h. 30 : les Acteurs de bonne foi.
Daunou (261-69-14), 21 h. : l'Homme, la Bête et la Vertu.
Fontaine (874-74-40). 21 h. : la Staaar.
Huchette (326-38-99), 20 h. 30 : la Leçon ; la Cantatrice chauve.
Il Teatrino (322-28-92). 21 h. : les Dialogues putanesques.
Lucernaire (544-57-34), 20 h. 30 : Juin 40 ; 22 h. 15 : Archéologie. — II, 18 h. 15 : Idée fixe ; 20 h. 30 : Ad astra per aspera ; 22 h. 15 : After Liverpool. — III, 18 h. 15 : Parlons français.
Nouveautés (770-52-76) 21 h. : Un clochard dans mon jardin.
Palais des glaces (607-49-93), 20 h. 30 : Le Farré sifflera trois fois.
Péniche (205-40-39), 20 h. 30 : Festival d'expression non professionnelle.
Présent (203-02-55), 20 h. 30 : l'Asile. — Amphithéâtre, 20 h. 30 : les Livrets d'enfer.
Studio des Champs-Elysées (723-35-10), 21 h. : Blanchisserie blanche.
Théâtre 18 (226-47-47). 20 h. 30 : Tambours dans la nuit.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sans le mot « con », monsieur, le dialogue n'est plus possible.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : Pétrole... Ane.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. : Patricia Lai ; 21 h. 15 : Pinter and Co. ; 22 h. 30 : la Revanche de Nana ; 23 h. 15 : A. Rivages.
Bistrot Beaubourg (277-48-02), 20 h. 15 : Deux pour le prix d'un.
Blancs-Manteaux (887-16-70). 20 h. 15 : Areuh = MC2 ; 21 h. 30 : Raoul, je t'aime.
Café d'Edgar (320-85-11), I, 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 22 h. : les Deux Suisses ; 23 h. 15 : Couple-moi l'souffle. — II, 22 h. 30 : Rion-Pouchain.
Café de la Gare (278-52-51), 22 h. : Théâtr' en poudre.
Connétable (277-41-40), 21 h. : P. Dudan, T. Berlanda ; 22 h. 30 : B. Balp, J. Aveline ; 23 h. 30 : J. Moonens et Presqu'île.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince.
Le Fanal (233-91-17), 19 h. 45 : L'une mange, l'autre boit ; 21 h. 15 : le Président.
Fer-Play (707-96-99), 23 h. : Atlantico.

Petit Casino (278-36-50). I, 22 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas sourd ; 23 h. 30 : Chansonges. — II, 21 h. : Ça s'attrape par les pieds ; 22 h. : Suzanne, ouvre-moi ; 22 h. 45 : Si la concierge savait.
Sélénite (354-53-14), 21 h. : Les lions oui... mais les panthères pas.
Splendid, 20 h. 30 : 13 515 francs ; 21 h. 30 : Elle voit des nains partout.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : J. Berrichon ; 21 h. 30 : le Retour de Frankenstein ; 22 h. 30 : Otto Wessely.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 21 h. 30 : La baleine blanche rit jaune ; 22 h. 30 : D. Kaminka.

Le music-hall

Bouffes-du-Nord (239-34-50), 20 h. 30 : Giovanna Marini.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. : Los Machucambos ; les Pachacamac.
Lucernaire (544-57-34), 19 h. 30 : F. Bebey ; 22 h. 30 : G. Lafaille.
Théâtre d'Edgar (320-85-11), 20 h. 45 : Tallis.

Les concerts

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : L. Berman (Liszt, Rachmaninov).
Radio-France, grand auditorium. 20 h. 30 : Ensemble Pupitre 14, dir. E. Rosenfeld (Fauré, Tansmann, Hasquenoph). — Auditorium 105, 19 h. : Chœurs de Radio-France, dir. G. Reiber (Arrigo, Gagneux).
Ranelagh, 20 h. 30 : S. Coudero (Beethoven, Chopin, Schubert, Ravel).
Théâtre de l'Athénée, 21 h. : C. Ella-Pierre, C. Ivaldi (Scarlatti, Haendel...).
Sorbonne, grand amphithéâtre, 20 h. 30 : Ensemble instrumental de l'université Paris-Sorbonne, Chœur national, dir. J. Grimbert (Haydn, Mozart, Beethoven...).

Jazz, pop' et folk

Caveau de la Huchette (326-65-05). 22 h. : F. Guin, B. Vasseur, Swing Quartet.
Chapelle des Lombards (236-65-11), 22 h. 45 : Henri Guedon.
Dreher (233-48-44), 21 h. 30 : Eddy Louiss Trio.
Dunois (584-72-00), 20 h. 30 : Trio Lazro, Bernard, Avenel.
Olympia (742-25-49), 18 h. : Magma.
Palace (246-10-87), 20 h. : San Francisco Blues Festival.
Palais des glaces (607-49-93), 18 h. : Été rock light.
Palais des sports (828-40-90), 20 h. : Styx.

Festival

Hôtel Saint-Aignan (354-96-60). 21 h. : F. Raynal, J. Villisech, J. di Giacomo, C. Alcover (Pergolèse).
Foire Saint-Germain (329-12-78), cour de l'hôtel des finances, 21 h. 30 : le Chevalier d'Olmedo. — Place Saint-Sulpice, 20 h. 30 : Festival de chorales.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), relâche.
Beaubourg (278-35-57), 15 h. : Une aussi longue absence, de H. Colpi ; 17 h., Cinéma hongrois : Un petit carrousel de fête, de Z. Fabri ; 19 h., Cinéma japonais : Sun' Burial, de N. Oshima.

Les exclusivités

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Balzac, 8e (561-10-60).
AU BOULOT JERRY (A., v.f.) : Berlitz, 2e (742-60-33).
AU-DELA DE LA GLOIRE (A., v.o.) (**) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Ambassadeur, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70).
LA BALLADE DE LA FECONDUCTRICE (Fr.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).
LA BANDE DU REX (Fr.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (320-80-10).
BIENVENUE MISTER CHANCE (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Helder, 9e (770-11-24) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
LE CAVALIER ELECTRIQUE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Colisée, 8e (359-29-46).
C'ETAIT DEMAIN (A., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
LE CHAINON MANQUANT (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Tourelles, 20e (636-51-98).
LE CHAT ET LE CANARI (A.) v.o. : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
CHERE INCONNUE (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It.), v.o. : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Pagode, 7e (705-12-15), France-Elysées, 8e (723-71-11), P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42), Parnassiens, 14e (329-83-11), 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79), Broadway, 16e (527-41-16), Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Athéna, 12e (343-07-48), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
LE CIMETIERE DE LA MORALE (Jap.) v.o. : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
DETECTIVE COMME BOGART (A.) v.o. : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA DEROBADE (Fr.) (**) U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
DON GIOVANNI (Fr.-It.), v. ital. : Vendôme, 2e (742-97-52).
L'ENTOURLOUPE (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
L'ETALON NOIR (A.) v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55), Napoléon, 17e (380-41-46).
LES FAISEURS DE SUISSES (Suis.) : Marais, 4e (278-47-86), La Clef, 5e (337-90-90).
FANTASTICA (Can.-Fr.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
GIRLS (Fr.) (*) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Concorde, 8e (359-92-82), Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90).
GIMME SHELTER THE ROLLING STONES (A.) v.o. : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LE GUIGNOLO (Fr.) : Richelieu 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
HAIR (A., v.o.) : Palais des arts, 3e (278-47-86).
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43).
LE JOUR DE LA FIN DU MONDE (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; (v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
ELLE (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76).
MANHATTAN (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).
MARATHON D'AUTOMNE (Sov., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).
MAASAI (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
MERCI D'AVOIR ETE MA FEMME (A., v.o.) : Paris, 8e (359-53-99) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; (v.f.) : Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (634-13-26) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75).
LA MORT EN DIRECT (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
LE PRE (It., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

SPECTACLES

Les films nouveaux

UNE SEMAINE DE VACANCES, film français de Bertrand Tavernier : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Saint-Charles-Convention, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

THE ROSE, film américain de Mark Rydell (v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50), 70 mm ; (v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27).

THIRD WORLD PRISONNIER DE LA RUE, film français de Jérôme Lapérousaz : Olympic, 14e (542-67-42) ; U.G.C.-Biarritz, 8e (723-69-23) ; Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Studio Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

LES NOUVEAUX ROMANTIQUES, film français de Mohammed Benayat : Palais des arts, 3e (272-62-98) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).

MORSURES, film américain d'Arthur Hiller (*) (v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; (v.f.) : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

LES CROCS DU DIABLE, film espagnol d'Antonio Isasi (**) (v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (326-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Moulin-Rouge, 18e (606-63-26) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

JOURNAL D'UNE MAISON DE CORRECTION, film français de Georges Cachoux (*) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Mercury, 8e (562-75-90) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Saint-Charles-Convention, 15e (579-33-00) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).

SCUM (Ang., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

SATURNE III (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Saint-Charles-Convention, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LE SAUT DANS LE VIDE (Fr.-It.), vers. it. : Saint-Germain-Studio, 5e (354-42-72) ; Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

SHERLOCK HOLMES ATTAQUE L'ORIENT-EXPRESS (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14). Sf V., S., D. soir)

LES SOUS-DOUES (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).

S.O.S. TITANIC (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

LE TAMBOUR (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

TERREUR SUR LA LIGNE (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

TESS (Fr.-Brit., v. ang.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98).

TOM HORN (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19). V.f. : Gaieté Rochechouart, 9e (878-81-77).

UN COUPLE TRES PARTICULIER (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-36-14).

UNE FEMME ITALIENNE (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).

LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

Les grandes reprises

ANNIE HALL (A., v.o.) : Saint-Germain, 6e (633-10-82).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).

BARBARELLA (Fr.), Espace Gaîté, 14e (320-99-34).

LA BETE (Fr.), Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Espace Gaîté, 14e (320-99-34).

CAT BALLOU (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (320-99-34).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Action Lafayette, 9e (878-80-50).

LA COLLINE A DES YEUX (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

CHROMOSOME 3 (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA COMTESSE AUX PIEDS NUS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).

LES CONTES DE CANTERBURY (It., v.o.) : Champollion, 5e (354-51-60).

LE DECAMERON (It., v.o.) : Boul' Mich, 5e (354-48-29).

LA DERNIERE FEMME (It., v.o) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o) : Studio J.-Cocteau, 5e (354-47-62).

DU RIFIFI CHEZ LES HOMMES (Fr.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic, 14e (542-67-42).

DUMBO (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

LA FIANCEE DU PIRATE (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).

LE GRAND BLOND AVEC UNE CHAUSSURE NOIRE (Fr) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19).

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Haussmann, 9e (770-47-55).

IL ETAIT UNE FOIS HOLLYWOOD (A., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29).

L'INCROYABLE RANDONNEE (A., v.f.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; Rex, 2e (236-83-93) ; La Royale, 8e (265-47-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

L'INNOCENT (It., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).

JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

JONAS QUI AURA VINGT-CINQ ANS EN L'AN 2000 (Suis.) : Seine, 5e (325-95-99).

LE LAUREAT (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).

LE LOCATAIRE (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).

LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

LOLA MONTES (Fr.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

MAHLER (A., v.o.) : Seine, 5e (325-95-99).

LE MESSAGER (Ang., v.f.) : Palace, 15e (374-95-04).

LES MILLE ET UNE NUITS (It., v.o.) : Champollion, 5e (354-51-60).

MONTY-PYTHON, SACRE GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

MOLIERE (Fr.) : Calypso, 17e (380-30-11).

MURIEL (Fr.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).

LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) : Seine, 5e (325-95-99).

PARFUM DE FEMME (It., v.o.) : Opéranight, 2e (296-62-56).

PASSEZ MUSCADE (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LE PONT DE LA RIVIERE KWAI (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Français, 9e (770-33-88). Nation, 12e (343-04-67). Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Sud, 14e (327-84-50), Cambronne, 15e (734-42-96). Wepler, 18e (387-50-70).

LES PORTES DE LA NUIT (Fr.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

PORTIER DE NUIT (A., v.o.) : Opéranight, 2e (296-62-56).

POUR L'EXEMPLE (Ang., v.o.) : A. Bazin, 13e (337-74-39).

PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82). Ternes, 17e (380-10-41). Secrétan, 19e (206-71-33).

LE PROCES PARADINE (A., v.o.) : Saint-Germain-Village, 5e (634-13-26). Parnassiens, 14e (329-83-11).

PROVA D'ORCHESTRA (It., v.o.) : Palace, 15e (374-95-04).

LES 400 COUPS (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).

ROME, VILLE OUVERTE (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

ROMEO ET JULIETTE (It., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

SCHOCK CORRIDOR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).

LES SENTIERS DE LA GLOIRE (A., v.o.) : Seine, 5e (325-95-99).

LE SEXE FOU (It., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99).

LA TERRE DE LA GRANDE PROMESSE (Pol., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).

TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29). Luxembourg, 6e (633-97-77).

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A., v.o.) (**) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

LES TROIS JOURS DU CONDOR (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : U.G.C. Caméo, 9e (246-66-44).

LES TZIGANES MONTENT AU CIEL (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

TOMMY (Ang., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

UNE JOURNEE PARTICULIERE (It., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18).

UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (A., v.f.) : Palace, 15e (374-95-04).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

Les festivals

J.-L. GODARD, Une histoire du cinéma, Action-République, 11e (805-51-33) : Masculin féminin.

RETOUR AU WESTERN (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : Coup de feu dans la sierra.

LE MELO RETROUVE (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : le Dernier Rivage.

ALAIN RESNAIS, Olympic, 14e (542-67-42) : l'Année dernière à Marienbad.

SOUVENIRS D'EN SUISSE, Studio 43, 9e (770-63-40) : le Retour d'Afrique.

LES MARX BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : Un jour aux courses.

CINE-POLAR (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Chantage au meurtre.

LA FEMME DANS LE CINEMA AMERICAIN (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : l'Exilé.

CYCLE O. WELLES (v.o.), Epée-de-Bois, 5e (337-57-47) : I : le Troisième Homme ; II : Vérités et Mensonges.

THEATRE-CINEMA (v.o.), Calypso, 17e (380-30-11). 17 h. 50 : Marat-Sade ; 20 h. : la Mégère apprivoisée ; 22 h. 15 : Qui a peur de Virginia Woolf.

D. HOFFMAN (v.o.), Calypso, 17e (380-30-11), 17 h. 30 : Macadam cow-boy ; 19 h. 50 : John and Mary ; 21 h. 45 : Gatsby le Magnifique.

ASPECTS DU CINEMA BRESILIEN (v.o.), Denfert, 14e (354-00-11) : Vidas secas.

KEN RUSSEL (v.o.), Studio Acacias, 17e (764-97-83), les Diables ; Lisztomania.

I. BERGMAN (v.o.), Studio des Ursulines, 5e (354-39-19) : Sourire d'une nuit d'été.

A. HITCHCOCK (v.o.), Grands-Augustins, 6e (633-22-13) : Une femme disparaît. — Saint-Germain-Huchette, 5e (634-12-26) : Jeune et innocent.

GRAND-PAVOIS, 15e (554-46-85), I, en alternance : l'Année dernière à Marienbad ; Valentino ; Voyage au bout de l'enfer ; New-York, New-York ; Jérémiah Johnson. — II, la Course à la mort de l'an 2000.

Les séances spéciales

A LA RECHERCHE DE MR. GOODBAR (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.

ALICE N'EST PLUS ICI (A., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.

L'EPOPEE DU RAMAYANA (Fr.) : Seine, 5e (325-95-99), 18 h.

L'EMPIRE DES SENS (Jap.) (**) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18), 12 h. et 24 h.

L'EVANGILE SELON SAINT-MATTHIEU (It., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42), 18 h.

HAROLD ET MAUDE (A., v.o) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.

INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 15, sauf dim.

JANIS JOPLIN (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

LES LARMES AMERES DE PETRA VON KANT (All., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

OUT BACK (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

LES POINGS DANS LES POCHES (It., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23), 24 h.

RADIO-TÉLÉVISION

MANIFESTATIONS A NANCY ET A AMIENS

Les radios libres solidaires

Radio-Quinquin, dont le matériel a été saisi à Auby (Nord) le mercredi 4 juin, a recommencé d'émettre, tout comme Radio-Paris 80, dont le studio avait été investi le même jour par les forces de l'ordre. Radio-Paris 80 — qui ne se situe pas dans la mouvance C.G.T. — a pu être clairement entendue tout au long de la soirée du samedi 7 juin et dans la nuit qui a suivi, le brouillage étant devenu moins systématique.

A Longwy, à Lyon, dans le Val-d'Oise, toutes les radios « pirates » ont repris leur activité, et exprimé leur solidarité aux deux dernières stations inquiétées par la police : Lorraine-Cœur d'acier à Nancy (« le Monde daté 8-9 juin) et, à Amiens, Radio-Lafleur, lancée par la C.G.T. également, le lundi 2 juin.

Des manifestations ont eu lieu dans ces deux villes.

LA VISITE DES STUDIOS APRÈS LA SAISIE

A Nancy, dès le vendredi 6 juin, après qu'un huissier eut dressé l'état des lieux, les locaux de l'union départementale C.G.T. de Meurthe-et-Moselle ont été ouverts aux visites des nombreux militants C.G.T. venus de toute la Lorraine. S'il ne subsistait plus guère d'odeur de gaz lacrymogène, le désordre des bureaux, laissés dans l'état depuis la soirée de mercredi, a été constaté par une file ininterrompue de petits groupes attentifs. Parmi ceux-ci, une délégation du parti socialiste conduite, dans l'après-midi, par M. Paul Quilès, député de Paris et secrétaire national du P.S.

Le samedi 7 juin, alors que de très nombreux télégrammes de soutien continuaient à être affichés devant l'entrée de la maison du peuple, d'importantes délégations C.G.T. venues de toute la France ont, à leur tour, visité les locaux avant de se rassembler pour défiler dans les rues de Nancy. Environ deux mille personnes demandant la relaxe des dix cégétistes inculpés de violences à agents, se sont alors rendues en cortège place Stanislas, face à la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Plusieurs orateurs ont ensuite pris la parole pour demander la libération immédiate des neuf cégétistes maintenus en garde à vue. M. Maurice Vuillaume, secrétaire général de l'union départementale de la C.G.T., a également appelé les syndicalistes de Meurthe-et-Moselle à une grève générale le jeudi 12 juin, jour du procès. Il a précisé que la C.F.D.T. se joignait à ce mot d'ordre. De leur côté, le P.S.U., le P.S., le SNES et divers syndicats de la FEN ont également demandé à leurs adhérents de manifester le 12 juin leur solidarité aux militants emprisonnés. — (Corresp.)

RADIO-LAFLEUR A VÉCU CINQ JOURS

Radio-Lafleur, du nom d'un célèbre personnage de marionnettes en pays picard, a émis en modulation de fréquence depuis le siège de la C.G.T., à la bourse du travail d'Amiens, du lundi 2 juin au samedi 7 juin. Il s'agissait de préparer la marche sur Amiens, manifestation syndicale organisée par la C.G.T. le samedi 7 juin. Les émissions ont été brouillées, mais incomplètement et par intermittence. Ce qui a fait dire aux responsables de cette initiative qu'ils avaient accompli leur mission, celle de faire une « autre radio ».

Lorsque les policiers et les C.R.S. ont bouclé la rue et pénétré dans les locaux de la C.G.T., ils n'ont pas trouvé grand-chose à emporter, sinon une antenne extérieure, du matériel électronique et des cassettes. Deux portes de bureaux, dont celle de la FEN, et des armoires, ont été fracturées. « Le pouvoir en est pour ses frais », ironisait-on à la C.G.T. Les forces de l'ordre se sont retirées sous les huées des militants, mais en emmenant avec eux, à l'hôtel de police, quatre syndicalistes qui étaient sur les lieux.

Au poste se trouvaient déjà un manifestant interpellé lors de la dislocation de la marche et le maire communiste d'Amiens, ancien député, M. René Lamps, venu demander sa libération. Arrivaient ensuite au commissariat M. Maxime Gremetz, député communiste de la Somme, tandis que des manifestants cherchaient eux aussi à pénétrer en franchissant la grille. Charge des gardes mobiles. Un homme était blessé à la tête. A 23 heures, les cinq militants étaient relâchés et se retrouvaient parmi les deux à trois cents personnes qui attendaient devant l'hôtel de police.

UNE PROTESTATION DU M.R.G.

Le congrès du M.R.G., réuni samedi 7 juin à Paris, a condamné « *la répression policière dont ont été victimes plusieurs radios libres* » et demandé la libération immédiate des militants syndicaux emprisonnés ainsi que l'arrêt des poursuites engagées à cette occasion contre les animateurs de Radio-Paris-80, Radio-Quinquin et Lorraine-Cœur d'acier Nancy.

Le texte adopté par le congrès précise notamment : « *La coïncidence de ces interventions avec le démarrage des radios Lecat illustre clairement quel est l'objectif réel du gouvernement : grâce à une parodie de radios « libres » locales, il entend en tirer argument pour réprimer toute tentative de liberté d'expression... Pour permettre l'expérimentation de ces nouvelles formes de communication et l'élaboration d'un statut des radios libres qui tienne compte de la pratique, le congrès du M.R.G. demande l'application d'un moratoire pour l'existence de radios libres locales non commerciales et l'amnistie des condamnations prononcées et l'arrêt des poursuites en cours depuis le vote de la loi de juillet 78.* »

Ce texte a été voté à l'unanimité moins un vote contre, celui de M. Jean-Michel Baylet, vice-président dtu M.R.G. et député de Tarn-et-Garonne, qui s'est prononcé « *contre les actes de piraterie* ».

A Orléans

LANCEMENT DE RADIO-CENTRE PAR FR 3

La station de radio régionale de FR 3 « Radio-Centre » a été ouverte lundi à Orléans (Loiret) par M. Claude Contamine, P.-D.G. de FR 3. Comme prévu, elle couvrira la presque totalité des six départements du Centre. Les studios sont installés à Orléans-La Source, dans les locaux qui abritent déjà le centre d'actualités télévisées régionales.

« *Nous ne tentons pas une expérience,* disent les animateurs de la nouvelle station. *Notre but est de faire une vraie radio de pays à l'écoute des hommes de la région.* »

« Radio-Centre », qui émet en modulation de fréquence, propose des programmes régionaux chaque matin, de 7 h. 15 à 12 h. 30. La tranche allant de 11 h. à 12 h. sera plus décentralisée encore puisqu'un programme différent, consacré à la vie locale partira d'Orléans pour le Loiret et l'Eure-et-Loir, de Bourges pour le Cher et l'Indre et de Tours pour l'Indre-et-Loire et le Loir-et-Cher. Cette initiative de FR 3 sur un territoire qui ne disposait pas de sa propre radio régionale, n'a rien à voir avec les radios locales expérimentales actuellement lancées par Radio-France.

VU

Ike en pique-nique

Si vous avez suivi Ike, il promène son fox-terrier et sa secrétaire depuis trois semaines de Londres à Tunis, le samedi sur TF 1, vous aurez une vision tout à fait particulière, purement anecdotique, proche, simple, pour ne pas dire simpliste, des dessous de la dernière guerre mondiale. Je ne déteste pas, au contraire. Tout bêtement parce que depuis les guerres de Napoléon telles qu'on les enseignait dans les manuels, et même avant, ça cafouillait déjà au temps de la révolution, j'ai eu beaucoup de mal à suivre et à me rappeler l'ordre des alliances, des batailles, des défaites, des victoires, des retraites et des traités qui ont marqué, au cours des deux derniers siècles, ce coin-ci de la planète.

Jusqu'à Louis XIV, la Fronde, le siège de La Rochelle, ça va à peu près. Et savez-vous grâce à quoi, à qui, à Dumas ? Ce genre très populaire, le roman, ou bien au temps de Shakespeare, la pièce historique (elles ne valaient pas toutes Henri V ou Richard III), trouve aujourd'hui son prolongement aux Etats-Unis. Chaque saison voit surgir, en effet, sur l'une des quatre grandes chaînes commerciales ou publiques, de John Adam à Martin Luther King, l'évocation d'un personnage ainsi arraché au musée de la mère Tussot (notre Grévin) et invité à venir nous raconter sa vie, ses problèmes, ses ennuis chez nous, à domicile par le truchement d'un acteur connu, plus ou moins ressemblant. Rappelez-vous Henry Fonda dans le rôle de MacArthur, c'était tout le contraire et pourtant c'était tout lui.

Outre-Atlantique, de toute façon, ça ne gêne personne, sinon les historiens ou bien parmi les survivants de cette époque préhistorique, les tatillons, les fanatiques qui n'auraient jamais l'idée d'aller mettre le nez dans ces approximations grossières de faits ou de conflits dont l'interprétation empoussière déjà des bibliothèques entières.

Pour en revenir à la campagne d'Italie et aux préparatifs du débarquement au nord de la France, je dois avouer que le pique-nique organisé au Maroc à notre intention en présence de Roosevelt, d'Eisenhower et de l'exquise Lee Remick, nous a permis de voir enfin le président des Etats-Unis en couleurs et en mouvements. Il n'était pour nous qu'une ombre noire et blanche, entrevue dans les pages de journaux jaunis ou dans de vieilles bandes d'actualité tournées il y a près d'un demi-siècle, à Washington ou à Yalta.

Là, il s'est animé sous son panama, il a souri derrière ses verres étincelants de malice. Il a discuté le coup avec Ike et comme pour Holocauste, l'histoire a perdu son H majuscule, elle est descendue de son socle, elle s'est mise à notre niveau, pas bien haut d'accord. Mais avant d'être statufiés, ceux qui l'ont faite n'étaient jamais que des hommes après tout. Et puis quoi, maintenant qu'on les connaît personnellement, on les retrouvera avec un plaisir accru au fil des récits que nous conte, chaque mois, Alain Decaux.

CLAUDE SARRAUTE.

Vivaldi de Venise

François Reichenbach a réalisé peut-être le chef-d'œuvre de sa belle émission « Grâce à la musique » avec le *Vivaldi* diffusé samedi 7 juin par FR 3. Un film ivre de beauté pure, dont l'anecdote était absente, un mariage parfait comme celui de Vivaldi et de Venise.

C'était à tous les plans la plus harmonieuse unité : celle de la musique, dont les mouvements courts étaient joués *in extenso* et s'enchaînaient presque sans rupture ; celle d'un ensemble exceptionnel, les *Solisti Veneti*, dont le jeu rayonnant est la vie et la souplesse mêmes dans la rigueur ; celle de Venise, aux images admirables, mais sobres et mystérieuses, avec le contrepoint vivant des adorables personnages de Tiepolo, Guardi, Longhi, des visages peints et des masques extraordinaires du récent carnaval, fantaisistes, fantastiques et dramatiques ; celle enfin d'une seule voix pour nous ouvrir à la « révélation » de Vivaldi.

Le chef des Solisti Veneti, Claudio Scimone, dont le visage effilé, les mains d'une finesse baroque, presque d'un Greco, parlent en douces ou vigoureuses inflexions, avec des yeux qui sourient, embués par tant de joie intérieure, a multiplié, en français, sans effort, les formules éclairantes : « *Vivaldi, c'est l'inspiration chaude et ardente... l'extravagance et la fantaisie déchaînée, selon le titre de ses premiers recueils... l'art de parler avec évidence : dire beaucoup avec rien... la mélancolie légère, qui n'est pas de la tristesse, du brouillard de Venise... le sommet du baroque vénitien : la simplicité du langage et la richesse de l'ornementation... Cette musique, qui vit dans le fortuit du rapport du compositeur et de l'interprète, nous dit d'être libre... Il est mort à Vienne, seul, dans la pauvreté absolue. Sans doute a-t-il dû fuir pour des raisons politiques. Cet homme, qui est la grande gloire de Venise, a été exilé.* »

De cet art éblouissant de couleur et de blancheur, on a ressenti la brûlure merveilleuse à travers la musique interprétée avec une perfection bouleversante par ces virtuoses italianissimes (auxquels nos Lodéon, Bourgue, Touvron, Boisson, Rampal, tenaient la dragée haute !) dont la caméra de Reichenbach révélait la beauté de chaque visage tandis que montait peu à peu la plainte sublime de la *Sinfonia au Saint-Sépulcre*.

JACQUES LONCHAMPT.

Lundi 9 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h Journal.

20 h 30 Variétés : Ce soir, Versailles.
Yves Mourousi et André Castelot, duettistes, se sont entourés de tout ce que la France compte de stars et de flons-flons pour faire scintiller un inoubliable Versailles.

21 h 50 Cinéma : « Qui ? ».
Film français de L. Keigel (1970), avec R. Schneider, N. Ronet, G. Tinti, S. Bach. (Rediffusion.)
Rescapée d'un accident d'automobile dans lequel son amant a péri, une femme est soupçonnée de meurtre par le frère du disparu. Il la séduit pour découvrir la vérité. Un bon film à suspense, avec atmosphère de mystère et tensions psychologiques. Mise en scène et interprétation efficaces.

23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h Journal.

20 h 35 Magazine : Question de temps.
L'image du monde.
Avec le prince héritier Hassan de Jordanie ; MM. Aurelio Peccei, président du Club de Rome ; Edouard Saouma, directeur général de la F.A.O. ; le professeur Jacques Rihoul, de l'Université de Liège ; Léopold Sedar Senghor, président du Sénégal ; Robert McNamara, président de la Banque mondiale ; Claude Cheysson, commissaire européen chargé de la coopération, et M. Trifunovic, de l'Institut yougoslave du maïs.

23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h Les jeux.

20 h 30 Cinéma public : « Peau d'espion ».
Film français d'E. Molinaro (1966). Avec L. Jourdan, B. Blier, S. Berger, E. O'Brien, F. Capucci, M. Garrel, A. Gaël (rediffusion).
Un ancien officier de la guerre d'Algérie accepte de travailler pour les services du contre-espionnage. Il doit empêcher, à Heidelberg, le départ forcé d'un physicien français pour la Chine populaire. Une intrigue assez embrouillée, mais riche en coups de théâtre et mise en scène avec soin. Louis Jourdan est excellent.

22 h Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « Christina », d'après M. Eliade.
19 h. 30, Présence des arts : la Biennale des arts plastiques, en direct de Venise.
20 h., « S.N.A.P. », de M. Clavel, lu par Y. Folliot et D. Manuel.
21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux : les mythes de fondation dans l'épopée finnoise du Kalevala.
22 h. 30, Nuits magnétiques : cinémathèque en liberté.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Six-Huit : Jazz time (jusqu'à 18 h. 30) ; 19 h. 30, France et musique ; 20 h., Les chasseurs de son.
20 h. 30, Musique de chambre (en direct du Grand auditorium de Radio-France) : « Quatuor en sol mineur » opus 45 (Fauré), « Stèle », de Victor Segalen (A. Tansman), « Variations pour 14 » (P. Hasquenoph), par l'Ensemble Pupitre 14, dir. E. Rosenfeld et P. Hasquenoph, avec M. Sartova, soprano.
22 h. 30, Ouvert la nuit : Le XXe siècle, la musique se livre ; 23 h. 5, Marie-Claire Jamet, harpe, œuvres de Dussek, Boeldieu vre de Max Reger.

Mardi 10 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

13 h 45 *Les après-midi de TF 1.*
Le regard des femmes, d'E. Ruggieri.
Etre à la une, 14 h. 5 : *Mardi-guide* ; 14 h. 25 : Série : Columbo (Jeu d'identité) ; 15 h. 55 : Variétés (et à 17 h. 40) ; *16 h* : Le regard des femmes sur la société : la recherche d'une identité ; *17 h* : *Chant et contre* ; 17 h. 22 : Livres service ; 17 h. 45 : Cuisine.

18 h TF 4.

18 h 30 Un, rue Sésame.

18 h 55 Les inconnus de 18 h 55.

19 h 10 Une minute pour les femmes.
Spécial parents : Les animaux familiers et les enfants.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Mai-juin 40 : Journal d'un printemps tragique.
Paris évacué. L'Italie est en guerre.

20 h Journal.

20 h 30 Variétés : Show Johnny Hallyday.
Réalisation : B. Lion
Une rétrospective de ses anciens succès, filmée au Pavillon de Paris en novembre 1979. La première partie du show a été diffusée en février dernier.

21 h 25 Documentaire : La roue de la vie.
« *L'hiver déjà* », réalisation de J. Chollet et A. Voisin.
Qu'est-ce que vieillir en Afrique, aux Etats-Unis, en France.

22 h 30 Questionnaire : Roger Fressoz.
Jean-Louis Servan-Schreiber s'entretient avec le directeur du « Canard enchaîné ».

23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

13 h 50 *Face à vous.*

14 h Aujourd'hui madame.
Le médecin, décideur de l'incertain.

15 h Série : *La dynastie des Forsyte.*
Un Forsyte retrouve le bonheur.

16 h La vérité est au fond de la marmite.
Pâté en croûte.

16 h 30 Libre parcours.
Trois sculpteurs : J. Zorko, H. Moore et R. Benazzi.

17 h 20 Fenêtre sur...
Point 2000.
La carte des sols.

17 h 50 Récré A 2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Top club.

20 h Journal.

20 h 40 Les dossiers de l'écran : « la Cinquième Offensive ».
Film yougoslave de S. Delic (1972), avec R. Burton, I. Papas, B. Zivojinovic, B. Dwornik, L. Samardzic, G. Meisner.
En 1943, Hitler fait lancer une vaste offensive (dix divisions allemandes avec tanks et avions) contre Tito et ses partisans qui tiennent un territoire libre en Yougoslavie. Film de guerre à grand spectacle, reconstituant la bataille de la Sutjeska. Le rôle de Tito est tenu par Richard Burton.

22 h Débat : Tito et la Yougoslavie : Un autre communisme.
Avec MM. F. Fejto et E. Gulko Vaty, journaliste, M. G. Martinet, membre du comité directeur du P.S.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.

18 h 55 *Tribune libre.*
Association internationale contre la faim.

19 h 10 Journal.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : le mur des fédérés.

20 h Les jeux.

20 h 30 Cinéma pour tous : « la Bataille de Marathon ».
Film italien de J. Tourneur (1959), avec S. Reeves, M. Demongeot, S. Fantoni, P. Hersent, D. Rocca, A. Lupo, D. Varga.
En 490 avant J.-C., un champion sportif grec devient chef de la garde sacrée du temple de Zeus à Athènes. Il va aider le général Miltiade à repousser l'invasion des Perses de Darius.

21 h 55 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., *Les chemins de la connaissance* : Thomas Moore ; à 8 h. 32, Autres flammes pour Panaït Istrati ; à 8 h. 50, Les héros de papier.
9 h. 7, La matinée des autres : les calendriers.
10 h. 45, Etranger, mon ami.
11 h. 2, Paul Sacher, chef d'orchestre et mécène (et à 17 h. 32).
12 h. 5, Agora : « Virgile », avec J.-P. Foucher.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Libre parcours variétés.
14 h., Sons : sur les rochers, la mer.
14 h. 5, Un livre, des voix : « le Malheur des dames », d'A. Gaussel.
14 h. 47, Magazine international.
16 h. 50, Actualité : l'aménagement de La Défense.
18 h. 30, Feuilleton : « Christina », d'après M. Eliade.
19 h. 30, Sciences : faire vivre des trésors du passé (les tapisseries).
20 h., Dialogues franco-suédois : « L'avenir de la social-démocratie en Europe occidentale », avec O. Palme et M. Rocard.
21 h. 15, Musiques de notre temps : hommage à Chostakovitch, avec M. Rostropovitch et G. Vichnevskaïa.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; 8 h. 30, Kiosque.
9 h. 2, Le matin des musiciens : J.-S. Bach (IIIe), les cordes solistes.
12 h., Musique de table : Les auditeurs ont la parole ; *12 h. 35,* Jazz classique : le jazz en France ; 13 h., Les métiers de la musique ; 13 h. 30, France et musique.
14 h., Musiques : Musique traditionnelle de l'Ouganda ; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h., Concertos : Œuvres de Prokofiev, Martinu et Dufourt ; 16 h. 15, Les Cercles musicaux : Mozart, ses amis, ses élèves, œuvres de Hummel, Haydn et Mozart.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Cycle des sonates de Beethoven (en direct de Radio-France) : « Sonate n° 9 en mi majeur » et « Sonate n° 10 en sol majeur » ; 19 h. 30, France et musique ; 20 h., Actualités lyriques françaises et internationales.
20 h. 30, Festival Strings de Lucerne 1979 : « Sinfonia en ré mineur » (Corelli), « Il combattimento di Tancredi e Clorinda » (Monteverdi), « Historia di Jephte » (Carissimi), par le Festival Strings de Lucerne et les solistes de l'Ensemble vocal de Lucerne, dir. M. Corboz, avec A. Michaël, soprano, J. Elwes, ténor et Ph. Huttenlocher, baryton.
21 h. 45, Cycle acousmatique INA G.R.M. : autour de Ivo Malec, avec l'Ensemble 2e, 2m, dir. I. Malec, et l'Orchestre national de France, dir. J.-C. Pennetier ; 22 h. 45, Ouvert la nuit : Impressions symphoniques.

Le Monde

une semaine avec LA BOURGOGNE

AUJOURD'HUI AVEC SES RESPONSABLES

Nous avons, durant une semaine, parcouru, avec nos correspondants et nos envoyés spéciaux, les quatre départements bourguignons, interrogeant des agriculteurs, des industriels, des travailleurs, des éducateurs, les animateurs de la vie culturelle. Aujourd'hui, les responsables politiques, le préfet de région et le nouveau président de la région nous apportent, à travers les questions que nous leur avons posées, les premiers éléments de conclusion. Résumons-les dans cette constatation : la Bourgogne a la volonté de *ne pas* se laisser imposer son avenir.

LES RÉFLEXIONS DU PRÉFET DE RÉGION

Un pays de qualité sur un carrefour européen

M. Yves-Bertrand Burgalat, soixante et un ans, a été nommé préfet de la Côte-d'Or, préfet de la région de Bourgogne, en mars 1979. Ses postes précédents : la Corse, la Seine-Saint-Denis, le Haut-Rhin, le Morbihan, les Landes.

La Bourgogne a, jusqu'à présent, été considérée par les responsables de l'aménagement du territoire, comme une région, préservée de la crise et qui ne justifiait pas un appel *spécial à la solidarité nationale.* Est-ce toujours vrai ? Comment, dans cet état d'esprit, préparez-vous les priorités du VIII[e] Plan ?

Il est vrai que, dans le concert des régions, la Bourgogne se fait beaucoup moins entendre que d'autres auprès des responsables parisiens. Cette discrétion tient, à mon avis, à deux raisons : la situation économique et sociale de la région, *sur laquelle* je reviendrai, mais aussi le caractère des Bourguignons qui, empreint de courtoisie et de sens de la mesure, ne les incite pas à la contestation *systématique.*

Quant aux caractéristiques de la Bourgogne, ce sont avant tout celles d'une région équilibrée, non seulement dans sa géographie, mais aussi dans la répartition des activités. L'agriculture, l'industrie et le tertiaire y *sont bien* représentés, et chacun de ces secteurs montre une grande diversité d'entreprises et de productions.

La Bourgogne bénéficie, en *outre, de nombreux* avantages, et tout d'abord de sa position géographique au carrefour de grandes voies européennes, position que les responsables ont su, depuis longtemps, exploiter au mieux pour le développement économique. Autre avantage, *non sans revers d'ailleurs,* un espace pas encore saturé ou saccagé, et propice à l'accueil des activités et des hommes. Enfin, une des cartes importantes de la région est la qualité de la vie qu'elle offre, tant par la beauté de ses sites ou la richesse de son patrimoine que par *son* art de vivre dont la réputation n'est plus à faire.

En face de ces *atouts,* la région présente surtout un point faible, la sous-population. Celle-ci frappe une vaste zone allant du nord-est au sud-ouest de la Bourgogne, où de nombreux cantons comptent moins de vingt habitants par kilomètre carré.

Compte tenu de ces données structurelles, la région a été, pendant longtemps, l'une de celles que la crise avait le moins durement touchées. Ainsi, fin 1978, elle se classait au cinquième rang par ordre de taux de chômage croissant. En *1979,* sa situation, comme d'ailleurs *celle* des régions jusque-là relativement favorisées, s'est dégradée plus vite que la moyenne nationale, mais elle a conservé sa position. Enfin, pendant les premiers mois de 1980, l'évolution du nombre des demandeurs d'emploi se rapproche de la moyenne du pays.

Cette situation explique donc que la Bourgogne n'ait pas été considérée par les responsables nationaux *de l'aménagement du* territoire comme une région prioritaire. Des critiques, parfois véhémentes, sont d'ailleurs souvent émises dans la région contre ce relatif désintérêt.

Conscient de ce que cette image parisienne de la Bourgogne ne reflétait pas exactement une réalité plus nuancée, *j'ai, dès mon arrivée à Dijon,* invité M. André Chadeau, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, à nous rendre visite. Il l'a fait en novembre dernier, au cours d'une réunion qui a permis à tous les responsables politiques *et socio-économiques de la* région, de lui exposer, de manière très détaillée, les problèmes qu'ils rencontrent. Je sais que ces responsables ont été entendus de la DATAR, et je ne manque pas de continuer à faire prendre conscience aux autorités nationales des difficultés que connaît la Bourgogne.

Cependant, lors de la visite du délégué à l'aménagement du territoire, j'ai proposé, pour notre *région, la formule « aide-toi,* la DATAR t'aidera ». Je suis, en effet, persuadé que la Bourgogne saura, comme elle l'a déjà fait, mettre en œuvre les mesures propres à assurer son développement économique et social.

Nous vivons, d'ailleurs, à ce sujet, un moment important *puisque s'élabore,* au niveau régional comme au niveau national, le VIII[e] Plan. Ce dernier, appuyé sur les travaux antérieurs et sur les réflexions en cours, tant des assemblées régionales que des administrations, saura, j'en suis persuadé, définir les *objectifs de* développement de l'économie, d'aménagement du territoire et d'amélioration des conditions de vie des habitants, en utilisant au mieux les atouts de la Bourgogne.

Attirée à la fois par Paris et Lyon, soumise notamment dans la Nièvre à des forces centrifuges, comment cette région maintient-elle son unité ?

Ma carrière m'a amené à connaître de nombreuses régions françaises, et chaque fois j'ai vu poser la question de leur unité. C'est une question qui me paraît souvent artificielle, et en Bourgogne plus qu'ailleurs.

L'expérience m'a enseigné que, plus que la cohésion géographique ou la tradition historique, le facteur d'unité essentiel est la volonté d'œuvrer en commun que manifestent les responsables d'une région. Pour la nôtre, cette volonté existe, et *elle apparaît très nettement* au sein des assemblées régionales, comme elle le faisait déjà au temps de la CODER.

Quant aux forces centrifuges, *elles sont bien moins importantes* qu'on ne le dit. Si le sud de la Saône-et-Loire tourne les yeux vers Lyon et le nord de l'Yonne vers Paris, c'est plus pour des nécessités économiques qui prouvent que la décentralisation est encore insuffisante, que par une véritable attirance. **Ces départements ne sont-ils pas plus à l'aise dans l'ensemble *bourguignon* que perdus dans les grandes régions de Rhône-Alpes ou de l'Ile-de-France ?**

Le cas de la Nièvre est un peu différent. A la fois séparée de la Bourgogne et reliée à elle par le massif du Morvan, la Nièvre a hésité sur sa région de rattachement, et son conseil général n'a choisi la Bourgogne que de justesse. *Mais, une fois ce choix* effectué, les responsables du département ont joué avec loyauté le jeu régional. Depuis 1974, tout en défendant les intérêts nivernais, ils ont participé sans arrière-pensée à la définition et à la mise en œuvre des politiques régionales.

(Lire la suite page 22.)

LES OBJECTIFS DU PRÉSIDENT DE RÉGION

Les élus veulent reprendre le pouvoir

M. Pierre Joxe, quarante-six ans, député de Saône-et-Loire, trésorier du P.S., proche de M. François Mitterrand, a été élu le 9 octobre 1979 président du conseil général de Bourgogne. Il succédait à M. Marcel Lucotte, sénateur (U.D.F.-P.R.), maire d'Autun.

« Président du conseil régional de Bourgogne depuis neuf mois, *responsable du P.S.,* vous avez succédé à deux présidents appartenant au parti giscardien. Quelles ont été vos premières constatations et vos premières initiatives concernant l'institution régionale ?

— Premières constatations ? *Toute l'organisation administrative* régionale reposait sur le principe que les élus étaient là pour entériner les propositions du gouvernement et de son représentant, le préfet. Le conseil régional, son président, ses commissions, n'avaient ni secrétariat, ni bureaux, ni archives, ni documentation, pas même une collection des budgets antérieurs ! Aucun *suivi* sur les consommations de crédit. Aucune étude financière pour l'avenir. Incroyable ! Un seul petit bureau, sans secrétaire, et avec un unique téléphone... relié à la préfecture. Un tout petit bureau, mais avec portes capi*tonnées et de beaux rideaux.*

» Premières initiatives ? Ouvrir les portes et les fenêtres. Sur la base du programme élaboré par le groupe socialiste et en liaison avec les autres élus de gauche — radicaux et communistes, — nous avons organisé des réunions avec les groupes socio-professionnels directement intéressés par notre politique : universitaires, syndicalistes, agriculteurs, responsables du mouvement d'éducation populaire, etc. Cela ne s'était jamais fait.

» Ce n'est qu'un début. Nous avons dû démarrer sur les chapeaux de roues pour établir notre premier budget : celui de *cette* année. Malgré la hâte, c'est un bon budget. Nous avons accru fortement — parfois doublé — *les crédits d'action sociale* et culturelle, d'intervention économique, de soutien à la recherche scientifique ; d'aide à la coopération agricole. Sans accroître la pression fiscale. Grâce à des transferts. Mais nous allons faire mieux. (J'ai demandé dès mon élection une étude financière prospective pour préparer les prochains budgets.)

» Nos prochains budgets seront encore *plus démonstratifs* de la volonté exprimée par la majorité d'union de la gauche : nous sommes encore en rodage. Certaines initiatives concernant l'énergie, *et en particulier* le charbon, ou le logement social, ou encore l'enfance, pourront se *développer* l'an prochain. Nous consultons. En outre, nous élaborons un plan régional, pour orienter nos budgets futurs. Ce que l'Etat ne fait pas — ne fait plus, *depuis* Giscard essentiellement. Or c'est indispensable : si l'on veut aider l'agro-alimentaire, développer la formation, soutenir l'action culturelle, par exemple, il faut programmer son action sur plusieurs années.

— Président d'un conseil régional dominé par l'opposition, quelles sont vos relations avec le C.E.S. présidé par un député européen U.D.F. et avec le préfet, qui reste votre exécutif ?

— Votre question est un peu *pharisienne : en Bourgogne nous* ne sommes pas l'opposition, mais la majorité. En Bourgogne, en Saône-et-Loire, à Chalon-sur-Saône, je ne suis pas dans l'opposition, mais dans la majorité d'union de la gauche. Cela dit, les relations avec le préfet sont plutôt mauvaises, bien que les relations personnelles avec M. Burgalat — qui est l'actuel préfet — soient plutôt bonnes.

» Quel dommage qu'un homme de sa valeur soit chargé d'incarner une institution aussi détestable. Lui, il est plutôt aimable ; mais son métier, c'est la négation même de la décentralisation ; or *il aime son métier,* qui consiste à appliquer la politique du gouvernement qui l'a nommé à Dijon. Et moi, avec les autres élus de la majorité, de gauche, nous aimons nos fonctions, qui consistent *précisément* à *appliquer* — avec nos moyens financiers limités — le plus possible du programme sur lequel nous avons été élus. Nos relations avec le préfet *sont* donc ce qu'elles doivent être : tendues. C'est normal. Je pense que, si elles étaient bonnes, ce *sont ses relations* avec le ministre de l'intérieur qui seraient « tendues ».

» Le problème du Comité économique et social est différent, assez complexe. *C'est* un organisme consultatif où les travailleurs, les syndicalistes, les paysans, les enseignants, sont très sous-représentés. Mauvais début. Pourtant on y trouve beaucoup de personnalités compétentes et plusieurs d'entre elles *approuvent nos orientations.*

(Lire la suite page 22.)

DANS CE NUMÉRO :

Les écologistes sur le terrain
Une ville : Joigny
Le parc du Morvan

LA BOURGOGNE

ÉCOLOGISTE DANS LA NIÈVRE
Des citadins donnent des armes aux ruraux

Le car grimpe à travers les collines en direction du Morvan. Pour les soixante petits écoliers de la maternelle de la Baratte, un quartier populaire de Nevers, anorak et baluchon sur le dos, c'était une des premières sorties de ce printemps frisquet. Au programme : visite d'une ferme avec les institutrices, sous la responsabilité de la Pronat, l'association départementale pour la protection de la nature dans la Nièvre.

Précédant le car, la camionnette de l'association, conduite par le président de l'association, Daniel Gauthé, la trentaine, encore un air d'étudiant sage et un léger accent du pays. « *Après bientôt dix ans d'expérience,* explique Daniel avec un brin d'autosatisfaction, *je crois que l'on peut servir d'exemple. Certains militants se morfondent. Avec peu de moyens, on arrive à agir.* » En 1972, ils sont cinq à reprendre une association tombée dans les travers d'une « société savante ». L'objectif est de « *faire autre chose que de la parlote et des projections et de se placer sur un axe de terrain* ». Un projet d'aménagement touristique sur les étangs de Vaux, en plein cœur de la Nièvre, dont la richesse de la faune et de la flore est reconnue, amène la Pronat, dès 1973, à livrer sa première « bagarre ». Il y a des heurts avec le préfet. Le classement en réserve naturelle départementale est toutefois obtenu en 1977, l'objectif restant le classement en réserve nationale.

A partir de 1974, la Pronat se retrouve aux côtés des Morvandiaux dans la lutte contre les défoliants. « *Les journaux nationaux en ont peu parlé à l'époque ; il est vrai que nous n'avons pas eu le réflexe de les avertir* », remarque Daniel. Pour favoriser l'enrésinement, des hélicoptères répandent un produit, le 2-4-5- T, sur les feuillus. « *Les bavures étaient nombreuses* dit-t-on à l'association, *car les règlements difficiles à respecter. Les fourches se sont dressées. Un hélico a été bloqué, des coups de chevrotines sont partis.* » La Pronat fait circuler une pétition auprès des maires. En 1977, le 2-4-5 T est enfin classé « substance dangereuse » et l'épandage aérien interdit. Plainte contre X... est déposée par la Pronat, qui attend toujours... A la même époque, l'association en « découd » avec un pollueur, une usine de transformation du bois, à Prémery : la Nièvre est une rivière morte sur près de 10 kilomètres ; il faut six ans de « pressions » pour que l'établissement possède enfin sa station d'épuration en 1979.

Voilà pour les moments « chauds » de la Pronat. Parallèlement, un travail en profondeur, constructif est mené. Huit kilomètres de la rivière Ixeure par exemple sont curés en 1976 et 1977. L'association obtient aussi la gestion de plusieurs réserves naturelles. Cette année, elle lance une souscription pour l'achat de milieux humides menacés autour de La Charité et à Bona. « *Au début, nous faisions du rentre-dedans, les élus nous voyaient d'un mauvais œil,* poursuit Daniel Gauthé, *nous avons alors changé notre fusil d'épaule, nous avons fait de l'information, produit des dossiers solides : nos interlocuteurs se sont montrés plus compréhensifs. Nous avons de bons rapports par exemple avec la fédération des chasseurs ; la chasse ici est un potentiel : nous sommes mille, eux quarante-cinq mille et en plus armés. Les administrations ont engagé un dialogue et ne peuvent plus revenir en arrière. L'environnement à présent ne doit plus être qu'une mode. Tout doit se jouer à l'école. De plus en plus nous irons vers des associations qui informeront et non pas qui donnent des « coups de gueule ».* »

C'est pourquoi depuis quelques années, les militants de la Pronat ont mis l'accent sur la formation des animateurs et les actions en milieu scolaire. Le premier centre d'initiation à la nature en Bourgogne a été ouvert par l'association au hameau de Huez, à Bona, dans un vieux moulin restauré. Les classes y défilent depuis 1978. Si bien que l'idée d'une véritable Maison de la nature, avec des possibilités d'hébergement, a germé dans l'esprit des responsables de la Pronat. On a fait le tour des vieilles pierres de la région, sans résultat, mais des conseillers généraux, avec succès. Le département vient de décider la construction d'une Maison de la nature à Saint-Saulge, sur les marches du Morvan : une bâtisse dont les animateurs alignent fièrement aujourd'hui les plans : une vingtaine de chambres, des salles d'accueil, et la jouissance de 50 ha de forêts. L'autofinancement du centre est espéré par D. Gauthé, qui estime « *plus facile pour les collectivités de financer des classes de nature à quarante kilomètres que des classes de neige à quatre cents* ».

L'association a désormais pignon sur rue : un petit millier d'adhérents, une permanence à Nevers, une publication *Goupil*. On se trouve à un tournant. Un permanent a été engagé. Daniel Gauthé lui-même a fait le « saut », en sachant que l'écologie militante ne nourrit guère son homme. Il vient d'être mis en disponibilité par son employeur, la S.N.C.F. La transition s'effectue bien, pour l'instant : l'Atelier central de l'environnement lui a commandé ainsi qu'à l'association un travail scientifique de recueil de données. « *C'est la première fois en France qu'une telle mission est confiée à une association* », affirme Daniel. Les militants de la protection de la nature ne seraient-ils plus regardés systématiquement d'un œil soupçonneux ?

La camionnette longe un champ de colza en pleine floraison : « *Hier,* précise-t-il, *nous avons bien reçu une dizaine de coups de fil pour protester contre des épandages aériens d'une grosse coopérative agricole prévus les jours prochains. Les maires nous ont appelés. Visiblement, la réglementation n'est pas respectée. Avec les élus, les agriculteurs et les chasseurs, nous allons d'abord nous rencontrer avant d'envoyer une motion à la préfecture. C'est cela la vie quotidienne de l'association.* »

Le car précédé de la camionnette arrive en vue de l'exploitation agricole. « *La voiture de la Pronat ne fait plus rigoler quand nous pénétrons dans une cour de ferme,* continue Daniel. *Les agriculteurs, qui sont des gens observateurs, nous apportent beaucoup ; ce que nous leur apportons, nous essayons de ne pas le leur faire sentir. Mais nous rejoignons leurs intérêts. L'écologie, pour nous, ce n'est pas des grands discours, c'est une lutte quotidienne, le curage d'une rivière, l'entretien des haies, l'exploitation des taillis pour le bois de chauffage, l'installation d'une cuve pour le gaz de fumier. En ce sens, nous nous sentons marginaux des « écolos » classiques, bien qu'ici on nous colle encore cette étiquette, car nous allons sur le terrain. Mais la protection de la nature, ce n'est pas qu'un programme : c'est surtout, je crois, aider à rétablir des rapports normaux entre les citadins et les ruraux, avec la nature comme trait d'union.* »

Les enfants descendent du car. Le propriétaire de la ferme, un sourire accueillant, s'avance : « *La patronne vous attend !* » Comme d'habitude, la visite de la ferme à ces petits citadins au teint pâlot, c'est son affaire.

RÉGIS GUYOTAT.

PRÉSIDENT SPORTIF À AUXERRE
La jeunesse à l'école du ballon rond

Samedi 16 juin 1979. Au Parc, le Football-Club de Nantes rencontre l'Association de la jeunesse auxerroise (A.J.A.) en finale de la Coupe de France. Le président, bien sûr, est là, flanqué du ministre des sports et des loisirs, M. Jean-Pierre Soisson, qui est (aussi) maire d'Auxerre. C'est une finale inédite, détonnante. On attendait certes Nantes, mais pas le club de deuxième division. Mais si ce dernier est présent ce soir-là, il ne le doit pas au hasard. Il a successivement éliminé Montpellier, puis Lille et Strasbourg. Et en finale, les « bleus » feront trembler les « canaris », contraignant l'équipe bretonne à jouer la prolongation.

On ne réussit pas un tel parcours deux ans de suite généralement. Et cependant, cette saison, l'A. J. A., qui fête ses soixante-quinze ans, accède à la première division et, en Coupe, elle n'a été stoppée qu'au stade des quarts de finale. Mais si Auxerre (quarante-cinq mille habitants) va donc figurer maintenant parmi l'élite du football, elle le doit, d'abord et surtout, à un homme, Guy Roux.

A quarante et un ans, Roux a conservé l'enthousiasme et la foi de ses débuts. Le temps ne l'a pas usé, et cependant il est l'entraîneur du club du chef-lieu de l'Yonne depuis juillet 1961.

« *Nous nous attachons,* explique Guy Roux, *aussi bien au sport de masse qu'au sport d'élite. Le club a tenu un rôle incitateur ici : quatre nouvelles sociétés ont ainsi été créées cette année et il n'y a pas moins de quarante-six clubs à Auxerre aujourd'hui qui totalisent deux mille licenciés. Nous aidons dans la mesure du possible ces nouveaux venus à démarrer (dons de ballons, de maillots, etc.). Pour montrer cependant ce qu'est notre politique des jeunes, je dispose de quinze entraîneurs dont la majorité sont d'anciens footballeurs de l'A.J.A. Quatre-vingts minimes, cadets et juniors s'entraînent tous les soirs et alors que trop de clubs professionnels (jusqu'à présent nous avons été des promotionnels) (1) négligent les centres de formation, nous en avons mis un sur pied. Il réunit dans les deux lycées de la ville un certain nombre de jeunes de quinze-seize ans. Par ailleurs, nous avons créé un football-études d'un style particulier. Il compte trente garçons qui sont tous pensionnaires du lycée technique. Le club est le support de ce foot-études. Il lui incombe notamment de prendre entièrement en charge les élèves lorsqu'ils sortent de l'établissement (le dimanche, les petites vacances, etc.).*

» *Quel bilan au bout de trois ans de fonctionnement ? Jean-Marc Ferreri, membre à part entière de l'équipe de France juniors, est l'un de ses produits. Douze autres opèrent dans nos formations de troisième division et de division d'honneur et, à travers ce foot-études, c'est véritablement l'avenir que nous construisons. Tous ne réussiront pas totalement, la chose est évidente. Mais si l'on répète volontiers que les lycées sont devenus des fabriques de chômeurs, ceux-ci sont des privilégiés. Le football leur garantit un emploi.* »

Guy Roux est d'abord un homme de terrain. Il se bat autant pour doter Auxerre d'un complexe correspondant au développement étonnant d'un sport si longtemps en sommeil que pour se mêler à la bagarre des « grands ». Et que pour préparer les équipes de la prochaine décennie. « *Je n'innove pas,* conclura-t-il. *Le plus souvent j'exploite tout simplement les idées de mes aînés.* » Modeste en plus...

JEAN-CLAUDE CHARLET.

(1) Les clubs professionnels ne versent pas de salaire à leurs joueurs qui ont une autre activité professionnelle rétribuée mais de simples indemnités. Toutefois, seuls les clubs professionnels sont autorisés par la Fédération française de football à opérer en 1re division. Auxerre devra donc changer ses statuts la saison prochaine.

VITICULTEUR DANS LE BEAUJOLAIS

Trop de vin partout dans le monde...

Au flanc d'une croupe très douce des monts du Beaujolais, d'eau s'écoule doucement du bief d'un ancien moulin, qui coupe la pente comme une plaie. Au-dessus, dans la terre rougeâtre, s'alignent les ceps taillés en gobelet, sans palissage, à la mode du pays. Nous sommes en pleine « appellation beaujolais-villages » : 6 000 hectares éparpillés sur trente-neuf communes, la crème du Beaujolais et de ses 21 500 hectares, sans oublier, bien sûr, les neuf crus célèbres : brouilly, côte-de-brouilly, chenas, chiroubles, fleurie, juliénas, moulin-à-vent, morgon et saint-amour.

Le viticulteur nous invite à goûter son 78 et son 79 : ils sont bons, pas trop lourd, avec ce fond de gaieté qui fait parfois regretter à certains la verdeur légère des « petits » beaujolais d'il y a vingt ans, lampés sur le zinc d'un « mâchon » lyonnais. Pour notre hôte, point trop de soucis : son vin se vend encore bien.

Le beaujolais-villages ne représente en effet que 350 000 hectolitres sur les 1 100 000 de la récolte totale, les crus n'atteignant pour leur compte que 250 000 hectolitres. Quant aux 400 000 à 450 000 hectolitres de beaujolais ordinaire, leur écoulement est moins sûr. Il y a eu trois grosses récoltes d'affilée : 1977, 1978, 1979, toutes au-dessus de 1 million d'hectolitres. Or, comme le dit Georges Duboeuf, le négociant bien connu de Romanèche-Thorins, on peut commercialiser sans problème 800 000 à 900 000 hectolitres de beaujolais. Au-dessus, les difficultés commencent, et actuellement il y en a.

Depuis deux mois, en effet, les achats se sont nettement ralentis. Le négoce et les commerçants déstockent ou achètent au coup par coup, de même que les restaurateurs. C'est que le financement des stocks est devenu prohibitif, avec les taux d'intérêt actuels, les plus élevés historiquement : et il s'agit de ne pas se charger. Du coup, les stocks se retrouvent en vignoble, et ils montent.

Quant aux prix ils baissent ; plus au nord, en Mâconnais, le vin blanc de Pouilly-Fuissé vient d'accuser une chute de 30 % à 25 %, en raison de l'arrêt des importations américaines (toujours les taux d'intérêt, un peu la récession et aussi le dernier *scandale du vin de table acheté* en Bourgogne à 3 francs le litre, rebaptisé pouilly en Hollande et expédié aux Etats-Unis via la Grande-Bretagne, en quadruplant le prix). Le pouilly, certes, avait monté beaucoup trop, estiment certains. Mais pas le beaujolais. Après la poussée des prix de 1976-1977, un léger recul avait été enregistré en 1978, et une quasi-stabilité après les vendanges 1979.

Pendant ce temps, les frais de culuture augmentent : « *de 16 % l'an dernier ; cette année, probablement d'autant* », soupire M. Bréchard, président du Syndicat des viticulteurs du Beaujolais. Avec la libération des tarifs industriels, tout s'envole à l'heure actuelle : le matériel (tracteurs et pulvérisateurs), les engrais, les produits traitants (justement, il a fait doux cet hiver, les insectes ou champignons vont pulluler), sans oublier naturellement le poste important qu'est la main-d'œuvre.

Soucieux, le vigneron regarde les feuilles de vigne d'un vert tendre, encore petites. Cette année, la végétation n'est pas en avance. On a « *débourré* » très tard. Certes, la « *sortie est jolie* », mais les vendanges risquent d'être tardives et, en ce cas, il est rare qu'elles soient exceptionnelles. « *Pas sûr qu'il y ait beaucoup de vin.* » Et en ce début de juin, le premier danger écarté, celui des gelées, tout le monde dans le vignoble, les négociants comme les récoltants, scrute l'avenir proche : si la récolte est abondante et de qualité médiocre, il y aura une grosse crise ; si elle est réduite, cela risque de « casser » les courants commerciaux. Au mieux les prix se maintiendront, au pire ils baisseront.

« *De toute façon ce sera une année difficile : il y a beaucoup de vin partout en Europe et dans le monde* », soupire Didier Mommessin, négociant à Mâcon. Le consommateur, lui, trouve que le vin est devenu désormais trop cher. « *La restauration n'est pas assez raisonnable* », estime M. Louis Latour, président du Syndicat des négociants de Beaune, qui, avec son confrère, M. Claude Bouchard (chef de la maison Bouchard père et fils), note un ralentissement ou même un arrêt complet des transactions, qui se font au coup par coup en France comme à l'étranger.

Les prix qui avaient doublé n'ont pratiquement pas baissé fin 1979, en dépit d'une récolte abondante et satisfaisante en qualité. Pour l'acheteur « *on est arrivé à un seuil de résistance* », estiment les deux négociants et ils souhaitent une baisse.

En Bourgogne, elle ne sera pas catastrophique : les stocks sont très réduits et la propriété, ayant « bien vendu », en 1978 et en 1979, est très à l'aise. Et déjà on signale un fléchissement de prix sur les bourgognes rouges ordinaires, très concurrencés par les côtes-du-rhône. Quant aux vins blancs, la pression de la concurrence internationale est « formidable » : les italiens, les allemands et même les chiliens, sans compter, dans les années qui viennent, les argentins, les mexicains. Nous allions oublier cet énorme réservoir potentiel qu'est le vignoble espagnol...

Bien des ombres pèsent donc sur le vignoble bourguignon en ce début d'été 1980. Et, par-dessus le marché, il reste toujours cet éternel suspense de la vigne : après les gelées, on risque la coulure de la fleur qui réduit la quantité, le mauvais temps qui plus tard peut amener la pourriture grise, la grêle comme à Nuits-Saint-Georges l'an dernier. Les vendanges sont encore bien loin...

FRANÇOIS RENARD.

CORRESPONDANCE

UNE LETTRE DU MAIRE DE NEVERS

Nous recevons du docteur Daniel Benoist, maire de Nevers, la lettre suivante :

Je viens de lire avec effarement l'article « Nevers veut vivre en province » paru dans *le Monde* du mardi 3 juin 1980, page 26, et signé par votre collaborateur M. Régis Guyotat, qui était venu me voir en tant que maire de Nevers. Qu'il soit bien entendu qu'il ne s'agit pas de mettre en cause en quoi que ce soit la liberté d'un journaliste venu *ex abrupto s'imprégner de la réalité* économique, démographique et culturelle de la vie nivernaise. Au contraire, notre intention est non de provoquer la polémique, mais de replacer le débat dans son vrai contexte.

Comment a-t-on pu caricaturer des déclarations de personnalités dont le nom est souvent « réservé », laissant entendre que ces prises de position ont un caractère général alors même qu'elles cachent d'autres intentions très particulières ? Comment peut-il se faire que « *les cités du bout de la ville* », « *le Banlay et les Montôts* », n'aient pas incité le journaliste parisien à une plus grande attention alors qu'il s'est penché avec complaisance sur le vieux Nevers, qui fait l'objet d'une réanimation et d'une réhabilitation importantes ? Pourquoi ne pas avoir cité le nom d'« *un observateur de la vie nivernaise* » alors que M[e] Ramey, ancien maire de Nevers, depuis régulièrement battu, a pu dérouler ses litanies agressives et insidieuses, ce qui prouve au moins qu'il ne renonce pas ?

En fait, il est présenté à l'opinion nationale et internationale un patchwork qui reconstitue artificiellement l'existence d'une cité qui s'acharne à se développer. Il est étonnant que l'auteur ait mis en relief en le séparant de son contexte « *sans prétention du député-maire* » pour en tirer des conséquences contraires à l'esprit de sa déclaration. En effet, c'est bien au « *jacobinisme gaullien* » qu'il s'agit de s'opposer, ce qui exige une volonté ferme et constante de ne jamais céder à la facilité, aux idées toutes faites.

On n'attendait certes pas une étude objective, le séjour dans la ville ayant été beaucoup trop court, mais au moins que soient exposés en parallèle les bons et les mauvais points, les espérances et les insuffisances. Au lieu de cela, une présentation sommaire, un puzzle bigarré faisant apparaître un jugement politique partiel et partial, procédant d'un manichéisme primaire dont le journal *le Monde*, pourtant réservé à une opinion bien informée, n'est pas coutumier.

C'est donc avec une certaine amertume que l'on peut constater un effet caractéristique du parisianisme journalistique, qui peut se permettre de juger la province avec cette hauteur qui conduit au jugement définitif.

Talleyrand donnait à un jeune diplomate un conseil à méditer, un conseil qui peut aussi être médité par un journaliste : « *Méfiez-vous de la première impression, c'est la bonne.* »

N.D.L.R. — En écrivant : « Il est étonnant que l'auteur ait mis en relief en le séparant de son contexte « sans prétention du député-maire » pour en tirer des conséquences contraires à l'esprit de sa déclaration », le docteur Benoist attribue au texte de Régis Guyotat l'intertitre qui voulait résumer l'esprit du paragraphe et que nous avions intitulé : « Sans prétentions. »

LA BOURGOGNE

VILLE A VILLE

Joigny piégée par la capitale

La « Bourgogne profonde » commence au-delà. Joigny, sur les bords de l'Yonne somnolente, n'est qu'une « entrée en matière ». Cette ancienne cité vigneronne, jadis si fière de son vin gris de la côte Saint-Jacques, donne un avant-goût de ce « bien vivre » qui fait un peu le ciment de la région.

« *On se sent province* », disent les Joviniens, comme s'ils voulaient affirmer sans complexe leur identité face aux Parisiens dont à peine une heure et demie d'autoroute les sépare. Derrière les beaux restes de ses remparts, cette petite ville de douze mille habitants prend garde de se laisser abattre.

Au fil du temps, Joigny perdit son sous-préfet, ses dragons et un certain lustre. Sa tranquillité lui valut, depuis lors, de gagner des retraités, beaucoup de retraités. Une société un peu recroquevillée sur elle-même, à l'image de cette institutrice qui refusa obstinément de revoir Marcel Aymé, l'enfant du pays, coupable, à ses yeux, d'avoir signé *la Jument verte*...

Autour des années 60, Joigny comptait seulement deux établissements de plus de vingt emplois. Le grand mouvement de « desserrement industriel » qui agita ensuite la région parisienne sauva Joigny de l'assoupissement. La qualité de sa desserte autoroutière, ferroviaire et fluviale plaida en sa faveur. Le versement de primes à la décentralisation servit à convaincre les hésitants. On vit alors Tubauto, sous-traitant automobile, parier sur l'exode rural pour faire tourner une usine qui occupe aujourd'hui quatre cents personnes. Ce changement de décor surprit et inquiéta plus d'un Jovinien.

La volonté des édiles de freiner ce que certains autochtones dénonçaient comme une fuite en avant coïncida avec la détermination des pouvoirs publics de mettre un terme au « déménagement » de la région parisienne. Les primes à la décentralisation furent supprimées. Des villes nouvelles surgirent de terre : Evry commença de porter ombrage à Joigny qui, depuis dix ans, n'a pas accru d'une seule unité son parc industriel.

Aujourd'hui, Joigny est en « zone blanche » : plus de primes à l'installation ni d'allégements fiscaux. « *Nous devons compter sur notre propre dynamisme* », affirme M. Roger Créneau, président de la chambre de commerce d'Auxerre. La Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) est intraitable. « *Non seulement elle ne nous aide pas*, souligne-t-on dans les milieux économiques, *mais encore elle nous enfonce.* »

Peut-être n'est-ce pas un hasard si, aux dernières municipales, Joigny s'est choisi pour maire, un jeune polytechnicien, énarque de surcroît, qui fut conseiller pour les affaires économiques et financières au cabinet de M. Jacques Chirac, alors premier ministre, et qui est aujourd'hui adjoint au chef du service de l'inspection générale des finances. « *J'ai mes entrées dans les établissements de crédit et beaucoup de relations dans l'administration* », note M. Philippe Auberger (R.P.R.), qui s'est promis de créer trois cents emplois en cinq ans. Une gageure par les temps qui courent ?

« *Nous ne sollicitons pas les grands groupes qui négocient directement avec la DATAR*, indique le maire ; *notre cible, ce sont les petites et moyennes entreprises. Nous voulons leur apprendre à calculer le coût d'une installation sans se laisser abuser par le versement de primes qui sont souvent des attrape-nigauds.* » Aux atouts traditionnels d'une petite ville sans histoires, Joigny cherche à en ajouter d'autres qui le sont peut-être un peu moins : l'octroi de facilités financières, grâce à un système de location-vente des bâtiments, le concours d'un H.E.C. ayant mission de forcer la marche des dossiers d'installation, le relais d'une association chargée de régler les questions d'intendance : logement, école, loisirs, etc.

Objectif : remplir 15,5 hectares de zones d'activités. Dix mille entreprises, essentiellement en région parisienne, ont été « touchées » par voie postale. Cent cinquante ont demandé de plus amples renseignements ; une cinquantaine, auxquelles, paraît-il, « *Joigny ne déplairait pas* », ont fait état de projets d'investissement. La municipalité a engagé des pourparlers avec une dizaine d'industriels. Une chose est sûre : Poclain a décidé de créer un atelier de maintenance. Une quinzaine d'emplois. La pêche est loin d'être miraculeuse. Mais comment imaginer que, par ces temps de crise, il puisse en être autrement ?

« *Il faudrait brader les terrains de la zone industrielle pour susciter un élément d'attrait supplémentaire*, remarque Mme Jeannine Lallemand, ancien maire (centre gauche) de Joigny. *Mais les finances municipales sont, il est vrai, déjà lourdement grevées par les aventures immobilières de l'extension est de la ville.* » A son avis, M. Auberger n'a pas fait mieux que ses prédécesseurs. « *Dans les circonstances actuelles, il n'y a ni homme providentiel ni solution miracle.* »

Pas question pour le maire de Joigny de baisser les bras, pas question non plus de compter sur ses propres forces. Une priorité s'impose : créer des solidarités. Jouer le département ? « *Auxerre, au sud, a son ministre, M. Jean-Pierre Soisson, et Sens, au nord, une tradition industrielle qui leur permettent de faire cavaliers seuls.* » Tabler sur la région ? « *Nous ne recevons d'elle que des aides au compte-gouttes. Au demeurant, nous n'avons pas grand-chose à nous dire avec la Nièvre, la Saône-et-Loire et même la Côte d'Or.* »

L'intention de M. Auberger est de fédérer une quinzaine de villes moyennes de la couronne parisienne d'une taille comparable à Joigny et d'une même sensibilité politique, comme Montargis, Nogent-le-Rotrou, Fécamp, Château-Thierry, Soissons. Des contacts préliminaires ont déjà été pris. « *Mon but n'est pas de susciter des actions coordonnées en France, mais d'approcher ensemble, sous un label commun, les investisseurs étrangers, allemands et américains notamment* », explique le maire. Celui-ci ne fait pas mystère de son souci « *d'opposer un contre-pouvoir à la région Ile-de-France et à la Datar* » qui soit opérationnel avant que cette dernière ne procède, d'ici à la fin de 1981, à la révision de la carte des aides.

Le temps presse pour Joigny en manque d'emplois. La capitale, qui a nourri l'expansion de la ville, refuse d'en faire davantage. Pour l'heure, les Joviniens ne voient venir que « les Parisiens du dimanche ». Ils s'en consolent mal.

JACQUES DE BARRIN.

Le préfet de région
UN CARREFOUR EUROPÉEN

(Lire la suite page 19.)

Leur département, qui présente la plus faible population et l'économie la plus fragile, a d'ailleurs gagné à cette franche collaboration. La répartition des crédits régionaux lui est toujours favorable, et la Bourgogne manifeste ainsi son unité et sa volonté de mieux répartir les activités sur son territoire.

Le Conseil régional de Bourgogne est depuis octobre dernier dirigé par des socialistes. Comment s'organisent ses relations avec l'exécutif que vous représentez ?

Comme tous mes collègues préfets, j'ai travaillé, tant au niveau départemental que régional, avec des assemblées élues représentant les diverses tendances politiques, et ma conduite n'a jamais varié.

Les institutions régionales sont régies par des règles précises. Je suis chargé de veiller à ce qu'elles ne soient pas transgressées par les assemblées régionales et je les applique moi-même scrupuleusement. Si chacun adopte cette ligne de conduite, les relations ne peuvent qu'être satisfaisantes.

Bien sûr, la nouvelle majorité du conseil régional ne s'est pas installée sans que se posent quelques problèmes, bien naturels dans un tel cas. Votre journal s'est d'ailleurs fait l'écho de difficultés matérielles que des contacts plus fréquents auraient sans doute suffi à résoudre.

Sur le fond, il ne faut pas oublier que la région n'est pas une collectivité locale, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le regrette. Sa mission est bien définie, elle est de promouvoir le développement économique et social, et ce, dans le contexte national.

L'éventail des politiques à suivre n'est donc pas infini, et, quelle que soit la majorité du conseil régional, les objectifs et les moyens du développement régional sont assez semblables, avec, selon les cas, des inflexions ou des changements de dénomination.

Le président de la République déclarait, le 24 novembre 1975, à Dijon : « Il est sage de protéger l'institution régionale contre la double tentation bureaucratique et politique. »

Cette recommandation vous paraît-elle avoir été entendue en Bourgogne ?

Pour ce qui est de la tentation politique, je pense avoir déjà presque répondu à votre question. Le conseil régional s'est, depuis sa mise en place, essentiellement attaché à remplir sa mission de développement économique et social. Le changement de majorité a, certes, été l'occasion d'une recrudescence des discussions de nature politique, mais je veux espérer qu'il ne s'agit là que d'un phénomène passager, et que les passions s'apaiseront rapidement pour faire place à un fructueux travail en commun des responsables bourguignons.

La bureaucratisation de l'institution régionale n'est pas non plus un vain péril. Certes, jusqu'ici, les assemblées n'utilisent que peu de personnel permanent, et les administrations sont en général assez légères. Ainsi, la mission régionale qui m'assiste à la fois dans mon rôle de représentant de l'Etat en Bourgogne et dans ma tâche d'exécutif de l'établissement public régional ne compte qu'une trentaine de personnes.

Cependant, deux raisons pourraient conduire à un accroissement des tâches administratives et, partant, à une augmentation du personnel. D'une part, la présence d'un échelon régional amène les administrations centrales à lui confier des tâches de gestion, en mettant en place, par exemple, des commissions régionales dans de nombreux domaines. D'autre part, les quelque cent membres des assemblées régionales, qui désirent, bien naturellement, mieux connaître la région et ses problèmes et multiplier leurs actions, demandent une aide croissante à l'administration.

Jusqu'ici, pourtant, la Bourgogne a échappé à cette inflation bureaucratique, et une stricte application de la loi de 1972, qui confie essentiellement à l'établissement public régional des tâches de planification et de programmation, permettra de poursuivre dans cette voie.

YVES-BERTRAND BURGALAT.

Le président de région
LE POUVOIR AUX ÉLUS

(Lire la suite page 19.)

» Tant mieux. Mais à sa tête on trouve un élu de droite, qui a été nommé là... par le préfet ! Triste aboutissement. Nous rencontrons et rencontrerons donc normalement les conseillers économiques et sociaux de bonne volonté. Quant à leur président, il nous ignore, mais on s'en console.

» Je crois en vérité qu'il s'intéresse surtout à l'assemblée européenne, dont il est membre. Il nous demande des crédits pour affréter un avion spécial afin d'aller à Bruxelles avec tout son bureau. Sans nous dire pour quoi faire, d'ailleurs. Je crois qu'à Bruxelles il est bien. Il s'y occupe des prix agricoles, vous savez avec quels résultats...

— Souhaitez-vous aménager différemment ces relations ?

— Bien sûr. J'ai même signé avec d'autres députés socialistes, dont plusieurs présidents de conseils régionaux, une proposition de loi très importante dont *le Monde* a rendu compte et qui démocratiserait la région. Elle prévoit l'élection du conseil régional au suffrage universel, la désignation d'un exécutif élu — le président et le bureau — et, évidemment, l'extension des compétences et des moyens financiers de la région. Mais cette proposition de loi, le gouvernement refuse de la faire discuter par l'Assemblée. Alors, dans le cadre législatif actuel, « aménager différemment nos relations » avec le préfet, comme vous dites, cela ne peut signifier que deux choses : *renoncer* ou *persévérer*.

» *Renoncer*, ce serait accepter le retour au système des années 70, avec un préfet qui dirige la région, et des élus qui viennent siéger deux fois par an pour voter en vitesse. Ce n'est pas la conception du groupe socialiste, *ni celle des élus radicaux et communistes*. Ils ne m'ont pas élu président pour cela.

» *Persévérer*, c'est inlassablement affirmer les droits des élus à : 1) être informés ; 3) prendre les décisions ; 3) contrôler leur exécution.

» Certains élus de gauche travaillent beaucoup au conseil régional. Ils commencent à bien connaître les dossiers. Nous commençons seulement à nous doter des moyens nécessaires pour être informés, pour prendre nos décisions en toute connaissance de cause et pour contrôler leur exécution. Nous commençons seulement. Nous sommes patients, et tenaces. Nous avons mis six ans — « sous » trois préfets successifs — pour prendre la majorité au conseil régional. Il ne nous faudra pas six ans pour tirer parti d'une mauvaise loi.

— Au moment où se prépare le VIII[e] Plan, quelles sont, à votre avis, les priorités de la Bourgogne et comment concrètement la région peut-elle les faire prévaloir ?

— Ce problème a été évoqué lors de la réunion de tous les présidents de conseils régionaux le mois dernier. Il y a eu critique unanime sur la procédure de préparation du VIII[e] Plan, sur le défaut d'association des régions à ce processus et sur le manque d'information sur les programmes prioritaires. Il est regrettable qu'au moment où s'affirment de formidables aspirations au niveau local et régional le gouvernement confine les travaux du plan à une parodie de concertation dans quelques commissions et à des dissertations sur les stratégies mondiales, le tout agrémenté de considérations purement macro-économiques, qui ne sont assorties d'aucun chiffre sérieux.

» Ces attitudes marquent une désinvolture totale pour les assemblées élues et le refus de discuter de problèmes concrets. La région n'est reconnue comme interlocuteur valable que lorsqu'il lui est demandé de se substituer à l'Etat pour financer et accélérer certains programmes : télécommunications, autoroutes, parcs régionaux.

» Néanmoins nous n'avons pas voulu nous cantonner dans une attitude purement négative. Aussi avons-nous répondu de façon précise et détaillée au questionnaire du VIII[e] Plan. Nous lançons un travail de réflexion pour arrêter nos orientations et nos programmes pour le VIII[e] Plan. L'ensemble constituera notre plan de développement et d'aménagement. Mais il faut connaître les limites administratives et institutionnelles qui nous freinent. J'avais demandé au préfet de région des informations prévisionnelles et indicatives, bien entendu, sur les grandes opérations d'équipement que l'Etat réaliserait dans la région dans les cinq prochaines années et sur l'affectation des subventions d'équipement. Vous conviendrez que c'était indispensable pour déterminer nos propres objectifs. Nous avons essuyé un refus total : « *Aucune administration n'est en mesure de faire une prévision pluriannuelle* », m'a-t-on répondu ! Quelle perspective de l'avenir pouvons-nous avoir dans ces conditions !

» Cependant nous ne nous décourageons pas, notre objectif est de voter notre plan en 1980. Pour ce faire, nous partons des premières réflexions conduites pour la préparation du budget. Nous avions alors arrêté deux objectifs constants et indissociable de notre action : favoriser le développement régional et rétablir pour les Bourguignons l'égalité des chances. Il est évident tout d'abord qu'une région comme la Bourgogne qui détient le record de l'accroissement du chômage (+ 22 % sur un an) et qui perd de jour en jour son autonomie de décision économique ne peut se permettre de garder des ressources naturelles, humaines et techniques insuffisamment valorisées. D'autre part, la réduction du volume d'équipements collectifs réalisés chaque année par l'Etat ne peut laisser la région indifférente. Cela conduit, avec les collectivités locales, à faire bénéficier les plus défavorisés des équipements culturels, sociaux et éducatifs.

» Pour atteindre ces deux objectifs, nous avons déjà défini plusieurs domaines prioritaires :

» Valorisation des ressources régionales, y compris le charbon, l'agriculture et la forêt.

» Développement de l'équipement socio-éducatif de la formation et du potentiel scientifique.

» Amélioration des infrastructures économiques régionales.

» Amélioration du cadre de vie et, en particulier, du logement social.

» Nous préparons des programmes en conséquence qui orienteront les budgets annuels successifs... sauf changement de majorité, évidemment. Faute de pouvoir coordonner notre planification régionale avec une planification de l'Etat, inexistante, nous nous efforcerons au moins de coordonner avec les projets des quatre départements.

» Vous savez que c'est le cas dans toutes les régions présidées par un socialiste. Car, dans ce pays où le gouvernement ne renonce pas à la centralisation mais abandonne toute planification, nous, socialistes, nous essayons de décentraliser notre planification. »

PIERRE JOXE.

TERRE DE RENCONTRES

Nature de plein vent

par JEAN RAMBAUD

Le vent a tourné, celui dans lequel il « faut » être ou alors ne pas être. Pionniers de bon ton, laissez tomber Corrèze, Haute-Provence, Ardèche, Cévennes et leur littérature. C'était hier. Un désert français chasse l'autre. L'avenir est au Morvan sinon aux Morvandiaux.

Prophétie de magazine ? Que non ! C'est commencé. La France profonde a tellement de cœurs qu'elle avait oublié celui-là, un peu trop à droite, un peu trop en haut de la carte, trop près, trop loin de la capitale. On le contournait. Hier, pour le Parisien libéré fonçant par la nationale 6 vers le Sud des vacances, qu'est-ce que c'était, le Morvan ? *Un obstacle. Un épisode maussade tout* juste bon à vous jeter du verglas sous les roues, des grêlons sur le pare-brise ou de la brume à vous couper la route. Bons prétextes, d'ailleurs, pour s'asseoir aux tables somptueuses de Saulieu, cette porte de la Montagne Noire... qu'on se gardait bien de pousser. On repartait au sud, avec tout juste la reconnaissance du ventre, soupirant d'aise quand apparaissait le château de La Rochepot. Avouez !

Depuis, l'autoroute a donné le coup de pied de l'âne. Elle s'est sauvée au nord, loin de la vieille « 6 » *qui pourtant mordillait* à *peine la frange du* massif revêche. Plus que jamais, le Morvan allait retrouver son isolement historique, un instant rompu — après l'effacement des voies romaines — par les voies ferrées de Napoléon III, aujourd'hui à l'agonie. Or, premier petit signe, tandis que les ruées de l'autoroute franchissent allégrement le « plafond » des 130, certains « font le détour » pour revenir aux tables de Saulieu, d'Arnay-le-Duc et la suite, d'autant plus somptueuses que les voici délivrées des gros mangeurs de kilomètres. C'est mince ? Non. Du contingent des gastronomes tranquilles se détache une avant-garde curieuse. Par des routes fofolles qui tournicotent entre taillis et eaux vives, elle se hisse jusqu'à 902 mètres culminant, au Bois-du-Roi, dans la haute futaie du Haut-Folin, au mont Beuvray, l'antique Bibracte où Vercingétorix rassembla pour la première fois la Gaule quand les Eduens — les Morvandiaux de l'époque — se furent lassés de leurs alliés romains. Elle rencontre d'autres avant-gardes entrées par d'autrtes portes, prestigieuses et romanes : Autun, Vézelay, qui reçoit Paris de plein fouet.

Certains investissent la capitale : Château-Chinon. D'autres sont venus vers les lacs à voile et les étangs à pêche, les rivières à truites et à kayaks, les circuits équestres ou les vastes enclos où l'on voit *les sangliers mieux qu'*à *la télé et, parfois, l'éclair* d'un chevreuil. D'autres encore, nombreux, marchent par les sentiers de grande randonnée, saouls de cette nature en liberté, malgré ses rudesses, malgré « gibasses » et « gimbelées » — ces giboulées subites, spécialités morvandelles, au grésil ou aux grêlons.

Que de monde, finalement ! Voici même que la résidence secondaire a surgi, au point que certains villages s'inquiètent de voir tomber la mairie entre les mains de parachutés. *« C'est parti ! »*, on vous dit. Qui l'eût cru, naguère, de ce *« repoussoir »* qu'une longue hémorragie vide de ses hommes depuis bientôt cent ans ? Car de cette île de méchant granit *« ravitaillée par les corbeaux »* on ne pouvait attendre rien de bon. Des Morvandiaux vous le disent eux-mêmes avec une sorte d'amère délectation, traditionnelle et un tantinet provocatrice, à la façon de Cyrano raillant son nez : *« En Morvan, ni bon sol, ni bonnes récoltes, ni bon vent, ni bonnes gens. »* Partant de quoi, ceux-là affectent de ne pas croire non plus au tourisme — *« ni vraie montagne, ni douce campagne ! »* — tandis que, à l'inverse, d'autres ont peur de le voir conquérir, à la faveur des grands vides, l'espace et la vie. En est-on déjà là ?

En 1970, quelque chose est arrivé : la naissance du parc naturel régional, souhaité dès 1966 par les élus des quatre départements qui reçurent chacun, à la Révolution, un morceau de Morvan en forme d'appendice : Nièvre, Côte-d'Or, Saône-et-Loire, Yonne. *« Refaire, d'abord, l'unité du vieux massif. »* Charte rédigée, une action discrète commença, mal perçue dans les chaumières — où l'ardoise a remplacé le chaume... fin dix-neuvième seulement. Mais bientôt une rumeur morvandelle monta autour du nouveau venu, la même finalement qu'autour de chaque parc, national ou régional, malgré leurs différences. Ambiguïtés congénitales, contraintes dictées par la protection font qu'il « porte le chapeau », y compris pour des décisions prises par trente-six administrations. *« Pour élargir une fenêtre il faut « leur » autorisation ! » « Histoire de protéger les oiseaux, « ils » nous ont lâché de pleins camions de buses. » « On sera quoi ? Des Indiens de la réserve ? »*

Avant le parc était le Morvan

Rien n'y manque, mais, surtout, reproche majeur : *« Le parc, c'est le tourisme. »* Rien pour l'élevage et *la forêt, ces deux mamelles « maigres » du Morvan ?* Tel instituteur menacé de « classe unique » par le dépeuplement et le « redéploiement », tel « naisseur » de veaux charolais — ensuite engraissés par les éleveurs du Nivernais — ont le même réflexe. Pour eux, l'action du parc vaut un haussement d'épaules avant de passer aux choses sérieuses : la dépopulation, l'agriculture à l'encan, l'Europe verte à la sauce anglaise, etc. *« Un hôtelier, un cuisinier, un garagiste, trois maçons, un plombier, deux menuisiers qui retournent au pays pour la résidence secondaire et les touristes n'arrêteront pas l'hémorragie. »* Exemple — et ce n'est pas le pire ! — la commune d'Anost. Même si l'on y voit la population augmenter considérablement en été, même si des retraités retournent à leur terre d'origine, le bilan est là : trois mille huit cents habitants à la fin du siècle dernier, huit cent soixante-sept « permanents » aujourd'hui, et bien plus de décès que de naissances. On ne fera pas du neuf avec des vieux.

« Le parc » écoute, et répond liminairement : *« Le parc, c'est vous, ce sont vos élus. Il ne fera pas de miracle si le Morvan ne se prend pas en charge. »* En 1979, les élus ont rectifié le tir. Sans renier une réanimation par un tourisme « différent », ils ont élaboré une seconde charte qui donne *« priorité au développement économique et au maintien de la population sur place »*. Il y a eu le classement en « zone de piémont » de cette demi-montagne. Hormis les opérations ponctuelles — comme le relancement de la « treuffe » : la pomme de terre abandonnée, — il s'agit maintenant de regrouper les parcelles dispersées à l'infini et de revaloriser la forêt, jadis maltraitée, aujourd'hui menacée par trop de résineux.

Ici, quittons textes et dossiers. Marchons dans la nature avec les « grands randonneurs », émerveillés. Ce paysage enseigne l'histoire et la géographie.

Avant, « le parc » était le Morvan...

Ainsi donc, voici la « forêt gauloise » enfin retrouvée, avec ses taillis fous et ses eaux vives dégringolant vers Loire et Seine, après des haltes heureuses dans les lacs clairs... Illusion naïve ! La forêt gauloise n'est plus ce qu'elle était ! Au vrai la nature et l'homme comparaissent ici en coaccusés.

Sur ce sol pauvre, enfant du granit, le hêtre gaulois régna jadis en maître, laissant au chêne quelques « trous » de lumière et fabriquant à son tour un humus pauvre. Puis vint le défrichage sous la houlette et la lance du seigneur, puis les grandes coupes à blanc — ce n'est pas neuf ! — des seizième et dix-septième siècles. Enfin, le « flottage » livra à Paris, sous forme de bois de chauffage, la forêt morvandelle. Ressources *éphémères de gens démunis.* L'épisode laisse sous nos yeux ces lacs nullement naturels — régulateurs des eaux pour la vidange des bûches — et ce « séduisant taillis fou », en fait malgre rejet des arbres alors massacrés par le « furetage », ces coupes mortelles, hasardeuses et trop *répétées. Quand le charbon remplacera le bois,* « furetage » et « flottage » disparaîtront, mais aussi les flotteurs et les revenus. Le grand exode commence, qui n'est pas encore achevé. Le Morvan livre à Paris... ses hommes.

La « Jeannette » et l'arnica des montagnes

Les somptueuses hêtraies du Sud sont des rescapées. De beaux chênes se sont fait de-ci de-là une place au soleil et de nobles sapins absolument morvandiaux ne sont pas tellement flattés d'être vendus comme sapins du Jura ! Une idée, un espoir de remplacer le flottage ? Aux tournants des routes biscornues surgissent aujourd'hui de grands rectangles sombres ou des carrés de petits plants, comme des carrés de choux : autant de cultures individuelles, autant de futurs arbres de Noël livrés pour les fêtes aux grandes villes. Ce n'est plus le ravage du fure*tage mais, si l'on n'y prend garde, l'avant-garde d'un* autre danger. *« Attention ! Enrésinement massif ! »* Cette fois, les Morvandiaux se hérissent en voyant de grands investisseurs — privés ou organismes — lancer de grandes coupes claires en pays conquis comme un Far-West pour planter à tout va l'épicéa ou le « douglas », qui pousse si vite et paye si bien. Le parc aura-t-il les moyens d'y mettre le holà ? *« On a les pouvoirs que l'on prend »*, rétorquent à la fin ses gérants, en leur « maison » de Saint-Brisson. Pourquoi pas ? Si « les gens » se reconnaissent *en lui...*

Mais le paysage dénonce d'autres faiblesses. Les prairies naturelles, non cultivées, s'étendent toujours alors que le nombre des exploitations agricoles familiales n'a pas cessé de diminuer : 14.465 en 1955, contre 9.930 au dernier recensement et peut-être 5.000 au prochain. Certes, du fait des extensions, la production n'a pas suivi la courbe descendante, mais, depuis plus de dix ans déjà, des spécialistes crient « casse-cou » en conclusion de leurs études. *« Au temps de l'élevage intensif triomphant, à la hollandaise, on s'adonne ici à l'extensif, on « laisse brouter ».*

A côté de ce danger, visible sur le terrain, on commence à parler d'un autre, qu'on ne voit pas, sous terre : l'uranium. Autre histoire, pour demain.

Que de points noirs en cette Montagne Noire ! Voudrait-on ressortir le vieil épouvantail du « Morvan maudit » pour faire peur aux nouveaux touristes ? Ce serait compter pour rien les magies et les charmes des eaux qui rient, des luxes de verdure, la complicité des sous-bois, la gaîté des prairies, où fleurit la « jeannette » ou l'arnica des montagnes. Et tant de sourires tant de clins d'œil, bien plus précieux qu'en des pays faciles comme les dames du même nom. Et puis, le Morvandiau, qu'on dit méfiant, accueille bien. Le parc aussi.

Laissons de côté, pour une fois, les équipements touristiques. Il s'agit d'un esprit. Pour peu que vous le vouliez, on vous prendra par la main, on *vous fera « lire » ces forêts et ces prés qui peuvent* parler ou ne rien dire. A la station de la Croix-Grenot, près de la Maison du parc, existe un étonnant « centre de lecture du paysage ». Pas d'installations lourdes, pas d'appareils sophistiqués, même pas d'audio-visuel « moderne » : seulement des hommes qui vous parlent, à vous, et un pays étalé sous vos yeux, à l'infini. Les premiers — des scientifiques enracinés et détachés par l'université de Dijon — vous montreront du doigt vallées, sommets, hameaux, cultures, friches, bois, où sont écrits la *vie des gens et de la terre depuis des siècles.* Si vous partez seul, un remarquable numéro du *Courrier du Parc* vous animera pierre à pierre, fleur à fleur, vallon par vallon le passé et le présent.

Apprendre à comprendre, apprendre à aimer, c'est encore le propos de ces classe vertes « *différentes », où l'on ne rebâtit pas à la campagne les* classes de la ville, où les gosses s'émerveillent pas à pas des « leçons de choses » vécues sur le terrain à la ferme, au village, chez l'artisan, qui n'est pas « folklo », chez M. le maire qui raconte « en direct » les « flotteurs », les « galvachers », les nourrices morvandelles d'autrefois, mais aussi la Résistance d'hier — âpre, digne — et la commune d'aujourd'hui.

Au château de Clinzeau, et en d'autres, des enfants de Versailles ou de Ris-Orangis ont ces oreilles et ce regard, tandis que de petits Morvandiaux, en échange, sont allés découvrir là-bas « la vie de la ville ». Demain, on saura s'entendre. D'autres petits citadins logent, par deux, dans les familles du pays. Non, le parc ne fait pas ça tout seul. Il y faut des collectivités locales, des *associations d'ici et d'ailleurs — Sciences et techniques jeunesse* (A.N.S.T.J.), attachée au Palais de la découverte, Concordia, etc., — mais ses jeunes animateurs, plus soucieux d'un esprit que d'équipements spectaculaires, « mettent le paquet ». Ils rêvent parfois que, parmi ces filles et ces garçons, certains viendront un jour vivre là, apporter leur sang neuf.

Un pays qui veut vivre

Pionniers de bon ton, ayez ici le regard des enfants. Si voici pour vous une terre nouvelle ne *l'abordez pas en conquérants non plus qu'en ethnologues voyeurs,* curieux d'enregistrer des naufrages et les derniers souvenirs d'une « intéressante culture en voie de disparition ». Ce pays veut vivre. Le coup de talon, c'est du fond qu'on le donne, de ce fond qui manque le moins. Et, sans doute, existe-t-il une loi non écrite, selon laquelle plus une terre est rude, plus elle reçoit d'amour de ses enfants. Voilà pourquoi — au seuil de la retraite, hélas ! — ses « exilés » reviennent. Voilà pourquoi dans ce « désert », les hameaux dispersés ne vous *montrent pas une ruine à l'abandon. C'est plus* qu'un signe.

Et le parc, à propos ? Aux dernières nouvelles, onze communes, jusque-là sur la réserve, demandent à y entrer.

(*) Maison du parc naturel régional du Morvan, Saint-Brisson, 58230 Montsauche. Tél. (86) 84.91.11 et le 1 à Saint-Brisson.

Ile-de-France

Des habitants prennent leurs dossiers en main

● Les projets routiers en Seine-et-Marne

Pourquoi pas une voie express à la place de l'autoroute ?

Parce qu'ils voulaient obtenir des compensations financières, plusieurs maires des communes de Seine-et-Marne qui vont être traversées par le train à grande vitesse (Paris-Lyon), et le seront peut-être par l'autoroute Paris-Troyes, se sont rassemblés au sein d'un association. Au bout de quelques mois d'existence, ils ont dû réorienter leur action et choisir une position différente vis-à-vis de chacun des deux projets.

LE T.G.V. est une affaire engagée ; les élus locaux savent l'inutilité d'une opposition systématique qui ne serait qu'un combat d'arrière-garde, mais ils veulent suivre de près le déroulement des travaux. « *Nous veillerons à ce qu'ils se fassent sans dommages supplémentaires pour les populations et les communes* », déclare M. Le Flem, président de l'association et maire de Moisenay. Première question à résoudre : l'accueil de deux cent cinquante ouvriers et de leurs familles, donc d'enfants d'âge scolaire. D'autre part, l'association s'oppose à l'ouverture de carrières, autres que celles déjà acquises par l'administration, et à la création de voies de dégagement pour les engins de chantier.

Si leur rôle est réduit à des points de détail en ce qui concerne le T.G.V., les élus locaux sont plus ambitieux lorsqu'ils refusent l'autoroute A-5, opération qu'ils considèrent « *à contretemps, scandaleuse et inadaptée* ». L'enquête a été réalisée en 1975 et la construction de l'A-5 n'est pas encore programmée. « *Est-il raisonnable d'utiliser une enquête quinze ou vingt ans après* », demande M. Le Flem, qui estime que l'autoroute ne sera pas mise en service avant 1990-1995. « *Les conditions économiques ne seront plus les mêmes, les populations auront changé. Il faudrait dans ce cas,* dit-il, *que l'administration s'engage à refaire une enquête au moment de la construction.* »

Moins chère, moins dangereuse

A une autoroute à péage qui « *ne débouche sur rien et vient mourir à Melun* », car maintenant il n'est plus question qu'elle atteigne Paris, les élus seine-et-marnais préféreraient une voie express doublant la nationale 105 entre Melun et Montereau. Ils y voient de nombreux avantages : un coût moins élevé et une économie en terres agricoles « sacrifiées » (d'après leurs estimations le doublement de la nationale 105 et ses quatre déviations ne nécessiteraient que 50 hectares contre 150 à l'A-5) et un accroissement de la sécurité. « *Cette voie express pourrait être réalisée rapidement* », précise M. Jacquelot, maire de Saint-Germains-Laxis. « *Et les déviations de Sivry-Courty, le Châtelet-en-Brie, Pamfou-Valence et Montereau-faut-Yonne supprimeraient du même coup les traversées de ces communes qui sont de véritables points noirs. Sans parler du danger que représente le transport des hydrocarbures par camion citerne.* » Les élus de Montereau, qui ne se sont pas encore manifestés, ne verront assurément pas d'un mauvais œil la proposition de leurs collègues. L'idée d'une rocade de déviation contournant la ZUP de Surville et plongeant à travers la zone industrielle, après avoir traversé la Seine, est un des vieux projets qu'ils conservent dans leurs cartons, faute de pouvoir en assumer le coût. Avec un seul pont pour enjamber le confluent de la Seine et de l'Yonne, Montereau est devenu un lieu traditionnel de « bouchons ».

Jusqu'à présent, quatorze communes situées entre Combs-la-Ville et Montereau ont adressé au préfet une délibération municipale demandant que soit étudiée leur proposition de voie express. « *Aucune n'a reçu de réponse...* », constate avec amertume le maire de Moisenay. Déjà en mars dernier, le conseil général de la Seine-et-Marne avait voté une motion souhaitant la mise en balance des projets A-5 et R.N. 105 modifiée.

CHRISTIAN-LUC PARISON.

● Le POS de Boissy-sous-Saint-Yon

« Dites-nous la ville que vous voulez »

La *révision du Plan d'occupation* des sols (POS) de Boissy-sous-Saint-Yon, dans l'Essonne, aurait pu se faire, comme ailleurs, en catimini, sous la coupe de quelques techniciens avertis et le contrôle approximatif des élus locaux les plus motivés. Il en avait été ainsi pour le document d'origine, précipitamment publié juste avant les élections municipales de mars 1977.

Pourtant, la nouvelle municipalité, en guise de fidélité à ses promesses électorales, s'y est refusée. A ses yeux, l'occasion se prêtait au grand débat devenu nécessaire sur l'avenir de cette commune de deux mille sept cents habitants (en 1975 ils n'étaient que mille cent), située à une quarantaine de kilomètres au sud de Paris.

Car Boissy-sous-Saint-Yon est assurément à une période charnière de son histoire et de son développement et, comme la plupart de ses homologues d'Ile-de-France, ce village est écartelé. Ses traditions rurales symbolisées par la douzaine d'exploitations agricoles encore en activité et par les champs alentour ne peuvent plus s'accorder avec les frasques de l'urbanisation, déjà concrétisées par un lotissement de trois cent cinquante pavillons greffé sans délicatesse sur le bourg ancien. A moins qu'on laisse délibérément les inconvénients de la cité-dortoir s'ajouter à ceux de l'isolement et de l'absence d'équipements.

Le maire, M. *Amaury Couderc* (P.S.), soucieux d'accorder la pratique du débat permanent, dont il se fait le champion au maintien de sa propre autorité d'élu, a fait appel à ACADIE, L'Atelier coopérative pour l'aménagement, la démocratie et l'intervention sur l'espace est organisé autour d'architectes, de géographes, d'urbanistes, etc., et soutenu par une association ouverte à des personnes « intéressées par les problèmes d'aménagement ». Il s'était déjà fait remarquer notamment dans le département à Etiolles, Marcoussis, Crosne, etc. En se comportant comme un outil fiable, mais aussi disponible et même malléable, il avait su y rendre accessible la réflexion sur l'urbanisme aux simples citoyens qui sont par définition des non-spécialistes.

Un beau jour les habitants de Boissy-sous-Saint-Yon ont donc découvert sur la façade de l'ancienne mairie une banderole les incitant à venir non seulement s'informer, mais aussi s'exprimer sur le POS. Parallèlement, un questionnaire fut largement distribué. « *Les premiers à venir,* raconte M. Daniel Behar, un des animateurs de l'opération, *ont été les propriétaires fonciers. Après l'on a vu les gens du lotissement plutôt intrigués. Et la plupart commençant par nous demander : « Dites-nous ce qui va changer ? » étaient tout étonnés de nous entendre répondre : « Nous » n'avons rien à vous affirmer » puisque nous sommes là pour » vous écouter.* »

Peu à peu l'idée a fait son chemin. De réunion en permanence, plusieurs centaines d'habitants sont venus expliquer la manière dont ils entendaient préserver leur patrimoine, ce qu'ils attendaient de leur commune dans l'avenir, ce qu'il convenait de céder à l'urbanisation, etc.

A Boissy-sous-Saint-Yon, le groupe de travail officiel chargé de la mise au point du POS va maintenant se mettre à l'ouvrage. « *Mais les élus auront pour tâche de défendre les propositions effectivement exprimées par la population* », affirme le maire. « *La seule chose qu'on puisse regretter,* conclut-il, *c'est que des efforts de participation de cet ordre ne soient pas pris en charge par l'Etat. Quarante mille francs environ, c'est ce que nous a coûté cette opération, et c'est beaucoup pour une petite commune. Ça coûte cher la démocratie !* ».

STEPHANE BUGAT.

PARIS EN FAÇADE

Le ravalement avec la peur du gendarme

HUIT mille deux cents immeubles auront été ravalés dans la capitale en 1980, notamment dans les 7e (quartier des Invalides), 8e (Europe), *10e (Saint-Martin)*, 11e (Sainte-Marguerite), 16e (Auteuil) et 17e (plaine Monceau) arrondissements.

Depuis 1852, la législation sur le ravalement obligatoire des immeubles de Paris prévoit que la *décision de dépoussiérer les pierres* et le béton dépend exclusivement de l'autorité municipale. Une nouvelle *législation* a été appliquée en 1977. Les propriétaires en infraction bénéficient, notamment, de délais beaucoup plus longs, de dix-huit mois environ pour se mettre en règle. En revanche, les sanctions encourues par les propriétaires *sont* devenues beaucoup plus sévères : 20 000 francs pour la première infraction et 30 000 francs en cas de récidive. Enfin la Ville peut, sur autorisation du président du tribunal de grande instance, faire exécuter d'office les travaux aux frais des propriétaires.

Cette procédure d'exécution d'office doit être utilisée avec précaution « *et dans des cas extrêmes* », précise-t-on à la mairie.

Les dépenses de ravalement sont à la charge exclusive des propriétaires. Ceux-ci peuvent, cependant, dans certains cas, bénéficier d'aides financières, soit de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, soit de la Ville de Paris.

Les premières statistiques montrent une diminution des affaires transmises au Parquet en vue de l'application des sanctions pénales. En 1974, 1975 et 1976, le nombre des plaintes au parquet était *annuellement* de l'ordre de trois cent à trois cent cinquante. En 1979, il n'a été que de deux cent cinquante environ.

JEAN PERRIN.

Une nouvelle ruine dans le Marais

Au *cours de* la *dernière réunion* de la commission du vieux Paris, Jean-Pierre Babelon, conservateur en chef aux Archives nationales, a *présenté ce* qu'il appelle « *un exemple de bow-window sous Louis XIV* », dans une maison du Marais, 8, rue Charlot, dont le ravalement vient d'être entrepris. Il s'agit de deux fenêtres formant saillie et qui devaient comporter des vitres et ouvrent sur des pièces où un très beau décor Louis XIV fait de pilastres a été exécuté pour Chamillard, contrôleur général des finances du roi, qui occupa cet hôtel au début du dix-septième siècle. La commis*sion a émis le vœu que* cette construction soit conservée et protégée.

M. Babelon a aussi entretenu la commission de la situation inquiétante de l'hôtel de Donon, 8, rue Elzévir.

L'hôtel de Donon est un remarquable édifice élevé en 1575 pour Médéric de *Donon, conseiller du* roi, sur le modèle de la maison que Philibert Delorme s'était fait construire rue de la Cerisaie. Situé entre cour et jardin, il possédait deux avant-corps, un rez-de-chaussée surélevé et un combie *dont la charpente en forme de* carène renversée d'une rare beauté était encore, il n'y a pas si *longtemps, en parfait état.* Enfin, un plafond peint au rez-de-chaussée et datant du dix-septième siècle passe pour être un des plus beaux du Marais. Cet immeuble déclaré en péril fut acheté en 1970 par la Ville de Paris qui devait, paraît-il, le restaurer.

On se contenta d'y faire quelques travaux et d'exproprier l'affreux garage qui le dissimulait complètement côté rue Payenne. Il est bon d'ajouter que la façade du garage subsiste toujours. Ce qui vaut peut-être mieux car elle cache l'état lamentable où se *trouve la maison de* Médéric de Donon.

Sa dégradation, qui continue lentement, fait craindre le pire. Les fenêtres sont maintenant des ouvertures béantes, les planchers tiennent par *miracle* et la charpente carénée est ravagée par l'eau qui pénètre par les fenêtres. Et pourtant, il y a quelques années, un amateur éclairé s'était proposé pour louer l'hôtel à la Ville de Paris en bail emphytéotique, offrant de le réparer, de le restaurer et d'en faire un lieu prestigieux.

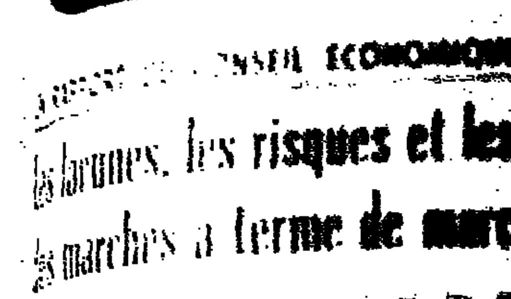
Cette offre resta sans écho et l'hôtel de Donon est maintenant *dans* un état tel que la commission du vieux Paris, après avoir vu les photographies que M. Babelon en a fait prendre récemment, a immédiatement émis le vœu, à l'unanimité, que la mise hors d'eau de l'hôtel soit entreprise *dans les plus brefs délais* et qu'on envisage le plus rapidement possible de le remettre complètement en état.

ANDRÉE JACOB.

LES SOUVENIRS DU BATEAU-LAVOIR ET DU CHERCHE-MIDI

Deux plaques commémoratives vont être apposées, place Emile-Goudeau, *sur l'immeuble construit* à l'emplacement du Bateau-Lavoir, détruit dans un incendie en 1970, et sur la façade de la Maison des sciences humaines, au *coin du boulevard* Raspail *et* de la rue du Cherche-Midi.

La commission du Vieux-Paris a adopté les rédactions suivantes : « *Ici s'élevait le Bateau-Lavoir, où habitèrent, entre 1890 et 1914, les peintres Renoir, Picasso, Modigliani, Braque et Van Dongen et les poètes Max Jacob et Apollinaire, qui, tous, marquèrent fortement leur époque* », et : « *Ici s'élevait, entre 1853 et 1954, la prison du Cherche-Midi, où eut lieu le premier procès Dreyfus, en 1894, et où furent incarcérés et torturés, entre 1940 et 1944, des membres de la Résistance française* ».



Le Monde

ÉCONOMIE

UN RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Les lacunes, les risques et les dangers des marchés à terme de marchandises

AU moment où les pouvoirs publics se préoccupent de ranimer et de réformer les marchés à terme de marchandises (*le Monde* du 9 mai 1980), la publication d'un rapport sur « l'activité financière des Bourses de commerce et des marchés à terme » préparé par la section des finances du Conseil économique et social revêt un caractère quelque peu explosif, et ne manquera pas de provoquer certains remous.

Analysant le rôle et le fonctionnement de ces marchés à terme, le rapport se montre assez pessimiste sur la situation actuelle (étroitesse des marchés, non compétitivité) et porte un jugement sévère : *« Des marchés dangereux, des risques sous-estimés, des pratiques contestables »*, évoquant même *« des abus et des tricheries et des fausses sécurités »* en ce qui concerne le démarchage des particuliers. En conclusion, le rapport propose un certain nombre de réformes susceptibles de remédier aux maux actuels.

La section des finances du Conseil a enquêté pendant un an sur les Boures de commerce et les marchés à terme de marchandises, et s'est inspirée, notamment, des rapports rédigés par MM. Valls, inspecteur général des finances, et Kaltenbach, conseiller référendaire à la Cour des comptes. On continuera à s'étonner, à ce sujet, que des rapports effectués par l'administration aux frais des contribuables demeurent secrets, alors que leur publication contribuerait à éclairer l'opinion, comme aux Etats-Unis par exemple.

Dans son rapport, le Conseil commence par analyser la nature même des marchés à terme de marchandises, et leur utilité, portée aux nues par les uns, puisque ces marchés sont destinés à régulariser la fluctuation des cours, fortement contestée par les autres, pour qui les agissements des spéculateurs contribuent à amplifier ces fluctuations au-delà du raisonnable. Selon le rapporteur, M. Menu, président de la C.G.C., qui se fonde sur des études économétriques, essentiellement américaines, les marchés à terme jouent un rôle d'« amortisseur » tant qu'il n'y a pas une poussée spéculative, mais, en cas d'accès de fièvre, *ils accentuent*, semble-t-il, les déséquilibres (que l'on pense à l'explosion du marché des sucres blancs à Paris en 1974, à la flambée des cours du café en 1977 et au véritable « sauvetage » du marché américain de l'argent-métal tout récemment naufragé, avec la défaillance des frères Hunt).

Ceci vaut pour le plan macroéconomique. En revanche, dans l'optique des entrepreneurs et des négociants, les marchés à terme paraissent efficaces et peuvent avoir des effets favorables sur le plan des approvisionnements et de leur coût. Pris très souvent comme « bouc émissaire », leur utilité réelle n'est pas en cause lorsque les abus de l'économie libérale sont trop *criants : leurs objectifs ne sont* pas, en définitive, de réduire les variations de prix, mais de s'en protéger.

Se penchant, ensuite, sur l'activité des marchés à terme de marchandises en France (sucre blanc, cacao, café et tourteaux de soja), le rapport relève que leur chiffre d'affaires n'est pas négligeable par rapport à celui de la Bourse des valeurs de Paris, pour le terme tout au moins, et pour certaines années seulement : 13,5 milliards de francs contre 33,8 milliards de francs en 1979 (102,5 milliards contre 27 milliards de francs en 1974, mais ce fut le krach...). Néanmoins, comparé à celle des places étrangères, cette activité apparaît bien négligeable : 11,3 milliards de francs à Paris, en 1978, contre 550 milliards de francs à Londres *et 6 600 milliards* de francs aux Etats-Unis. Quant aux tonnages traités, ils atteignaient, en *1978*, 258 000 tonnes de cacao à Paris contre *9,7 millions de tonnes à Londres*, 260 000 tonnes de café contre 4,1 millions de tonnes. Seul le sucre blanc, apanage parisien, est mieux traité : 2,6 millions de tonnes contre 534 000 tonnes à Londres, mais les transactions, sur cette place, ont porté sur, la même année, 34 millions de tonnes de sucre roux !

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 27.)

A PROPOS DE LA CONFÉRENCE DE L'OPEP A ALGER

La nécessaire coopération entre pays producteurs et pays consommateurs

par NICOLAS SARKIS (*)

PARALLELEMENT à l'augmentation des prix et à la raréfaction des disponibilités, l'aspect le plus saillant des bouleversements qui affectent le système énergétique mondial concerne l'accélération de la tendance des pays exportateurs de pétrole à commercialiser directement une part *croissante* de leurs productions, dans le cadre aussi bien d'accords bilatéraux d'Etat à Etat que de contrats de vente conclus directement avec des entreprises privées étrangères. Ainsi, de 2,4 millions de barils/jour en 1973, soit environ 120 millions de tonnes par an (1) représentant 7,9 % seulement des exportations mondiales, la part des ventes directes des pays producteurs est passée à 12,8 millions de b./j. (640 millions de tonnes environ par an), soit près de *42,2 %* du total des exportations mondiales en 1979. De 1978 à 1979, la progression des ventes directes a été de 9,7 à 12,8 millions de b./j., soit un bond de 32 %.

La part enlevée et commercialisée par les sociétés pétrolières internationales (anciennes *sociétés concessionnaires*) a, entre-temps, chuté de 37,9 millions à 17,5 millions de b./j., soit de 92,1 % à 57,8 % des exportations mondiales.

Tout indique que cette tendance se poursuivra au cours des prochaines années et que, dès 1980, les ventes directes des pays de l'OPEP dépasseront pour la première fois 50 % de leurs exportations totales. On remarquera à ce sujet que, sur le volume total des ventes directes, la part faisant l'objet d'accords d'Etat à Etat *a été prédominante* jusqu'en 1976, alors que, depuis 1977, ce sont les ventes à des entreprises commerciales qui représentent la majeure partie du pétrole commercialisé directement par les pays producteurs. Comme l'indique le tableau suivant, les quantités faisant l'objet d'accords gouvernementaux sont *passées de 1,5 à 5 millions de b./j.*, pendant que celles enlevées par des entreprises commerciales passaient de 0,9 million de b./j. seulement en 1973 à 7,8 millions de b./j. *en* 1979.

(1) En multipliant par cinquante le nombre des barils par jour, on obtient approximativement le nombre des tonnes par an.

Répartition des exportations pétrolières des pays producteurs

(en millions de barils par jour)

	1973	1976	1979
A. VENTES DIRECTES.			
a) Etat à Etat	1,5	3,8	5
b) Sociétés commerciales	0,9	3,3	7,8
Sous-total	2,4	7,1	12,8
B. ENLEVEMENTS DES GRANDES COMPAGNIES PETROLIERES.			
Cessions aux filiales	21,1	17,1	14,1
Ventes à d'autres sociétés	6,8	4,7	3,4
Sous-total	27,9	21,8	17,5
TOTAL DE A ET DE B	30,3	28,9	30,3

Moindre progression des ventes d'Etat à Etat

Tant que les « majors » exerçaient un contrôle étroit sur les marchés de consommation, il était relativement plus facile pour les pays de l'OPEP de vendre une partie de leur part de la production à des entreprises gouvernementales, dans le cadre d'accords inter-étatiques qui leur garantissaient une assistance financière et tech*nique ou d'autres* avantages économiques et politiques. Mais, quels que soient les avantages qu'ils représentent pour les deux parties, les accords d'Etat à Etat se caractérisent par certaines rigidités et se heurtent à des limitations dues, en bonne partie, à l'hésitation manifestée par nombre de pays occidentaux à contourner les circuits traditionnels établis par les *grandes sociétés* anglo-saxonnes. A cela s'est ajoutée, depuis 1979, la tentation pour certains pays de l'OPEP d'écouler une partie de leur produc*tion, à des prix plus rémunérateurs*, sur le marché libre. Ainsi, entre 1978 et 1979, les ventes d'Etat à Etat n'ont augmenté que de 8,7 % pendant que les ventes « commerciales » progressaient de 53 %.

(*) Directeur du Centre arabe d'études pétrolières.

(Lire la suite p. 27.)

Un nouveau ballon d'essai en U.R.S.S. pour une remise en ordre des prix ?

Un économiste soviétique propose une réforme du système des prix, annoncée maintes fois mais jamais réalisée en profondeur. Ne s'agit-il que d'un nouveau ballon d'essai ?

L'INFLATION n'existe pas en U.R.S.S. C'est entendu. Les *autorités reconnaissent* seulement officiellement un déséquilibre de l'offre et de la demande, une augmentation des salaires supérieure à la croissance de *la* productivité, un *gonflement* de la masse monétaire *qui ne correspond* à *aucune création* de biens ou de services. On peut refuser de donner à ce phénomène le nom d'inflation, il n'en subsiste pas moins et les responsables sont à la recherche, depuis des années, d'une nouvelle politique économique permettant d'y porter remède.

A l'occasion de la préparation du onzième plan quinquennal (1981/1985), des discussions semblent avoir eu lieu sur le système des prix, du moins si l'on en croit les échos paraissant de temps en temps dans la presse. Une conférence sur « la formation des prix » s'est tenue récemment à Moscou, sous l'égide des *syndicats*, avec la participation d'un secrétaire du comité central et de plusieurs membres du gouvernement. Une réforme des prix de gros favorisant la *« stimulation des progrès scientifiques et techniques »* aurait été discutée, mais tous les participants ont assuré qu'il ne serait pas touché aux prix de détail dont l'indice n'a *officiellement pas bougé* depuis quinze ans.

Les « facteurs naturels »

Les syndicats, qui sont en principe consultés avant toute modification des prix de détail, ont annoncé qu'ils s'étaient opposés à la hausse des tarifs des autobus express dans les villes et à l'augmentation du prix du beurre de qualité supérieure. *« Quant aux fourrures et au caviar, tout est clair : les facteurs naturels limitent leur quantité sur le marché*, commente un journaliste économique. *Il serait impossible d'en donner à tout le monde. La majoration des prix de ces marchandises aide, dans une certaine mesure, à équilibrer l'offre et la demande. »*

Cette « loi » économique ne s'applique-t-elle pas à d'autres produits dont les « facteurs naturels » limitent aussi la quantité ? Ce raisonnement ne vaut-il que pour les fourrures et le caviar ? *M. Popov, directeur ès sciences* économiques, professeur à l'université de Moscou, semble estimer pour sa part que ces questions doivent être posées. Dans un article de la *Pravda*, il vient de proposer une réforme beaucoup plus fondamentale du système des prix. Son objectif est double : imposer la masse monétaire en excédent et accroître l'intéressement des travailleurs à une production de qualité. Son propos n'est pas nouveau. Ses réflexions rejoignent celles des théoriciens conscients des impasses de l'économie soviétique, mais hors d'état de faire admettre les réformes indispensables. Cependant, *son article* est peut-être un ballon d'essai, l'expression publique d'une discussion plus large dans les instances dirigeantes du parti et du gouvernement, qui annonce, sinon une remise en ordre véritable du système des prix, du moins quelques ajustements.

Le point de départ est une constatation *simple : l'encouragement matériel* des bons ouvriers et du travail bien fait, qui complètent heureusement l'appel à la conscience et à l'émulation socialiste, n'ont *de* sens que si l'argent distribué à cette occasion peut être dépensé. Si ce n'est pas le cas, l'intérêt pour une rémunération supérieure, donc pour une production de qualité et une forte productivité, diminue. Or, actuellement, le salarié soviétique n'a pas seulement des problèmes pour gagner de l'argent, il a du mal à le dépenser, car il ne trouve pas sur le marché les biens et les services qu'il désire. La pénurie est ou bien absolue — certains produits sont totalement absents, — ou bien relative — les produits de haute qualité faisant défaut, — tandis que les marchandises invendables s'entassent dans les magasins, pour une valeur de 1 milliard à 3 milliards de roubles selon les années.

M. Popov propose d'abord une remise en ordre du système de distribution et une réorganisation des services afin que les produits dont on a besoin en Sibérie ne se couvrent pas de poussière dans le Caucase, où personne n'en veut. Mais il est bien conscient que cette reven*dication, au demeurant peu ori*ginale (la presse soviétique dénonce à longueur de colonnes les absurdités du réseau de distribution), est insuffisante. C'est pourquoi il avance quelques idées sur deux *« nouveaux domaines de placement de l'argent »*. Il s'agit de donner aux Soviétiques la possibilité de dépenser leurs salaires et leurs économies, pour éviter un gonflement de la masse monétaire, freiner la thésaurisation et combattre la spéculation.

Une « différenciation » des prix

Bien que le salaire moyen des ouvriers et des employés soit officiellement encore très bas comparé aux niveaux occidentaux (environ 1 100 F par mois), les dépôts dans les caisses d'épargne augmentent très rapidement. Ils dépassent actuellement 130 milliards de roubles et les sommes conservées dans les « bas de laine » sont estimées à 70 ou 80 milliards de roubles. M. Popov propose une « différenciation » des prix et des tarifs selon la qualité des biens et des services. Ainsi, un service plus rapide pour l'achat de billets de train ou d'avion, pour la réfection des appartements ou la réparation d'un appareil, pourrait se payer plus cher. Dans les trains, la différence de confort entre une place de wagon-lit et un siège en seconde classe est énorme, mais la différence de prix est minime. Les chambres d'hôtels, les places en maisons de repos, les appartements, coûtent le *même prix*, quels que soient leur emplacement, leur exposition, la saison des vacances, etc., M. Popov souhaite un rapport plus étroit entre le coût et la qualité.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite p. 26.)

REMÈDES DE CHEVAL

C'EST à *des* changements profonds dans la manière d'aborder les problèmes économiques et monétaires du jour qu'on assiste alors que les *difficultés semblent prendre* plaisir à se multiplier. Aussi la question est-elle de savoir si la crise laissera aux dirigeants publics ou privés le temps d'appliquer leurs politiques respectives d'adaptation aux nouvelles circonstances. Mais la crainte d'être pris de court par l'événement est elle-même désormais une des composantes de toute prévision. Prenant la parole à La Nouvelle-Orléans où était réunie, la semaine dernière, la conférence monétaire *internationale* qu'organise chaque année l'Association des banquiers américains, le président de la Brookings Institution, M. Bruce MacLaury, *a commencé son exposé* sur les grandes tendances de *l'économie* mondiale en évoquant l'hypothèse d'une *« catastrophe »* qui pourrait bien *venir bouleverser l'évolution en* cours (déplacement vers la zone Pacifique-Japon, Corée, Chine, etc., de la puissance industrielle ; maintien du libre-*échange malgré* la tentation grandissante de recourir au protectionnisme ; persistance de l'inflation et de forte tension entre pays riches et pauvres).

C'est une rude leçon que, pour sa part, a administré à ses auditeurs le président de l'Institut d'émission du pays qui a su le mieux jusqu'à maintenant défendre le pouvoir intérieur de sa monnaie. *« Je ne crois pas au gradualisme »*, a dit M. Fritz Leutwiler, premier président de la Banque nationale suisse. Le gradualisme, c'est pourtant la méthode qu'appliquent aujourd'hui, pour lutter contre l'inflation, la plupart des gouvernements, à commencer par celui de la France. Pour le conférencier, le combat contre l'inflation risque *d'être perdu, si on se donne* confortablement une longue période de temps pour détruire l'adversaire. Tirant les conséquences de son raisonnement, *M. Leutwiler a estimé que, les* Etats-Unis ayant laissé se dégrader gravement la situation, le mieux qu'on puisse aujourd'hui leur souhaiter est... une *sévère récession qui dure suffi*samment longtemps pour leur permettre de ramener le taux d'inflation de 17 % aux environs de 5 % !

Au même moment où les banquiers du monde entier étaient rassemblés à La Nouvelle-*Orléans, la banque fédérale de* New-York *révélait* les dernières statistiques concernant les marchés des changes. Elles sont propres à confirmer les craintes exprimées par les professionnels de la finance, effrayée, comme plusieurs orateurs l'ont dit, *« par les mouvements erratiques qui continuent d'agiter le système monétaire »*. Au cours de la période de trois mois (de février à avril), les interventions des banques centrales pour essayer de stabiliser les changes, d'abord pour empêcher le dollar de monter trop haut et ensuite pour freiner sa chute, ont porté sur 37 milliards de dollars. Cette dernière somme est proche du record absolu (38 milliards) qui avait été enregistré au cours de la même période de 1979. Des interventions aussi massives rendent bien difficile, sinon impossible, un contrôle des masses monétaires nationales.

La rencontre organisée par le ministère français de l'économie à l'UNESCO a donné aussi l'occasion d'entendre des propos tranchants sur les idées économiques qui régnaient encore sans partage il y a quelques années dans les enceintes internationales. C'est ainsi que le représentant du ministre brésilien du plan, M. Delfim Netto, n'a pas hésité à déclarer qu'il faudrait, dans des pays en développement comme le Brésil, envisager une réduction draconienne des dépenses courantes de gouvernement tout en engageant *« toute la société dans un mécanisme de formation d'épargne qui permette de réduire le taux de croissance de la consommation »*. Un tel effort est-il politiquement soutenable dans des pays où la distribution des revenus reste extrêmement inégale ? C'est là une autre question qui risque, demain comme hier, de compliquer sérieusement la tâche des ministres de l'économie du monde entier et de leurs conseillers. — P. F.

Pour une remise en ordre des prix en U.R.S.S.

(Suite de la page 25.)

Il propose encore de construire de nouvelles usines automobiles avec l'argent des futurs clients qui verraient leur placement rémunéré avec une voiture (un système analogue fonctionne déjà dans certains pays de l'Est). Il propose de développer le système des appartements dits « coopératifs », sorte de copropriété avec des droits limités, dont la place est encore modeste. Il souhaite des formules plus souples permettant à ceux qui ont de l'argent d'obtenir l'appartement de leur choix avec la taille, l'emplacement, l'exposition qu'ils désirent. Toujours pour ceux qui en ont les moyens, on pourrait également construire des garages ou des salles de sports dans ces immeubles coopératifs...

Travail noir et pots-de-vin

Agissant du côté des dépenses, il conviendrait aussi de changer le système des rémunérations en privilégiant le bon ouvrier par rapport au paresseux. Aujourd'hui, la différence entre le salaire d'un ouvrier de choc et celui d'un retardataire n'est que de 30 %. Il faut ouvrir l'éventail des salaires pour inciter les gens à travailler plus et mieux dans leur emploi principal. Comment se comporte en effet le Soviétique moyen ?

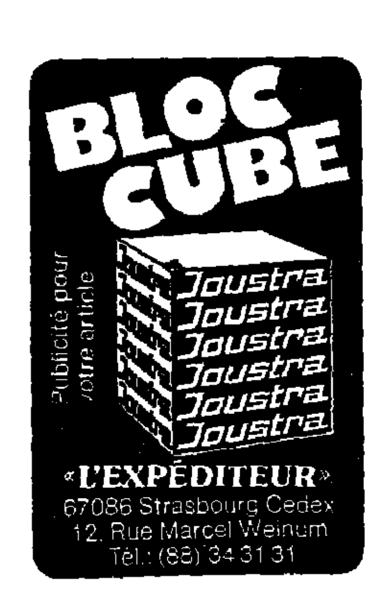
A l'usine ou au bureau, il ménage ses forces pour pouvoir faire une deuxième journée à son compte, en exerçant ses talents à titre privé.

M. Popov réfute l'argument selon lequel une hausse des prix pour les biens et les services de qualité et une ouverture de l'éventail des salaires augmenteraient les inégalités sociales. Il n'est pas question pour lui de supprimer les services gratuits ou très bon marché. Il envisage simplement de les compléter par de meilleurs produits pour ceux qui peuvent payer. D'autre part, si inégalités il y a, elles ne seront qu'entre le bon et le mauvais travailleur, car ces mesures devront s'accompagner d'une lutte accrue contre la spéculation afin que la richesse supplémentaire ne provienne que du travail honnête. L'augmentation des prix pour les services de qualité permettrait aussi de mettre un terme aux passe-droits qui se paient très cher et aux dessous de table. Par exemple, un appartement bien situé, à proximité d'une station de métro, ne coûte officiellement pas plus cher qu'un appartement en grande banlieue, à plusieurs kilomètres du premier moyen de transport.

Mais, pour l'obtenir, il faut donner à l'employé de la municipalité un confortable pot-de-vin. « Mieux vaut que l'argent aille directement à l'Etat », estime M. Popov.

Le professeur d'économie propose enfin un impôt sur le revenu beaucoup plus progressif qu'il ne l'est actuellement pour « écrémer » les hauts revenus et dégager des moyens financiers destinés aux familles pauvres. A ses détracteurs qui pourraient lui reprocher le caractère peu orthodoxe de ses propositions, M. Popov semble répondre que l'U.R.S.S. est loin du communisme intégral et qu'il s'agit maintenant de faire fonctionner un peu mieux la société socialiste.

DANIEL VERNET.



Lexique pétrolier

OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole).

Créée en septembre 1960, cette organisation groupe aujourd'hui treize pays qui produisent près de 50 % du pétrole mondial et concourent pour plus de 80 % au commerce international du brut. Ces treize pays en développement (Algérie, Arabie Saoudite, Emirats arabes unis, Equateur, Gabon, Indonésie, Irak, Iran, Koweït, Libye, Nigéria, Qatar, Venezuela) représentent une population de trois cents millions d'habitants. Ils ont, depuis 1973, la maîtrise totale des prix du pétrole ainsi que des niveaux de production. L'organisation ne réunit pas — loin de là — tous les pays exportateurs. Ni l'U.R.S.S. ni le Mexique, par exemple, n'en font partie.

OPAEP (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole).

C'est une organisation autonome de l'OPEP créée en 1968 par l'Arabie Saoudite, le Koweït et la Libye. Elle regroupe aujourd'hui, après l'exclusion de l'Egypte le 17 avril 1974, neuf pays arabes exportateurs de pétrole : Arabie Saoudite, Koweït, Libye, Irak, Algérie, Abou-Dhabi, Qatar, Syrie et Bahrein. A noter que la Syrie et Bahrein ne sont pas membres de l'OPEP. L'OPAEP a pour principal objectif l'élaboration des projets communs aux pays arabes. Elle n'intervient théoriquement pas sur les prix du pétrole.

A. I. E.

L'Agence internationale de l'énergie a été fondée en 1974 après la première crise pétrolière, sous l'impulsion des Etats-Unis, notamment de M. Henry Kissinger, alors secrétaire d'Etat. Le but de cette agence était, à l'origine, d'élaborer un programme cohérent d'économie d'énergie et de développement des nouvelles sources d'énergie. Sont membres de l'A.I.E. : l'Autriche, le Canada, la Belgique, le Danemark, l'Allemagne fédérale, les Etats-Unis, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Turquie, le Royaume-Uni. La C.E.E. en tant que telle et la Norvège ont un statut spécial. Trois pays, la Grèce, le Portugal et l'Australie, ont adhéré par la suite, portant à vingt et un le nombre total de ses membres. Aujourd'hui, sur les vingt-quatre pays industrialisés membres de l'O.C.D.E., trois n'ont donc pas adhéré à l'A.I.E. : l'Islande, la Finlande et la France, qui jugeait initialement l'agence comme un instrument de confrontation avec l'OPEP manipulé par les Américains. L'A.I.E. a décidé depuis sa création diverses mesures dont un plan de solidarité au cas où un de ses membres verrait son approvisionnement diminuer d'au moins 7 %. Des objectifs de réduction des importations ont également été assignés aux Etats membres.

DIFFÉRENTIELS.

Différence de valeur des diverses qualités de pétrole — par rapport à un prix de référence — en fonction d'un double paramètre : la prime de proximité des grands marchés de consommation permet de gommer les différences dans les coûts du fret, et la prime de qualité permet de privilégier les pétroles légers — dont on tire plus d'essence — dépourvus de soufre (ce qui est un avantage). Depuis quinze mois que règne une totale anarchie sur le marché pétrolier, ce système n'a plus cours. Le pétrole de référence — le brut saoudien arabian light — est désormais un simple prix plancher, les autres pays fixant leurs prix en fonction non seulement de la proximité des marchés de consommation et de la densité du pétrole, mais aussi à partir de considérations politiques diverses masquées sous le titre de « primes de marché ».

SPOT (au coup par coup).

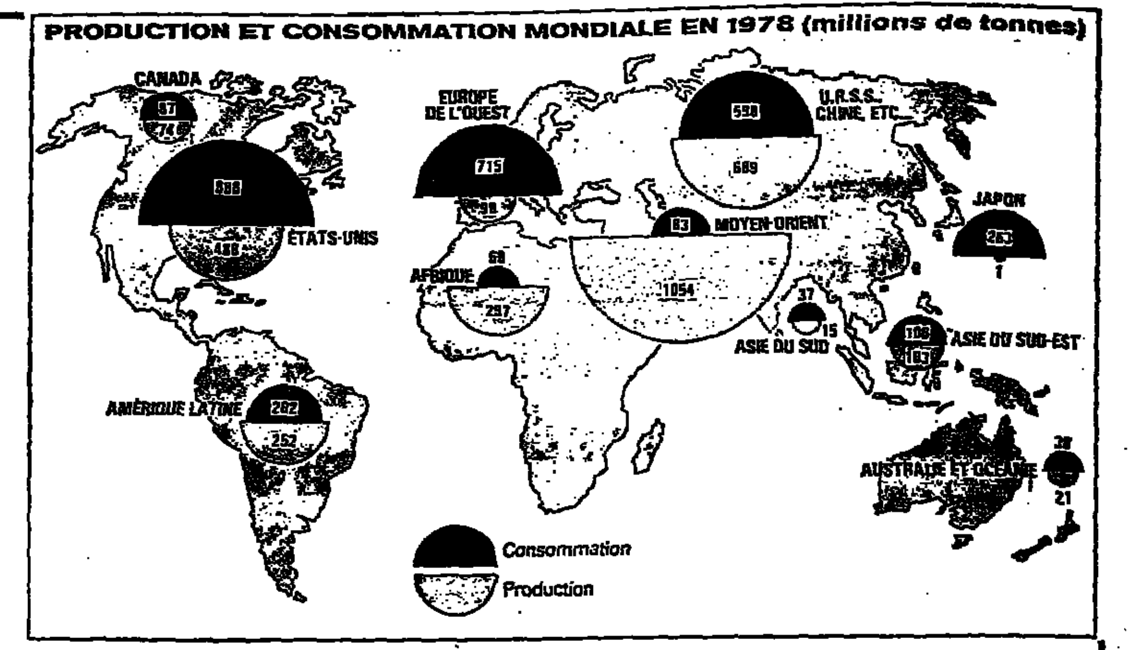
Le marché spot est un marché sur lequel se traitent des opérations ponctuelles (achat d'une cargaison de brut ou de produits). Certains de ces marchés libres sont organisés (Rotterdam, Gênes, Caraïbes) mais il arrive que les producteurs vendent aussi certaines cargaisons ponctuellement. Le terme « spot » est pris par opposition aux ventes contractuelles des pays exportateurs qui s'engagent — désormais plus souvent pour un an que pour trois ans et plus jamais pour dix ans — à livrer du pétrole aux compagnies pétrolières des Etats consommateurs.

OFFSHORE.

« Offshore » devrait se traduire littéralement par « au large des côtes », mais cette expression française rend mal compte de la réalité. Elle ne s'applique guère aux gisements du lac Maracaïbo, une lagune presque fermée d'eau saumâtre, non plus qu'aux marécages ou aux bayous de Louisiane où se sont pourtant développées les premières techniques modernes de l'offshore.

MAJORS.

Expression utilisée pour désigner les sept compagnies pétrolières les plus importantes tant par leur chiffre d'affaires que par l'étendue de leurs activités dans le monde. Les sept « sœurs » sont Exxon, Shell, Texaco, BP, Socal (Standard Oil of California), Mobil et Gulf. La Compagnie française des pétroles (C.F.P.) a souvent été qualifiée de huitième sœur. Les majors ont des activités en aval réparties assez également entre les différentes zones et commercialisent presque la moitié des produits pétroliers vendus dans le monde occidental. Quatre de ces sociétés, Exxon, Texaco, Socal et Mobil, sont notamment regroupées dans un consortium, l'Aramco, qui opère en Arabie Saoudite et n'a été nationalisé qu'à 60 %.



INDEPENDANTS.

Par opposition aux majors, se dit des principales sociétés pétrolières américaines implantées principalement aux Etats-Unis. Les huit plus importants indépendants (S.O. Indiana, Continental, Atlantic-Richfield, Occidental, Getty, Marathon, Union, Sun) obtiennent 50 % de leurs approvisionnements des gisements américains (contre 18 % aux majors) et commercialisent 84 % de leurs produits aux Etats-Unis (contre 34 % pour les majors).

COMPAGNIES D'ETAT.

Tous les pays exportateurs ont mis sur pied des compagnies nationales. Dans l'OPEP, la Petromin saoudienne, la Sonatrach algérienne, l'Irak National Oil Company, la National Iranian Oil Company (NIOC), par exemple, sont des sociétés qui ont repris, à l'image des majors, tous les stades de la chaîne pétrolière, de l'exploration à la distribution, voire à la diversification (pétrochimie). La part des compagnies d'Etat des membres de l'OPEP dans le commerce mondial du brut devrait même dépasser 50 % en 1980.

Les nouveaux pays producteurs en mer du Nord ont aussi copié cette organisation : British National Oil Company (BNOC) et Statoil en Norvège.

Enfin, certains pays consommateurs ont aussi estimé indispensable la création de compagnies d'Etat — Elf-Aquitaine en France, ENI en Italie, etc. — pour mieux maîtriser les courants d'approvisionnements.

BARIL.

Unité de volume s'appliquant spécifiquement au pétrole. Il y a en moyenne 7,33 barils dans une tonne métrique de pétrole et chaque baril représente donc 0,136 tonne (en fait, ce nombre varie avec la densité du brut et peut aller de 6,6 à 8 b. par tonne).

BARIL PAR JOUR.

Les milieux pétroliers ne parlent qu'en barils par jour, et non en tonnes. Cette unité permet de suivre les évolutions quotidiennes de la production des puits. En multipliant le chiffre des barils/jour par cinquante, on obtient une équivalence en tonnes par an. Exemple : une production de 100 000 barils/jour équivaut à 5 millions de tonnes/an.

Une mise au point de M. Méo

Dans un article publié dans « le Monde de l'économie » du 20 mai 1980, sous le titre « Une politique pour la France », M. André Fourçans donnait son point de vue sur les propositions économiques et sociales présentées par M. Jacques Chirac dans l'interview que le Monde *a publiée le 15 avril. En réponse, M. Jean Méo, secrétaire général adjoint du R.P.R., chargé des problèmes économiques et sociaux, nous écrit :*

La plus directe des critiques formulées par M. André Fourçans concerne la lutte contre l'inflation. Il écrit : « C'est en matière de lutte contre l'inflation que les propositions de l'ancien premier ministre sont les moins fiables. Il semble pour cela s'appuyer presque uniquement sur le contrôle des euromonnaies... Le combat contre l'inflation doit, en dernière analyse, passer par la maîtrise de la création monétaire interne. Et le rôle des euromonnaies est, à cet égard, relativement secondaire, sinon nul. »

Or le combat contre la hausse des prix est un souci permanent et primordial du programme R.P.R. ; sans même évoquer les autres mesures efficaces contre l'inflation préconisées dans cette interview, il suffit de rappeler que Jacques Chirac a proposé, d'une part, 2 % d'économies sur l'ensemble des dépenses civiles de fonctionnement du budget ; d'autre part, une réduction de 10 % des dépenses civiles d'intervention. Ces deux mesures représentent au moins 20 milliards d'économies annuelles. C'est, à coup sûr, le moyen le plus efficace de lutter contre l'inflation, et la voie la plus sûre de contrôler la masse monétaire interne. Hélas ! le R.P.R. n'a pas réussi à faire partager aux pouvoirs publics cette vue d'évidence au cours du débat budgétaire de la fin de l'année dernière. Et les conditions du récent emprunt d'Etat (13,25 % d'intérêt sur dix ans) sont révélatrices de la résignation du gouvernement en ce qui concerne la hausse des prix des prochaines années, ou alors il faut considérer que les modalités de cet emprunt sont aberrantes.

Mais les mythes sont tenaces. Les antiennes gouvernementales vont répétant depuis des années que le R.P.R. serait laxiste dans la lutte contre l'inflation. C'est oublier que, pendant quatorze ans d'affilée, de début 1960 à début 1974, sous de Gaulle et sous Pompidou, la France n'a pas connu une hausse des prix d'un ordre de grandeur différent de celui de l'Allemagne ; c'est passer sous silence aussi les succès remportés par Jacques Chirac sur l'inflation, ramenant son taux annuel de 13,5 % en mai 1974 à 9,5 % en août 1976. Si le successeur de Jacques Chirac avait accompli la même performance, la hausse des prix en France serait aujourd'hui égale à celle de l'Allemagne, et bien des choses seraient de ce fait, changées.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire n° 57 437.

Pétrole : La nécessaire coopération entre les pays producteurs et les pays consommateurs

(Suite de la page 25.)

La part croissante des ventes directes par les pays producteurs illustre bien les mutations profondes qui altèrent depuis quelques années les circuits traditionnels du marché pétrolier mondial, à savoir essentiellement le déclin du rôle des majors, le rôle de plus en plus important joué par les pays exportateurs et le resserrement des relations directes entre les pays producteurs et les pays consommateurs. Cette évolution pose aussi des questions cruciales quant aux objectifs réels recherchés par les pays de l'OPEP notamment, à travers la commercialisation directe de leur pétrole et quant aux moyens pouvant être mis en œuvre par les pays consommateurs pour assurer leurs ravitaillements en une source d'énergie qui se fait rare. Le problème de la sécurité d'approvisionnement revêt dans ce contexte une nouvelle dimension. Pour ne citer que l'exemple du Japon, on remarque que les événements de 1979 l'ont privé d'environ 1 million de b/j (soit plus de 20 % de ses importations) qui lui étaient assurés par les sociétés internationales, ce qui l'a amené à accroître *ses achats directs auprès de pays producteurs* ainsi que sur le marché spot. Ce qui est vrai pour le Japon l'est aussi, à un degré ou à un autre, pour les autres pays industrialisés ainsi que pour les pays en voie de développement.

Pour répondre aux questions posées par cette transformation structurelle des échanges pétroliers mondiaux, les points suivants méritent d'être soulignés :

1) Les objectifs des pays de *l'OPEP*.

Jusqu'au début des années 70, les pays de l'OPEP étaient abusivement appelés pays « producteurs » et « exportateurs » de pétrole, alors qu'ils n'étaient en réalité que des pays dans lesquels des sociétés internationales produisaient et exportaient du pétrole. Depuis, les nationalisations et les prises de participation ou de contrôle total des sociétés concessionnaires par les pays producteurs ont tout naturellement eu pour conséquence d'amener les pays de l'OPEP à étendre leurs activités à la commercialisation *directe de leur production*. Cette tendance ne peut qu'aller en s'accentuant à l'avenir. En prenant progressivement en main la commercialisation de leur production, les pays de l'OPEP ne cherchent pas seulement à améliorer leurs recettes d'exportation et à maîtriser ce maillon de leur industrie pétrolière, ils visent aussi à utiliser le pétrole comme moyen pour restructurer leurs relations économico-politiques avec les pays consommateurs, en obtenant notamment des biens d'équipement, la technologie et toute autre forme possible de coopération nécessaire pour leur développement économique. Tout en préférant évidemment réaliser des projets industriels ou autres sur leurs territoires, la plupart des pays de l'OPEP n'excluent pas pour autant les investissements aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en voie de développement.

2) L'attitude des pays consommateurs.

Tant que leurs besoins en pétrole étaient assurés par les canaux traditionnels du marché, c'est-à-dire par les multinationales, les pays industrialisés n'éprouvaient pas la *nécessité de s'adresser directement* aux pays de l'OPEP. Certains d'entre eux ont même accueilli avec hostilité le développement des ventes directes par les pays exportateurs et la conclusion d'accords bilatéraux d'Etat à Etat. Cette attitude est toutefois en train de changer sous l'effet tant de l'accroissement rapide des ventes directes que du climat de crise et de la crainte de pénurie qui caractérisent désormais le système énergétique mondial. En fait, les pays industrialisés ont tout intérêt à encourager cette évolution, car elle présente pour eux plusieurs avantages qui peuvent être résumés dans les points suivants :

● Les accords pétroliers d'Etat à Etat leur permettent, mieux que tout autre moyen, d'assurer la sécurité de leurs approvisionnements.

● Les mêmes accords assurent aux pays importateurs un meilleur accès aux marchés en plein développement des pays pétroliers et permettent aux deux parties d'harmoniser leurs intérêts nationaux.

Un marché tricéphale

● *Compte tenu de l'évolution* en cours, les relations directes producteurs-consommateurs sont un moyen indispensable pour réorganiser le marché énergétique mondial et relever le défi que représente, pour le monde entier, le risque de pénurie dans le proche avenir. Après avoir été, pendant près d'un demi-siècle, dominé par les seules sociétés multinationales, le marché pétrolier est devenu en quelque sorte tricéphale depuis le début des années 70, avec trois parties (les pays producteurs, les pays consommateurs et les compagnies) dont aucune ne contrôle réellement le marché et qui entretiennent entre elles des relations marquées bien plus par la méfiance que par la coopération. Cette situation est le résultat inévitable de la remise en cause des anciennes règles du *jeu imposées jadis* par les majors. Mais, après la période d'affrontement, il est temps, et il est dans l'intérêt de tout le monde, que le marché pétrolier soit organisé sur de nouvelles bases donnant aux pays concernés la haute main sur les moyens d'exploitation et sur les échanges internationaux d'un produit aussi vital que le pétrole. Comme on l'a dit, le pétrole est devenu trop important pour être laissé aux seuls pétroliers, c'est-à-dire à des société privées dont les intérêts ne coïncident pas forcément avec ceux des pays dans lesquels elles opèrent. Cela ne signifie évidemment pas que les grandes sociétés pétrolières aient perdu leur raison d'être. Ces sociétés bénéficient, en effet, d'une expérience inestimable et de moyens financiers et technologiques colossaux qui doivent être mis à profit pour développer les disponibilités énergétiques mondiales. Mais *il est évident* aussi que le temps où ces sociétés pouvaient se substituer aux nations est révolu et que leur action est *désormais* appelée à *s'insérer* dans le cadre des politiques des principaux concernés, à savoir les pays producteurs et les pays *consommateurs. Il faut pour* cela espérer que ces deux groupes de pays ne tarderont pas à surmonter les traumatismes du passé et à se concerter sur les moyens de coordonner leurs intérêts et leurs objectifs nationaux.

Cette coordination peut se concrétiser moyennant notamment :

a) La participation des pays industrialisés à l'exploration pétrolière et à la mise en valeur des énormes potentialités pétrolières et gazières des pays de l'OPEP ;

b) Leur participation à des projets de raffinage et de pétrochimie à l'intérieur des pays de l'OPEP ou dans d'autres pays dans le cadre d'associations producteurs-consommateurs ;

c) Des accords inter-gouvernementaux en vertu desquels les pays de l'OPEP s'engageront à garantir l'approvisionnement en pétrole des pays industrialisés en échange de la contribution de ces derniers à la réalisation des plans de développement économique des pays exportateurs ;

d) L'acceptation par les pays consommateurs du principe de l'augmentation progressive, et, en termes réels, des prix du pétrole de manière à rendre possible la mise en valeur de nouvelles sources d'énergie. Cela est d'autant plus nécessaire que la crise de l'énergie se présente désormais de moins en moins en termes de prix et de plus en plus en termes de développement des disponibilités nécessaires pour faire face à l'accroissement des besoins énergétiques mondiaux.

Compte tenu du rôle grandissant des pays de l'OPEP sur le marché pétrolier, la coopération producteurs - consommateurs ne peut plus être considérée comme une vue de l'esprit, ou comme un simple choix qu'on aime ou qu'on n'aime pas. Qu'on le veuille ou non, une telle coopération s'impose désormais comme une condition fondamentale de toute politique visant à éviter les crises et les bouleversements chaotiques et à harmoniser les intérêts et les objectifs des différentes parties concernées.

NICOLAS SARKIS.

Les lacunes, les risques et les dangers des marchés à terme de marchandises

(Suite de la page 25.)

Ajoutons que si le marché français des sucres blancs raffinés reste très actif, celui du cacao décline dangereusement, les pays producteurs de la zone franc préférant aller traiter à Londres, où les frais sont moins élevé, et que celui des tourteaux de soja est tombé à zéro, faute d'adaptation des spécifications aux demandes des utilisateurs.

Quant à la clientèle, composée, au 31 décembre 1979, de soixante-dix-sept professionnels et affiliés, de vingt et un commissionnaires et de neuf cent cinquante opérateurs non professionnels (spéculateurs ou autres), elle a été analysée surtout au niveau des opérateurs privés, assez peu nombreux (six cents à sept cents « actifs »). Les capitaux apportés, pour 71 % d'entre eux, sont inférieurs à 100 000 francs, ce qui semble bien peu. Le rapport s'est efforcé d'évaluer la rentabilité des *opérations spéculatives*, tâche fort difficile puisqu'il existe fort peu d'informations exploitables, et qui conduit à formuler des hypothèses dont le contenu sera nécessairement contesté. Selon M. Y. Simon (1), citant des auteurs américains, l'investissement spéculatif est globalement rentable, du moins pour les spéculateurs professionnels, mieux placés en raison de leur expérience, de leur connaissance du fonctionnement des marchés et de la qualité de leurs informations. En revanche, les spéculateurs non professionnels, souvent petits, qui ne disposent pas de tous ces atouts, sont perdants le plus souvent. En France, un sondage effectué le 31 juillet 1979 a étudié deux cent quatre vingt-cinq comptes (sur six cents à huit cents) pendant un peu plus de trois ans : sur *24 millions de francs* de capitaux engagés, 17,6 ont été perdus par deux cent soixante-deux clients, les gains ayant été de 0,34 million de francs pour vingt-huit clients, et les opérations « blanches » de 6 millions de francs pour cinq clients. Une perte de 71 % des capitaux investis, c'est beaucoup !

Le rapport du Conseil a étudié ensuite les frais de fonctionnement des marchés, notamment les taux de commission des intermédiaires, calculés « ad valorem » et non forfaitairement : il relève que, en règle générale, le coût d'une opération est très nettement plus élevé à Paris qu'à *Londres, notamment* pour le café et le cacao. Poussant un peu plus loin son analyse, le rapport estime que la « fiabilité » des marchés n'est pas pleinement assurée, et qu'ils sont « dangereux » en raison des « lacunes » de la réglementation et des « ambiguïtés » qui subsistent, que ce soit sur le rôle de la Banque centrale de compensation (B.C.C.), l'organisme financier qui enregistre les transactions et assure leur bonne fin, ou au niveau des intermédiaires.

Ainsi, en cas de fièvre, la B.C.C. ne peut relever les couvertures sur les engagements à terme (le fameux « *Deposits* ») que sur les nouvelles opérations : les textes ne le prévoient pas expressément et les commissionnaires agréés s'y sont toujours opposés, selon le rapport, arguant de l' « illégalité » et de la nocivité *de toute* mesure à caractère rétroactif. Quant à ces mêmes commissionnaires, responsables de la solvabilité de leurs clients et de *l'exécution des ordres* reçus (ducroire), leur surface financière est jugée insuffisante, que ce soit au titre de la caisse mutuelle de garantie (5,4 millions de francs à la fin de 1979), ou à celui du capital moyen des vingt-neuf maisons de commissionnaires : environ 2 millions de francs, ce montant est qualifié de « modeste » par rapport aux risques encourus, notamment pour les maisons (un quart environ) qui opèrent pour la clientèle privée et ne figurent pas parmi celles *qui* disposent des capitaux les plus importants.

« Cesser de cautionner l'incompétence et la malhonnêteté »

Dans sa conclusion, le rapport présente des propositions de réforme, « *l'Etat, avant toute autre décision, devant prendre celle de cesser de cautionner l'incompétence, la médiocrité et la malhonnêteté...* » (compte rendu de mission de M. Keltenbach). Si la présence de l'Etat ne doit pas être trop lourde, sa tutelle doit toutefois être renforcée, sans néanmoins prendre en charge totalement « *un mécanisme dont le ressort lui est étranger* ». Le rapport du Conseil suggère donc qu'un comité de direction « rénové » de dix membres (contre six actuellement) soit mis en place, avec des pouvoirs élargis, notamment en valeur de contrôle, le président disposant d'un pouvoir d'initiative en matière de « *Deposits* » qui pourrait être modifié rétroactivement. Les taux des commissions seraient libérés, avec une partie forfaitaire et une partie calculée sur les plus-values nettes réalisées par les clients... Ces derniers seraient mieux informés, le démarchage réglementé et, disposition intéressante, le « *Deposit* » exigé des clients pour opérer à terme serait très fortement augmenté, passant des 10 % - 20 % à 30 % - 75 % : une telle mesure éliminerait certes les « petits », mais la fonction financière de l'opérateur exige une « surface suffisante » de façon à n'être pas « lessivé » par un *renversement* brutal des cours, comme cela arrive trop souvent. D'autres propositions sont également avancées notamment *les fonds communs* de placement et le pool d'opérateurs. Les pouvoirs publics se sont d'ailleurs inspirés de l'ensemble du rapport pour formuler leurs propres propositions, notamment celle d'une commission de marché à terme, dotée de trois membres et d'un président. Elles ne manqueront pas de soulever la critique et les oppositions, comme il est naturel lorsque l'on se préoccupe de réformer des procédures existantes et de vouloir mettre fin aux abus. Une chose est sûre, en tout cas : la suppression de la réglementation des prix a enlevé la possibilité d'obtenir la répercussion automatique des augmentations des prix des produits importés, et maintenant l'entrepreneur est incité à se prémunir lui-même contre les aléas du marché. D'où l'intérêt des marchés à terme de marchandises.

FRANÇOIS RENARD.

(1) Les bourses de commerce et les marchés à terme de marchandises. Dalloz, 1977.

LES NOTES DE LECTURE *d'Alfred Sauvy*

• LE MODÈLE ÉCONOMIQUE ALLEMAND. MYTHES ET RÉALITÉS.

Bernard KEIZER

Contrairement à notre mythologie, il n'y a, en économie, pas plus de *modèle* (au sens ordinaire du mot), que de *miracle*. L'auteur — que l'éditeur n'a malheureusement pas jugé utile de nous présenter — parle d'ailleurs de plusieurs « modèles » allemands, c'est-à-dire de méthodes ou politiques appropriées aux circonstances.

Dans l'excellente analyse de l'évolution depuis 1971 (tableau rétrospectif opportun, page 21), nous retrouvons bien la politique sottement appelée « miracle », sans mention toutefois des idées extravagantes des Américains (la « *pastorisation* » de *Morgenthau* ou retour nécessaire des Allemands à la terre) non plus que du contre-pied des *méthodes* keynésiennes, qui fut, dans la suite, générateur du prétendu « miracle ».

Le potentiel industriel de départ était plus élevé que celui de la France, tant du fait de l'écart existant en 1939 (résultat des déplorables politiques *françaises de 1930 à 1938*) que de la relative faiblesse des destructions d'*usines*. *L'afflux de treize millions de* personnes, privées de capital, a, contrairement aux *idées pessimistes, encore* actuelles, sur le chômage, joué un rôle important dans cet essor des années 50.

Le rythme d'expansion a progressivement baissé, dans la suite, de 9,5 % à *3,8 %*. *Est* donnée, à ce propos, une comparaison claire et bien centrée des *économies française et allemande*.

Sur les relations internationales et monétaires, qui tiennent aujourd'hui tant de place, est bien décrit le « cercle vertueux » (jusqu'à un certain point) des revalorisations du mark, contraires aux lois classiques de Cassel et autres, mais ce « modèle » ne saurait être imité par tous.

Dans ce *remarquable* amas de richesses, citons encore l'évolution progressive de *la répartition du PIB, au* profit du travail, les progrès continus des collectivités locales au détriment du Bund, les vues sur l'ordre social (ouvriers moins dociles que ne le croient les Français), l'effondrement de la fécondité (sans perspectives économiques des conséquences) l'évolution du patrimoine, la liaison entre monnaie et croissance, la dépendance directe ou indirecte des divers secteurs envers l'extérieur, etc.

Un ouvrage de premier ordre, où la documentation précise et fidèle et le souci de clarté l'emportent sur l'affectivité et le besoin de soumettre, si fréquents en d'autres ouvrages.

Bibliographie, où l'on regrette de ne pas trouver l'ouvrage de H. Aujac, cité cependant dans le corps de l'ouvrage, et celui de F.B. Brost et J.G. Villot, analysé, dans cette chronique, en novembre dernier.

★ La documentation française. Paris 1980. 236 pages. 26 F.

• ESSAI SUR LE PRINCIPE DE POPULATION.

Thomas ROBERT MALTHUS.

Saluons avec satisfaction la réédition *de cette première édition de 1798 (qui*, contrairement à l'opinion courante, ne contient *pas le fameux apologue du* banquet de la nature), tout en regrettant que *la loi de* la population soit, selon la pratique des « faux amis », devenue un *principe*. La publication de cet ouvrage, due à M. Vilquin, de l'université de Louvain-la-Neuve, a été suivie d'un congrès international à l'UNESCO, organisé par la Société de démographie historique, présidée par le docteur J.N. Biraben, avec le concours de M. J. Dupaquier, directeur d'études à l'Ecole des hautes études et de Mme Jacqueline Hecht, qui dirige le service des doctrines et politiques de population à l'INED. *Environ quatre cents participants* (*dont* six Soviétiques), appartenant à soixante et un pays.

Le renom du pasteur britannique ne résulte pas seulement des violentes querelles déclenchées involontairement par lui et qui se prolongent aujourd'hui à l'échelle mondiale, (conférence mondiale de Bucarest), mais aussi de ses *grandes qualités d'économiste, plus* affirmées, sans doute, que celles de démographe.

• MALTHUS, HIER ET AUJOURD'HUI

Ce recueil des rapports et communications, en français et en anglais, constitue un document de première valeur pour l'étude de cet homme et des problèmes posés par lui et à sa suite.

★ Institut national d'études démographiques. Paris 1980. Cartonné. Société de démographie historique. Paris 1980. 61 F.

• LA FRANCE BANCALE.

Jean-Marc SYLVESTRE.

Sur la dégradation de notre économie, sur les défaillances de la gestion de « nos affaires », nous avons été déjà informés, il y a vingt ans, par le rapport Rueff-Armand et, plus récemment, par deux académiciens, dont l'un a même « cambronnisé », l'autre se contentant de parler de « mal ». Voici un nouvel inventaire de nos déficiences, qui complète singulièrement les rapports annuels de la Cour des comptes.

Peut-être le mot « bancal » n'est-il pas *l'infirmité qui convient, mais il* est clair. L'enquête est sérieuse, étendue, sans être générale. Asmodée pour le bon motif, le jeune journaliste soulève, pour nous, bien des toits et explore l'intimité des comptes. Il est accablant, ce défilé des malfaçons, qui va de l'ironique « pétrole vert » (la France ne parvient même pas à couvrir sa consommation de porc) au ruineux Opéra, en passant par les océans et la pêche (« mais que fait donc *M. Mer* » ?), le tabac, l'Ecole des ponts et chaussées, les logements de fonction, les primes occultes des fonctionnaires, etc. Mais la palme, si l'on ose dire, revient, sans doute, au C.N.R.S., dont les chercheurs, peu trouveurs (un *brevet pour soixante-cinq* ans-recherches) vivent douillettement dans *leur sécurité* (« *dans dix ou vingt ans*, je ne crois pas que le C.N.R.S. aura fait *faillite, alors que chez Peugeot...* »).

Partout se constate la faiblesse du pouvoir, qui, en renonçant aux sanctions, fait retomber le dommage sur l'ensemble des Français.

Ce réquisitoire présente cependant quelques contradictions ou anomalies : *la comparaison est bien rappelée, par* exemple, entre l'évolution du prix du *billet de métro et celle*, combien plus modérée, de l'essence, mais le bilan fiscal de l'automobile tombe dans les niaiseries habituelles. Par ailleurs, le prélèvement important sur les revenus fixes, et notamment les livrets A des caisses d'épargne, n'est pas bien connu ou du moins dégagé.

En fin de lecture, l'esprit bouillonne *de questions : comment expliquer* la faible réaction du public, jadis si sensible ? *Le démantèlement de la direction* du budget serait-il vraiment le commencement de la vertu ? etc.

Et le lecteur en vient à se demander s'il ne conviendrait pas de charger une commission des « *mécomptes de la nation* » de chiffrer le montant du dom*mage national, économique et financier*.

En conclusion est dénoncé le rôle des « vaches sacrées », c'est-à-dire des syndicats, ou plus précisément des cinquante-trois millions de Français qu'ils défendent, par leurs vetos localisés excluant toute mesure salvatrice.

★ Robert Laffont. Paris 1980, 333 pages. 57 F.

• LES ANNÉES D'APRÈS-GUERRE 1944-1949.

Valérie-Anne MONTESSIER.

Une partie de cette intéressante *rétrospective politique* est *consacrée* à l'économie d'après la guerre, sur laquelle la bibliothèque est aussi pauvre *en* qualité qu'en quantité. C'est, comme il se doit, la partie la plus faible de l'ouvrage ; si les lois, les grands événements ou décisions politiques (plan Marshall, plan Monnet, etc.) viennent bien à leur place, par contre la description de l'évolution économique continue est, selon une tradition sévère, plus conforme à la rumeur complaisante qu'aux faits. Les écarts sont même parfois importants : étrange discrétion, par exemple, sur la faiblesse des pouvoirs publics et des syndicats pour défendre le rationnement, seule méthode, alors, de combattre l'inflation et d'améliorer le sort des salariés. Déviation tout aussi *classique et* tout aussi regrettable : la grande querelle des prix et des salaires, *qui a justement tenu toute la période*, n'est dessinée que selon les errements habituels, avec *confusion entre prix* officiels et prix réels. En fait, le pouvoir d'achat des salariés a suivi, à peu près, la progression de la production agricole, comme il est d'ailleurs normal en économie de subsistance. Cette époque n'est décidément pas mieux comprise que la première moitié du XIXe siècle.

★ Fayard. Paris 1980. 371 pages. 75 F.

• CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LE MOYEN-ORIENT CONTEMPORAIN (CERMOC).

Résultat de diverses études.

Créé il y a deux ans et demi, sous les auspices du ministère des affaires étrangères et dirigé par M. A. Bourgey, le CERMOC a rassemblé de jeunes chercheurs de diverses disciplines humaines, qui ont déjà mis à bien diverses recherches et publié d'intéressants résultats sur cette région, plus connue par ses conflits politiques que par ses réalisations économiques.

Etat et perspectives de l'industrie au Liban, réalisé par neuf chercheurs, dont M. Bourgey, directeur, est sans doute, *le principal document existant sur le* développement industriel au Liban.

Les champs migratoires internes en Syrie, de M. Ph. Fargues, démographe, décrit les diverses migrations internes en Syrie et au Liban.

Industries et politique industrielle en Egypte, de François Rivier. Du fait de l'exiguïté de son territoire habitable, ce pays a plus qu'aucun autre, besoin d'industrie. En dépit de ses progrès, *celle-ci* ne suffit pas à l'importante population, si bien que les remises des *travailleurs égyptiens à l'étranger* atteignaient déjà 600 millions de dollars en *1977*.

L'industrie libanaise et les marchés arabes du Golfe. Ce travail, de J.-P. Bertrand, Aïda Boudjikanian et Nadine Picaudou, compare en particulier les exportations aux prévisions de la CNUCED et examine les perspectives d'avenir.

Etat et secteur public industriel en Syrie, de J. Hannoyer et N. Seurat, porte sur ce secteur dominant, surtout sous l'angle des rapports sociaux et syndicaux.

★ CERMOC. Beyrouth 1979. 151, environ *100, 176, 160 et 137* pages.

• LE SYSTÈME FERROVIAIRE DANS LE MONDE.

Bernard de FONTGALLAND. Préface de Sir Peter Parker, président des Chemins de fer britanniques.

Le secrétaire général de l'*Union internationale des chemins de fer* comble une lacune, car il n'existe curieusement pas d'ouvrage d'ensemble sur les chemins de fer dans le monde actuel. Diverses considérations techniques initiales sont suivies de vues sur le « *management stratégique* » (que l'on appelait naguère la *gestion*) et de *diverses considérations économiques*, en particulier sur le partage rationnel du trafic entre les divers moyens de transport. En dépit des allusions formulées à la vérité des prix et des tarifs, les observations restent sur un ton modéré, en raison peut-être de l'hospitalité accordée. Quelques vues descriptives suivent, sur des macro-systèmes ferroviaires (notamment en Union soviétique et au Japon) et sur les organisations internationales.

Illustration en couverture, qui représente, nous est-il assuré, un « système ».

★ Editions Celse. Paris 1980, 209 pages. 120 F.

Avis financiers des sociétés

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

roset

leader français du mobilier contemporain de haut de *gamme, recherche l'*

ADJOINT DU DIRECTEUR GENERAL

de sa filiale allemande
roset Möbel GmbH
(CA 12 millions de DM — 14 personnes)

Il secondera le Directeur dans toutes ses activités et devra prouver son efficacité sur le terrain, avec le recul suffisant pour œuvrer dans le sens d'une action à long terme, au sein d'une société performante.

Ce poste, créé pour renforcer la structure d'une filiale en plein développement, conviendrait à un diplômé d'une GRANDE ECOLE DE COMMERCE, ayant une parfaite connaissance de la langue allemande. L'expérience de la distribution de produits de consommation, acquise de préférence en ALLEMAGNE, sera un atout apprécié.

Résidence dans la région de STUTTGART.

Adresser CV au Cabinet GATIER (*sous réf.* 183), 32 rue Barrême 69006 Lyon.

Cabinet Gatier

TOTAL
Compagnie Française des Pétroles

Agés d'au moins 28 ans, vous avez déjà 5 à 10 ans d'expérience dans la conduite d'une station de production d'huile.

Vos bases en anglais sont suffisantes pour pouvoir bénéficier efficacement de la formation complémentaire assurée en ce domaine.

Vous pouvez justifier d'une formation BEI, BTS, DUT ou équivalent.

Vous recherchez de *vraies responsabilités, la vie sur plate-forme en mer ne vous rebute pas.*

Vous appréciez le travail en régime récupération et de ce fait n'êtes pas mécontents de voir votre salaire de base majoré de 60% à 85% selon vos affectations.

15 POSTES DE SUPERVISEURS PRODUCTION

vous sont offerts par notre Direction TOTAL EXPLORATION PRODUCTION.

Si vous êtes intéressés par une carrière attractive et évolutive dans le monde entier, envoyez vite lettre, C.V. et prétentions au Service Recrutement 5, rue Michel Ange 75781 PARIS CEDEX 16, sous référence 80036M.

Organisme français de coopération recherche pour institut de formation commerciale à ALGER

CADRES COMMERCIAUX

diplômés de l'enseignement supérieur commercial.
Pour l'enseignement de :

- *Comptabilité, Mathématiques, Statistiques (DECS souhaité)*
- Techniques commerciales (expérience Achat, Vente, Distribution en entreprise souhaitée).

Les candidats devront avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 années.

Les contrats sont établis par le Ministère Français des AFFAIRES ETRANGERES.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. et d'une photo sont à adresser sous référence 9538/JN à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra).

SOCIETE METALLURGIQUE NON FERREUX INTERNATIONALE

recherche

EXCELLENT ELEMENT - *environ 30 ans*

Sa tâche consistera à être impliqué dans des contrats d'achat de minerais Formation de Géologue exigée avec, si possible, expérience pays latino-américains.

Ecrire avec CV. sous réf. 12365 à COFAP - 40, rue de Chabrol - 75010 PARIS *q. tr.*

Financial Analyst

RALSTON PURINA COMPANY, a major U.S. food manufacturer is recruting for its European head quarters in Brussels a FINANCIAL ANALYST.

THE FUNCTION :
The financial analysis of European subsidiaries in Holland, Belgium, Germany and France. The coordination and evaluation of capital investment programs.

THE OFFER :
A challenging opportunity in a fast moving international group. Attractive salary and fringe benefits. Excellent scope for future career development.

THE REQUIREMENT :
A university degree in business economics or equivalent accounting degree, 3 - 5 years of experience preferable in a consumer oriented company. Fluent in English, workable knowledge of German an asset. Age 28 - 35.



Please mail your application quoting ref. FA.M to
MEDIA P.A.
9, Boulevard des Italiens
75002 PARIS
who will forward.

BUREAU D'ÉTUDES recherche

pour missions et séjours dans plusieurs pays d'AFRIQUE NOIRE

— AGRO-ÉCONOMISTE
— ÉCONOMISTE PLANIFICATEUR GÉNÉRALISTE
— ÉCONOMISTE ou GÉOGRAPHE
— PLANIFICATEUR RÉGIONAL
— INGÉNIEUR ÉCONOMISTE DES TRANSPORTS
— INGÉNIEUR ÉCONOMISTE INDUSTRIALISTE
— ÉCONOMISTE DU COMMERCE
— INGÉNIEUR ÉCONOMISTE DU BATIMENT et T.P.

Deux types de candidatures sont recherchés :
- soit de l'ordre de 3 ans d'expérience professionnelle (poste junior) ;
- soit de plus de 10 ans d'expérience professionnelle.

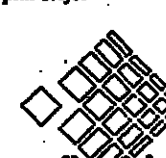
Cette expérience devra avoir été acquise dans les P.V.D.

Ecrire avec C.V. détaillé à B.P. 218, 75024 PARIS Cedex 01.

INGENIEURS !
La technologie du travail du bois. a-t-elle encore des secrets pour vous ?

Notre client est une jeune société belge d'Engineering dont les bureaux sont situés à Bruxelles. Le développement de ses activités justifie le recrutement d'un ingénieur (M ou F) niveau A1 ou ayant une formation équivalente. Au sein de l'équipe, celui-ci sera responsable de la conception, de l'exécution et du suivi des projets sur le plan technique. Pour réussir à cette importante fonction il devra faire preuve d'une grande précision dans son travail et, idéalement, connaître à fond les domaines de la mécanique, des fluides et de la machine-outil. Il est indispensable que le candidat choisi soit parfaitement familier de l'environnement «du bois». Chargé de la description des processus technologiques et des équipements, il rédigera en français ; de plus, la connaissance du néerlandais et de l'allemand technique est indispensable pour ses relations avec les fournisseurs. Des déplacements ponctuels à l'étranger sont à prévoir. La rémunération de cette fonction-clé au sein de l'entreprise sera très concurrentielle.

Nous vous saurions gré de nous faire parvenir votre dossier personnel complet (C.V. + photo récente) sous la référence 20/85/1 SE. Il va de soi qu'une discrétion absolue vous est formellement garantie. Il sera répondu à tout courrier dans les délais les plus brefs.



Rue Defacqz, 73 - Bte 18 - 1050 Bruxelles - Belgique
Tél.: 02/538.90.26

SYNOREX, GUADELOUPE, recherche

- **LE RESPONSABLE DE SON UNITÉ DE PRODUCTION : fabric. chimiq**
  - ing. ou technicien chimiste avec solide exp.
  - bonnes connaissances chimie organique indispensables.
  - poste à pourvoir à partir oct. 1980.
  - possibilité stage préalable métropole.
- **SON CHEF D'ENTRETIEN**
  - bonne formation + expérience exigée en élect. ind., tuyauteries, soudure...
  - ex-mécanicien marine conviendrait partic.

C.V. + photo à Cabinet PILYSER 58, rue de Lisbonne, 75008 PARIS.

Importante Société d'Ingénieurs Conseils

recherche

pour le contrôle des travaux de génie civil d'un gros aménagement hydro-agricole en IRAK

CONTROLEURS DE TRAVAUX
(B.T.S. ou DUT)
METREURS GROS OUVRAGES

(Métreurs spécialité bâtiment seul s'abstenir)

Ces postes requièrent un minimum de 4 années d'expérience et une bonne connaissance de l'anglais.

Contrats temporaires (2 ans).

Envoyer C.V. et lettre manuscrite avec photo à *CONTESSE Publicité*, n° 82.071, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, q. t.

Chef comptable
Abidjan

Etre responsable de la fonction comptable d'une entreprise de près de 200 MF de CA. Etre le patron d'un service d'une vingtaine de personnes. Et à Abidjan. C'est l'opportunité que nous offrons à un professionnel très confirmé et solide qui a déjà exercé en entreprise cette responsabilité de chef comptable.

Tant mieux si vous avez déjà une expérience africaine. Mais ce n'est pas indispensable. Votre compétence, votre capacité d'animation d'une équipe, la satisfaction que vous avez de quitter pour un temps l'hexagone nous importent d'abord. Et aussi une rapide disponibilité. Les consultants de SIRCA nous présenteront votre candidature ; écrivez-leur sous référence 802 417 M en précisant vos prétentions.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.
MEMBRE DE SYNTEC

CENTI
recherche pour Mission d'une année au
MOYEN-ORIENT
INGÉNIEUR SYSTÈME

Connaissant matériel HB
Si possible SIRIS 3 et STRATEGE
Rémunération élevée
Tél au 222-25-31 ou écrire avec C.V. et prétentions
CENTI, 128, rue de Rennes, 75006 PARIS

Importante société zaïroise recherche pour son siège de LUBUMBASHI (Zaïre)
CHEF COMPTABLE AGREE
ayant plusieurs années de pratique pour supervision des comptabilités industrielle et commerciale et consolidation des comptabilités des filiales. Situation d'avenir pour élément capable et dynamique. Envoyer C.V. détaillé à l'Agence Rossel, R.P. 517.234, Rue Royale 112, B-1000 Bruxelles, qui transmettra.

RECRUTEMENT DE PROFESSEURS
MATHÉMATIQUES, SCIENCES PHYSIQUES

La RÉPUBLIQUE de COTE-D'IVOIRE

recrute des Professeurs de Mathématiques et Sciences Physiques titulaires du C.A.P.E.S., de la Licence ou du D.U.E.S., et expérience, dans l'Enseignement Secondaire classique du premier et second cycle (Ministère de l'Education Nationale).

Rémunération brute mensuelle de début :
— TITULAIRE DU C.A.P.E.S. : 9 020 F.F. soit 451 000 F. C.F.A.
— TITULAIRE DE LA LICENCE : 7 995 F.F. soit 399 750 F. C.F.A.
— TITULAIRE DU D.U.E.S. : 7 462 F.F. soit 373 100 F. C.F.A.

LOGEMENT et AMEUBLEMENT de base fournis. VOYAGE ANNUEL de vacances.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae, d'une photocopie *certifiée conforme des* diplômes et des attestations d'emploi doivent être adressées à :

AMBASSADE DE COTE-D'IVOIRE
(Service Culturel)
102, avenue Raymond-Poincaré
75116 PARIS
Tél. : 501-53-10.

Importante Société d'Ingénieurs Conseils

recherche

pour le contrôle des travaux de génie civil d'un gros aménagement hydroagricole en IRAK

INGÉNIEURS DIPLOMÉS

ayant de 4 à 10 ans d'expérience dans ce type d'activité

Connaissance de l'Anglais indispensable.

Contrats temporaires (2 ans).

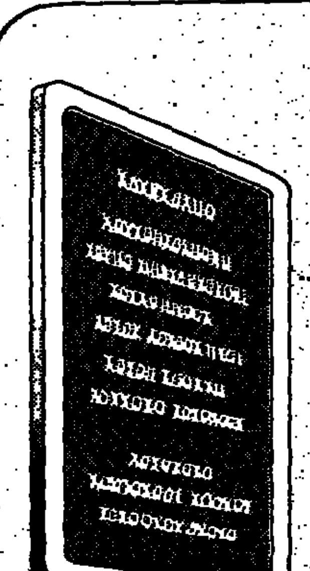
Env. C.V. et lettre man. avec photo, sous numéro 82.070, Contesse P., 20, av. Opéra, Paris (1er), q. tr.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

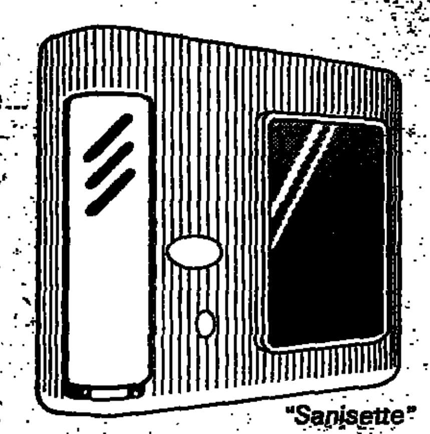
ANNONCES CLASSEES TÉLÉPHONÉES
296-15-01



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Devant le succès remporté par les sanitaires publics à entretien automatique... ... et les journaux électroniques d'information.



JCDecaux

double tous ses postes de Directeurs Régionaux par de

JEUNES ADJOINTS

à Lille, Lyon, Tours, Marseille, Bordeaux, Rennes, Nancy, Rouen, Nantes, Toulouse.

En effet, les nouvelles activités que je développe vont déboucher, dans les 3 prochaines années, sur la création, uniquement pour la France, de plus de 500 à 600 emplois nouveaux.

La qualité et la rapidité des services rendus aux villes, que je me suis donné pour règle, nécessitent que ces nouveaux cadres soient capables de s'intégrer à mon équipe dont la réussite et l'enthousiasme ne sont plus à démontrer.

Après une formation en position d'adjoint, ils devront être capables d'assumer, à terme, *les responsabilités d'un service, d'une Direction Régionale ou d'une nouvelle unité*, dans le cadre d'une rapide diversification. Certains pourront même être appelés à occuper des responsabilités à l'étranger.

Si vous pouvez justifier d'une première expérience réussie, et si votre tempérament vous incite à participer à une action dynamique, tout en étant conscient que cela requiert une grande disponibilité, adressez-moi un dossier détaillé : C.V. habituel, bien sûr, précisant votre salaire actuel, accompagné d'une photo récente, mais surtout un courrier développant *vos aspirations professionnelles, sous référence* : JC Decaux à :

KornFerry International
23, place Vendôme – 75001 Paris,
qui m'assistera dans cette recherche.

Les entretiens auront lieu en juillet et août. Je vous remercie de préciser vos dates de disponibilité.



LA RADIOTECHNIQUE COMPELEC

recherche pour son

CENTRE INDUSTRIEL DE CAEN

INGENIEURS ELECTRONICIENS

DEBUTANTS OU EXPERIMENTES

attirés par LA MICRO ELECTRONIQUE ET LA PHYSIQUE DES SEMI-CONDUCTEURS.

Les candidats recherchés seront appelés à participer au développement et à l'industrialisation de nouvelles familles de circuits logiques complexes et très rapides.

Dans cette activité, ils pourront se voir confier des responsabilités de *conception*, d'amélioration de procédé ou d'élaboration de programmes de mesures, utilisant des moyens informatiques puissants, avec de larges possibilités d'échange, de perfectionnement et d'évolution dans un groupe implanté en Europe et aux U.S.A. (Californie).

L'aptitude à travailler en équipe, le goût de la performance et des responsabilités seront des atouts pour faciliter la prise en charge de discussions professionnelles, techniques et économiques avec des partenaires ou clients à l'étranger.

Le perfectionnement de la pratique de l'anglais sera facilité.

Adresser lettre manuscrite de candidature accompagnée d'un C.V. et d'une photo récente à :
MONSIEUR BOUCLIER - Chef du Personnel
B.P. 6025 — 14001 CAEN CEDEX.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL Activité MATERIAUX
recherche un

CADRE OPERATIONNEL

Adjoint direct du responsable de notre filiale (60 personnes, CA 33 M) vous serez plus particulièrement chargé de l'organisation et de la gestion de nos 5 centres d'exploitations.
L'expansion et la dimension du Groupe sont les garants des possibilités d'évolution de ce poste en création. Cette fonction très opérationnelle nécessite une formation supérieure appuyée par une expérience (3 à 5 ans) de la gestion «sur le terrain» d'un *potentiel humain et matériel. Nous vous remercions* d'adresser ss réf. 067 CV + prét. + photo à
Olivier PLESSE CEIP35 CONSEIL D'ENTREPRISES *20, rue de Brest* 35000 RENNES
qui vous garantit toute discrétion et réponse. Les 1ers entretiens pourront se dérouler à Rennes ou à Paris.

grande ville de l'Ouest (à 1 h 30 de Paris)
± 100 000 F/an

SOCIETE DE SERVICES ET DE CONSEILS EN INFORMATIQUE
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale,
recherche pour son
agence de RENNES

INGENIEURS SYSTEMES TEMPS REEL

- de 0 à 2 ans d'expérience en informatique, acquise à l'occasion d'un emploi ou de stages industriels.
- préférence sera donnée aux candidats libres très rapidement.

Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 177
PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra

BANQUE DE DEPOTS
SIEGE PARIS
recherche pour son agence
BRETAGNE SUD

UN DIRECTEUR

Ecrire sous n° 61.688 avec C.V., photo et prétentions à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

MHS
MATRA-HARRIS SEMICONDUCTEURS

Nantes

Filiale du groupe MATRA, s'implante dans la REGION NANTAISE et construit son usine qui va être opérationnelle dès septembre 1980.

MHS sera la première société française à concevoir et fabriquer des circuits intégrés, mémoires, microprocesseurs, télécom. en technologie CMOS. La production débutera avec un effectif initial de 100 personnes, effectif devant atteindre à terme *540 personnes, dont près de la moitié* de techniciens et de cadres.

Nos objectifs sont ambitieux; pour les atteindre, nous saurons nous entourer des meilleurs.

Nous sommes à la pointe de la technique informatique car nous sommes convaincus de son *importance comme outil de bonne gestion.*

Nous recherchons aujourd'hui des

ingénieurs informaticiens

2 à 3 ans d'expérience H/F réf. 101 MHS

ENSIMAG, INSA, ou équivalent.
Ils seront chargés de développer, en tant que chefs de projets, des applications de gestion (suivi de production, commercial, finance, gestion, achats...).

Expérience souhaitée sur des applications en temps réel.

Anglais nécessaire.

analystes-programmeurs

2 à 3 ans d'expérience H/F réf. 102 MHS

DUT, BTS ou équivalent.
Connaissance des langages COBOL et PL1.

Sous la responsabilité des chefs de projets, ils participeront à la réalisation des applications précitées.

Compte tenu du programme d'investissement en hommes et en techniques que nous allons réaliser à Nantes, l'évolution des carrières est une réalité pour des candidats de valeur.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence à CAPFOR, 11 bd G.Guist'hau - B.P. 846 - 44020 NANTES CEDEX

média-system

CAPFOR

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS

recherche d'urgence
pour son Usine de COUTANCES (Manche)

UN PHARMACIEN

qui sera chargé :
- du contrôle de la qualité au cours de la fabrication ;
- *de la vérification des procédures ;*
- de l'adaptation aux bonnes pratiques de fabrication.

Connaissance du poste souhaité.

Situation d'avenir et bonne rémunération si compétences réelles.

5 × 8 × 13 mois 1/4 - Mutuelle.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous n° 48.368
HAVAS CONTACT
156, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE A VOCATION NATIONALE
recherche pour délégations BORDEAUX et NANCY

RESPONSABLES CONTACTS BANQUES et ENTREPRISES

minimum 25 ans
- Connaissances bancaires et crédits MT exigées ;
- Habitude démarches et contacts ;
- Véhicule indispensable ;
- Salaire annuel : 72.000 F.

Adresser C.V. + photo
au n° 2.343 «le Monde» Publicité,
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

---

directeur général bâtiment
Nord — 300 000 F/an

Nous sommes l'un des principaux groupes français du bâtiment. Nous cherchons le directeur de notre filiale du Nord, ingénieur en bâtiment de 35 ans minimum avec de réelles qualités de patron et une expérience solide.
Il est bien sûr le premier commercial de cette filiale mais aussi un technicien et un gestionnaire. Il est secondé par un directeur technique et un directeur des études et bénéficie de l'appui efficace des services «fonctionnels du groupe».
Notre consultant, J.M. ROUSSEAU, vous remercie de lui écrire (réf. 242 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
2, RUE G. DE CHATILLON - 59000 LILLE
PARIS - LYON - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE L'OUEST

créant division pompes à chaleur

recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour la mise en place
de sa politique commerciale du réseau de vente, la *négociation des contrats, etc.*

Préférence à candidats formation supérieure et si possible expérience chauffagiste.

Langue étrangère appréciée.

Ecr. Agence HAVAS, 53000 LAVAL n° 2.050, qui transmettra.

Importante Société de Services recherche pour renforcer son équipe système sur un CII - HB 66 :

1 INGENIEUR SYSTEME CONFIRME

Connaissance GRTS, DMIV, IDSII, TDS appréciée.
Niveau minimum souhaité : maîtrise informatique.
La localisation sera d'abord Bordeaux pendant la période d'un an environ puis dans d'autres centres de la Société.

Envoyer C.V. et prétentions s/réf. 1940, à PIERRE LICHAU SA, BP220, 75063 Paris cédex 02 *qui transmettra.*

Contrôleur de Gestion
140 000 F/an +

Notre société, une PMI française performante dans l'équipement *de la maison (C.A. 110 millions de francs) recherche pour son siège* près d'une grande ville universitaire de l'Ouest, à 2h. de Paris, un CONTROLEUR DE GESTION.
Rattaché à la Direction Générale, et en étroite liaison avec les départements opérationnels, il animera, entretiendra et développera le système d'information de gestion (analyse écarts, budgets, plans, études économiques).
De formation supérieure, il justifie d'une réelle expérience des techniques de contrôle de gestion dans l'industrie, acquise de préférence en usine.
Il sait écouter, mais aussi convaincre et s'imposer.
Merci d'adresser votre candidature sous la référence 80 218 M à François CORNEVIN qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor — 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

C. I. I. - ARTOIS - DOUAISIS
recherche pour leur service de formation
(300.000 heures/stagiaires)

RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT

- Etudes supérieures. Pratique de la pédagogie des adultes.
- Expérience des responsabilités *et de l'animation.*

Sa mission :
- Promouvoir et suivre les actions de formation.
- Participer au contrôle de gestion.
- Assurer les relations avec l'environnement.
- Rechercher le *développement de son unité.* Pédagogue - Gestionnaire et commercial.
- Perspectives réelles d'évolution.

Adresser C.V. et prétentions à :
A.B.C. - 26, rés. Hurtevent - 62153 SANCHEZ.

CONSEILLERS EN RECRUTEMENT ET CARRIÈRES

Orléans

C.C.M.C., première société française d'Informatique de gestion (1 200 p., C.A. 270 millions F), recherche deux CONSEILLERS EN RECRUTEMENT ET CARRIERES. Sous l'autorité du Responsable du Service Recrutement et Carrières, ils prendront en charge, de façon autonome, des missions de recherche et sélection de personnels pour les différents services de la société : définition des profils de postes avec les directeurs de division, rédaction des annonces, *choix des supports de presse, entretiens, sélection* et présentation des candidats aux différents directeurs. Ils participeront également à des actions d'orientation pour certaines catégories de personnels. Les candidats retenus (H. ou F.) posséderont une formation universitaire ou grande école. L'un des postes pourrait convenir à un débutant dont la formation sera assurée (rémunération : 70 000 F/an) ; le second implique nécessairement une expérience professionnelle de quelques années en service recrutement *d'une entreprise ou* en cabinet *(rémunération* : 80-100.000 F/an). Ces postes impliqueront des déplacements de courte durée. Ecrire sous réf. 364/M pour le poste Conseiller débutant ou 365/M pour le poste Conseiller avec expérience professionnelle à :

G.R.H. Conseils

3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

EDF - GDF

Vous êtes débutant, titulaire

d'un diplôme d'INGENIEUR GRANDE ECOLE

Vous avez le goût du travail en équipe, des contacts humains, des responsabilités, de l'engagement personnel et la disponibilité requise par un Service Public.

Vous êtes dynamique et prêt à une grande mobilité géographique et fonctionnelle.

Alors, démarrez dans la vie active comme

Ingénieur d'exploitation

Vous pourrez ainsi vivre les nombreux et passionnants problèmes humains et techniques rencontrés dans différents secteurs de pointe, tant dans les domaines de la PRODUCTION, avec notamment le démarrage et l'exploitation des centrales classiques et nucléaires, que dans ceux du TRANSPORT et de la DISTRIBUTION de l'énergie.

Ecrivez-nous avec un C.V. et une photo à :

EDF - GDF Direction du Personnel - Division Recrutement
12, place des Etats-Unis, 75783 PARIS Cedex 16

Futur directeur général

Toulouse — 250 000 +

Nous sommes un groupe industriel, en expansion constante d'environ 20 % par an et réalisons un C.A. annuel de 200 millions de francs.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un collaborateur de haut niveau, susceptible de devenir, à terme, Directeur général de l'entreprise.

D'abord Directeur adjoint, outre des missions de coordination au niveau du groupe, il sera personnellement responsable de plusieurs de nos filiales en France.

Ensuite et au fur et à mesure, il sera appelé au sein de notre Direction Générale à participer à l'élaboration de la politique du groupe et prendra plus particulièrement en charge sa planification à moyen et long terme.

Nous souhaiterions confier ce poste d'envergure à une personnalité bien affirmée, diplômée d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce, 35 ans minimum, justifiant déjà, à un niveau de direction, de plusieurs années d'expérience acquise si possible, dans une entreprise en développement, tant aux plans technique, économique et commercial et à même de satisfaire la fonction proposée.

La pratique de l'anglais serait très appréciée.

Le niveau de rémunération proposé reste très ouvert et tiendra compte des compétences offertes.

sélé CEGOS — Merci d'adresser très rapidement un dossier de candidature aussi complet et détaillé, que possible, sous référence 6133/M. à notre Conseil, F. Rousseau. Sélé CEGOS, 33 quai Gallieni 92152 Suresnes

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre de SYNTEC

Jeune Controller

Ecole de Commerce: option finances comptabilité ou D.E.C.S.

Entreprise particulièrement performante, en forte expansion, C.A. 31 millions (30 % à l'exportation), effectif 115 personnes dont 100 en production, fabriquant et commercialisant des produits à forte valeur ajoutée grâce à l'utilisation de technologies avancées, fournisseur privilégié de groupes industriels importants, recherche un jeune controller ayant une expérience de 3 à 5 ans acquise dans une direction financière ou dans un service de contrôle de gestion.

Chargé d'assister le P.D.G. pour tous les aspects de la gestion interne de l'entreprise, il aura pour mission d'assurer avec le concours d'une petite équipe (6 personnes) très opérationnelle:

- le contrôle de gestion: de production essentiellement.
- la supervision du service comptable avec l'assistance d'un expert comptable extérieur et de l'informatique: IBM 32, bientôt IBM 34 gérée par un informaticien qui a tout créé depuis 5 ans.
- supervision de tous les aspects juridiques et fiscaux avec le concours d'experts extérieurs.
- des actions ponctuelles à la demande de la Direction Générale.

La réussite dans ce poste nécessite de bien appréhender les objectifs et les préoccupations d'une équipe de direction, jeune, pragmatique et volontariste.

Lieu de travail: proche Grenoble. Logement assuré.

sélé CEGOS — Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73523/M à Mme CLERE, 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre de SYNTEC

Chef de produit « biens industriels » France exportation

trilingue allemand anglais

Groupe international en pleine expansion, fortement implanté en France et à l'étranger — C.A. 150 millions - 500 personnes — dont la vocation est la vente de produits métallurgiques, recherche un Chef de produit.

Missions:
— Elaboration des plans, stratégies et programmes.
— *Collecte des informations en vue des actions à entreprendre.*
— Gestion des produits existants.
— Lancement des produits nouveaux.
— Contrôle.

Ce poste convient à un homme jeune, ambitieux, actif, imaginatif, performant, capable de s'intégrer à une équipe dynamique. Formation supérieure: ingénieur ou école de commerce complétée par *une expérience de 1 à 3 ans dans le service marketing d'une société industrielle dans le domaine de* biens d'équipement.

La rémunération ne sera pas inférieure à 120 000 F.

Lieu de travail: Est de la France. Déplacements France et étranger à prévoir.

sélé CEGOS — Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, sous référence 73522/M à Mme CLERE, SELE-CEGOS, 33, quai Gallieni – 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre de SYNTEC

GROUPE BANCAIRE ET FINANCIER DE TOUT PREMIER PLAN

offre

au sein de son Secteur de l'Inspection

Un poste d' INSPECTEUR

Le poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, SUP de CO, SCIENCES PO, ...).

Agé de 30 ans environ.

Ayant une expérience bancaire de quelques années, de préférence diversifiée.

Cette fonction permettra à un candidat de valeur d'approfondir sa connaissance des opérations bancaires et financières. Elle lui fournira l'occasion de contacts d'une grande diversité.

Elle lui donnera la possibilité de participer à des missions variées touchant aussi bien des Sociétés françaises qu'étrangères. A cet égard, la pratique de l'anglais est très souhaitable.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et photo à n° 440 DELORME, 98, rue de la Victoire, 75009 PARIS, qui transmettra.

Société industrielle

Société industrielle proche de Lille, taille moyenne, performante, spécialisée dans l'étude et la construction de matériels chaudronnés pour toutes industries (pétrochimie, centrales thermiques et nucléaires etc.),

recherche pour structurer son développement :

1) DIRECTEUR D'USINE

Réf. 8391

Il est le « **Patron** » **de l'établissement** et dirige l'ensemble des services : BE, Devis, Méthode, Fabrication, Contrôle, Administration (en tout 150 personnes). Nous recherchons un Ingénieur A.M. ou équivalent d'une quarantaine d'années, ayant acquis la polyvalence indispensable à la direction d'une P.M.I., si possible dans le secteur des biens d'équipement. Connaissance des codes, pratique des ingénieries et animation des hommes sont les points forts du poste.

2) INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Réf. 8392

Responsable du Département Nucléaire.

Ayant sous sa coupe une équipe de devistes et dessinateurs, il assure la relation clientèle et le suivi des contrats, de la cotation à la mise en route sur site. Nous recherchons un Ingénieur de 30 ans environ ayant expérience de BE et la pratique de l'AQ. Anglais apprécié.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions en précisant référ. de poste au journal « LE MONDE » Public. 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09, qui tr.

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE

(PRODUCTION)

recherche pour son département

ETUDES MARINES AVANCEES

un ingénieur techniques nouvelles de production sous-marine

Formation supérieure exigée (type A. et M.) ENSPM si possible, avec un très bon niveau d'anglais.

Quelques années d'expérience en production pétrolière, si possible en Off-Shore.

Lieu de travail : PAU puis ETRANGER.

Les candidats devront pouvoir travailler sur chantier en mer.

Adresser C.V., photo et prétentions sous No 61186 à S.N.E.A.P. D.C. Recrutement 26, avenue des Lilas - Tour 12.04 - 64000 PAU.

THOMSON-CSF

DIVISION AVIONIQUE
Centre électronique de BORDEAUX-PESSAC

ingénieurs électroniciens

ESE - ENSAE - ENSTA ou équivalent.

- ETUDES D'INDUSTRIALISATION DE MATERIELS AEROPORTES
- SENS DES RELATIONS HUMAINES INDISPENSABLE.

Débutants ou courte expérience (2 ans).

ingénieur généraliste

pour

circuits imprimés CAO

(CONCEPTION ASSISTEE PAR ORDINATEUR).

Le candidat devra être intéressé par les aspects DEVELOPPEMENT et FABRICATION et posséder de bonnes bases en INFORMATIQUE INDUSTRIELLE.

Débutant ou courte expérience.

Adresser CV avec photo Service du Personnel - B.P. 94 33607 PESSAC

SUD-OUEST

IMPORTANT GROUPE DE SOCIETES leader ds le domaine du BETON PRECONTRAINT recherche

CHEF DE FABRICATION

Responsable d'une unité de 50 personnes Spécialiste en béton précontraint, il a de bonnes connaissances mécaniques et électriques. Homme de terrain, il possède des aptitudes au commandement et une expérience acquise dans une unité de fabrication.

Salaire annuel minimum :

100.000 + véhicule + logement de fonction.

Merci d'adresser les dossiers de candidatures à :

GERCO 281, route d'Espagne. 31076 TOULOUSE

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS

recherche d'urgence pour assurer la maintenance du matériel de fabrication de son usine de COUTANCES (Manche)

UN INGÉNIEUR DES ARTS ET MÉTIERS

5 × 8 × 13 mois 1/4 - Mutuelle.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. et prétentions ss n° 48.369 HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann 75008 PARIS, qui transmettra.

Une société du secteur Bétail et Viande

Une société du secteur Bétail et Viande recherche pour plusieurs de ses établissements :

UN DIRECTEUR COMMERCIAL — Ouest

Sous l'autorité du Directeur d'une société (C.A. 420 millions de F. tonnage supérieur à 33.000 T), il sera chargé de définir et mettre en œuvre une politique commerciale destinée à valoriser les productions de cet établissement (carcasses, produits découpés et désossés...). Il définira une politique tarifaire Achats/Ventes, il animera les réseaux de ventes et il organisera la logistique des transports et de la distribution. Le candidat retenu, âgé d'au *moins 35 ans, possédera une dizaine d'années d'expérience* des circuits de production, transformation et distribution de la viande. Il serait souhaitable qu'il ait une bonne connaissance du porc. Ce poste peut, pour un candidat de valeur, ouvrir de larges perspectives au sein du groupe.

Poste Réf. 355 M

UN DIRECTEUR D'ÉTABLISSEMENT — Ouest

Sous l'autorité du *Directeur Général de la société*, il sera *chargé* de la gestion complète de cet établissement (11.000 T) considéré comme centre de profit. En accord avec la Direction Générale, il définira ses budgets et il mettra en œuvre les moyens matériels et humains afin d'atteindre les objectifs fixés. Il définira les programmes d'abattage. Il orientera la politique commerciale (Achats/Ventes), dans le cadre de la politique du groupe, sur des secteurs géographiques précis, et il développera les activités de transformation de la viande. Il définira, animera et contrôlera les activités d'une cinquantaine de personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, possédera une dizaine d'années d'expérience professionnelle similaire. Il manifestera de réelles qualités d'organisateur.

Poste Réf. 356 M

UN CHEF DE SERVICE VEAUX DE BOUCHERIE — Ouest

Sous l'autorité du Directeur d'Etablissement (4.500 T), il participera à la définition de la politique commerciale des produits « Veaux de Boucherie » et il sera chargé de son application afin d'atteindre les objectifs fixés (actuellement 250-300 veaux/semaine. Fin 1981 1.500 veaux/semaine). Il entretiendra des liaisons étroites avec le fabricant d'aliments d'allaitement afin d'assurer un approvisionnement régulier tant en quantité qu'en qualité. Il devra rechercher la meilleure adéquation possible entre prix d'achat et prix de vente en vue d'obtenir une plus grande intégration production-commercialisation. Il prospectera une clientèle de grossistes et de centrales d'achats. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, possédera une dizaine d'années d'expérience des circuits de production, transformation et distribution « veaux de boucherie ». Ce poste implique de nombreux déplacements.

Poste Réf. 357 M

Ecrire en précisant bien la référence du poste à :

G.R.H. Conseils

3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ingénieur chef de service forage

Nous avons acquis une position dominante au niveau mondial dans le service de turbo-forage auprès des sociétés pétrolières internationales.

Nous recherchons un ingénieur diplômé, âge de 40 ans environ pour prendre la direction technique et commerciale du service forage du département.

Ses missions techniques : assurer la formation du personnel, formuler et préconiser les méthodes d'utilisation des machines, informer et conseiller les études et la fabrication.

Son rôle commercial : contacts clientèle et promotion des produits.

Une expérience d'au moins 5 ans des problèmes de forage pétrolier et la très bonne connaissance de la langue anglaise sont nécessaires.

Le poste est basé à GRENOBLE mais implique de fréquents déplacements en France et à l'Etranger.

Adresser C.V. photo et salaire actuel sous réf. 41.03/IF/280 à ADEQUATION 62/64 avenue Emile Zola 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

CACHAREL
Prêt-à-Porter - Nîmes
recherche
UN CHEF DE GROUPE
COMPTABILITE GENERALE

Sous la responsabilité directe du Chef Comptable il sera chargé principalement :
— d'établir les déclarations sociales et fiscales ;
— de s'assurer de la sincérité des comptes d'exploitations et de bilan ;
— d'animer et de coordonner une équipe de 5 personnes.

Ce poste conviendrait à UN CANDIDAT (e) de niveau D.E.C.S. ayant une expérience similaire de 5 ans min. au sein d'une importante Société. La rémunération de départ serait de 5 000 à 6 000 F × 13.
Le poste est à pourvoir rapidement à NIMES.
Merci d'envoyer curriculum vitae et prétentions, à : CACHAREL - Service du Personnel, Z.I. 3000 Nimes, à l'attention de Mme Depré.

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE ET COSMETIQUE FRANÇAIS
recherche

UN CHEF DU PERSONNEL

140 000F/an +

Sous l'autorité du directeur du personnel, son travail s'exerce sur un effectif de 600 personnes dont 300 V.R.P. et visiteurs medicaux.
Il est responsable:
- du conseil à la hiérarchie,
- des relations sociales,
- de l'administration du personnel et de la gestion des rémunérations.
Il participe au recrutement et à la formation.
De formation supérieure, il a plusieurs années d'expérience dans la fonction et une bonne connaissance des professionnels de la vente dont il maîtrise le statut juridique (V.R.P., etc...).
Le poste est à pourvoir dans le SUD-OUEST.
Adresser lettre manuscrite + C.V + photo et prétentions s/ref. P 61:

ORECI 13, rue de Castellane, 75008 Paris

Filiale d'un Important Groupe Industriel
recherche

DES INGÉNIEURS D'AFFAIRES

POSITION II ou II A

Les affaires qui leur seront confiées font appel à des disciplines diverses :
Structures métalliques, mécanique
Electrotechnique, automatismes
Responsables des liaisons avec le client, de la coordination entre les services techniques du respect du planning et du budget.
— Minimum cinq ans d'expérience.
— Fréquents déplacements de courte durée.

DES AGENTS TECHNIQUES AUTOMATICIENS

NIVEAU IV —2 ou IV —3

Pour l'étude, la réalisation et la mise en œuvre sur site d'équipements d'automatismes à base d'automates programmables.
— Minimum trois ans d'expérience.
Adresser C.V., photo et prétentions à : Havas ORLEANS, N° 200.454, qui transmettra.

REGION NORMANDIE

Important Organisme de Prévention des Accidents du Travail, dans le cadre de l'expansion de sa délégation de ROUEN
recherche

un INGENIEUR Prévention Générale

PROFIL SOUHAITE :
- 35 ans minimum.
- Formation supérieure d'Ingénieur ou assimilé (si possible, connaissances en chimie).
- Solide expérience industrielle.
- sens commercial, initiative, dynamisme.
- Connaissance des problèmes de sécurité du travail.

Rémunération en fonction du potentiel du candidat.

Prière adresser candidature (CV, photo et prétentions) à : Service du Personnel A.I.F. Services - 10, rue de Calais 75441 PARIS CEDEX 09

Directeur Régional

200.000 +

La Société a 4 ans d'existence, son développement rapide et sain lui a permis de prendre une des premières places sur son marché.

Notre objectif : être leader. Les structures sont légères et décentralisées dans 9 agences réparties sur le territoire.

Le poste de Directeur Régional est créé pour assurer la Direction de 2 agences dans un premier temps (C.A. = 50 millions). L'équipe se compose de commerciaux, de gestionnaires et de techniciens ayant un haut niveau de compétence.

La mission : promouvoir l'activité de la Société, la gérer. Après une formation d'environ 6 mois, à Paris, le poste sera basé en Normandie.

Le responsable que nous recherchons a environ 35 ans, une formation HEC ou ESSEC. Ses expériences précédentes (commerciales + gestion) l'ont amené à la Direction d'un centre de profits.

Merci d'adresser C.V. et photo sous référence 851818 à Régie Presse - 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

Matériel électrique et électronique

chef d'agence NEVERS

Premier Groupe français de distribution de matériel électrique et électronique, nous confierons la responsabilité de cette agence commerciale (C.A. 11 000 000 de F - 15 personnes) à un cadre de 32 ans au moins, ingénieur ou équivalent, ayant de solides connaissances en matériel électrique et une réelle expérience d'animation commerciale et de négociation. Il aura en effet la responsabilité du développement et de la gestion de son centre de profit.

Pour informations complémentaires et rendez-vous éventuel, appeler 763.11.15 INFORMATION CARRIERE aux heures de bureau.

Référence : 934.

INFORMATION CARRIERE SVP

Si vous le préférez, adressez votre candidature à SVP Ressources Humaines, 7, rue de Logelbach 75017 Paris

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT CSNCR

NOUS SOMMES UNE IMPORTANTE SOCIETE METALLURGIQUE en très forte expansion (2.000 personnes - 750 millions de C.A.)

Nous créons au sein d'un de nos établissements situé dans l'YONNE, une poste de

INGÉNIEUR TRAVAUX NEUFS

Rattaché au Directeur de production. Il devra mettre en œuvre un important programme d'étude et de réalisation d'améliorations des équipements de production, notamment sous l'angle des économies d'énergie.

NOUS DEMANDONS :

— un ingénieur A. et M. ou équivalent ayant une expérience confirmée dans l'étude, le choix, l'implantation et l'entretien d'équipements de production.

Possibilités de carrière intéressants pour candidat de valeur.

Rémunération très motivante

Merci de nous envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous n° 81.766, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

---

citec

Dans le cadre de l'expansion des activités de son usine de TOULOUSE (1 300 personnes), CITEC, filiale de THOMSON-CSF INFORMATIQUE, offre à de jeunes Ingénieurs la possibilité de s'insérer dans un Groupe industriel de premier plan.

Ingénieurs d'Etudes

- Télécommunications, E.S.E., Mines, Centrales,
- Conception de dispositifs électroniques de traitement d'informations utilisant les techniques digitales et analogiques,
- Conception de périphériques électromagnétiques,
- Anglais nécessaire,
- Une expérience de quelques années dans ces domaines serait appréciée mais non obligatoire.

Ingénieur Méthodes

- Arts et Métiers,
- Sa mission consistera, à partir d'un produit connu, à rechercher toutes les améliorations aboutissant à une diminution des coûts de production ainsi qu'à assurer la coordination méthodes entre le client et CITEC lors du démarrage des produits,
- Anglais souhaité,
- Une expérience de quelques années en montage-câblage et implantation de circuits imprimés est indispensable.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) à CITEC - Service du Personnel - Avenue du Général Eisenhower - B.P. 3126 - 31023 TOULOUSE cedex.

MEDIA PA



THOMSON-CSF INFORMATIQUE

CLUB RESIDENCE COTE D'AZUR
(300 repas/jour) recherche

PERSONNE CAPABLE SECONDER DIRECTEUR
pour assurer comptabilité et économat

Adress. lettre manuscrite, C.V., photo et prétent. ss réf. 5.970 à PLAIN CHAMPS, 5 r. du Helder 75009 Paris, qui transmettra.

Service social et de sauvegarde du département de l'Aisne (Associat. Loi 1901) recherche :
— Un Responsable pr l'équipe de CHAUNY.
- Diplôme d'Assistant social ou d'Educateur spécialisé.
- Exerçant en milieu ouvert dans la profession depuis 3 ans minimum.
- Formation complémentaire.
Application Convention collective 1966.
Adresser candidature + C.V. à M. le Directeur du Service Social et de Sauvegarde, 2, av. Gambetta, 02001 LAON.
Clôture des candidatures : 15 juillet 1980.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

Adjoint(e) au Secrétaire général Lyon

Il s'agit d'une entreprise moyenne (250 personnes), filiale d'une grande société française. Le Secrétariat général y est entendu au sens large du terme : Finance, Comptabilité, Personnel, Juridique. 15 personnes y travaillent déjà mais la structure doit encore s'étoffer.

La Secrétaire Générale cherche donc un(e) adjoint(e) de spécialisation financière pour lui déléguer tout d'abord des responsabilités de gestion :
En liaison avec le Service Informatique il (ou elle) poursuivra la mise en place de la comptabilité analytique et créera une gestion prévisionnelle de la Trésorerie.
Puis si sa formation complémentaire ou ses aptitudes le lui permettent, il (ou elle) prendra également en charge les aspects juridiques du traitement des litiges et du développement des accords commerciaux en France comme à l'étranger.

Ce poste nécessite donc une formation comptable ou commerciale supérieure (option Finance ou Gestion) et une familiarisation (par une première expérience) aux techniques de la comptabilité analytique.
Dans une moyenne entreprise, il demande également de la disponibilité pour des missions variées et le sens du contact.

Nous traiterons rapidement et avec discrétion les dossiers que nous vous remercions de nous adresser sous réf. AS 524 M.



SEFOP 11, rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Le Groupe MATRA

Branche communication

Crée pour l'une de ses récentes filiales (C.A. 250 MF), située dans le FINISTERE et spécialisée dans la production d'équipements téléphoniques de demain, le poste de

Contrôleur de Gestion

Missions principales :
- calcul et suivi des éléments des prix de revient,
- contrôle des imputations analytiques,
- suivi et analyse des écarts de production (matières et main-d'oeuvre),
- calcul et suivi des taux horaires (machines et main-d'oeuvre).

Ce poste, rattaché au Directeur finance et gestion, peut intéresser un candidat de 28 ans minimum, possédant une formation de gestionnaire et, si possible technique. Il aura une pratique d'au moins 3 ans du contrôle de gestion dans un groupe industriel produisant en grande série pour les marchés d'état et utilisant les coûts standards.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous réf. 543 M à notre conseil qui garantit réponse et discrétion.

MEDIA PA

Raymond Poulain Consultants
57, Avenue de Suffren
75007 PARIS

LOCAFRANCE
leader du crédit bail mobilier
recherche
pour son agence de LORIENT

ATTACHÉ COMMERCIAL

Basé à BREST

Sa mission :
assurer les relations avec les responsables d'entreprise en matière de financement des équipements industriels et agricoles dans le cadre d'actions, de prospections appropriées.

Son profil :
formation initiale universitaire souhaitée.
Expérience profession. de quelques années requise.
Connaissance du milieu agricole appréciée.
Goût prononcé pour la prospection et la négociation commerciale.

Env. C.V., ph. et prétent. au département formation et recrutement, 43-47, av. de la Grande-Armée, PARIS-16e.

EN NORMANDIE INGÉNIEUR-CHIMISTE DE PRODUCTION

110/130.000 F. AN

JB WILLIAMS FRANCE a son usine implantée à Pont-Audemer (effectif actuel 120 personnes) et recherche pour Septembre 80 son responsable de production. Rattaché au Directeur de l'usine, il sera responsable de la planification, de la fabrication, du conditionnement, de la qualité, de la productivité, des coûts, de la gestion et animation du personnel, de même, le magasinage et la maintenance sont rattachés à la fonction. De formation ingénieur-chimiste (organique) vous devrez posséder une expérience minimum de 5 ans en production/conditionnement, soit en cosmétique ou pharmaceutique ou alimentaire. Merci d'adresser votre C.V. sous réf. I.P. 27 à NORAY Consultants à qui nous avons confié cette recherche et qui vous garantit une totale discrétion.

NORAY Consultants
28, rue de l'Echiquier
75010 PARIS
Téléphone : 246.12.28

bleu

CSNCR



AGALYS
1er producteur français de linge de maison, renforce ses structures commerciales au siège (banlieue Lille) par

un CHEF DES VENTES NATIONAL

rompu à l'animation d'équipes de vendeurs sur le terrain et connaissant si possible le textile.

Ce poste nécessite une personnalité d'envergure habituée à mettre en oeuvre les techniques les plus efficaces pour augmenter la rentabilité et le C.A. : suivi personnel de certains contrats, ouverture de nouveaux marchés, stimulation de la force de vente (16 agents régionaux).

Si vous «collez» à ce profil, adressez votre C.V. sous référence 10939 à Nelly POITEVIN.

CREED 13, rue FAIDHERBE 59800 LILLE

SOCIETE DE CREDIT
recherche pour toutes provinces françaises

inspecteurs commerciaux

Ecole commerciale
Expérience crédit, contacts avec milieux automobiles souhaités.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à Chef du Personnel B.P. 720.08, 75361 Paris cédex 08.

offres d'emploi

PARTICULIER RECHERCHE

JOURNALISTE-HISTORIEN

Jeune homme ou jeune femme ayant esprit d'analyse et de synthèse et un caractère percutant ne portant pas atteinte à sons sens de l'organisation et de la méthode. Honoraires selon personnalité et essai. La documentation sur les travaux ne sera remise qu'aux candidats présélectionnés. Tél. le matin, de 9 h. 30 à 12 h. 30 : 574-09-62, jours ouvrables.

C.I.E.F.O.P.

Centre Interentreprises d'Etudes, de Formation et de Perfectionnement

recherche

FORMATEUR EN ÉLECTRONIQUE

INGENIEUR ou DIPLOME ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
même débutant, intéressé par animation et actions de formation.

Adresser C.V. et prétentions à Mme BADIER, Service du Personnel C.I.E.F.O.P. 83-85, boulevard Vincent-Auriol, 75013 PARIS.

WABCO WESTINGHOUSE

Spécialiste dans le domaine du FREINAGE AUTOMOBILE leader sur le marché international recherche pour participer à son expansion :

chef de service administration du personnel-paie

Le service est à créer au sein de la Direction des Relations Humaines récemment mise en place.
Son responsable doit : • Organiser complètement son Service (recrutement de ses collaborateurs, conception des procédures), l'Administration du personnel et de la paie étant actuellement réalisées depuis un autre Établissement. • Participer à la définition d'une politique sociale permettant de faire face à un accroissement rapide des effectifs (actuellement 650 personnes dont 280 ouvriers).
Pour ensuite réaliser, ou faire réaliser par son équipe : • non seulement les actes traditionnels de la fonction, dans un esprit de service au Personnel, • mais aussi les statistiques sociales, prévues par la loi ou nécessaires à la hiérarchie et toutes études demandées par la Direction (rémunérations, statuts, horaires, etc ...).
PROFIL : •La personne que nous voulons intégrer doit allier d'incontestables qualités de contacts et d'ouverture d'esprit à des compétences techniques acquises dans une entreprise industrielle et reposant sur une formation supérieure.• Anglais souhaitable. *(réf.5123)*

ingénieur méthodes production

Rattaché au sein de la Direction Industrielle au Chef du Service Méthodes, il est responsable du développement du secteur usinage :
• étude et choix des investissements, • implantation des machines, • élaboration et suivi des gammes de fabrication en vue d'amélioration constante de la productivité.
PROFIL : • Formation supérieure d'ingénieur mécanicien. • Si possible expérience de quelques années acquise dans un service "Méthodes" ou en Atelier. • Anglais souhaitable. *(réf.5124)*

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions en précisant la référence du poste à
Michel Sallé - Directeur des Relations Humaines
WABCO WESTINGHOUSE
B.P. 16 - 77410 CLAYE SOUILLY

COFAP

FAG-BERAG

recherche

TECHNICIENS SUPÉRIEURS ÉLECTRONIQUE SAV

Formation B.T.S. ou D.U.T.

Avec expérience en maintenance, circuits logiques et analogiques. Connaissances d'anglais appréciées.

Envoyer C.V. à FAG-BERAG
115, avenue du Pt-Wilson, 93230 ROMAINVILLE

CHEF DE DEPARTEMENT FINANCEMENTS "SHIPPING"

C'est votre spécialité depuis plusieurs années. Votre maîtrise de l'anglais et votre mobilité vous permettent d'intervenir sur les principales places où sont montés ces financements. Nous vous proposons de coordonner depuis Paris nos activités en Europe.
Adresser lettre + C.V. sous référence 9532/JN à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra).

Pour nos activités Industrielles et Commerciales dans différents domaines à vocation électronique nous recherchons

JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES OU MAITRISE

pour la

FONCTION PERSONNEL

La responsabilité des Affaires Sociales devient chaque jour plus importante. Elle exige des candidats capables d'intégrer les différents paramètres économiques et sociaux pour :
— appréhender les VERITABLES problèmes
— proposer des solutions REALISTES
— participer ACTIVEMENT à leur mise en place.

Nous assurons la FORMATION PROFESSIONNELLE complémentaire *grâce à des affectations successives dans* nos différents établissements ou dans des Sociétés amies.

Adresser-nous votre candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions *sous référence No 494, à CENOD, 60, rue* Caumartin, 75009 PARIS.

Culligan FRANCE

recherche

DELEGUES REGIONAUX

80.000 +

• Profil : Ecole de Commerce ou équivalent

Après une formation complète et rémunérée à nos méthodes commerciales, il leur sera confié les missions suivantes :
* Assurer les stages de vente, aider les débutants
* Assister le Chef des Ventes Régional dans l'animation de la force de vente.

Nos délégués peuvent indifféremment être basés à Paris ou sur leur région : Sud-Ouest, Centre-Ouest.

La maîtrise parfaite de la fonction, complétée par une formation permanente doit nous conduire à *faire évoluer nos Délégués vers des postes de plus* grande responsabilité.

Ecrire à Ph. Ladoucette - Culligan France
4, av. Président Kennedy
78340 - LES CLAYES S/BOIS

---

aliasélection

☎ 538.72.32.

PARIS 80/120 000 F

En commençant votre carrière par la Vente, votre souci était de faire vos preuves. C'est aujourd'hui chose faite. Vous avez commercialisé un produit en direct auprès des entreprises ou des particuliers avec une réussite qui vous permet de vous situer parmi les meilleurs.
Désormais vous pensez qu'il vous faut évoluer dans un contexte plus solide avec *une rémunération sérieuse et stimulante, une politique de formation efficace,* un encadrement dynamique au sein d'une société leader sur son marché pour réaliser des scores dignes de votre talent, de votre fougue.
De plus, vous êtes jeune et vous pensez à l'avenir, assuré que votre personnalité vous permettrait de prendre le poste d'

ATTACHE COMMERCIAL

chargé de développer une clientèle dans la bureautique avec des supports modernes de commercialisation et une gamme étoffée.
A moyen terme vous souhaitez évoluer vers d'autres fonctions du type marketing, spécialiste produit et pourquoi pas l'encadrement.
La position, les moyens et le développement permanent de notre client sont *autant de facteurs vous ouvrant de larges horizons* après bien entendu avoir réussi dans les fonctions qui vous seront confiées. Notre recherche actuelle est menée pour plusieurs postes, en région parisienne car vos prédécesseurs vont changer de mission. Avec vos qualités personnelles, les nombreuses semaines de formation prévues vous permettront de prendre du bon pied la responsabilité de votre prochain secteur.

Veuillez adresser votre dossier complet (C.V., photo) sous *référence* 800601 M à Hervé GARDIN ou appelez le pour convenir d'un entretien en toute simplicité.

ALIAS SA. 3 rue de l'arrivée, 75749 Paris Cédex 15.



emplois régionaux ... emplois régionaux

Moyenne entreprise lyonnaise fabriquant biens d'équipement industriel recherche son

directeur commercial

qui devra :
– élaborer la politique commerciale;
– définir les stratégies marketing et plans de commercialisation;
– structurer les réseaux de vente en France et à l'étranger;
– animer la commercialisation;
– négocier et tenir les objectifs;
– promouvoir les produits nouveaux.

Il aura environ 35 ans, des connaissances techniques et une expérience commerciale de ce secteur d'activité; il parlera parfaitement l'Anglais (une autre langue serait appréciée).
Envoyer lettre de candidature manuscrite et C.V. complet, photo et prétentions sous réf. 29266, à Havas Contact - 49, rue Herriot - 69002 Lyon.

HAVAS CONTACT

NEYRPIC – GRENOBLE

recherche

2 INGENIEURS

DEBUTANTS DIPLOMES

FONCTION A : Bureau d'études vannes
FONCTION B : Hydraulicien ou mécanicien

A et B connaissance d'une langue étrangère souhaitable pour l'ensemble de la carrière.

Adresser C.V., photo et *prétentions sous* référence 1316/L à CONTESSE PUBLICITE 74, rue Bechevelin 69363 LYON CEDEX 2.

Groupe Electronique International

recherche dans le cadre de son SERVICE ETUDES implanté en RÉGION PAYS DE LOIRE

1 INGÉNIEUR RESPONSABLE DE L'ACTIVITÉ PROTOTYPES

Le candidat de formation CNAM, SUDRIA,... devra faire état de solides connaissances en mécanique et posséder des notions dans le domaine électronique.

Le poste à pourvoir exige le goût et l'aptitude nécessaires aux fonctions d'encadrement et d'animation d'une équipe.

Adresser C.V., photo et prétentions N° 61.730, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

MHS — MATRA-HARRIS SEMICONDUCTEURS

filiale du Groupe MATRA, s'implante dans la REGION NANTAISE et construit son usine, qui va être opérationnelle dès septembre 1980.

MHS sera la première société française à concevoir et fabriquer des circuits intégrés, mémoires, microprocesseurs, télécom. en technologie CMOS. La production débutera avec un effectif initial de 100 personnes, effectif devant atteindre à terme 540 personnes, dont près de la moitié de techniciens et de cadres.

Nos objectifs sont ambitieux; pour les atteindre, nous saurons nous entourer des meilleurs.

Nous recherchons aujourd'hui, de

jeunes ingénieurs physiciens/électroniciens

3 à 5 ans d'expérience

HF

- pour notre département WAFER FABRICATION : photolithographie, diffusion, implantation ionique;
- pour notre département PRODUCT ASSURANCE : fiabilité, contrôle en cours de fabrication, contrôle d'entrée et de sortie.

Anglais parlé et écrit indispensable.

Compte tenu du programme d'investissement en hommes et en techniques, que nous allons réaliser à Nantes, l'évolution des carrières est une réalité pour des candidats à fort potentiel.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence 191, à CAPFOR — 11 boulevard Guist'hau, BP 846 44020 NANTES Cedex.

média-system

CAPFOR

Importante Société recherche pour

VILLE DE L'OUEST

JURISTE

Connaissances approfondies en DROIT DES SOCIETES
Expérience professionnelle souhaitée

Ecrire avec C.V., lettre manuscrite et photo, sous la référence 7.758 à :
ORGANISATION et PUBLICITE
2, rue Marengo
75001 PARIS, qui transmettra.

Importante SSCI recrute pour TOULOUSE

UN CHEF DE PROJET

LOGICIEL
Connaissances temps réel appréciées

Adresser C.V. + prét. + disponibilité à :
MONDIAL INFORMATIQUE
173 ter, rue de Charenton
75012 PARIS
ss réf. A.P.B./Toul

DIRECTEUR TECHNIQUE USINE REIMS (300.000 +)

Nous recherchons un INGENIEUR A. et M. MINES - CENTRALE, etc.
Pouvant prendre la direction des fabrications d'une importante usine de Reims.
Nécessité d'ouverture vers gestion et commercial.
Pour détails, téléphoner confidentiellem. au (8) 335-42-63 ou écrire sous référ. 37.27
BLIQUE CONSEIL
160, avenue de Strasbourg
54000 NANCY

Cii Honeywell Bull

dans le cadre de la mise en œuvre d'une nouvelle phase de son plan *INFORMATIQUE INTERNE*, recherche

INGENIEURS INFORMATICIENS

Niveau Grandes Ecoles

possédant une première expérience en informatique de gestion.

Ils seront chargés de développer de nouveaux outils de gestion, notamment en téléinformatique, au sein de petites équipes dynamiques travaillant au niveau d'un projet.

Grand éventail d'emplois offrant une réelle possibilité de carrière - Formation complémentaire envisageable.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 130 M (à préciser sur l'enveloppe) à: Cii Honeywell Bull - ACLES, 61-63, rue d'Avron - 75980 PARIS CEDEX 20.

HAVAS CONTACT

TRANSPORTS PUBLICS URBAINS
Service d'ETUDES de la REGION PARISIENNE, spécialisé dans l'organisation des transports collectifs
recherche

analyste responsable de projet

chargé d'élaborer et de maintenir les programmes informatiques nécessaires au fonctionnement des modèles de prévisions de trafic et au traitement des statistiques propres aux transports urbains.
Connaissance du FORTRAN et du traitement sur IBM 370.158.
Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la réf. 749 M sur l'enveloppe au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

offres d'emploi

SMITHKLINE

DIVISION GEOMETRIC DATA/ SMITHKLINE INSTRUMENTS

engage

ELECTRONICIENS TECHNICIENS de MAINTENANCE

Postes :
Installation, entretien, dépannages d'appareils de technologie avancée dans le domaine de l'instrumentation médicale.

Basés à Paris et dans l'Est, ces postes impliquent des déplacements de courte durée en France et à l'Etranger.

Profil :
Formation BTS Electronicien, IUT, ENP ANGLAIS INDISPENSABLE : Un stage de formation technique approfondie est assuré aux USA.

Conditions de travail attractives dans un Groupe en pleine évolution.

Avantages sociaux : voiture de société, 13ème mois, 5 semaines de congés (Hiver - Eté)

Ecrire avec C.V., photo, desiderata à Direction du Personnel - Réf. AH - 15, rue Jean Jaurès — 92807 PUTEAUX
Réponse et discrétion assurées.

La société

Raychem

fabrique et commercialise des produits thermorétractables, destinés au secteur électronique et issus de la technologie des polymères irradiés.

Son dynamisme et sa compétence lui ont permis d'affirmer sa position de leader mondial.

Au cours du dernier exercice, son chiffre d'affaires s'est accru de 40%.

Elle recherche son

chef comptable

Le titulaire aura la responsabilité
- du suivi quotidien de la comptabilité,
- du bilan,
- du reporting,
- des déclarations légales et fiscales,
- des relations avec l'informatique.

Il aura à gérer une équipe d'une dizaine de personnes.

Ce poste conviendra à un candidat de formation supérieure (Ecole de Commerce ou équivalent + DECS) ayant une première expérience d'environ 5 ans, de préférence en entreprise.

Il offre de réelles possibilités d'évolution de carrière au sein du groupe.

L'anglais est indispensable car la fonction nécessite des contacts avec la maison mère et les autres sociétés du groupe.
La connaissance de la comptabilité anglo-saxonne sera appréciée.

Lieu de travail : CERGY PONTOISE.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 230RT, à

SCOTI 33 rue de Miromesnil 75008 Paris.
Discrétion assurée.

média-system

Groupe Industriel diversifié (C.A. 1,8 Milliard)

crée à son siège Paris 8ème un service centralisé Financement Export et recherche pour en assumer la responsabilité

Cadre Niveau E.S.S.E.C.

ayant une forte expérience acquise durant plusieurs années dans banque ou groupe international.

Ecrire avec curriculum vitae, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 8923 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 qui transmettra

---

Filiale d'un important groupe Suédois (banl. Nord) recherche son

Adjoint au Directeur Administratif

- Il aura pour mission d'assurer la comptabilité générale analytique, les rapports avec la maison mère en Suède, le suivi des recouvrements, crédits, assurances.
- Bilingue Anglais. Il aura une parfaite connaissance de la comptabilité anglo-saxonne, de sérieuses connaissances juridiques et fiscales et une bonne maîtrise de l'informatique (titulaire D.E.C.S., D.U.T., etc.).
- Situation d'avenir pour un candidat motivé par une large prise de responsabilités.

Adr. C.V. dét. sous réf. CT 02. à notre conseil, **S.O.F.F.O.P.** 37, avenue Anatole-France. 94220 CHARENTON.

---

responsables de formation

LE CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE

- Filiale de CIT-ALCATEL
- Spécialisé dans le transfert de connaissance et savoir faire en TELECOMMUNICATIONS
- et devant faire face à un besoin croissant de la demande nationale et internationale dans ce domaine, recherche

DES INGENIEURS ELECTRONICIENS ET DES TECHNICIENS CONFIRMES de niveau DUT ou BTS

ayant si possible une expérience en téléphonie. *Anglais courant indispensable.*

Ces postes peuvent impliquer des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions avec photo sous référence 57808 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

Une importante Société Aérospatiale située en région parisienne, recrute des

Ingénieurs d'Études Grandes Écoles X, SUP-AÉRO, CENTRALE, ...

débutants ou quelques années d'expérience dans les domaines suivants :
- thermodynamique, mécanique des fluides, aérodynamique ;
- résistance des matériaux ; calcul de structures ;
- mécanique générale ;
- gestion de grand projet.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. sont à adresser sous la réf. 262/48372 HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT



SOCIETE ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS recherche pour son établissement de

DOURDAN (Essonne)

PROGRAMMEURS ET ANALYSTES

Débutants ou plusieurs années d'expérience

FORMATIONS SOUHAITEES :
- DUT Informatique.
- Etudes universitaires en informatique.
- Licence ès sciences.

Ecrire avec curriculum vitae, à S.A.T., chemin de Vaubesnard - 91410 DOURDAN.

---

gfi DIVISION CONSEIL ET ASSISTANCE

Le GROUPEMENT FRANÇAIS d'INFORMATIQUE auquel nous appartenons - 1000 personnes, 200 millions de francs de C.A. et une croissance de 50 % en 1979 - poursuit ses performances.
Nous cherchons à Paris, pour notre Division Conseil, plusieurs

ANALYSTES-PROGRAMMEURS CONFIRMES — Réf. M5037

ayant, *de préférence, de bonnes connaissances Temps Réel.*
Ils développeront leurs compétences en réalisant, chez nos clients, des types d'applications variées sur grands systèmes avec Bases de Données ou sur mini-ordinateurs conversationnels.

INFORMATICIENS DEBUTANTS — Réf. M5038

titulaires d'un diplôme de type MIAG ou DUT.
Une formation complémentaire, appropriée aux types de projets auxquels ils participeront, leur sera donnée. Ils acquerront une expérience de tout premier plan : diversité *des matériels, des applications et des méthodes* de travail.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à *Nicole DOGNIN* qui étudiera confidentiellement votre candidature.

GEM PUBLICITE



49, avenue de l'Opéra
75002 Paris

IMPORTANT GROUPE CONSTRUCTIONS MECANIQUES
A VOCATION INTERNATIONALE
recherche
POUR SA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE
(AU SIEGE SOCIAL A PARIS)

un cadre comptable

CHARGE DE :
- Participer à l'élaboration des règles et procédures comptables
- *Réaliser des missions particulières de contrôles comptables.*

PROFIL :
- *Etre diplômé d'une école supérieure de commerce (option finance* et comptabilité) ou équivalent avec DECS
- *Avoir une première expérience* professionnelle en gestion comptable
- Pratique de l'anglais souhaité.

Adresser lettre C.V., photo et prétentions sous le No 61778 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

TRELLEBORG

Filiale Française d'un important groupe industriel Suédois, renforce ses structures commerciales et recrute :

2 RESPONSABLES DE SECTEUR COMMERCIAL

Ingénieurs Mines, Ponts-et-Chaussées, T.P., mécanique ou techniciens supérieurs

Il seront responsables pour leur secteur :
- de la promotion commerciale.
- de l'assistance technique et commerciale aux agents.
- de la *négociation avec certains* clients importants.

Qualités requises :
- expérience technique et commerciale, si possible dans des activités mines, sidérurgie, carrières.
- bon contact humain.
- apte à voyager 2/3 du temps.
- Anglais souhaité.

1 VENDEUR SÉDENTAIRE

Technicien BTS mécanique

Responsable de l'étude du dessin sur plan, il sera le correspondant permanent *au siège* des agents et *de la clientèle, il* assistera les responsables de secteurs commerciaux.
- connaissance appréciée en matière de matériel de mines, sidérurgie et carrières.
- Anglais souhaité.
- déplacements occasionnels.

Évolution possible vers des responsabilités commerciales.

Pour ces différents postes le lieu de travail se situe dans la Banlieue Nord-Est de Paris

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo et salaire actuel à :
TRELLEBORG S.A.
51, rue H. Becquerel - BP 57
93602 AULNAY-SOUS-BOIS

bleu

Importante unité filiale de THOMSON C.S.F. (banlieue ouest de Paris)

recherche des

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

pour postes études et développement débutants ou quelques années d'expérience **E.N.S.T. - E.S.E. - I.S.E.P. - E.S.E.O. I.N.S.A. et E.N.S.E.A.**

Domaines d'activité :
- modems et transmissions télématiques.
- étude des systèmes de transmission numérique sur câbles coaxiaux et optiques.
- étude des méthodes nouvelles de transmission pour la distribution dans les réseaux existants et futurs de télécommunications en vue de l'introduction de nouveaux services chez l'abonné.

Circuits intégrés (pour ce domaine, formation en microélectronique demandée).

Adresser C.V. et prétentions à nº 61.875, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

Diriger à Paris nos services comptables

C'est dans un domaine très spécifique de l'industrie chimique que nous réalisons notre CA de près de 1,5 milliard de Francs, dont une part importante et croissante à l'exportation. Notre dizaine d'établissements répartis dans l'hexagone sont relativement indépendants sur le plan comptable, mais c'est naturellement du siège, à Paris, que sont exploitées les données de la comptabilité en vue de leur diffusion tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de notre société.

Et c'est la responsabilité du Chef de nos Services Comptables. Sur lui *reposent la qualité de la production comptable* et la recherche d'une meilleure productivité. C'est lui le gardien de notre système de comptabilité générale et qui doit le faire évoluer ; à lui donc de l'adapter demain au nouveau plan comptable. A lui enfin de gérer un volume très important d'immobilisations.

Vous avez acquis maintenant une solide maturité et une forte expérience comptables, appuyées sur des études supérieures et le DECS. Vous avez aussi la pratique de groupes importants et vous avez déjà dirigé des équipes comptables étoffées. Voilà maintenant pour vous l'occasion de faire durablement vos preuves. Prenez contact sous référence 802 419 M, *en précisant vos prétentions*, avec les consultants de SIRCA qui nous présenteront votre candidature ; vous pouvez compter sur leur totale discrétion.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.
MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANT ETABLISSEMENT BANCAIRE
3033 - MVS - IMS

Réseau Télétraitement en pleine expansion (500 terminaux actuellement) recherche pour son SERVICE EXPLOITATION à PARIS

un responsable technique du fonctionnement

Rattaché directement au Chef du Service

- **IL DEVRA :**
  - assurer la *coordination technique entre les différentes unités* (travaux plannifiés, télétraitement, site central et gestion des performances)
  - *concevoir* et mettre en place les standards et procédures
  - veiller à l'adéquation des besoins et des ressources par le suivi des indicateurs *d'exploitation*
  - animer les projets visant à automatiser la production
  - être le support technique de l'exploitation et l'interlocuteur du système pour les mises en place et à niveau des logiciels.
- **IL AURA :**
  - les compétences «système» nécessaires
  - la connaissance de la production
  - *le sens des responsabilités*
  - la disponibilité exigée par la fonction
  - le goût du travail *en équipe*
  - les qualités humaines d'animation, de dialogue et de négociation, l'esprit imaginatif.

Ce poste pourrait en particulier convenir à un technicien du Système ou du développement souhaitant donner à sa carrière une *nouvelle* orientation.

Envoyer C.V., photo et prétentions à No 61.888 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

offres d'emploi

financial controller

La filiale commerciale française (C.A. + 150 M de F) d'un groupe multinational américain, dans le secteur des matières premières thermoplastiques recherche son Financial Controller pour prendre en charge l'ensemble des opérations financières, budgétaires et comptables et poursuivre le développement des systèmes de gestion. Il dépendra directement du Directeur Général.

Situé dans la très proche banlieue Sud de Paris, ce poste s'adresse à un candidat jeune et entreprenant, de formation supérieure + DECS, justifiant de 3 à 5 ans d'expérience des principaux aspects de la fonction Controller dans une filiale de société américaine et, il aura acquis une solide connaissance des systèmes comptables et procédures de contrôle anglo-saxons. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. détaillé avec salaire actuel, sous référence 1550-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

TROUVAY CAUVIN

Société Industrielle Robinetterie Tuyauterie recherche.

pour ASNIÈRES

ASSISTANTE

CHEF DE DEPARTEMENT COMMERCIAL

- — Bilingue anglais ;
- — expérience 3 à 5 ans ;
- — formation scientifique ;
- — sténodactylo ;
- — connaissance technologique appréciée particulièrement dans le domaine nucléaire.

Téléphoner au 791-44-44, poste 5586 pour R.-V. Poste à pourvoir immédiatement.

banque

BANQUE PRIVEE recherche

ADJOINT CHEF COMPTABLE

Mission :

- coordonner et contrôler les tâches des différentes sections du service,
- prendre en charge les comptabilités de filiales,
- établir les documents fiscaux,
- participer à l'élaboration des résultats et du bilan.

Profil souhaité :

- 30 ans minimum,
- possédant le DECS,
- ayant plusieurs années d'expérience en milieu bancaire,
- familiarisé avec l'informatique,
- bon animateur.

Conditions : Poste à pourvoir à Paris. Statut Cadre.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 122-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

REVERCHON ROCAPHANE S.A.

(60 millions de C.A.) fabricant d'emballages souples destinés en grande partie à l'industrie agro-alimentaire, recherche pour ses bureaux de PARIS, dans le cadre de son expansion

délégué commercial

pour visiter la clientèle industrielle de la région parisienne et normande.

Relié aux Chefs de Produits, il verra sa situation évoluer progressivement vers une fonction de Chef des Ventes de son secteur.

Ce poste convient à un candidat combatif, voulant créer une carrière stable.

Rémunération envisagée : 102.000 F annuels + intéressement et frais.

Ecrire directement au P.D.G. : Dominique REVERCHON 5 avenue Berthelot - 38200 VIENNE, qui répondra à toutes les lettres.

sélé-system

offres d'emploi

Notre laboratoire, lié à un groupe important, est jeune et déjà en rapide progression (30 % d'augmentation de CA) grâce à la haute qualité de ses produits et de sa politique volontariste d'expansion. Notre pratique d'un marketing de pointe nous amène à rechercher notre

Responsable des études de marchés

qui prenne rapidement une complète autonomie dans la fonction au sein du Département Marketing. Il mettra en œuvre études systématiques et ponctuelles et devra être une source de propositions de méthodologies nouvelles.

Nous lui demandons, outre des qualités de curiosité d'esprit et une réelle envergure, une formation supérieure, doublée d'une première expérience réussie de la fonction, si possible dans le domaine pharmaceutique, une connaissance de l'anglais.

Nous lui offrons un poste vivant, enrichissant et des possibilités d'évolution en liaison avec la croissance de notre laboratoire.

Les candidats intéressés envoient lettre man., CV détaillé, photo et prétentions sous réf. DM/M 2480 à PUBLIVAL, 70, rue du Point du Jour, 92100 Boulogne

La CEGOS

FINANCE ET ENTREPRISES

Consultant en Engineering Financier

La CEGOS est le premier cabinet européen indépendant de Conseil et de Formation. Son Département Finance et Entreprises est en forte expansion. Il a pour mission de réduire les frais financiers, restructurer les bilans, négocier avec les banques, apporter des solutions originales et opérationnelles aux problèmes financiers des entreprises en développement.

Vous êtes imaginatif, entreprenant et réalisateur, diplômé grande école ou de 3e cycle ; vous avez le goût et l'expérience des problèmes financiers et de trésorerie, vous recherchez une grande autonomie et appréciez le travail en équipe : vous pouvez devenir Consultant-expert financier auprès des Directions Générales d'entreprises variées et vous ouvrir ainsi des perspectives de carrière très enrichissante et évolutive.

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite et C.V. ss réf. 23555 à M. RAICHER, Directeur de la Division Opérations Financières et Commerciales qui traitera votre candidature avec une totale discrétion, 33 quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre de SYNTEC

Proche Région Parisienne Sud

Ingénieurs débutants

Diplômés Grandes Ecoles : Mines, Centrale, Supélec, A.M.

Notre Société - 10 unités de production, dont 3 à l'étranger - fait partie d'un groupe industriel français réalisant un C.A. de 1 milliard 200 millions, leader sur ses marchés.

Dans le cadre de notre développement à 5 ans, nous recherchons de jeunes ingénieurs pouvant accéder à des postes de responsabilités, après une formation d'environ 2 ans qui se déroulera comme suit :

- prise de contact avec notre organisation et nos principaux services et usines ;
- affectations successives, par période de 6 mois à 1 an, dans certaines de nos unités de production et services centraux en vue de missions précises, les impliquant fortement : elles leur permettront d'utiliser et de valoriser leurs connaissances et d'acquérir une bonne compréhension des problèmes de notre entreprise.

Les possibilités de carrière sont très ouvertes et comportent un passage obligé dans des responsabilités de production.

sélé CEGOS

Adresser lettre man. + C.V. détaillé, photo, à R. VERDET, sous réf. 71557/M. Sélé-CEGOS - 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre de SYNTEC

100.000 F

Chef Comptable

Filiale, en expansion rapide, d'un groupe français à vocation internationale, recherche un Chef Comptable.

Les missions à assumer sont les suivantes :

- la supervision de la comptabilité des opérations siège (dont une forte proportion d'opérations internationales).
- la centralisation des comptabilités des 5 établissements.
- les budgets du siège, les situations mensuelles et annuelles ainsi que les diverses déclarations fiscales.
- les prévisions de trésorerie et leur suivi quotidien.

Entouré d'une équipe (6 personnes), ce poste conviendrait parfaitement à l'adjoint d'un chef comptable désireux d'assumer des responsabilités élargies dans un groupe offrant de multiples possibilités de carrière. Formation niveau B.T.S. Lieu de travail Neuilly.

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73524/M à Mme CLERE - Sélé-CEGOS - 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre de SYNTEC

offres d'emploi

ingénieurs système

FILIALE chargée de la mise en œuvre des SYSTEMES INFORMATIQUES d'un très important GROUPE D'ASSURANCES recherche des ingénieurs système pour le développement d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et un réseau de télétraitement.

Le matériel actuellement installé se compose de :
DEUX 3033 - 12.000 K chacun,
UN 3033 - 8.000 K,
UN 370/168 AP - 8.000 K,
1000 terminaux de télétraitement.

GIE — Envoyer CV, sous réf. 8998 Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081 PARIS La Défense.

sélé-system

LIBRAIRIE ERNEST FLAMMARION

L'UN DES PREMIERS EDITEURS FRANÇAIS

recherche

10 CANDIDATS

Ayant le goût des contacts humains et qui seront de véritables hommes de terrain, possédant un véhicule personnel. Les candidats résideront sur leur secteur.

Tous ces postes offrent un salaire motivant et des perspectives d'avenir.

8 ATTACHÉS COMMERCIAUX DÉBUTANTS

chargés de la présentation de ses ouvrages auprès des détaillants des secteurs suivants :

DEPARTEMENTS :

RHONE-ALPES - AUVERGNE : 01 - 03 - 07 - 39 - 42 - 43 - 63 - 69 - 71.

LANGUEDOC-ROUSSILLON : 09 - 11 - 12 - 15 - 30 - 31 - 34 - 46 - 48 - 65 - 66 - 81 - 82.

NORMANDIE : 14 - 27 - 28 - 41 - 45 - 50 - 61 - 72.

SUD-OUEST : 16 - 17 - 19 - 23 - 24 - 32 - 33 - 40 - 47 - 64 - 87.

OUEST : 22 - 29 - 35 - 53 - 56.

EST : 02 - 08 - 51 - 54 - 55 - 57 - 67 - 88.

PARIS : RIVE DROITE

BENELUX : Le candidat sera parfaitement bilingue néerlandais-français.

2 ATTACHÉS COMMERCIAUX CONFIRMÉS

chargés de la représentation de ses ouvrages en Belgique et en Suisse.

La période de formation aura lieu à Paris et sera rémunérée.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite avec photo et numéro de téléphone à FLAMMARION, Direction Commerciale - B.P. 408 - 94152 RUNGIS.

Spécialiste de signalisation Routière Société LA LIGNE BLANCHE (Effectif 140) - groupe Sellier-Leblanc crée pour seconder son P.D.G. le poste de

directeur d'exploitation

Le candidat retenu se verra confier la responsabilité de l'ensemble des services Travaux et Matériel avec pour objectif :
Progrès techniques - qualité des prestations - augmentation de la productivité.
Il devra avoir bénéficié d'une formation supérieure et de quelques années d'expérience professionnelle.
Le poste est situé dans la banlieue sud de Paris.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions en précisant la référence 753 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

EQUIPE D'ANALYSE DE SYSTEMES ET DE RECHERCHE OPERATIONNELLE

souhaite s'adjoindre

INGÉNIEURS

GRANDES ECOLES OU EQUIVALENT

ayant des connaissances de plus. de ces domaines : radar, optronique, acoustique, automatisme, filtrage aérodynamique, guidage et ayant une bonne formation de probalités et l'expérience du FORTRAN.

Ecrire sous référ. 8.972 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

PHARMACIEN INDUSTRIEL... HF

Pharmacien, option industrie et bonnes connaissances en BACTÉRIOLOGIE et LYOPHILISATION, votre formation et une première expérience de 3 ans dans l'industrie ont fait de vous un homme (ou une femme) de bon niveau scientifique et technologique.

Notre Société, encore jeune, connaît un taux de développement soutenu.

Outre un contexte scientifique de haut niveau et stimulant, elle vous propose de participer, en tant qu'ADJOINT AU CHEF DE SERVICE, à la fabrication d'un produit biologique complexe et à la gestion industrielle du service.

Si vous êtes intéressé par ce poste qui constitue une bonne opportunité pour une jeune carrière,

Envoyer lettre de candidature avec photo, CV et prétentions sous référence 4015
EMPLOIS ET ENTREPRISES, 18, rue Volney - 75002 PARIS

contrôle de gestion

PONT DE NEUILLY

Une société française de production mécanique (CA 80 M de F, 300 personnes) filiale autonome d'un groupe international renforce son équipe financière. Sous l'autorité du Directeur Financier et en proche collaboration avec la Direction Générale, un Assistant Contrôle de Gestion participera à l'élaboration du plan et du budget, au contrôle des résultats et des prix de revient, à la mise en place de procédures et effectuera des missions ponctuelles. De formation supérieure, les candidats devront posséder une expérience d'environ 2 ans au sein d'une entreprise industrielle ou en cabinet d'audit. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée...

Envoyer C.V. et salaire actuel sous réf 1601 à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Vous recherchez votre premier emploi.

Vous êtes ingénieur formé dans une école à l'informatique industrielle.

Vous avez 6 mois de pratique (stage) de la programmation en Assembleur sur microprocesseurs

sema informatique

vous propose

de participer, au sein d'équipes, à la réalisation d'importants systèmes temps réel.

(réf. 10259/M)

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite et photo à, J. HAJAGE - Sema - Sélection 92126 MONTROUGE - *Centre Metra - 16/18, rue Barbès.*

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection — Paris - Lille - Lyon Marseille - Toulouse

offres d'emploi

SO-CO-PI

recherche

CADRE CONFIRMÉ
100/130.000 F AN

Le poste est à pourvoir pour Septembre 80 en raison du transfert de notre siège social en région Parisienne. Nous sommes une société anonyme coopérative qui a pour activité la distribution de produits de grande consommation et de produits non alimentaires auprès de commerces spécialisés. Notre présence est Nationale. Rattaché au Président, la fonction englobe les aspects : commercial -gestion-administration de la société. SO-CO-PI a un rôle de centrale d'achats par produits référencés, de promotion, de négociation, de conseils etc... Nous souhaitons intégrer un candidat âgé de 35 ans minimum de formation supérieure ou autodidacte confirmé. Une expérience de la distribution (Amont-Aval) est demandée de même des facilités d'adaptation aux contacts humains. Nous avons demandé à NORAY Consultants de vous recevoir pour vous présenter la fonction et vous garantir une totale discrétion.

Merci d'adresser votre C.V. et photo sous référence SO-CO-PI
NORAY Consultants
28, rue de l'Echiquier 75010 Paris
Téléphone : 246.12.28

bleu

CSNCR

Importante Unité filiale de THOMSON C.S.F.
(banlieue ouest de Paris)
recherche des

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS
TITULAIRES B.T.S., D.U.T.

Débutants ou quelques années d'expérience. Postes d'études de systèmes de transmission (de signaux numériques, vidéo) sur tout support, y *compris fibres optiques* utilisant des technologies de pointe en vue des applications télématiques et nouveaux réseaux de distribution.

Adresser curriculum vitae, prétentions à nº 61.877, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui tr.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF
MAISONS INDIVIDUELLES

HF

Constructeur de maisons individuelles au coup par coup

Nous faisons partie d'un groupe de bâtiment de premier plan.

Nous considérons l'administratif comme poste-clé, en relation directe avec la Direction, en relation fonctionnelle avec les agences, le/la titulaire du poste a en charge l'ensemble des questions administratives (prévisions, statistiques, respect des procédures, gestion du Personnel...).

Le/la candidat (e) de formation supérieure a acquis l'expérience de cette fonction dans un poste similaire, il/elle est désireux (se) d'assumer des responsabilités dans un poste évolutif.

Envoyer C.V. et prétentions à :
MAISONS ATLAS
BP 16 - 91570 BIÈVRES

bleu

GROUPE IMMOBILIER ETRANGER
INSTALLE EN FRANCE (PARIS)

recherche

CADRE COMPTABLE

Ayant acquis une bonne expérience dans le domaine immobilier et administration de biens

Adresser C.V. et lettre manuscrite en indiquant vos prétentions à :

COFINOR réf. D.V., 49, bd de Courcelles, 75008 PARIS.

SOPRA ingénierie des systèmes d'information, 450 personnes, 80 millions de C.A., *Paris, Lyon, Grenoble, Annecy, Nantes, Marseille, Abidjan,*

activités
- bases de données, temps réel, réseaux, télématique,...
- audit, conseil, conception et réalisation,

recherche :

INGENIEURS INFORMATICIENS
confirmés (réf. 906/C)

pour la conception et la réalisation de systèmes de haut niveau.
La connaissance des minis et des systèmes de télétraitement ou de bases de données sera appréciée.

La structure du groupe et son contexte dynamique offrent des possibilités certaines d'évolution pour des candidats de valeur.

INGENIEURS
option informatique et/ou automatisme en recherche de 1er emploi (réf. 906/D)

Intégrés dans des équipes de réalisation, *ils disposeront rapidement d'une expérience* concrète et variée leur permettant une *évolution* rapide.

Des formations complémentaires leur seront données sur nos méthodes et sur les techniques de pointe.

De larges possibilités d'évolution sont offertes dans des activités variées :
- systèmes de gestion, logiciel de base et d'application,
- automatismes.

Postes à pourvoir à Paris et en Province.

Ecrivez en joignant CV et photo, sous référence choisie, à Sopra Recrutement 90 rue de Flandre 75019 Paris

média-system



Fédération Nationale de Mutuelles de Fonctionnaires et Agents de l'Etat, Paris (13e), recherche pour l'étude, la réalisation et l'exploitation de la gestion informatisée et centralisée de la paie des personnels,

UN AGENT

Ayant :
— expérience de la législation sociale et de conventions collectives,
— aptitudes à collaborer avec un système informatique,
— notions de comptabilité en matière de paie.

Salaire brut annuel de *57.440 à 64.116 F* selon qualification au recrutement.

Ecrire avec C.V. à F.N.M.F.A.E., 17, av. de Choisy, Immeuble Palatino - 75643 Paris Cedex 13.

RADIO - FRANCE
116, AVENUE DU PRESIDENT-KENNEDY
PARIS (16e)

recrute

TECHNICIENS SUPÉRIEURS DE MAINTENANCE

Titulaires d'un B.T.S. ou d'un D.U.T. en électronique

Les candidats masculins devront être libérés du service national

Ecrire avec prétentions, curr. vitae et photographie.

Jeunes Commerciaux
Aidez les chefs d'entreprise à financer leurs investissements

L'UFB-LOCABAIL est un établissement financier spécialisé dans le financement à court et moyen termes des investissements des petites et moyennes entreprises.

De niveau BAC + 2 années d'études supérieures (commerciales, comptables ou juridiques) les **JEUNES COMMERCIAUX** que nous recherchons auront en outre une bonne disponibilité, le sens de la négociation et l'esprit d'analyse.

Après une période de formation technique et pratique de 3 mois (produits - méthodes - étude du risque), *ils feront partie d'une équipe d'intervention dont le rôle consiste à effectuer des* **MISSIONS DE REMPLACEMENT OU DE RENFORCEMENT** auprès de nos 70 agences.

Leur rôle sera de **CONSEILLER** et de **VENDRE** la *meilleure formule de financement (en crédit ou leasing)* aux responsables d'entreprise.

Pour ces postes formateurs et évolutifs, l'**UFB-LOCABAIL** offre un salaire motivant + *primes + intéressement*, de nombreux avantages et le remboursement des frais.

UFB LOCABAIL

Merci d'écrire (avec C.V. et photo) sous réf. 443 à

compagnie bancaire
Service Orientation - Recrutement
5, Avenue Kléber - 75116 PARIS

MEDIA BA

PRODUITS D'ENTRETIEN & COSMETIQUES

FILIALE Sté AMERICAINE DE VENTE A DOMICILE
EN DEVELOPPEMENT TRES RAPIDE DEPUIS 3 ANS
rech. pour Siège Banlieue SUD PARIS

RESPONSABLE ADMINISTRATIF DU MARKETING

Il prend en charge l'ensemble des tâches administratives du Dépt MARKETING en liaison avec les autres Sces de la Société et les Responsables Régionaux des Ventes : bulletin mensuel (routage à plusieurs milliers d'exempl.), suivi *des procédures de* communication et de promotion, ...

— JEUNE (tout l'Etat-major a moins de 40 ans) —
- *ANGLAIS souhaitable* • Expérience dans un poste similaire • Qualités de plannification et d'organisation.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunération et photo ss réf. 4396 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

IMPORTANTE ENTREPRISE CONSTRUCTION et GÉNIE CIVIL

recherche

INGÉNIEUR

pour son **Siège en RÉGION PARISIENNE**

Pour grosses opérations Bâtiment et Génie Civil à l'étranger - Hôtels - Tours de Bureaux - Logements - Travaux industriels en travaux propres.

PROFIL :
— Formation Ingénieur.
— Environ 35 ans.
— *10 ans d'expérience dans* la profession.
— 5 ans d'expérience chantiers et études de prix.
— parlant langues étrangères (anglais et/ou espagnol si possible).

FONCTION :
— Adjoint au Chef du Service Etudes de prix en vue de prendre sa suite ultérieurement.
— Activité en développement sur AFRIQUE - EXTREME-ORIENT - *AMERIQUE LATINE.*

Adr. C.V. man., photo et prét., ss numéro 61.918, Contesse P., 20, av. Opéra - 75001 PARIS, qui tr.

TRELLEBORG

recrute

1 EMPLOYÉ (E) ADMINISTRATIF (VE)

- Gestion des commandes et des stocks.
- Suivi et contrôle des plannings de fabrication.
- Suivi du contrôle de la facturation.

Qualités requises
- Expérience de 2 ans minimum.
- Pratique de la dactylographie.
- Anglais écrit et parlé indispensable.

lieu de travail
Banlieue Nord-Est de Paris.

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite photo et salaire actuel à
TRELLEBORG S.A.
51, rue H. Becquerel - BP 57
93602 AULNAY-SOUS-BOIS

bleu

Groupe de

CONSTRUCTEURS SOCIAUX
en rapide expansion

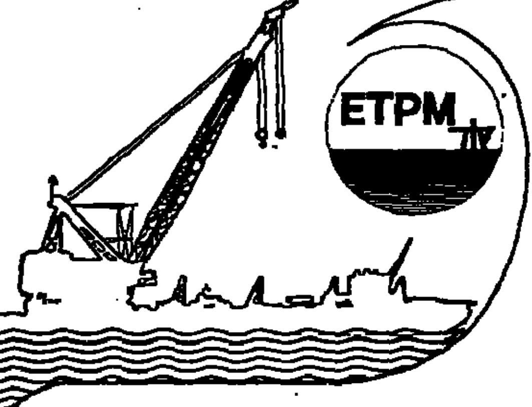
recherche

CHARGÉ (E) D'OPÉRATIONS

Profil : formation supérieure souhaitée, expérience de quelques années dans l'étude le *montage* et le *suivi d'opérations de* construction de logements aidés ou non aidés. Disponible rapidement.

Fonction : directement rattaché au responsable des opérations au niveau groupe, il sera personnellement responsable de plusieurs dossiers qu'il suivra dans leur intégralité.

Envoyer C.V. + prétentions à GAUDU, 39, avenue de Suffren, 75007, Paris, qui transmet.



Leader Européen de l'Offshore Pétrolier Oscar à l'Exportation

JEUNE CADRE ADMINISTRATIF

Généraliste au sein d'une équipe de jeunes spécialistes, vous étudierez, et résoudrez les problèmes de gestions liés à la croissance du Groupe. *Dépendant du Secrétaire Général, vous valoriserez votre première expérience professionnelle ou votre début de carrière en assumant rapidement des responsabilités administratives importantes en liaison avec nos filiales à l'étranger.*

- Vous êtes diplômés HEC, ESSEC, ESCP, IEP (Eco-Fi)
- *Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.*
- Vous êtes débutant ou vous possédez une première expérience acquise dans une Société internationale.
- Vous êtes basé à Paris mais disponible pour effectuer de courtes missions à l'étranger.

Envoyer C.V., photo prétentions, sous réf. 1948, à PIERRE LICHAU S.A. B.P. 220, 75063 Paris cédex 02.

IMPORTANT GROUPE **BANCAIRE SPÉCIALISÉ**

RECRUTE

POUR AGENCE BANLIEUE OUEST PARIS

UN ATTACHÉ COMMERCIAL
SPÉCIALISÉ CRÉDIT IMMOBILIER ACQUÉREUR

Le poste comprend :
— La responsabilité d'un Chiffre d'affaires à développer.
— Le suivi commercial et la prospection de professionnels de l'Immobilier (Constructeurs et Agences Immobilières notamment).

Le candidat retenu aura déjà une expérience de plusieurs années dans ce type de fonction et sera *en mesure d'apporter les preuves de ses premières* réussites.

Il est offert :
— Classe V.
— Voiture de fonction.
— Conditions de travail et perspectives d'évolution intéressantes dans groupe réputé.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions, sous référence OV 380, à TELEX P.A., 34, bd Haussmann, 75009 PARIS, qui transmettra.

ANSWARE
informaticiens

Diplômés de l'Enseignement Supérieur (Ecoles d'Ingénieurs, maîtrise, Ecoles d'Informatique, MIAGE, IUT...) pour systèmes de gestion et systèmes industriels sur mini.

Offre : • Une rémunération intéressante • Les avantages sociaux du Groupe • Une possibilité d'absence pour les congés 80 **et une collaboration caractérisée par :** • Sa diversification technique • Ses méthodes de travail • Les techniques de pointe abordées • Des possibilités d'évolution de carrière au plus haut niveau • Une formation constante. *(Réf. DIT 6)*

Les candidats intéressés peuvent écrire ou téléphoner en vue d'un premier *rendez-vous à Bénédicte DELAHAYE* au 135 rue de la Pompe 75116 Paris - 749.02.33 poste 35.19 le matin.

THOMSON-CSF

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

INTERNATIONAL HARVESTER FRANCE
Filiale du leader mondial dans le domaine des équipements agricoles génie civil, camions et turbines à gaz
recherche

un ingénieur système responsable du groupe système

Centre équipé de deux 370/158 sous DOS/VS
T.P. Local et remoté sous CICS.
Conviendrait à un ingénieur ayant au minimum un an d'expérience. Anglais courant souhaité.

deux analystes-programmeurs expérimentés

Connaissances souhaitées.
Assembleur, Cobol CICS, DL/1.

Envoyer CV, photo et prétentions sous No 61.637 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

Importante société d'ingénierie Banlieue Sud, recherche pour son Département Informatique,

DIPLOMES Grandes Ecoles

Débutants ou 1 à 2 ans d'expérience.
Après formation pratique aux applications, matériels et logiciels fonctionnant dans la société, ils seront affectés à des développements importants de télétraitement et bases de données.
Dans tous les domaines de gestion des activités de la société, les qualités nécessaires sont la méthode, la mobilité d'esprit, l'aptitude à la communication et à la compréhension des problèmes des utilisateurs, dans une société aux activités très diversifiées.
Une première expérience informatique *sera* appréciée *mais n'est pas* indispensable.
De larges possibilités de carrière dans la société s'offrent à des candidats de valeur.
Adresser CV détaillé, photo et prétentions à : rscg carrières - 64, rue la Boëtie - 75008 PARIS sous référence 40 75.

---

un responsable d'exploitation informatique efficace doit-il être insomniaque? (réf. 3828 LM)

Autrement comment peut-il savoir à tout moment ce qui se passe dans un centre de traitement exploitant, entre autre, un 303X/MVS en 3x8 puisque le fonctionnement du réseau (une centaine de terminaux) conduit à reporter sur la nuit le plus gros du batch? Ses journées sont déjà bien remplies : outre l'animation du centre (30 personnes) et le respect du planning, il améliore, en liaison avec le système, la fiabilité et la qualité des traitements et gère ses ressources comme son budget.
Non, dites-vous? Alors vous êtes notre homme. Sachez que nous sommes l'une des grandes banques de dépôts de la place de Paris et que nous vous attendons.

jeune chef de projet, (réf. 3831 LM) maîtrisez l'informatique distribuée

Après l'obtention de votre maîtrise, vous avez acquis, en trois ans, une première expérience de la mise en œuvre des techniques informatiques, soit sur minis, soit dans un environnement IBM/DOS. Venez animez la petite équipe réalisant notre premier projet distribué.
Vous disposez d'un 4341 sur le site central (Paris-Sud) et d'une dizaine de 8100 dans les régions; ce réseau hiérarchisé (relié par TRANSPAC) va cou..ir progressivement une centaine de centres et leur permettre de gérer en transactionnel les adhérents des mutuelles auprès de qui nous agissons en prestataires de service.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire sous référence correspondante. à « **Carrières de l'informatique** ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES
MEMBRE DE SYNTEC

Chef de projet

Société d'ingénierie générale recherche un Chef de Projet.
Cet ingénieur de formation ENSIA ou équivalent a une bonne expérience de la réalisation d'usines clés en mains à l'étranger : Industrie alimentaire ou chimique pharmaceutique.
- l'anglais courant est exigé.
- lieu de travail : proche banlieue Sud de Paris.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 4065 à rscg carrières 64, rue la Boëtie 75008 PARIS.

ANSWARE

ingénieurs consultants

- Pour la commercialisation de produits informatiques appliqués à la gestion des PME.
- Formation supérieure commerciale ou technique, possédant trois à cinq ans d'expérience professionnelle, soit comme Ingénieur Commercial (SSCI, Constructeur Informatique ou Cabinet d'organisation), soit comme Ingénieur Technico-Commercial en Informatique. (Réf, GD)

Envoyer C.V., photo et prétentions au 135, rue de la Pompe - 75116 Paris.

THOMSON-CSF

...LA COMMUNICATION ECRITE... ...LA COMMUNICATION ECRITE...

Fini les papiers qu'il faut acheminer d'un Service à l'autre, du Siège à un Établissement !
La communication écrite à l'intérieur de l'entreprise est appelée à connaître un développement important d'ici quelques années. Cette nouvelle technique va simplifier la circulation des informations et fera gagner un temps précieux à tous ceux pour qui ces informations sont indispensables à la prise de décision. Pour vendre cette technologie de pointe *les*

ingénieurs commerciaux

que nous recherchons seront responsables des contacts avec les clients, de l'étude de leurs besoins et de leur organisation, de la négociation des contrats de vente, de location et de maintenance. Ils seront assistés sur le plan technique par des Ingénieurs Technico-Commerciaux. Si vous avez une formation Supérieure Commerciale ou Technique et l'expérience de la Vente dans le domaine de la bureautique, adressez-nous votre candidature sous la référence : 57940 à : RUSH Publicité, 84, rue d'Hauteville - 75010 PARIS.

SIEMENS

Recherche pour sa division *télécommunication à Paris.*

Un Ingénieur Technico-Commercial spécialiste en commutation électronique

Nous désirons intégrer un jeune ingénieur bilingue allemand souhaitant mettre à profit son expérience en commutation téléphonique, *et son sens des relations humaines* pour rejoindre une équipe dynamique au rythme de travail élevé.
Les compétences techniques *et ses* qualités humaines en feront le futur responsable d'un groupe chargé des tâches suivantes :
- élaboration des devis,
- traitement et suivi des commandes,
- *approvisionnements,*
- analyse technique de nos produits,
- définition des adaptations aux normes françaises,
- présentation des produits pour agrément PTT

Nous prions les candidats intéressés d'adresser leur dossier de candidature sous la référence 47 à :
Département du personnel
B.P. 122 - 93204 SAINT-DENIS Cédex 1.

Siemens S.A.

AIR INTER
LIGNES AERIENNES INTERIEURES

recherche
pour ses Services de Développement Informatique

COLLABORATEURS

possédant un DUT informatique (niveau maîtrise ou équivalent apprécié) et de l'expérience en programmation.
Salaire brut annuel 80.000 F selon expérience.
Avantages sociaux.
Lieu de travail ORLY.

Adresser CV et photo au département
Effectifs Recrutement Orientation
1 avenue du Maréchal Devaux
91550 Paray Vieille Poste

AUDITEUR INTERNE

- Ce collaborateur s'intégrera dans l'équipe de Révision Comptable d'une importante société de distribution (PARIS).
- Il sera chargé de contrôler la bonne application des procédures comptables et administratives dans de nombreux établissements.
- De formation supérieure (ESC option finances-Comptabilité, Maîtrise de Gestion, DECS ou équivalent), il aura de préférence une première expérience comptable.

Le lieu de travail est Paris, mais il sera amené à *effectuer de nombreux déplacements* dans toute la France.

Si ce poste vous intéresse, envoyez une lettre manuscrite et curriculum vitae en précisant vos prétentions à *Monsieur* *KRIPPER, B.P. 88* 75840 PARIS CEDEX 17.

GROUPEMENT D'ASSURANCES
recherche
pour son département Sinistres

UN TECHNICIEN DU BATIMENT T.C.E. *HF*

Il sera chargé au sein d'une équipe, de la gestion de dossiers sinistres de la construction à partir de l'exploitation de rapports d'experts.

Le candidat retenu aura au minimum :
- un niveau d'études équivalent à celui du BAC
- une pratique effective de 5 ans de chantiers comme conducteur de travaux.

Aptitude à rédaction.
Poste sédentaire.

Adresser CV, photo et prétentions à n° 6076
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney - 75002 PARIS.

Management Information Retreiver and Analyst

8000 personnes, 2 Milliards de CA, secteur Mécanique - PARIS
Filiale Groupe US.

Nous recherchons le successeur de notre

contrôleur central de gestion

récemment promu Directeur Financier de l'une de nos Divisions.

Le rôle est dynamique. Les informations et recommandations que nous fournit ce collaborateur de haut niveau (salaire en conséquence) ont un impact certain sur nos décisions. Il traite la routine (tableaux de bord, budgets, plans à long terme, analyses économiques, ratio de gestion, etc.) et les missions spéciales (enquêtes, études approfondies, investissements exceptionnels). *Il* est en rapport constant avec les Responsables Financiers, Industriels et Commerciaux de l'Entreprise. Il repère le petit détail qui "met la puce à l'oreille", il sait centrer la communication sur l'essentiel et fait preuve d'un sens critique *constructif et diplomatique.*

Une formation commerciale supérieure (ESSEC, HEC, MBA, etc.), une bonne connaissance comptable et financière, une expérience effective du terrain (production, commercialisation) sont des atouts indispensables. Parler (réunions multinationales) et écrire (rédiger les dossiers) en anglais ne devront poser aucun problème.

Exercer en ce moment même le métier de contrôleur de gestion dans le sens décrit ci-dessus, en entreprise multinationale, est un gage supplémentaire de notre intérêt.
Nous pouvons réellement offrir des possibilités de carrière intéressantes.

Envoyer C.V. détaillé sous réf. 1596-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

---

tecsi

Techniques et Systèmes Informatiques - Software

Affiliée au Groupe CGE, TECSI a pour vocation de contribuer à une meilleure insertion de l'informatique dans l'économie en rassemblant, dans un cadre propice à leur épanouissement, des professionnels de haute compétence.

C'est ainsi que les soixante consultants de la Division «Conseil» aident leurs clients à mettre en œuvre techniques et technologies de pointe au sein de leurs produits ou systèmes informatique, télématique et bureautique.

Ces interventions requièrent une large gamme de talents qui peuvent s'y développer pour *le bénéfice mutuel des consultants et des clients.*

La croissance rapide de nos activités — en France et dans nos implantations en Allemagne, Espagne, Grande-Bretagne et Etats-Unis — crée une opportunité de nous rejoindre pour

5 consultants informaticiens

- de formation Grande Ecole ou équivalente,
- ayant 4 à 6 années d'expériance professionnelle dans le développement des systèmes informatiques du type temps-reel (logiciel + materiel),
- capable d'encadrer des interventions de conseil ou de réalisation dans des environnements client et/ou interne.

Une formation complémentaire informatique acquise aux Etats-Unis serait appréciée.

Envoyer CV, photo et prétentions à D. Debrosse, TECSI - Division Conseil, 29 rue des Pyramides, 75001 Paris (Réponse et discrétion assurées).

média-system

Que fait un directeur technique dans une SSCI? (réf. 3829 LM)

Il rejoint l'état-major de direction à Paris et « coiffe les moyens ».
Il supervise la production du centre (4341, 370), anime le système, conseille les études et, en liaison avec la DG, définit puis fait appliquer les choix *politiques en matière de matériels, réseaux, data base et autres progiciels.* Enfin, il gère un centre de profit interne de 30 MF et dirige une centaine d'informaticiens.
Quel est-il? Probablement un ingénieur. Il a amassé en 8 à 10 ans un *solide bagage technique en faisant ses classes aux études comme au* système et a fait la preuve, dans un gros centre, de son savoir-faire dans l'animation des hommes. C'est enfin un battant ayant le sens du service.

chef de projet tenté par l'organisation (réf. 3746 LM)

Une grande banque de dépôts (Paris-Est) vous propose de venir seconder le responsable de son service organisation et méthodes en menant des missions, liées ou non à la mise en place de systèmes d'information supportés par un 303X gérant un réseau de terminaux *bancaires.*
Vous avez une formation supérieure de préférence, l'expérience de la conduite de projet ou de l'organisation, acquise. en 5 ans, dans une banque ou en entreprise, et souhaitez prendre du recul par rapport aux techniques traditionnelles. Venez aborder chez nous la bureautique comme la télématique.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire sous référence correspondante à « **Carrières de l'Informatique** ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES
MEMBRE DE SYNTEC

offres d'emploi

SPECIALISTE FORMATION

Ce groupe français de dimension internationale intervient principalement dans trois domaines :
Ingénierie Systèmes, Ingénierie Entreprise, Conseil et Services.

Dans ce dernier secteur il détache sur tous les continents plus de 450 ingénieurs et techniciens et propose aux sociétés qu'il conseille des contrats de management et maintenance d'installations et en formation de personnel à tous niveaux.

Le développement de ces contrats et les perspectives du marché international l'amènent à renforcer sa structure par l'engagement d'un spécialiste formation et maintenance.

Le titulaire du poste, responsable du développement commercial de ce produit, entreprend toutes les actions nécessaires à sa promotion.

Il analyse la demande des clients, conçoit et formalise les propositions, met en œuvre les moyens de réalisation et en assure effectivement le suivi.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur d'environ 35 ans, ayant une expérience confirmée et réussie de la vente de services en milieu industriel international acquise soit au sein de sociétés de conseils, soit dans le cadre de responsabilités de maintenance d'installations ou de formation de personnel.

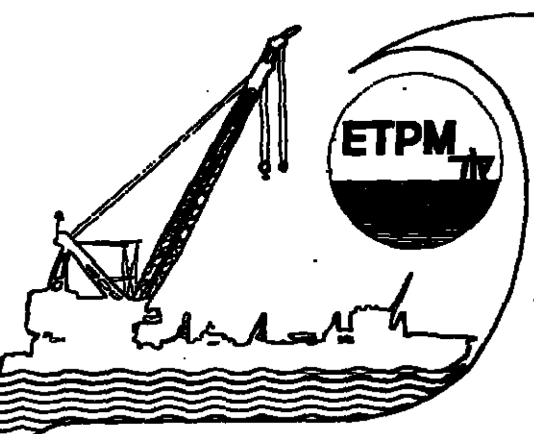
Ce poste basé en proche banlieue parisienne offre des perspectives de carrière réelles pour un professionnel compétent possédant bien l'anglais.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 10211 H, à



8 rue de Berri 75008 Paris

médía-system



LEADER
EUROPEEN
DE L'OFFSHORE
PETROLIER
Oscar à l'exportation

Recherche pour : Siège PARIS et ETRANGER

INGENIEURS

- Diplômés AM, TP ou équivalent
- Première expérience professionnelle ou confirmés dans secteur TP (offshore de préférence)
- Maîtrisant parfaitement la langue anglaise.

POUR PARIS - Réf. 1938 A

- Postes de coordination entre Siège et secteurs internationaux avec missions ponctuelles à l'étranger.

Pour l'ETRANGER - Réf. 1938 B
AFRIQUE CENTRE-OUEST — MOYEN-ORIENT

- Postes d'ingénieurs Opérations Terre ou Mer (Expatriation en statut familial)

Envoyer C.V. photo et prétentions en précisant la référence choisie à *P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.*

INGENIEURS CONFIRMES
INGENIEURS DEBUTANTS

- Logiciels temps réel
- Télétraitement
- Micro, mini ou grands systèmes
- Systèmes de gestion informatique
- Calculs scientifiques
- Outils logiciels de base

INTERESSES PAR DES POSTES A POURVOIR A :

PARIS - RENNES - TOULOUSE - LANNION.

Dans une Société à forte croissance proposant :
- Interventions à différents niveaux de responsabilités
- Projets nationaux et internationaux variés (télécommunications, satellites, vidéotex, bureautique...)
- Plan de formation interne
- *Multiples possibilités d'évolution de carrière.*

Ecrire à CAP SOGETI LOGICIEL
5, rue Louis Lejeune 92128 MONTROUGE CEDEX.



Division Télématique et Télécommunications

UNE IMPORTANTE ENTREPRISE INTERNATIONALE fabrique et distribue des produits d'équipements légers, dans un très grand nombre de pays, par un réseau d'agents et filiales.
Son chiffre d'affaires consolidé est de l'ordre de 500 millions de francs en France et à l'Etranger.

Cette entreprise recherche un

ADJOINT AU SECRETARIAT GENERAL

SCIENCES ECO - ESSEC - HEC

2 à 3 années dans un poste similaire sont souhaitables.

Il aura à démontrer sa capacité à maîtriser les problèmes d'administration générale, et d'application du Droit des Sociétés en France et à l'Etranger.

Il sera chargé d'apporter son assistance aux études économiques d'implantation à l'Etranger.

La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Le poste comprend des possibilités d'évolution.

Envoyer C.V. photo et prétentions *sous référence* No 61761 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, *qui transmettra.*

Agence Conseil en Publicité

Nous recherchons

1 CHEF DE GROUPE

Professionnel confirmé. Il aura pour mission d'animer une équipe de chefs de Publicité chargés des actions publicitaires et promotionnelles d'un groupe de distribution.

2 CHEFS DE PUBLICITÉ

- *l'un pour assurer la gestion de plusieurs* budgets grande consommation;
- l'autre pour entrer au sein d'une équipe assurant la gestion d'un gros budget de distribution.

Env. lettre manuscrite, C.V., *photo et rémunération* actuelle, sous le numéro 852.157, à *RÉGIE-PRESSE,* 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS, qui transmettra.

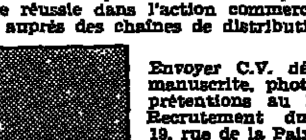
IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
PEINTURES ET REVÊTEMENTS MURS ET SOLS
recherche

NÉGOCIATEURS
DE
HAUT NIVEAU

Chacun d'eux sera chargé de toute l'action commerciale pour promouvoir une gamme de produits auprès des chaînes de distribution, depuis les centrales d'achats jusqu'aux magasins.

Il s'agit principalement des chaînes de bricolage et des points de vente de peintures, papiers peints et décoration.

Les candidats doivent avoir une formation commerciale supérieure et une première expérience réussie dans l'action commerciale, si possible auprès des chaînes de distribution moderne.



Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 Paris (*sous référence* 2306).

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Equipements médicaux électroniques

INGENIEUR COMMERCIAL

La filiale française du leader mondial sur le marché de ces équipements de haute technicité accentue son développement et renforce son équipe commerciale. L'un est basé au siège de Paris pour le quart Nord-Est de la France, l'autre à l'agence de Montpellier pour le Sud-Est.

Autonomes et responsables, ils assurent la promotion et la vente de deux lignes de produits : démonstration et assistance dans les centres hospitaliers *et chez les praticiens spécialisés.* Ils organisent des colloques, participent aux congrès, tirent parti de la notoriété, des références acquises et de la qualité du service offert (S.A.V.).

Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs électroniciens ayant acquis, si possible, une première expérience en laboratoire d'études ou dans un domaine similaire. Mobiles et disponibles, ils se déplacent 30 à 50% de leur temps. Les conditions offertes sont de nature à intéresser une personnalité de valeur. Véhicule de fonction.

Merci d'adresser une lettre manuscrite de motivation, CV, photo et salaire actuel, *sous réf. LM 7393 A,* à

egor promotion
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

ADMINISTRATION

Recrute, urgent

- Responsable préparation et suivi budget ayant au moins deux années d'études supérieures en Sciences économiques, Gestion ou Ecole supérieure de commerce, niveau licence souhaité.
- Bonne connaissance de la Comptabilité publique et de la fiscalité (T.V.A.) nécessaire.

Ecrire avec C.V. à l'Ingénieur de l'arrondissement opérationnel no 3, Direction départementale de l'Equipement de la Seine-Saint-Denis, 99, avenue du Général-de-Gaulle, 93110 Rosny-sous-Bois.

Groupe d'organismes sociaux-professionnels (caisses de retraite, congés payés, mutuelle...), *Paris-17e - 250* personnes, cherche à renforcer son équipe informatique par

UN ANALYSTE FONCTIONNEL

Réf. 532

Formation supérieure.
4 à 5 ans d'expérience de la fonction.

Il sera chargé de nouveaux développements, d'applications, de gestion sur matériel I.B.M.

2 ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Réf. 113

Formation DUT. *Première expérience* souhaitée.

Connaissances Cobol obligatoire + DOS/VS et CICS appréciées.

Disponibles rapidement.

Envoyer lettre + C.V. + prétentions à GRISS, Service du Personnel, 7, rue Henri-Rochefort, 75854 Paris Cedex 17.

volvic

Pour compléter notre réseau commercial nous recherchons pour un secteur de la REGION PARISIENNE
jeune

chef des ventes

âgé au minimum de 28 ans, de formation commerciale supérieure et ayant acquis une première expérience de la distribution, si possible dans l'ALIMENTAIRE.
Après une période de formation aux techniques de vente propres à notre entreprise, ce nouveau responsable sera chargé de l'animation d'une équipe d'Inspecteurs ainsi que de visites et de négociations au niveau des Grandes Surfaces.
Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la réf. 729 M sur l'enveloppe au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

LAMBERT DISTRIBUTION - leader en expansion dans la distribution de produits Bâtiment - filiale d'un groupe industriel de premier plan (C.A. 2 milliards) crée le poste de

responsable de la promotion et de l'animation des ventes

Mission : dépendant du Directeur de l'Exploitation, il animera l'ensemble des équipes de vente (43 personnes) réparties en 18 agences, dans une optique de rentabilité accrue.
HOMME DE STRATEGIE, il participera à l'élaboration de la politique de vente et de promotion des produits, ainsi qu'à l'élaboration des budgets.

Profil : du dynamisme - expérience de 5 ans environ des méthodes modernes d'animation des ventes - sens de l'organisation - formation supérieure commerciale souhaitée.

Cette fonction réservée à un candidat efficace est le tremplin vers un poste de direction opérationnelle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo récente et prétentions sous référence 5290 à Mme Lerede.



lambert distribution
5 RUE VERNET - 75008 PARIS



SNECMA

UN DES PLUS GRANDS UTILISATEURS DE MACHINES OUTILS A COMMANDE NUMERIQUE EN EUROPE

recherche

UN JEUNE INGENIEUR MAINTENANCE MACHINE OUTILS A COMMANDE NUMERIQUE

Pour assurer le support technique de l'ensemble du parc, comprenant environ 140 machines outils à commande numérique.

Le candidat retenu sera :
- Diplômé soit d'une grande école d'ingénieurs à vocation électronique, soit d'une école de généraliste avec option électronique.
- Débutant ou aura une première expérience professionnelle.

La société offre de larges possibilités d'évolution de carrière au sein de ses différentes unités ou vers ses filiales.

Adresser lettre et C.V. à SNECMA Département Encadrement 2, boulevard Victor - 75724 PARIS CEDEX 15.

SECIM

HF CHARGÉ D'AFFAIRES

Filiale du groupe Creusot-Loire *réalisant* à *l'exportation 80% de notre* C.A., nous recherchons pour gérer les contrats à l'exportation (de l'offre à la réalisation) de notre département «Presses» un jeune cadre ayant une solide formation juridique et financière (DESS ou maîtrise droit des Affaires + ESCP, IEP, Sc. Eco ou équivalent + anglais impeccable).

Le *candidat, rattaché à la Direction Financière, sera chargé, après une* période de formation, d'assister nos commerçants dans l'élaboration des clauses juridiques et financières des contrats.

Vous pouvez adresser votre C.V. détaillé et vos *prétentions à SECIM,* C. Allibert - 107, bd de la *Mission-Marchand* - 92400 COURBEVOIE.

HAVAS CONTACT



LA DIVISION HELICOPTERES DE L'AEROSPATIALE

Dans le cadre du développement de
SON INFORMATIQUE DE GESTION
recherche pour son établissement de LA COURNEUVE

un jeune ingénieur

DIPLOME D'UNE GRANDE ECOLE

pour conception et analyse des applications.

Quelques années d'expérience seraient appréciées mais non indispensables.

Possibilités d'avenir si réelles qualités.

Les dossiers de candidatures constituées d'un CV *manuscrit, d'une photo d'identité seront adressés* à
Mr le Chef des Affaires Sociales
2 à 20 Avenue Marcel Cachin 93126 La Courneuve Cedex

INGENIEUR LOGICIEL CONFIRME HF

110/130.000 F an

Ingénieur Informaticien, vous avez une connaissance du langage d'assemblage sur systèmes temps réels et éventuellement une pratique des réseaux de télécommunication. Avant de prendre la responsabilité complète de projets importants, et malgré vos 2/3 années d'expérience, vous avez besoin de développer vos compétences pendant 1 ou 2 ans en animant la réalisation de logiciels d'application. Nous vous proposons de mettre à profit et de parachever votre expérience chez un constructeur en fort développement.

Un poste de chef de projet vous attend par la suite ...

Si ce poste à pourvoir en BANLIEUE PARISIENNE SUD vous intéresse, envoyez votre CV sous réf 2M 792 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche.

Discrétion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

CAISSE DE RETRAITES

recherche

CHEF de PROJET

120.000 F.

Dans un contexte d'informatique répartie, il sera responsable de la nouvelle organisation, la conception et le développement de l'application "Participants" (800.000 cotisants) sur système conversationnel mini-ordinateur haut de gamme. Les candidats, de préférence titulaires d'un diplôme d'études supérieures *devront présenter une réelle expérience de la conduite de projets utilisant* des fichiers importants.

Les candidats intéressés voudront bien adresser leur dossier ss réf. 2027/M à



CARRIERES INFORMATIQUE
conseil en recrutement
149, RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



SNECMA

Centre d'Etudes et d'Essais de VILLAROCHE près MELUN

recherche

jeunes ingénieurs mécaniciens

Responsables des :
- études de dimensionnement des composants d'un moteur sous l'angle RDM
- études aérothermiques relatives aux températures des pièces
- du dessin de sous-ensembles pièces et modules moteurs en développement.

Les candidats retenus :
- devront être diplômés d'une grande école d'ingénieurs (X, Centrale, Sup' Aéro....)
- seront débutants ou présenteront une première expérience industrielle
- posséderont la maitrise de la langue anglaise.

Adresser lettre et C.V. à SNECMA, Département Encadrement
2, boulevard Victor 75724 PARIS CEDEX 15.

Automatismes et composants pneumatiques

Martonair en expansion permanente recrute

DIRECTEUR DES VENTES

35 ans minimum, expérimenté vente produits techniques, pour animation réseau commercial de 40 personnes.

Poste nécessitant aussi formation ou bonnes connaissances techniques.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION bilingue

Parfaite maitrise de l'anglais, efficace, esprit d'initiative; goût des responsabilités, ayant expérience secrétariat de directeur haut niveau.

CHEF DU PERSONNEL

Possédant bonne formation et au moins 10 ans d'expérience de la fonction, dans entreprise industrielle.

Env. C.V. + *photo* et prétentions, en précisant référence du poste, à :

Martonair service du personnel,
77422 MARNE-LA-VALLÉE, Cedex 2.

BANQUE INTERNATIONALE
recherche

ANALYSTE DE CRÉDITS

CHEF DE SERVICE

Expérience de plusieurs années dans une banque internationale et bonne connaissance de l'anglais exigée.

Env. C.V. et prét. dir. du personnel
BAII - 12, place Vendôme, PARIS-1er

STÉ DES ÉLECTRODES ET RÉFRACTAIRES SAVOIE
ayant filiales à l'étranger
GROUPE PECHINEY-UGINE-KUHLMANN
RECHERCHE

1) Pour ses usines région Rhône-Alpes

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Grandes Écoles

destinés à débuter dans des services de fabrication ou d'entretien

2) Pour son Siège social à PARIS, un adjoint au

CONTROLEUR DE GESTION

Il aura pour mission de développer le système d'information de gestion : plans, budgets, prix de revient.

De formation Ingénieur ou Ecole de Gestion, il justifiera d'une expérience de 2-3 ans de contrôle de gestion acquise dans une entreprise industrielle.

Adresser C.V. manuscrit avec photo à :
SERS, Service Relations Sociales
15, rue du Rocher, PARIS-8e.

Directeur de Contrôle Qualité

200 000 F

La filiale française d'un groupe pharmaceutique multinational recherche un pharmacien capable d'assurer la fonction contrôle.

Rapportant au Directeur Général, il définira les méthodes et les procédures, il supervisera le contrôle analytique, et micro-biologique pour des produits de haute technicité. Il dirigera un *effectif* de 30 personnes.

Pour réussir, le candidat devra posséder environ cinq ans de pratique au sein d'une unité de contrôle, avec une bonne expérience des G.M.P. Il aura une maîtrise de l'anglais lui permettant d'évoluer dans un milieu international.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle ss réf. 1115 M (à mentionner *sur l'enveloppe*) à *notre* **Département "Recherche de Dirigeants".**

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
recherche pour une de ses unités
située en proche Banlieue OUEST DE PARIS
UN

cadre de gestion budgétaire

Chargé d'animer et de coordonner le contrôle budgétaire des affaires commerciales de l'unité.

Le candidat retenu sera diplômé d'une grande école de gestion, aura de bonnes connaissances en comptabilité analytique et en informatique.

Larges possibilités d'évolution au sein du groupe pour candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous No 61.782 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

GROUPE BANCAIRE en pleine expansion

recherche
Pour ses Agences en Normandie, notamment CAEN et BAYEUX

DIRECTEURS D'AGENCES

— Age minimum : 35 ans.
— Formation universitaire de préférence.
— Solide expérience professionnelle (dans la Banque).
— Capable de diriger et d'animer une équipe.
— Acceptant une mobilité régionale.
— Il sera responsable du développement commercial. Supervisera l'ensemble des opérations bancaires. Bénéficiera de l'appui du Siège tout en agissant de façon autonome.
— Rémunération en fonction des compétences.

— Pour son Siège à CAEN.

RESPONSABLE SECTION « TITRES-ÉTRANGER »

— Age : 28 ans minimum.
— Expérience dans le poste indispensable.
— Rémunération en fonction des compétences.

Ecrire avec C.V. à CREDIT MUTUEL - Service du Personnel, 27, rue de la Miséricorde - 14300 CAEN.

FISCALISTES

Un important cabinet de conseil juridique et fiscal international renforce sa structure et recherche deux Fiscalistes :

- Pour l'un des postes, basé à PARIS, le candidat qui aura une formation supérieure, universitaire ou grandes écoles, devra justifier d'une expérience de Fiscaliste de 4/5 ans acquise en entreprise et/ou en cabinet. **Réf. M 139**
- Pour l'autre poste, basé à STRASBOURG, le candidat qui aura une formation supérieure, universitaire ou grandes écoles, sera un Fiscaliste confirmé, disposant de 8 à 10 ans d'expérience en entreprise et/ou en cabinet. Il sera de préférence originaire de la région de Strasbourg. **Réf. M 140**



L'anglais courant est indispensable. La rémunération sera fonction de l'expérience des candidats.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant la référence, à Mr Rudolph von Raesfeldt, THE EXECUTIVE GROUP Tour Maine Montparnasse, — *33 avenue du Maine* — 75755 Paris Cedex 15. Discrétion assurée.

The Executive Group
management consultants

Dans le cadre de son développement



MAZDA

Energie solaire

crée le poste d'

INGÉNIEUR THERMICIEN

(Basé à PARIS)

Chargé de la promotion technique de ses capteurs solaires sous vide et de leur environnement auprès des Bureaux d'Etudes, Architectes et Installateurs en France et à l'étranger.

Ce poste offre de belles perspectives de carrière à un ingénieur ayant une solide expérience en thermique et à l'aise dans l'étude et la négociation technique d'affaires importantes.

Une bonne maîtrise de l'ANGLAIS est indispens. De fréquents déplacements sont à prévoir.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions, à :
Compagnie des Lampes, Service Recrutement,
29, rue de Lisbonne, 75008 PARIS.

IMPORTANT CABINET

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

recherche

JURISTE TRILINGUE

EXPERIENCE CONFIRMEE EN

MARQUES ET MODÈLES

Ecr. av. C.V. et prétent. ss n° 48.224 ss enveloppe à
J.R.P. 39, rue de l'Arcade, Paris (8e) qui transmettra.

PARIS
Société de Construction d'appareillage électrique
Filiale d'un Groupe Français International recherche :

INGENIEUR METHODES

AM. ECAM. ICAM ou équivalent

Plusieurs missions lui seront confiées :
- réorganiser la section «Prix de revient»
- réaliser la mise en place d'une analyse des coûts
- développer l'automatisation
- promouvoir l'implantation de projets industriels à l'étranger.

Pour réussir ces missions il est indispensable d'avoir acquis quelques années d'expérience dans les METHODES, de préférence au sein d'une entreprise fabriquant du petit matériel en grande série.

Si ce poste vous intéresse, veuillez adresser C.V. et prétentions au CPA Recrutement à Monsieur KOEHRER 69, rue de Monceau 75008 PARIS sous réf. 40 M 112, qui étudiera confidentiellement votre candidature.



Partenaire pour la France de
Consult-Eur

MEMBRE DE SYNTEC

EUROPE FALCON

GROUPE DASSAULT

recherche pour son

DIRECTEUR FINANCIER

UN COLLABORATEUR

DIPLOMÉ D'UNE ÉCOLE DE COMMERCE
OPTION FINANCE COMPTABILITÉ

- 3 ans d'expérience minimum.
- Bilingue anglais.

Envoyer C.V. + photo à E.F.S., B.P. 10
93350 AEROPORT DU BOURGET

LA VILLE DE BRETIGNY-SUR-ORGE 91220
plus de 20.000 habitants
recrute
pour le 1er septembre

UN ATTACHÉ D'ADMINISTRATION

ou

UN RÉDACTEUR DE MAIRIE

PAR VOIE DE MUTATION

très au courant des problèmes d'urbanisme communal.

Envoyer C.V. à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville avant le 31 JUILLET.

LogAbax informatique

recherche pour sa division
Grandes Entreprises et Administrations

Plusieurs INGÉNIEURS SYSTÈME

GRANDES ECOLES
DEBUTANTS ou EXPERIMENTES

Plusieurs ANALYSTES PROGRAMMEURS

FORMATION SUPERIEURE
DEBUTANTS ou EXPERIMENTES

Pour développement de logiciel, système et assistance *technique en clientèle sur réseaux de mini-ordinateurs* et de terminaux.

Lieu de travail : EVRY (avec déplacements PARIS et Région Parisienne).

Adresser C.V. et prétentions à la
DIRECTION DU PERSONNEL,
79, avenue Aristide-Briand, 94115 ARCUEIL.
(sous référence n° 340.)

PHARMACIENS BIOLOGISTES... HF

Pharmaciens (ou médecins), vous êtes spécialisés en BACTERIOLOGIE ou IMMUNOLOGIE. Même débutants, vous avez une connaissance concrète du laboratoire d'analyses médicales.

Vos connaissances en langues étrangères (anglais, allemand) seraient aussi appréciées.

Si vous êtes, en plus, passionnés par le domaine commercial, venez, en tant qu'ASSISTANTS, vous joindre à notre équipe de Chefs de Produits de nos gammes réactifs de laboratoire.

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions, sous référence n° 4013, à
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney - 75002 PARIS.

1 INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

SPECIALISE TRANSPORT PNEUMATIQUE, STOCKAGE, MANUTENTION.

1 INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

SPECIALISE DANS TRAITEMENT MATIERES PLASTIQUES.

Ils auront pour mission de maintenir et développer les ventes de matériels dans le domaine de l'industrie chimique. Expérience vente biens d'équipement souhaitée. Langue allemande appréciée.

Adr. C.V., photo et prétentions, ss numéro 8.380, « le Monde » P., 5, r. Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

Une moyenne Entreprise industrielle (300 personnes, CA 80 Millions), proche BANLIEUE OUEST leader dans son domaine sur le marché français recherche

Chef Services Comptables

Profil : il aura une formation D.E.C.S. et une expérience de plusieurs années acquise dans une Société industrielle à des fonctions analogues. Une compétence particulièrement solide en fiscalité et en gestion de trésorerie à court et moyen terme est nécessaire.

Mission : Il sera chargé de la Comptabilité générale, de la Comptabilité auxiliaire des tiers et de la trésorerie, ainsi que de la Comptabilité Industrielle, de la préparation budgétaire et de la gestion immobilière. (Effectif des services : 11 personnes environ).

Il aura des liaisons avec l'informatique et assurera *l'établissement des documents nécessaires aux déclarations fiscales.*

Adresser C.V. détaillé (photo + prétentions) sous référence 3896 M à Marie-Alix BORDES

GAMMA Sélection
60, Boulevard Malesherbes 75008 PARIS

SFIM

SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE
recherche

RESPONSABLE EXPLOITATION CENTRE CALCUL

P.D.P. 11/45 - P.D.P. 11/70
SOUS RSX 11 M

Ce poste pourrait convenir à un ANALYSTE-PROGRAMMEUR CONFIRME.

Ecrire avec C.V. et prétentions au Service du Personnel
B.P. 74 - 91301 MASSY

FILIALE GROUPE IMPORTANT

BANLIEUE SUD PARIS

recrute pour

Recherche de Marchés d'Etudes

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

- Formation GRANDE ECOLE ELECTRONIQUE (E.S.E. - E.N.S.T.)
- : périence industrielle et culture scientifique étendue.
- Capacités de rédaction.

Adresser C.V. détaillé + lettre manuscrite + prétentions et photo sous REFER. 5101 à N° 61.835 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

offres d'emploi

directeur des ventes

120.000 F. / +

BAUSCH & LOMB

Filiale française d'un Groupe multinational américain leader sur son créneau.

La qualité de nos produits, l'importance de nos moyens de recherche et notre dynamisme commercial ont contribué à notre forte expansion.
Le collaborateur que nous recherchons travaillera en étroite collaboration avec le Directeur Général. Il sera responsable de l'application de la politique commerciale de la Société, de l'animation de la force de vente et de l'expansion sur le marché national.
De formation supérieure commerciale, âgé de 32 ans environ, il devra justifier d'une solide expérience de la fonction d'encadrement, de la vente et de la négociation à tous les niveaux.
La connaissance de la distribution par revendeurs spécialisés et un intérêt certain pour la technologie seront appréciés.
L'activité, basée à Paris, implique de nombreux déplacements de courte durée. Voiture de fonction fournie.

Documentation sur poste aux candidats présélectionnés

FRANCE MARKETING — Ecrire avec salaire et photo s/s réf : 2108 P — 39, rue Etienne Marcel 75001 PARIS — CSNCR

APPRECIATION REMISE APRES PREMIER ENTRETIEN

acma cribier

Filiale du Groupe RENAULT
recherche

le responsable de ses prix de revient industriels

De formation supérieure, ingénieur mécanicien + spécialisation supérieure en gestion.

Il aura 3 ans minimum d'expérience acquise dans une entreprise moyenne fabriquant des pièces d'équipement.

Il aura pour mission :
- le suivi des prix de revient et des affaires
- la définition des principes financiers permettant l'établissement des devis
- une participation active à l'élaboration des budgets et des plans.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à ACMA CRIBIER 3 à 15, rue Denis Papin 95250 BEAUCHAMP.

Société internationale spécialisée dans l'instrumentation scientifique, implantée en BANLIEUE NORD

recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour son SECTEUR EXPORTATION

Ce poste conviendrait à un jeune scientifique niveau D.E.A. Chimie ou Physique.
Avant des notions d'électronique et si possible une première expérience professionnelle.

Le candidat retenu devra avoir une grande disponibilité, du dynamisme et une vocation particulière pour la négociation à haut niveau.

ANGLAIS courant nécessaire.
Notions de RUSSE souhaitées.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions n° 61.935, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris (1er), q. tr.

AMPEX

AMPEX FRANCE
17-23 rue du Dôme 92100 BOULOGNE
Leader mondial de l'enregistrement magnétique, recherche pour son DEPARTEMENT INSTRUMENTATION

2 TECHNICIENS OU INGENIEURS

Très bonnes connaissances en circuit analogique et digitaux pour assurer l'installation et le suivi technique de systèmes d'acquisition de données.
Déplacements de courte durée en France à prévoir.
Bonnes connaissances de l'anglais.

Tél. au 609.91.55 ou écrire avec C.V.

LA COMPAGNIE FRANÇAISE D'INFORMATION

POUR LES ENTREPRISES
recherche
POUR SES REVUES INDUSTRIELLES

CHEFS DE PUBLICITÉ JUNIORS

Libres immédiatement.

Ils seront initiés à la presse et à la publicité industrielle avant d'être intégrés à des équipes de vente d'espace publicitaire.

Ils pourront évoluer rapidement vers lai fonction de CHEF DE PUBLICITE ADJOINT au sein d'importants supports spécialisés (et ultérieurement prendre de plus larges responsabilités).

- Goût de l'activité commerciale.
- Facilité de contacts.
- Esprit d'équipe.

Adresser curriculum vitae et prétentions à :
C.F.I.E. Direction du Personnel, 40, rue du Colisée, 75381 PARIS CEDEX 08.

ORLY-RESTAURATION
GROUPE AIR MAXIM'S INTERNATIONAL
recherche

CADRES D'EXPLOITATION

80/110.000 F AN

Nous sommes une des premières société Française de gestion de restaurants collectifs (Entreprises, Hospitalier, Ecoles...) avec une structure de direction regionale, notre presence sur le marché est Nationale. Nous souhaitons intégrer pour 09/80 2 collaborateurs. Bases au siege social à Rueil-Malmaison (92) nous prévoyons une période d'intégration et de formation qui sera bâtie selon vos origines. Rattachés au Directeur d'exploitation, vos responsabilités porteront sur la prise en charge de plusieurs unités de restauration. Ceci comporte la gestion et animation des collaborateurs, l'organisation et méthode de travail, la gestion des budgets et coûts, la qualité, la satisfaction des consommateurs. Nous avons de réelles possibilités d'evolution sur le plan National voire International. Nous recherchons des candidats (es) de 28 ans minimum, de formation BTH - BTS - Hôtelier - Ecoles Sup de Co Agro ou équivalent. Une expérience minimum de 3 ans en entreprise est demandée si possible dans un secteur proche de notre activité.

Merci d'adresser votre C.V. et photo sous référence OR
NORAY Consultants
28, rue de l'Echiquier
75010 PARIS
Téléphone : 246.12.28

CSNCR

LOGAMAIN

E. T. T.
I.P.E. 20 % !

Nous vous proposons :
- Un salaire exceptionnel ;
- Des missions de longue durée ;
- Vos acomptes et votre paye établis sur votre lieu de travail ;
- Aucun souci de parking, ou un Bus faisant le trajet en 15 minutes de la porte de la Chapelle.

SI VOUS ETES :

PROJETEUR 1 ou 2

ayant expérience en tuyauterie et chaudronnerie industrielles ainsi qu'en équipements thermiques, 42 heures hebdo. et cantine.

Vous présenter ou écrire 9-11, rue Francis-de-Pressensé, 93200 SAINT-DENIS. - Tél. 821-61-31.

Société de conseil des Champs-Elysées

INGENIEURS COMMERCIAUX

Le dynamisme d'une société américaine vous attire, vous êtes Ingénieur diplômé informaticien, vous vous sentez à l'aise dans les situations de négociations commerciales avec des cadres de haut niveau.

Tesdata

N° 1 mondial de la mesure de performances des ordinateurs et des réseaux, recherche des Ingénieurs commerciaux.

Ce recrutement a été confié à la C.C.E. - 14, rue Lincoln - 75008 PARIS

Adresser C.V. et prétentions à Dominique GERARD.

IMPORTANT GROUPE

recherche pour ses fonderies fonte et aciers du Nord de la France :

INGÉNIEUR DE FABRICATION ESF

ayant quelques années de pratique ou débutant.

AGENT DE FABRICATION

niveau B.T.S.

AGENT TECHNICO COMMERCIAL

pour suivi et prospection de la clientèle en France.
Expérience de fabrication souhaitée.

CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

CEDEX 01, qui transmettra.
Adresser réponses et C.V. sous n° 62.093,

BANQUE AMÉRICAINE CHAMPS-ÉLYSÉES

cherche

ANALYSTE FINANCIER

Chargé de l'étude des dossiers d'entreprise.

Le candidat aura :
— le goût de l'étude.
— une formation supérieure.
— une expérience bancaire de 1 à 2 ans.
— une parfaite maîtrise de l'anglais.
Le poste conviendrait à des candidats ambitieux.

Ecrire avec C.V. à 61.620 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q. tr.

Importante entreprise *industrielle française*, leader européen dans sa branche, fabriquant des produits de haute technicité,
recherche

2 JEUNES CADRES

diplômés : soit d'une grande école d'ingénieur, *soit d'une grande école de Commerce.*

Après une période de formation, ils seront appelés à élaborer et à mener des projets importants au sein du Service Informatique Organisation de la Société.

Lieu de travail : très proche banlieue Sud.

Adr. CV complet sous référence 206 à BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS

Emplois et Entreprises



SOCIETE ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS
recherche pour son établissement de
DOURDAN (ESSONNE)

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS

Débutants ou 2 à 3 ans d'expérience.

Formation BTS ou DUT Electronique ou Automatismes.

DESSINATEURS

Débutants ou 2 à 3 ans d'expérience pour l'un d'entre eux. Une formation DUT Automatismes serait souhaitable.

Ecrire avec curriculum vitae, à S.A.T., chemin de Vaubesnard - 91410 DOURDAN.

BANQUE LOUIS DREYFUS

recherche

EXPLOITANTS CONFIRMÉS

DE FORMATION SUPERIEURE

1) EXPLOITANTS COMMERCIAUX

ayant un bon tempérament commercial et le sens du risque pour développer une clientèle de moyennes et de grandes entreprises.

2) RESPONSABLE DE CLIENTÈLE PRVÉE

ayant l'expérience des particuliers capitalistes et une bonne pratique en matière de gestion de patrimoine.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. détaillé, photo et prétentions annuelles brutes à :

BANQUE LOUIS-DREYFUS
Direction du Personnel
6, rue Rabelais, 75008 PARIS.

Applicon

UN LEADER MONDIAL DE LA C.A.O. renforce sa DIRECTION TECHNIQUE SUD-EUROPE et recherche

INGENIEUR SUPPORT LOGICIEL

PROFIL :
- Expérience dans l'informatique graphique, les structures de données, l'informatique scientifique ou la commande numérique.
- ANGLAIS INDISPENSABLE

MISSION :
- Développement de programmes d'applications graphiques sur DEC RSX 11M.
- Support des produits logiciels existant.
- *FORMATION COMPLEMENTAIRE ASSUREE* en Europe et aux U.S.A.

EVOLUTION RAPIDE DU POSTE, liée à une forte expansion du marché et à la diversification des produits.

Lieu de travail : RUNGIS + quelques déplacements en Europe.

Ecrire avec C.V. manuscrit et photo -Direction du Personnel - APPLICON - SILIC 218 - 3, Place Gustave Eiffel - 94518 RUNGIS CEDEX

amp

UHDE S.A.

SOCIÉTÉ INGÉNIERIE DU GROUPE HOECHST
recrute

CHEF DU SERVICE TECHNIQUE

Ce poste implique la direction des études de détail en partant d'un engineering *de base extérieur* à la Société.

Les études porteraient sur :
— Chaudronnerie.
— Tuyauterie.
— Machines tournantes.
— Off-sites.
— Electricité.
— Instrumentation.
— Génie Civil.
— Montage.

Une formation d'ingénieur Grandes Ecoles *ou* similaire est souhaitée.

Une expérience d'engineering d'environ 10 ans est nécessaire.

Anglais indispensable, allemand souhaité.

Adr. C.V., photo et prétentions à UHDE S.A., 71, quai National, 92806 PUTEAUX CEDEX.

SAT

SOCIETE ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS
recherche pour son Etablissement de
DOURDAN (ESSONNE)

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS

Débutants ou 2 à 3 ans d'expérience
Formation BTS ou DUT Electronique ou automatismes.

Ecrire avec C.V. à S A T. chemin de Vaubesnard, 91140 DOURDAN.

SOCIÉTÉ SEMI-CONDUCTEURS

recherche
pour responsabilité de production :

INGÉNIEURS CONFIRMÉS

— 4 à 5 ans expérience professionnelle dans le domaine des composants actifs.
— Connaissance de l'anglais souhaitée.

Envoyer C.V. manuscrit, prét. et photo à n° 61.922 Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er, q. tr.

Dans le cadre du développement de son service ETUDES DE LA COMMUNICATION
HAVAS CONSEIL

recherche

Directeur (trice) d'Études

Adjoint à la direction du service, le titulaire du poste devra posséder une expérience de 6 à 8 années en Etudes de la Communication, prioritairement en agence de publicité, et, éventuellement, en *société d'études. Donc, une excellente pratique* des différentes techniques d'études : quantitatif - qualitatif - marketing.

Chargé (ée) d'Études confirmé (ée)

Ayant une réelle expérience (3 à 4 années) toutes études qualitatives et quantitatives (en agence de publicité de préférence).

Ces deux postes sont à pourvoir rapidement.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :
Christiane LAFAIX,
HAVAS CONSEIL
135, avenue Charles-de-Gaulle,
92200 NEUILLY.

D.FEAU entreprises

recherche, dans le cadre du développement de son département bureaux et locaux industriels

2 COLLABORATEURS

- 25 ans minimum ;
- ayant le sens de la négociation ;
- expérience similaire appréciée ;
- rémunération motivante basée directement sur les résultats ;
- possibilité d'une carrière intéressante au sein du groupe en cas de succès.

Env. curriculum vitae manuscrit + photo récente (retournée) à :

D. FEAU S.A.
Secrétariat Général
132, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.
(Discrétion assurée.)

CONTRAT D'UN AN

POUR

PSYCHOLOGUE INDUSTRIEL

AYANT FORMATION SERIEUSE
Date de l'entrée en fonctions : JUILLET
Possibilité vacances en août
Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + prét. sous référence n° 1.334 à :

Centre de Psychologie et d'Efficience
17, rue des acacias - Paris 17e

DEUTSCHER JOURNALIST

möglicht mit Agenturerfahrung von internationaler Presseagentur als Redakteur in Paris gesucht. Gute Französisch-und Englischkenntnisse Voraussetzung. Spanisch erwünscht.

Angebote unter HAVAS CONTACT, 156 boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sa réf. 35.150, qui transm.

TECHNICIENS

Formation BTS traitement thermique métallurgie ou chaudronnerie - Tuyauterie pour contrôle des constructions soudées.

5 ans de pratique et d'expérience - Permis de conduire indispensable - Situation région parisienne avec déplacements fréquents France et Etranger.

Env. C.V., photo et prétentions à n° 61.317, CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

Locafrance

Leader du crédit-bail mobilier
recherche
pour son agence d'ARGENTEUIL

attaché commercial

BASE A COMPIEGNE

SA MISSION :
- Assurer les relations avec les responsables d'entreprises en matière de financement des équipements industriels et agricoles, dans le *cadre d'actions de prospections appropriées.*

SON PROFIL :
- Formation initiale universitaire souhaitée
- Expérience professionnelle de quelques années requises
- Connaissance du milieu agricole appréciée
- Goût prononcé pour la prospection et la négociation commerciale.

Envoyer C.V., photo et prétention au Département formation et recrutement 43-47, avenue de la Grande Armée 75016 PARIS.

offres d'emploi

Société d'expertise comptable recherche

CHEF DE MISSION

diplômé ou mémorialiste connaissance technique audit anglo-saxon souhaitée.

Ecrire avec C.V. et prétentions n° 48.428 sur enveloppe à : JRP 39, rue de l'Arcade (8e) qui transmettra.

ENTREPRISE DE LOCATION DE VEHIC. POIDS LOURDS (département 93) embauche :

RESPONSABLE D'ATELIER DIESELISTE

susceptible de prendre en charge un parc de 35 véhicules moteurs. Envoyer C.V. n° 47878 M sur enveloppe à : JRP 39, rue de l'Arcade (8e), qui transmettra.

Société INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE recherche

AGENT TECHNIQUE

pour service CONTROLE Niveau B.T.S. ou D.U.T. Electronique ou mesures physiques. 2 ou 3 ans d'expérience industrielle. Notions de mécanique souhaitées.

AGENT TECHNIQUE

pour S.A.V.

ÉLECTROMÉCANICIENS

Connaissances en mécanique et en électricité. Nombreux déplacements.

Lieu de travail : IVRY-SUR-SEINE.

Env. curr. vit. + prétentions à N° 61.081 CONTESSE Publ. 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris, Cedex 01, qui transmettra.

Société dynamique en pleine expansion dans la VENTE D'ORDINATEURS recherche 2 INSTRUCTEURS diplômés *maîtrisant parfaitement* l'Assembleur et le Cobol. Tél. p. R.-V. CEFIA 355-60-90

Institut de recherche des transports Arcueil recrute

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

ayant quelques années d'expérience en automatisme pour étude sur la sécurité de système de pilotage dans les transports terrestres. Envoyer C.V. et prétentions à M. AZEMA B.P. 34 ARCUEIL Cedex 94114.

STÉ SERVICES PÉTROLIERS recherche

CONTROLEURS GESTION

ou formation équivalente. Anglais courant indispensable.

Envoyer C.V. détaillé à **OCEANEX** 77, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ D'INGENIERIE EN PLEINE EXPANSION recherche POUR BANLIEUE OUEST

● **INGÉNIEURS INFORMATICIENS** OPTION SCIENTIFIQUE Gde Ecole, début ou confirmés.

Pour travaux d'analyse et de programmation, sur Systèmes temps pratique de l'Algol/Pascal ou assembleur souhaitée.

Adr. C.V., prétentions, photo, n° T 20.292 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

SOCIÉTÉ DE REVENTE DE PRODUITS CHIMIQUES (Dépt 93) recherche pour diriger département agriculture Alimentation animale

INGÉNIEUR AGRO-AGRI ou diplômé HEC, ESSEC. Expérience et langue allemande souhaitée. Envoyer C.V. + photo à Traverse, 121, bd St-Michel, 5e.

ETUDIANTS ENSEIGNANTS

la Société générale de diffusion

Importante société de stands recherche

MAQUETTISTE EXÉCUTANT

3 ans d'expérience min., pour mise au point de documents d'exécution, calibrage, montages textes.

EXÉCUTANT

Expér. (3 ans) pour tracés et découpages de grandes signalisations en Vénilia, P.V.C., etc., pour monogrammes, logos, graphismes et lettres de tous styles.

Ne pas se prés., écr. avec C.V. (photo retournée), Structures internationales, B.P. 301 - 67-69, av. Pasteur, 93102 MONTREUIL Cedex.

Sté Consultants en Marketing et développement recherche PSYCHO-SOCIO H. ou F. RESPONSABLE D'ETUDES, min. 6 ans d'expér. Freelance ou autre formule. Discrétion assurée.

Ecr. n° 852.400 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

M.J.C. Neauphle-le-Château, ch. directeur. Envoyer C.V., Place du Jeu-de-Paume, 78640.

SOCIETE FINANCIERE *recherche* comptable expérimenté pr effectuer contrôles s/Province. Paris Qualités exigées :
— Sérieuses références prof.
— Bne not. de droit et d'organisation.
Env. C.V. manuscrit, références n° T 020.401 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Centre de documentation rech. INFORMATICIENS Niveaux IUT à MAITRISE Temps plein ou mi-temps. Ecrire rapidement à C.N.R.S., Pièce 214, 26, rue Boyer, 75971 Paris Cedex 20.

ORGANISME *SEJOURS LINGUISTIQUES* recherche pour JUILLET ou AOUT

PROFESSEURS D'ANGLAIS

Jnes, dynamiques et SPORTIFS en exercice, pr enseignement et encadrem. de jnes en Angleterre Env. C.V. et photo ou se prés. **OFACIL** 19, rue Turgot, 75009 PARIS.

Sté location véhicules banl. NORD-EST PARIS recherche

J.H. AGENT COMPTOIR

dégagé O.M. - Notions comptabilité et cciales, réf. exigées. - Libre suite. Permis V.L. - Ecr. n° 95.727 M BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui transmettra.

Recherche

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

désirant préparer THESE sur sujets : mécanique des fluides et calcul numérique. CONTACTER M. MARTINON, ECOLE DES MINES DE PARIS 60, bd St-Michel, 75006 PARIS. Tél. : 329-21-05, poste 310.

TRES URGENT

POUR JUILLET

ORGANISME DE SEJOURS LINGUISTIQUES *recherche*

PROFESSEURS D'ANGLAIS

pour encadrer groupes en GRANDE-BRETAGNE

TÉL. : 522-28-11

ATS — 97-99 BD MAGENTA 75010 PARIS — 83, AV. DE LA MARNE 92 - ASNIERES

DUT *Mesures physiques ou Chimie* CHROMATOGRAPHIE EN PHASE GAZEUSE Anglais lu et parlé. Téléphoner 246-28-77 ou se présenter, 97, bd Magenta (10e).

CONSTRUCTEUR INSTRUMENTS de MESURES *Banlieue Sud Paris, proche Mo* recrute

TECHNICIEN DE METROLOGIE

Formation B.T.S. ou D.U.T. pour laboratoire d'évaluation, d'instruments électroniques et électromécaniques industriels. Relations avec études et fabrication. Mission de contrôle qualité, 2 années d'expér. souhaitées.

Env. dossier de candidature sous réf. 2349, à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09.

AGENT TECHNIQUE

Homme, niveau DUT BTS quelques années de pratique. Références machines tournantes avec régulation électronique et appareillage pour service après vente et devis. - Ecrire avec C.V. à Société ENCO, Z. I. des Petites-Haies, 2, rue J.-Lemoine, 94015 CRETEIL CEDEX.

Sté ETUDES RECHERCHES ET CONSTRUCTIONS ELECTRONIQUES NANTES recherche

ASSISTANT SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

IUT Gestion Finances 2 à 5 ans d'expérience *anglais indispensable.*

Adres. C.V., photo et prét. à : SERCEL - 25 X 44040 NANTES CEDEX.

LA VENTILATION INDUSTRIELLE ET MINIERE (filiale groupe suédois 3,5 milliards de C.A.) rech. pour son siège social à 78410 AUBERGENVILLE

UN (E)

RESPONSABLE COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

Ayant bonne connaissance comptabilité générale

MISSION :
— Suivi des prix de revient et des frais généraux ;
— Analyse des écarts ;
— Tâches ponctuelles de contrôle de gestion.

Ce poste s'adresse à :
— un (e) titul. du B.T.S.
● ayant 2 à 3 ans d'expérience dans poste similaire, ou un(e) jeune diplômé (e) E.S.C. intéressé (e) par une formation en contrôle de gestion.

Horaire 40 h. en 5 jours

Restaurant

Adresser lettre manuscr., C.V. détaillé et prét. au Service du personnel, rue du Clos-Reine, 78410 Aubergenville. *Réponse et discrét. assurées.*

EDITIONS DISCOGRAPHIQUES cherche

RESPONSABLE MARKETING

pour musique classique. Connaissances de catalogues indispensables. Lieu de travail : NEUILLY.

Env. C.V. et prét. à n° 62005, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris ced. 01.

SOCIÉTÉ EN EXPANSION recherche

(SECT. ÉCLAIRAGE)

pour son implantation parisienne

UN ou UNE ATTACHÉ(EE) TECHNICO-COMMERCIAL

Capable de prendre des responsabilités, expér. souhaitée dans profession ou similaire. Env. C.V. et prétent. sous réf. n° 2.147, GEMA-CONSEIL, 17, rue du Roule, 75001 Paris.

COMPTABLES CONFIRMES(EES) Tél. : 755-63-26. Demander M. MAFFRE.

SOCIETE recherche

INGÉNIEURS

1) ELECTRONICIENS
● TELECOMMUNICATIONS
● MICROPROCESSEUR
● INFORMATIQUE

2) PHYSICIENS spécialistes antipollution dans l'air et l'eau.

Ecrire : SOPRAS, 100, bd Voltaire, PARIS-11e ou téléphoner pour rendez-vous 355-36-69 — 782-76-80.

Bureau d'Etudes MONTPARNASSE recherche

SECRÉTAIRE DACTYLO

(anglais et espagnol). Ecr. sous réf. n° 3.615 à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

S.S.C.I. à ORSAY recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Evolution chef projet, expér. 2-3 ans minim., niveau maîtrise, Anglais. 105.000 F/an + Tél. : 928-50-95 pour R.-V.

Société Assistance Technique recherche pour la Direction du Personnel

CADRE RECRUTEMENT

Avec première expérience. Ecrire avec photo, C.V. détaillé et prétentions sous référence n° 1.621 à MEDIA P.A., 9, boulevard des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

GROUPE PHARMACEUTIQUE Région NORD-PARIS recrute pour ses SERVICES DE RECHERCHE

TECHNICIEN(NE) spécialiste en Biochimie et en pharmacologie.

Adresser C.V. et prétentions n° 61.966 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

IMPORTANTE SOCIETE HAUTE COUTURE et PRET A PORTER recherche pour son Département DIFFUSION ACCESSOIRES

DESSINATEUR-MAQUETTISTE QUALIFIÉ

Ayant goût et esprit créatif. Libre de suite.

Ecrire avec C.V. et prétentions n° 61.968 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES recherche d'URGENCE
1) *Pour grande banlieue OUEST* (50 km. de Paris)

INGÉNIEUR ELECTRICIEN ELECTRONICIEN Position I ou II

Préparation schémas électriques à partir de liasses de fabrication, *synthèse de systèmes.* Expérience bureau d'études appréciée. Libre rapidement.

2) Pour Paris :

JEUNE INGÉNIEUR INFORMATICIEN

ayant connaissances électronique, pour analyse et synthèse de logiciels temps réel. Expérience en documentation de logiciels appréciées. 5 semaines de congés + primes.

Ecr. av. C.V. et prét., n° 62.044 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

SOCIETE DE SERVICES recherche pour Banlieue Ouest

RESPONSABLE RECOUVREMENT FACTURATION

avec relations clientèle et possédant une expér. professionnelle. Poste fixe, contrat à durée indéterminée. Lieu de travail : 92 RUEIL-MALMAISON

Env. C.V. + photo + prétent. n° 96008 M BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes.

Société édition et création rech. 3 J.H., 3 J.F., min. 18 ans. Bonne présentation. Fixe + commissions contacts cciaux. Pas de porte à porte. Formation assurée. - 200-57-80.

ORGANISME SOCIAL PARIS-15e *recherche*

EMPLOYÉES ADMINISTRATIVES DE BON NIVEAU TITULAIRE BAC

Enseignement Supér. souhaité. Connaissance dactylo pour travail administratif informatisé. Avantages sociaux.

Env. C.V. + photo s/ réf. 10230 à : PUBLISCOPE JUNIOR, 11 rue Royale, 75008 Paris, qui transmettra.

Vous avez 10 ans d'expérience en gestion de P.M.E. - P.M.I. Vous pouvez vous attaquer avec efficacité aux problèmes de celles-ci. Vous êtes LIBRE IMMEDIATEMENT. Nous sommes une société de

CONSEIL EN ORGANISATION GESTION DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

Nous recherchons des HOMMES de VALEUR *qui seront formés en stage à nos méthodes de travail afin de devenir*

EXPERT CONSEIL

auprès de P.M.E. - P.M.I. Téléph. pour R.-V. préalable à 386-11-24 Poste 242.

WABCO-WESTINGHOUSE recherche pr son Etablissement de SEVRAN

PROGRAMMEUR SYSTEME

min. 3 ans expér. sur IBM 370 ou 43 XX sous DOS-/VS. Connaissances VESAM C.I.C.S. appréciées. Env. C.V. détaillé Mme GRELE, réf. 5.128, B.P. n° 2, 93270 SEVRAN.

DANS SECTEUR

BANQUES DE DONNÉES SERVICE INFORMATIQUE recherche

● **2 ANALYSTES PROGRAMMEURS** EXPERIMENTES

Connaiss. : PL 1 assembl. s/O.S.

Envoyer C.V., prétentions 2, rue Stephenson, 78181 Saint-Quentin-en-Yvelines.

Organisme Professionnel proximité Etoile recherche

COLLABORATRICE

Droit ou Sc. Po., ayant goût pour rédaction, bonne connaiss. droit du travail. Env. lettre man., C.V., photo, n° T 020.412 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Impte Sté d'ingénierie générale bâtiment et infrastructure ayant siège à (93) MONTREUIL-SOUS-BOIS, rech. INGENIEUR DIPLOMÉ GÉNIE CIVIL (E.T.P., A.M., INSSA ou équiv.) ayant exp. minim. de 5 années dans coordination d'études et de travaux bâtiment en entreprise ou BET. Ecr. à O.P.F. (n° 4337), 2, rue de Sèze, 75009 PARIS, qui transmettra.

Agence de publicité recherche secrétaire-assistante, pour seconder direction générale. Capable prendre initiative, expér. agence ou édition souhaitée. Tél. pour rendez-vous : 542 06-70 / 05-92.

INGENIEURS Grandes Ecoles thermique, informatique, électronique et mécanique. DATA, 97, rue Réaumur - 75002, Métro Sentier. — 233-63-15.

SOCIÉTÉ L'AIR LIQUIDE recherche

UN PROGRAMMEUR (HOMME OU FEMME) **débutant**

D.U.T. INFORMATIQUE ou diplôme équivalent. Il participera au développement d'application de gestion sur ordinateur central I.B.M. 370/158 - OS - CICS et sur un réseau de mini-ordinateurs. Le poste est situé à PARIS. Ecr. avec C. V. et photo au SERVICE DES RELATIONS SOCIALES, 75, quai d'Orsay, PARIS-7e.

AGENCE PARISIENNE D'INFORMATIQUE recherche

ASSISTANTE DE DIRECTION

Cette jeune femme, diplômée d'études supérieures de comptabilité, ayant de préférence deux à trois ans d'expérience, aura pour mission d'assister le président dans la gestion du personnel et la comptabilité (sur ordinateur) et d'assurer le secrétariat.
Dans le cadre de cette mission, il lui sera possible d'acquérir une formation complémentaire à l'informatique.
La rémunération, élevée, correspond au niveau de responsabilité confié.
Adresser C.V. à : 5, rue de Dijon, PARIS-12e.

Etablissement d'Enseignement Privé cherche pour rentrée 80

ENSEIGNANTS(ES)

toutes disciplines, permanents et vacataires pour B.T.S. secrétariat comptabilité, commerce et D.E.C.S. Lettre man. + C.V. + photo à AFCADE, 15, avenue Carnot, 75017 PARIS.

AGENT ADMINISTRATIF

possédant DEUG ou équivalent pour service personnel. Expérience souhaitée. Ecr. ORSTOM, 24, rue Bayard, 75008 PARIS.

Needed for Grande Ecole in Paris fully qualified

E.F.L. TEACHER

with experience. Must be native speaker. 10 month contract, probably renewable, 60.000 F.F. Starting September 1980. Send C.V. to : J. Cummins, 91, rue Falguière, 75015 Paris. Do not phone.

Ets financier recherche pour sa filiale de leasing auto Paris - quartier Etoile :

ATACHÉ(E) DE CONTENTIEUX

— âge minimum 25 ans ;
— bonnes notions juridiques ;
— expér. professionn. 2 ans ;
— permis de conduire exigé ;
— outre le recouvrement des créances proprement dit, le (la) candidat (e) sera chargé (e) de la récupération des véhicules.

— Avantages sociaux, restaur. ;
— salaire sur 14 mois 1/2.
Env. C.V. manuscrit. et prét., ss réf. 5.024 à P. LICHAU S.A. B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

ETABLISSEMENT PUBLIC Commerce international recherche

CHARGE D'ÉTUDES

(pour réalisations *publications destinées* à l'étranger)
— Diplômé études supérieures ;
— Anglais indispensable ;
— Autre langue appréciée ;
— Expérience information technique et journalisme.
Adr. C.V. et prétent. à CFCE 10, avenue d'Iéna 75016 PARIS

COMPTABLE TRES QUALIFIÉ

Libre de préf. de suite. Ecrire n° T 020411 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIETE banlieue Ouest recherche

ÉLECTRONICIENS

Ingénieurs ou techniciens supérieurs pour rédaction technique systèmes analogiques digitaux microprocesseurs, expérience industrielle domaine aéronautique souhaitée. Adresser C.V. + photo et pr[illegible] N° 95854, M. BLEU, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES.

secrétaires

SOCIÉTÉ D'ÉDITION Paris 17e recherche

SA SECRÉTAIRE Assistante de Direction

La titulaire de ce poste, parfaite sténodactylo, devra assurer l'ensemble du secrétariat de la société (personnel permanent : 5 personnes). Téléphone - courrier - classement - préparation des dossiers pour le service comptabilité. Ce poste requiert : quelques années d'expérience, une bonne maturité, de l'initiative et le goût du travail en petite équipe. Connaissance de l'anglais appréciée. Bonne rémunération X 13 - Téléphoner 766.59.96 pour rendez-vous. Se présenter avec CV et références, préciser rémunération actuelle. Poste à pourvoir rapidement si possible.

ÉTUDE LECLERC 22, rue Jasmin - Paris (XVIe) cherche pour poste à pourvoir rapidem., dans cadre agréable,

STENODACTYLO AIDE-COMPTABLE

— Pour petits travaux de secrétariat de direction ;
— Aimant les chiffres pour tenir livres comptables;
— Expérience sérieuse nécess;
— Possibilité d'avenir et d'évolution.
Envoyer lettre manuscr., avec salaire actuel, prétent. et C.V. (Réponse assurée.)

Recherchons Secrétaire confirmée (30-40 ans minimum), également sténodactylo, pratique juridique ou judiciaire souhaitée, habitude des contacts avec la clientèle. Situation stable. Tél. : 278-65-41.

B.E.T. BATIMENT GARE DE LYON recherche

STÉNODACTYLO DÉBUTANTE

Tél. : 346-12-35 poste 45/72

COMPAGNIE SIMMONS RCHERCHE :

SECRÉTAIRE BILINGUE

FRANÇAIS - ANGLAIS PR DIRECTION FINANCIERE
— Expérience minimum 5 ans ;
— Sérieuses références ;
— Lieu de travail St-Ouen Mo.

Env. C.V. et prétentions au Chef du personnel, 54-56, boul. VICTOR-HUGO 93400 Saint-Ouen

ENTREPRISE DE PRESSE Centre de Paris recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Excellente sténo, sérieuses réf. Horaires : 9 h. - 19 h. Ecrire : S.G.P., 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

STE CONSTRUCTION INTERNATIONALE recherche POUR PARIS

SECRÉTAIRE

PARFAITEMENT BILINGUE FRANÇAIS - ANGLAIS ANGLAIS - FRANÇAIS et sténo 2 langues indispensabl. Libre de suite

Ecr. lettre candidature en anglais avec C.V. + photo à : TELEX P.A., ss réf. D. 148, 34, bd Haussmann, 75009 Paris, qui transmettra.

Important Bureau d'Etudes spécialisé aménagement du territoire recherche pour le 1er septembre 1980 :

SECRÉTAIRE CONFIRMÉE

Possédant quelques années d'expérience pour service technique. Env. C.V., photo et prétentions ss la réf. 9.170 à VALENS CONSEIL 59, rue de Richelieu 75002 PARIS

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

sachant parler et écrire en ESPAGNOL. - Salaire début 4.000 F X 13 (5 X 8) Ecr. OMIC, 29, r. Pajol (18e)

SECRÉTAIRES STENODACTYLOS Bilingues anglais Se prés. 97, bd Magenta (10e) ou téléphoner : 246-28-77.

travaux à façon

Demande

PEINTURE TOUS CORPS D'ETAT DEVIS GRATUIT. - 893-02-01.

représentation offres

Nous avons toujours consolidé notre équipe en recrutant des collaborateurs à l'intérieur de notre société ou à l'extérieur par voie d'annonce. Jamais directement à la concurrence ; aujourd'hui nous recherchons pour compléter notre équipe un homme de valeur pour la région parisienne.

SOCIÉTÉ STANLEY MABO - BESANÇON

Usine française d'outillage à main, très forte implantation sur marché national et international, affiliée à Groupe Mondial, recherche pour

PARIS et REGION PARISIENNE

REPRÉSENTANT EXCLUSIF

Expérience sérieuse nécessaire (5 ans minimum). Nous offrons : rémunération intéressante dans une situation d'avenir.

Voiture fournie.

Adresser C.V. manuscrit détaillé avec photo récente et prétentions à STE STANLEY MABO - Direction du Personnel - B.P. 1579 - 25009 BESANÇON Cedex. Discrétion assurée.

information divers

Pour connaître les emplois offerts Outre-Mer, Etranger (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie), demander la revue spécialisée MIGRATIONS (L.M.), 3, rue Montyon, Paris-9e.

POUR **TROUVER** UN **EMPLOI**

Le CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages). Extraits du sommaire :
● Les 3 types de C.V. : rédact. exemples, erreurs à éviter.
● La graphologie et ses pièges.
● 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
● Réussir entretiens, interviews.
● Les bnes réponses aux tests.
● Emploi les plus demandés.
Pour informations, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78 Le Chesnay.

formation profession.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS CENTRE TRUDAINE

le Nouv. Plan Comptable

● Son analyse.
● La maîtrise de sa technique.
● Son utilisation pour une meilleure gestion.
LES 23-24-25 JUIN 1980. Téléphonez au 280-23-23.

enseignem.

cours et leçons

INTENSIVE ENGLISH ! Stages intensifs, formation continue, conversation intensive. Professeur américain ou anglais. Tél. : 587-01-15 - 501-71-64.

divers

occasions occasions

L'immobilier

appartements vente

3e arrdt.

PLACE DES VOSGES (près), bel imm. pierre de t., gd 6 p., tt cft, sanding + 3 ch. service. J. AZOULAY. Tél. : 634-13-18.

DUPLEX Possibilité profess. libér. Divisible - Poutres, cheminée. Vue sur jardin - 260-34-47.

MARAIS Imm. classé Charmant studio Travx à terminer — 272-40-19.

MARAIS - 354-95-10, luxe, grand séjour, 3 chambres, charme.
TERRASSE 35 m2

4e arrdt.

MARAIS SAINT-PAUL
DERNIER ETAGE
110 m2, BELLE ALLURE.
633-29-17 — 577-38-38.

IDEAL PLACEMENT
Imm. en rénovation, reste
2 PIECES ET DUPLEX
Près BEAUBOURG
17e Près VILLIERS
526-13-57 et 281-14-18.

NOTRE-DAME. 62 m2
3e étage, bel imm. ancien. GARBI - 567-22-88.

ILE ST-LOUIS PARIS
VUE SUR NOTRE-DAME ET PANTHEON
Mise à la vente aux enchères le 19 juin 1980 à PARIS
OCCASION A SAISIR
Magnifique appart. de 428 m2 avec terrasses 74 m2. - Vaste réception, 2 autres réceptions, 2 chambres, 2 bains, bureau, cuisines modernes. Boiseries.
POUTRES APPARENTES
CHEMINEES EN PIERRE
Pour ts renseignem. contacter
HAMPTON & SONS
19, av. Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS - Téléphone :
225-50-35

5e arrdt.

67, rue MONGE 3 PIECES Cuisine Bains. 51 m2. 1er étage. Vis. mercredi 14-19 h. — 331-89-46.

ST-SEVERIN Part. vend studio 21 m2, cuis. avec douche et wc, cave, imm. classé XVIIe siècle. 200.000 F. — Tél. : 854-34-47 et 828-16-55, après 19 h.

10, rue DAUPHINE, charmant 2 P. tt cft, 3e ét. Calme et très clair. 320.000. Mardi 13-17 h.

CONTRESCARPE, 4 P. 95 m2. 900.000 F. 5e ét. sans ascenseur. Bel imm. 1900. 535-86-37.

CENSIER 354-42-70
séj., 2 chbres, 80 m2, soleil.
TERRASSE 65 m2

6e arrdt.

6e Montparnasse - N.-D.-des-Champs, rare, plein sud. Gd stand. Neuf, étage élevé, très calme, belles terrasses, chemin. 3 chbres, entièr. équipé. A sais. cause départ. 2.800.000 F. Tél. : 222-23-14.

7e arrdt.

7e arrdt, rue Saint-Dominique, LUXUEUX 120 m2. Lix dble. 2 chbres. calme côté bd Saint-Germain part le matin. Tél. : 254-91-66.

Invalides, beau 5 P. 145 m2, stand. 2 bains, 5e, asc. Gd cft F.I.M. 633-47-23.

POUR ARTISTE BOHEME
CHAMP-DE-MARS
280 m2 - 2.000.000 F
Possibilité 1/3 en commercial. BEL. DECORATION - 550-34-00.

AV. DUQUESNE MÊME
Sté propriét. vd studio 25 m2 et 3 Pces 50 m2, occupés loi de 1948. Téléphone : 555-91-00.

8e arrdt.

R. DARU Beau 5 pièces 100 m2 - Grand standg. Prof. libérale possible. Quelques travaux. — 260-50-04.

8e 4e ét. Gd studio, s. bains, cuis. équipée + cave, refl neuf. 220.000 F. — 326-23-91.

FRANÇOIS-1er
Gd stud. tout confort. Im stand. 734-30-32.

RUE DES SAUSSAIES
PRES DE L'ELYSEE
ds imm. d'époque, 5 P., 150 m2. PASTEYER, 266-35-94, le mat.

SAINT-AUGUSTIN
Luxueux 5/6 Pièces, moderne, 6e étage, gd cft, sur jardins. Etat impeccable. Parking. MICHEL et REYL : 265-90-05.

9e arrdt.

BEAU 3 Pces, ent., gde cuis. avec coin repas, belle s. d. b., placards + grande lingerie, moquette, chauf. centr. indiv., chambre de service, cave, tél. 80 m2 env., 2 ét. 500.000 F. Mardi, mercredi 15-18 h., 17, rue Condorcet, 9e.

10e arrdt.

REPUBLIQUE
Appt de caractère style, grenier. gd sél. + chbre + petite chbre, cuis., W.C., bains, mod. Chf. centr. 68 m2 + 16 m2 combles aménagés par escalier int. 6 ét., asc. Imm. rénové de bon stand. Px 550.000 F, créd. Vr pptaire : 5, bd MAGENTA. Mardi, mercredi de 14 à 19 h.

11e arrdt.

MARCHE DES NOTAIRES
Rue J.-P.-Timbaud, 17 appts dont 5 libres, de 19 m2 à 74 m2, 4 chbres. de 16 à 20 m2 envir. Ph. DURAND - 261-56-60.

12e arrdt.

NATION. Récent, asc., 5e ét., balc., terrasse, plein soleil, splendide 5 P. Entrée, cuis. équipée, s. de bns + s. d'eau, 2 w.c., placards, park. 960.000. 345-82-72.

BASTILLE
APPT GRAND STDG, 220 m2. Prix 1.500.000 F. Tél. 366-00-19.

14e arrdt.

R. FRIANT Dans immeuble ravalé - 3 P. Cuis. A RENOVER. 300.000 F. Possib. 80 % crédit. — 522-95-20.

VAVIN BEL ATELIER 160 m2 de CHARME 1.650.000 F — 320-73-37

PARC MONTSOURIS
appt 140 m2 tt cft. CALME CARACTERE - 346-11-76.

Arago, s/Bd et parc. Récent gd stand. Et. élevé. 3 P. 77 m2, balc. Soleil. Gd park. 800.000 F - 500-47-03.

15e arrdt.

VOLONTAIRES, imm. p. de t.
6 P. Bon plan - 135 m2 633-29-17 - 577-38-38

Près MOTTE-PICQUET
IMMENSE Liv. + 1 chbre plein soleil, 62 m2.
TRES BON ETAT
380.000 F. - 555-82-33.

VUE TRES DEGAGEE
70 m2 + Jolie Terrasse.
633-29-17 - 577-38-38

16e arrdt.

16e DOCTEUR-BLANCHE Luxueux 3 PCES, 95 m2. Matin 567-47-47 524-44-84

PR. FOCH Elégant 4 P. Grand living, 2 chambres service, soleil, calme, verdure. H. LE CLAIR - 562-93-54

PR. VICT.-HUGO Gd standing Décor raffin. DBLE RECEPT. 3 CHAMBRES 220 m2 environ, excellent plan. Matin : 567-47-47 524-44-84

PL V.-HUGO (près)
Imm. pierre de t. entièrement rénové, ascens. Pptaire vend occupé loi 1948 2 pièces 39 m2, cuisine, w.-c. — 555-91-00.

PLACEMENT EXCEPTIONNEL
PASSY
toiture ravalement neufs, ascenseur - descenseur
1) STUDIOS OCCUPES 115.000 F, 3 P., cuis., 49 m2, occupé dame seule 80 ans ;
2) STUDIO, tt cft, libre ; STUDIO à aménager, libre.
S/pl., mardi 10 juin, 14-16 h., 35, rue de l'Annonciation.

15, QUAI BLÉRIOT
RECENT, 2 appts réunis, 8 P., tt cft + service, + garage, gde terrasse, vue pan, 2.100.000 F. Sur place, mardi, de 14 à 19 h.

17e arrdt.

VILLIERS, imm. bourgeois, beau séjour + chbre, tt cft, calme, soleil, 475.000 F. 387-92-41.

18e arrdt.

Vrai Montmartre, vue impren. sur Paris, studio tt conft, bas prix vu urgence - Tél. 373-45-41.

ST-CHARLES A rénover 4e étage
2 STUDIOS, cuis. mitoyens 169.000 F — Tél. : 577-96-85.

EXCEPTIONNEL Atelier s/jardin
2 mezzanines, cuis., bains, wc. 5e ét. Prix intéressant. S/place lundi, mardi 14 à 18 heures : 20, RUE DURANTIN, ou tél. semaine : 261-39-78.

ATELIER DUPLEX
au pied du SACRE-CŒUR
séjour avec poutres, 2 chbres, 2 bains, wc, à neuf. 766-97-81.

92 Hauts-de-Seine

ANTONY - Parc Sceaux, étage élevé, vue imprenable, salon, salle à manger, 3 chambres, 2 sanitaires, tél., cave, park., 540.000 F - Tél. : 555-82-33 (après 20 heures : 200-36-01).

Bineau - Neuilly, près Porte de Champerret, 3 pces, s. de bns, 65 m2, 240.000 F - Tél. 757-63-26.

MEUDON - Avenue du Château. Propriétaire vend dans petit immeuble moderne et tr. lux., en pleine verdure 1 appart. de 136 m2, luxueusement aménagé. Vaste réception de 70 m2 donnant sur 2 terr., jdin, 1 cave, 2 parkings - Jamais habité. Px : 1.850.000 F - Tél. 278-68-98.

NEUILLY-SUR-SEINE Bd Maillot face bois - 9 PIECES
4 bains, 323 m2, 3 chbres de service, park. LUXUEUX
COURTOIS 265-49-85 265-49-97

NEUILLY - ST-JAMES
240 m2 Appartement exceptionnel
Vaste récept. Salle à manger, 4 chambres, terrasse, 150 m2, chbre de service - 2 parkings. GARBI - 567-22-88

COURBEVOIE
PLACE HEROLD
Imm. récent, étage élevé, vue sur parc, loggia 16 m2, tr. beau 108 m2, séj. triple, 1 chbre, aménagement et décoration. SOPROVIM : 265-59-99.

Province

Part. vend studio multiprop. TIGNES - VAL-D'ISERE ; 4 pers., tt équipé, gd standg, 12e et 13e sem. - (74) 37-25-16.

HOULGATE
Bel appt s/digue, 3e étage, beau séj., 2 ch., s. de b., cab. toil., wc, cuis. amén., chauff. électr., park. S'adress. AG. MOUTON, 12, rue des Bains, 14510 Houlgate. - Téléphone : (31) 91-07-02.

appartem. achat

RECH. appts 1 à 3 pces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou ss travx, paiem. COMPTANT CHEZ NOTAIRE. Tél. : 873-23-55, même le soir.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e, 566-00-75, rech., Paris 15e et 7e, pour bons clients, appts toutes surfaces et immeubles. Paiement comptant.

PAIE CPT CHEZ NOTAIRE, ACHETE 2 à 4 pces, Paris, bon quartier, avec ou sans confort. Mme LEULIER : 261-68-81 ou le soir : 900-84-25.

ACHÈTE COMPTANT PARIS
BON QUARTIER - URGENT : 2-4 PIECES. - Tél. : 873-20-67.

immeubles

EUROPA, 54, r d'Amsterdam-8e, achète urgence immeuble occupé (loi 1948) avec un appt libre Paris ou banlieue - 520-13-57.

IIe PRES Mo CHARONNE : 200 m2 occupés
85 m2 libres + 240 m2 Cclal, 950.000 F. Téléphone : 774-63-12.

BORDEAUX
Secteur sauvegardé APPT T 3 80 m2, 21,5 U.
IMMEUBLE à rénover 350 m2 en partie libre, 27,5 U.
BORDEAUX-LORMONT
T 3 16 U.
Grand choix, tous crédits, location rapide, avantages fisc. ILF (T. 56) 86-97-10.

TROCADÉRO
IMMEUBLE LIBRE 550 M2
Usage mixte cclal, habitation. Profession libérale.
R.-de-ch. + 3 nivx + terrasse. 4 millions. — 337-51-68.

villégiatures

Ile d'Oléron, mais. côtes S.-E. et O. juil.-août-sept., tt cft, 4-5 pers. Dubois-Rouillé, 17550 Dolus-Olér.

locations meublées Demande

Paris

SERVICE AMBASSADE
pour cadres mutés Paris, rech. du STUDIO au 5 pièces. LOYERS GARANTIS pr sociétés ou ambassades. Tél. : 285-11-08.

locations non meublées Offre

Paris

ARGENTINE, 4 p., confort, très bon état, 80 m2, sur place mardi 10, de 14 h. à 16 h. 41, av. de la GRANDE-ARMÉE, 3e ét. gauche. Tél. le matin. SEGECO : 522-69-92.

QUARTIER LATIN
1) Beau 2 pces. Tout confort, terrasse, 2.250 F/mois + charges. - 2) 2 Pces. Tout confort, 2.000 F par mois + charges. Voir concierge, 14 -18 heures, 9, rue Pascal. - 544-58-28.

IMMEUBLE GRAND STAND. PISCINE, 3 Pièces, 80 m2, salle de bains, salle d'eau, cuis. équipée. Tél., balc., parking. 3.000 F + charges. 296-64-30.

PARIS (19e)
Métro Place-des-Fêtes
SANS COMMISSION
Immeuble tout confort
2 P. 45 m2 - Loyer 1.273 F à 1.350 F
Ch. 252 F - Park. 162 F
4-5 P. 87 m2 - Loyer 2.175 F Ch. 681 F. Park. 162 F.
S'adresser au Régisseur 25-29, rue des Lilas, Paris
Tél. : 202-05-88
de 9 à 12 h. et de 14 à 17 h.

Importante Société loue
SANS COMMISSION
appts récents tout confort
PARIS (19e)
15-17, rue Henri-Ribière
Face Mo Place-des-Fêtes
2 P. 53 m2 - Loyer 1.377 F Ch. 362 F. Parkg 164 F.
4 P. 85 m2 - Loyer 2.183 F. Ch. 579 F. Parkg 164 F.
Tél. : 205-74-30
de 9 à 12 h. et de 14 à 18 h.

Région parisienne

ETAMPES, SUP. PROPRIÉTÉ sur 2 hectares, 600 m2 HABITABLE + 600 m2 sous-sol. POSSIB. PROF. LIBERALE, 13.000 F mensuel. - 525-80-25.

VINCENNES - PART. loue pavillon 1900, intérieur restauré style, 5 P., tout confort, 145 m2 + cave, rue calme, tél. Libre 1-09-80. - 3.200 F/mois. Tél. : 365-44-84, après 18 h. ou bureau 766 - 03 - 56 ou directement propriétaire (67) 55-51-90.

NEUILLY COMPAGNIE D'ASSURANCES LOUE sans commission studio, park. - Voir gardien : 124, BD BINEAU.

COURBEVOIE - Pav. tt cft
6 P. Gar. Jard. 3.900 F net. PPtaire 766-49-94

locations non meublées Demande

Paris

INTERNATIONAL HOUSE
rech. 2 à 6 Pces vide ou meub.
LOYERS GARANTIS
Mme JANTZEN - 555-84-23.

Région parisienne

Pr Sociétés européennes cherche villas, pavillon, pour CADRES. Durée 2-6 ans. Tél. : 283-57-02.

viagers

Société spécialiste viagers
F. CRUZ 8, RUE LA BOETIE 266-19-00.
Prix indexation et garanties. Etude gratuite discrète.

11e, imm. neuf, appt 3 p., 68 m2, balc., 74-76 ans. Px 150.000 F. 1665, rente Lodel - Tél. 355-00-44.

Bd Ph.-Auguste, appt 2 p., 60 m2, occupé, 87 ans. Px 217.000 F. 1300, rente Lodel - Tél. 355-00-44.

villas

10 KM. VERSAILLES Belle villa
1974, séj. 54 m2, chem., 5 chb., 3 bains, cuisine équip., garage 2 voitures, chff. gaz, 830 m2 jardin : 840.000 F. Tél. 954-68-00.

VERRIERES-LE-BUISSON, sur 658 m2 jard. clos, belle VILLA 1936, pierre et brique, 4 p. + 2 combles aménag. chacun 18 m2, ss-sol total 75 m2, gar. 2 v., calme, charme et caractère, Px : 690.000 F - Tél. 950-14-60.

Particulier vend VILLA entre AIX et MARSEILLE.
T 5, cheminée, garage, jardin. Px 470.000 F - Tél. (42) 02-64-37.

VENDEURS COTE D'AZUR
Confiez-nous vos appartements, villas, terrains, commerces. Vente rapide assurée par publicité intensive et diffusion fichier ordinateur Achat comptant pos. Agence des Collines (FNAIM) 627, av. de Cannes, 06210 Mandelieu. Tél. : 16 (93) 47-01-10 et 47-09-91.

pavillons

BRUNOY, résid. gd parc calme, 7' centre et gare, 1er ét., 3 ch., s. de b. ; r.-de-ch. salon s. à m., 1 ch., s. de b., cuis., gar., ss-sol. Px : 92.500 F - Tél. : 046-09-87.

LIMAY (78), à 5 mn de Mantes. Part. vd tr. beau pavil. tr. bien amén., 115 m2 hab. s/450 m2 cl. Px 650.000 F - Tél. : 477-42-48.

FONTENAY-AUX-ROSES
Sur terrain 1.000 m2, maison 7 pces, tt conft, plain-pied, très calme, gar. Très belle affaire. Prox. gare. Prix : 1.420.000 F. Téléphone : 735-79-87.

bureaux

CONSTITUT. DE STÉS
Votre bureau ou siège social, démarches, perman. téléphon. ACTE S.A. PARIS : 261-80-88 MARSEILLE : (91) 93-11-13.

SORTIE R.E.R.
BOISSY-SAINT-LEGER
Burx à louer entier, cloisonnés A PARTIR DE 70 m2
PARKING GRATUIT
GEFIC C.T.I. 723-78-90 569-17-50

ROME BEAU 56 M2 : 4 BUREAUX, 400.000 F. Clair. Tél. 266-32-35.

fonds de commerce

URGENT QUARTIER DE LA FOURRURE, DROIT AU BAIL, A CEDER, magasin 35 m2 + 40 m2 réserve, nouveau bail, loyer faible. - 45, rue d'Enghien, Paris-10e. COENCAS : 589-89-01.

VIe - Saint-Sulpice - Rare
160 M² dont belle cave, tous commerc., poss. restaur., etc. Propriét. : 261-63-49.

locaux commerciaux

Propriétaire vend local Paris, centre loué à locataire 1er ordre. Rapport H.T. 144.000 F. Me téléphoner : 229-53-69.

GOBELINS, loue bureau entrepôt, cave, 120 m2, 3.500 F mens. Tél. : 432-18-05.

Fbg St-HONORE, pl. Beauvau, loc. 250 m2, dont boutiq. ts com. Tél. : 700-20-69-, de 10 h. à 13 h.

76, FOUBOURG SAINT-DENIS, 135 m2 environ, 2e étage sur rue, 5 PIECES. - 700.000 F. Tél. : 874-70-47.

Boutiques

Propriétaire vend Murs Banque, rapport 6 %, frais réduits.
Prix : 1.250.000 F.
Tél. : 607-45-80

propriétés

A Vendre. Propriété CEVENNES (10 km. Le Vigan, 70 km. de Nîmes, 60 km. de Montpellier), bordée par la rivière Hérault (baignade).
Mas Cévenol de caractère (18e) à restaurer. Parc de 3.500 m2. Terrain de 2 ha plantés de pommes. Permis de construire obtenu pour 14 logements dans 7 maisons individuelles.
Disponibilité immédiate.
Prix : 1.350.000 F.
S'adresser à M. VIDAL, (42) 27-98-60 - Aix-en-Provence.

Région **HOUDAN** ANET superbe parc 4.00 m2, courts de tennis, maison plain-pied, 110 m2, séj., 4 chbres, conft. Tél. 272-40-19.

60 KM. OUEST
6 KM. HOUDAN train direct
FERME-LAITERIE XVIIIe
propriété de grande allure parfait état, grand confort.
MAGNIFIQUE PARC 3,50 HA bordé par rivière.
Tennis. Piscine chauffée.
Jolie dépendance dont superbe grande XVIIIe 250 m2.
Projection film couleur sur rendez-vous à NEUILLY
CLAUDE ACHARD :
637-14-56 - 624-53-46.

10 KM SAINT-TROPEZ
Dans domaine privé, 800 m mer, villa avec piscine. Superbe vue mer.
Tél. 16 (94) 79-22-70 - 255-04-51.

PAYS DE BRAY (76)
1 h 30 Paris à vendre fermette avec dépend. + hangar, sur 26 ha pâturages. Le tout libre, d'un seul tenant + 3 ha terr. à bâtir à 5 mn petite ville. Téléphone : (23) 97-08-22.

VALLÉE CHEVREUSE
30 MINUTES DE PARIS
Ravissant moulin historique avec 3 corps de bâtiments, 16 hectares de prés, bois et « JARDINS A L'ANGLAISE ». Piscine, tennis. Dans maison principale, 3 réceptions, 4 chambres, 4 bains + « GUEST HOUSE ». Maison de gardien et dépendances.
Mise à la vente aux enchères le 24 juin 1980, à EVRY, près VERSAILLES - Pour tous renseignements, contacter
HAMPTON & SONS
19, av. Franklin-Roosevelt (8e).
Tél. : 225-50-35

BANLIEUE OUEST résidentiel demeure de caractère en bon état avec son parc paysagé de 3.000 m2. Téléphone : 333-35-05.

DOURDAN
« Le Retteoirs » - PROPRIETE s/2.500 m2 CLOS DE MURS (beaux arbres),
MAISON DE CARACTERE comprenant : rez-de-chaussée séjour double, salle à manger, 2 chbres, cuis., s. de bains, 2 W.-C., salle d'eau ; 1er ét. : 5 chbres, s. de bains, 5 cabinets toilette, W.-C.
PISCINE - CLUB HOUSE avec 2 services et sanitaires.
723-86-70

SUD TOURAINE
DEBUT BRENNE
à 3 km ville touristique
GENTILHOMMIERE Restaurat. Magnifique PARC 4 ha 47. Arbres séculaires. Pièce d'eau. Excel. état général. Tt confort. 1.400.000 F.
Projection film couleur s/rdez-vous à NEUILLY.
Claude ACHARD,
Téléph. : 637-14-56 - 624-53-46.

PRÈS GOLF
SAINT-NOM-LA-BRETECHE
Belle villa récente s/2.000 m2 terrain. Liv. 60 m2. 5 chbres. Sous-sol total, chauff. gaz. Environnement exceptionnel. 1.520.000 F. - Tél. 954-60-00.

châteaux

NORD
REGION DE VALENCIENNES
MONASTÈRE
avec dépendances 5/6 HECT. Possibilité lotissement.
JOUBERT & ANDRE,
5, rue Alphonse-de-Neuville, 75017 PARIS — Tél. 766-50-45.

échanges

ESPAGNE - Rég. MARBELLA, T 2 ds village vacances andalou, Mer, piscine, tennis, entièrement meublé. Prix : 150.000 F. CECI, 7, boul. de la Liberté, 13001 Marseille - (16-91) 50-19-09.

demandes d'emploi

DIRECTEUR GÉNÉRAL
E.S.C., DOCTEUR D'ETAT EN DROIT
ANGLAIS - ALLEMAND
— Expérience société U.S. et P.M.E. Française ;
— Gestion et administration. Juridique, commercial
souhaite retrouver société dynamique pour poste
DIRECTEUR GENERAL
ou DIRECTEUR DEPARTEMENT
IMPORTANTE SOCIETE
Ecrire no 2.323, « le Monde Publicité », 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09.

CADRE SUPÉRIEUR
COMMERCIAL IMMOBILIER, 45 ans
20 ans expérience et réussite confirmée dans toutes transactions immobilières.
Capacité prouvée diriger hommes et affaires. Négociations aisées à tous niveaux et dans tous les milieux
Langues : anglais, arabe (Moy.-Orient) et italien. Souhaite poste de direction.
Libre rapidement.
Ecr. sous le numéro T 020409 M - REGIE-PRESSE. 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CADRE HAUT NIVEAU
recherche DIRECTION GÉNÉRALE DE FILIALE
OU
DIRECTION FINANCIÈRE DE GROUPE
Large expérience de ces deux fonctions dans Groupe INTERNATIONAL
COMPETENCE COUVRANT A LA FOIS
LA FINANCE ET LE MARKETING
50 ANS SCIENCES POLITIQUES ET DROIT.
Tél. : 722-17-19. mat. av. 11 h. ou soir apr. 20 h.

Le Centre de recherche et d'études pharmacologiques, chimiques et médicales (C.R.E.P.) (Groupe Sanofi), transférant son établissement de Grenoble dans une autre région, un certain nombre de ses collaborateurs ne peuvent, pour des raisons personnelles, se transférer au nouveau lieu de leur emploi.

La société recommande aux entreprises qui pourraient leur offrir un poste dans la région de Grenoble ces collaborateurs qui se répartissent ainsi :

— **1 CADRE PHARMACIEN**

— **14 TECHNICIENS**
(DUT - BTS - BT en chimie, biochimie, biologie alimentaire) dont

— **2 TECHNICIENNES**
qui recherchent un emploi de déléguées médicales

— **2 SECRÉTAIRES**
DONT UNE BILINGUE ANGLAIS

— **1 OUVRIER QUALIFIÉ, ENTRETIEN**

— **3 OUVRIERS SPÉCIALISÉS**
(animaliers).

Ce personnel peut être disponible très rapidement S'adresser à M. Dubisson, Secrétaire Général. C.R.E.P. - 22-28, rue Prosper-Mérimée. GRENOBLE Téléphone : (76) 09-18-54.

CHEFS d'ENTREPRISE
VOTRE DEMANDE :
jeunes diplômés grandes écoles
— Dynamiques, fiables ;
— Sérieux, efficaces ;
— Goût de la négocciation ;
— Facilité de contact.
NOTRE OFFRE :
ESSEC
SC. ÉCO. — IEP
DECS — IAE, etc.
dont nous garantissons l'adaptation au poste.
AFIPEC - 281-13-44

SPÉCIALISTE RECRUTEMENT
Mme TOURENNE, 281-13-44.

J. H. 32 ans, excell. présent., libre sept. 80, licence + maîtrise + doctorat lettres en cours, expér. pédag. + documentation littéraire, études ttes prop. intéress. édition, enseign., format., rédact., publicité. Ecr. no T 020.391 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. F. 29 a., sténodactylo, 7 a. de référ., ch. travail à domicile. Téléphone : 854-95-73.

Journaliste, 41 ans, licencié en biologie, anc. rédact. en chef d'une rev. de vulgaris. scientif. à gde diffus., cherche situation ds ts médias, y compris édition. Ecr. no 2325 « le Monde » Publ., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

SECRET. DIRECTION TRIL., anglais, espagnol. exp. Espagne, France, cherche emploi Espagne ou France. Claudette CHIRON, Le Maine Verrier, 16320 Villebois-Lavalette - Tél. : (45) 20-94-68.

J.H. 32 ans. Dr Lettres mod. (Sorbonne). dipl. Instit. Hautes études cinématograph., Libanais. bilingue arabe, culture générale, expér. prof., étudie ttes propositions : relations publ., services culturels (ambass. arabes), coll. artistique et techn., publicité, presse, enseignement, édition, documentation, etc.
Ecr. No 2317 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 PARIS.

Niveau maîtrise biologie plus complément formation sur applications industrielles scientifiques et médicales des htes fréquences et des micro-ondes, ch. emploi industrie ou recherche. Faire offre : (7) 893-81-12, poste 3251.

J.F. et. sup., angl., esp. cour., revue jeunes, scénarios, B. D., mode, ch. empl. presse, édit., éventuelle. secrétariat respons. Ecr. No 2350 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 PARIS.

Jeune Femme, 24 ans, DESS JURISTE D'AFFAIRES (option Droit Social), parlant anglais, recherche poste serv. juridique ou équivalent. Ecr. no 61.706 Contesse, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Cherche pour ma fille (18 a.) emploi AU PAIR pour le mois d'août, dans famille sérieuse avec enfants ou aide au ménage. Offres à Theodor Rottermund D - 4505 Bad Iburg 2.

Jeune fille B.T.S. Tourisme ch. emploi, même temporaire, tourisme ou hôtel. Mlle Berthoux, 185, boulevard Henri-Barbusse, 69400 Villefranche. — Tél. : (74) 68-17-70.

H., 42 a., diplômé 2e cycle Etudes Supér. Lettres, 10 a. expér. administration des ventes. Connaissances écrites anglais, espagnol. Recherche situation stable à part. 1-10-1980, en toutes régions et pays. Ecrire no 8.385 « le Monde » Publicité, 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09.

J.F., 21 ans, ch. Emploi récept. chez médecin ou dentiste habitant Paris. Tél. : 240-31-29.

J.H., 26 a., niv. 1er cycle Etudes Sup. (DUT, Electron.), 2 a. exp. prof. organisat. et encadr., désirant modifier orient. prof. rech. poste stable ds secteur social. Ecr. no 2.357 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09.

DAME, proche soixantaine, caractère sérieux, agréable, ch. emploi dame de compagnie et de confiance, correspondancière, etc. Not. simples de reliure ; pas de ménage. Accepterait emploi extra vacances Paris. Ecr. no 96.331 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGENIEUR CNAM, Consultant, spécialiste organisation et gestion de production av. application informatique, expér. format., bon commercial, rech. mission consulting on reprise Direction P.M.E. Etudiera tte proposit. Ecr. no 96.328 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JEUNE FEMME, 40 ANS
TRILINGUE : français, anglais, allemand (langue maternelle).
15 années d'expérience
SECRETARIAT GENERAL et RELATIONS INTERNATIONALES
dans organisme industriel européen.
Etudierait toutes propositions. Ecr. no 96-199 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE, 33 a., dynamique, responsable administratif d'un très important COMITE D'ENTREPRISE de la Région Parisienne (entreprise 8.000 personnes). organisation œuvres sociales très diverses, contacts directs et permanents avec partenaires sociaux, cherche emploi similaire ou relations humaines.
Ecrire sous no 63.052
HAVAS CONTACT,
156, boulevard Haussmann, PARIS (8e).

ASSISTANTE DE DIRECTION COMMERCIALE
45 ans - Formation juridique
— Niveau licence (stéo-dactylo)
— Libre de suite.
Cherche place stable.
Ecr. DUFLOT, 9, rue Jean-Macé 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS

J. F. 35 ans
PSYCHOGRAPHOLOGUE
Etudie toutes proposit. 336-15-04.

TECHNICIEN SUPÉRIEUR
Traitement de surfaces.
Niv. ingénieur A. et M., tr. bne expér., ch. pl. direction atelier T.S. ou labo. Ecr.
No T 020 405 M REGIE PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 PARIS

DIRECTEUR D'ÉTABLISSEMENT
Perfectionn. cadres spér.
34 ans, Sc. Po (Eco-Fi) + ICG
Expérience industrie auto.
Secrét. général assoc. patronale cherche poste d'avenir de préfér. en grande entreprise. Personnel. Formation. Recrut. ou secrét. général assoc. prof. Ecr. No 2359 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 PARIS.

ADJOINT DR. MARKETING
RESPONS. DE LA PUBLICITE
Action extérieure et intérieure
ANIMATEUR DE FORMATION
Stages débutants et recyclages.
Désire respons. similaires Public. - Promo. - Rel. publiq. PARIS ou R.P. SUD
Ecr. No 8382 « Le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 PARIS.

CHEFS D'ENTREPRISE
vous recherchez
UNE SECRÉTAIRE
UN COMPTABLE
sélection rigoureuse garantie par des professionnels.
C.E.R.E.P. - 340-57-58 +

J.H. 37 ans, nat. franc., célib., tril. : angl., thaï écrit et parlé, ch. emploi en rapport. Etudie ttes proposit.. Ecr. no 96.299 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

J.H. 24 ans, licence économie, angl., esp., dactylo, permis VL, ch. emploi Paris. T 068.5595. poss. mi-temps ou juin à sept.

38 ans, ingénieur DES Directeur organisation administration cciale dans impte Sté enseignant en gestion français, anglais, arabe, rech. situation Technico-Cciale ou Cadre de Gestion en France ou à l'Etranger. Ecr. no 48.274 à J.R.P., 39, r. de l'Arcade, 75008 Paris qui transmettra.

TRADUCTEUR TECHNIQUE
28 ans, langues O, droit, 5 ans d'expér. comme indép. anglais, grec, russe, japon., chinois, coréen, ch. poste à respons. sur Paris et sa région.
Ecr. no T 020.408 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

Universitaire bil. angl., franc., enseign. aux U.S.A., expérience ts aspects de l'édition cherche activité éditor. U.S.A., Canada ou France. Ecr. no T 020.403 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

Cadre 34 ans, angl., allem., italien, tr. bonnes expér. cciale + export. ét. ttes propos. gde entrepr. Tél. 333-25-15 10 h 30 à 12 heures.

Jne auteur cherche rewriting et créations rédactionnelles. Tél. : 874-65-97.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF
20 a. exp. organisation, comptabilité, inform., dans imp. groupe de prestations de services, rech. situation et étud. ttes propos. Ecr. no 2.341 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09.

ÉCONOMIES D'ÉNERGIES
INGENIEUR EN CHEF HAUT NIVEAU
Résultats : — 20/25 % énergies. Rech. sit. cabinet conseils ou multinat., contrat durée limitée ou définitif. Libre 1er juillet. Ecr. no 2344 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09.

CADRE SUPÉRIEUR BANQUE
GENERALISTE
40 a., B.P. Banque, DUT Finances-comptabil., 20 a. exp. dans ts les domaines de la Banque, rech. poste de resp. ds secteur bancaire ou fin. Paris-Province.
— Secrétariat général ;
— Direct. admin. ou financière;
— Contrôle de gestion ;
— Méthodes et organisation.
Ecr. no 8368 « le Monde » Publ., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09.

INFORMATIONS «SERVICES»

JEUNESSE

Où s'inscrire après le bac ?

Les candidats au baccalauréat doivent se préoccuper de s'inscrire dans un établissement d'enseignement supérieur avant de connaître leurs résultats et souvent même avant le début des épreuves. Pour certaines filières, il est déjà trop tard.

Les universités : *chaque université décide des dates d'ouverture et de clôture des inscriptions. Dans la plupart, les retraits ont lieu — pour une première inscription en première année — au cours du mois de juillet avec une extension parfois possible en septembre. Certaines universités parisiennes, devant l'afflux des candidats, restreignent les délais et instaurent parfois des procédures de préinscription.*

A Paris-I, inscription dès les résultats du bac et jusqu'au 20 juillet ;

A Paris-II, du 7 au 15 juillet (en droit), du 7 au 25 juillet (en sciences économiques et administration économique et sociale) pour les bacheliers de l'année 1980. Pour les bacheliers d'une année antérieure, inscriptions du 1er au 4 juillet ;

A Paris-III, procédure de préinscription du 5 au 30 mai ;

A Paris-IV, procédure de préinscription du 5 au 30 mai ;

A Paris-V, du 23 juin au 24 juillet ;

A Paris-VI, du 7 au 21 juillet (avec les résultats du bac) ;

A Paris-VII, du 8 au 30 juillet (avec les résultats du bac) ;

A Paris-VIII, du 1er au 31 juillet ;

A Paris-IX, préinscriptions du 5 au 23 mai ;

A Paris-X, du 2 juin au 18 juillet (sans attendre les résultats du bac) ;

A Paris-XI, du 1er au 18 juillet (avec les résultats du bac) ;

A Paris-XII, retrait des dossiers à partir du 25 juin. Inscriptions du 30 juin au 26 juillet (avec les résultats du bac) ;

A Paris-XIII, du 1er au 25 juillet ;

Etudes de médecine : *en province, les dates d'inscription sont les mêmes que pour les autres U.E.R. A Paris, les étudiants doivent retirer et remettre leur dossier entre le 1er et le 31 juillet auprès du service d'affectation des étudiants en première année de médecine (SADEP), 12, rue Victor-Cousin, galerie Claude-Bernard, 75005 Paris.*

Les instituts d'architecture et d'urbanisme : *les dossiers de première inscription sont à retirer et à rendre dans toutes les unités pédagogiques d'architecture du 1er au 18 juillet.*

Les instituts universitaires de technologie (I.U.T.) : *la date limite de remise du dossier d'inscription est fixée au 13 juin.*

Les sections de techniciens supérieurs (S.T.S.) : *les inscriptions sont généralement prises au cours du deuxième trimestre scolaire ; quelques lycées acceptent des dossiers jusqu'au 15 juin ; les délais d'inscription dans les écoles privées sont généralement moins stricts.*

Les classes préparatoires aux grandes écoles : *le dossier — avec les vœux d'affectation du candidat — doit être remis au plus tard le 31 mai auprès de l'établissement fréquenté ou, pour les élèves de l'enseignement privé, auprès des services académiques du rectorat.*

Les écoles normales d'instituteurs : *les dates précises des concours sont décidées par le recteur de chaque académie : elles varient avec les dates de la rentrée scolaire. En général, concours en septembre, inscriptions en juillet. Pour l'enseignement privé, chaque centre de formation pédagogique (C.F.P.) fixe ses dates.*

Pour la plupart des écoles du secteur paramédical *(infirmière, sage-femme, masseur-kinésithérapeute, orthophoniste, pédicure, etc.) et du* secteur social *(assistante sociale, éducateur spécialisé...), les épreuves de sélection pour entrer en première année ayant lieu d'avril à juin, les inscriptions se prennent généralement avant le mois de mars. Seules les inscriptions pour les formations d'orthoptiste, de psycho-rééducateur, de laborantin, de manipulateur d'électroradiologie, d'audioprothésiste se font au mois de juillet.*

Il reste la possibilité de s'inscrire, généralement jusqu'au mois de juillet, parfois même en septembre, dans des écoles (le plus souvent privées) proposant en deux ou trois ans des formations dans le domaine tertiaire : commerce, gestion, tourisme, publicité, etc.

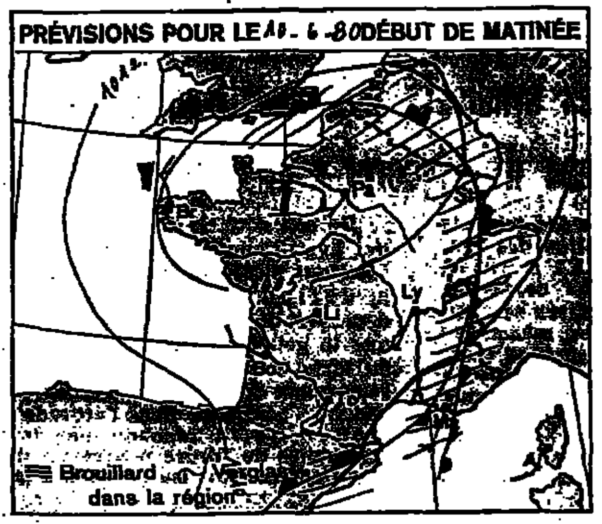
A noter, pour des informations complémentaires sur ces questions, le numéro 15 des Dossiers de l'étudiant *qui traite des possibilités offertes à ceux qui ont réussi ou échoué au baccalauréat, par les études supérieures courtes (toutes les formations accessibles en deux ou trois ans après la terminale). En vente partout, 12 F, à partir du 5 juin, ou à* l'Etudiant, *11, rue de la Ville-Neuve, 75002 Paris, métro Bonne-Nouvelle, téléphone 508-02-42.*

MÉTÉOROLOGIE

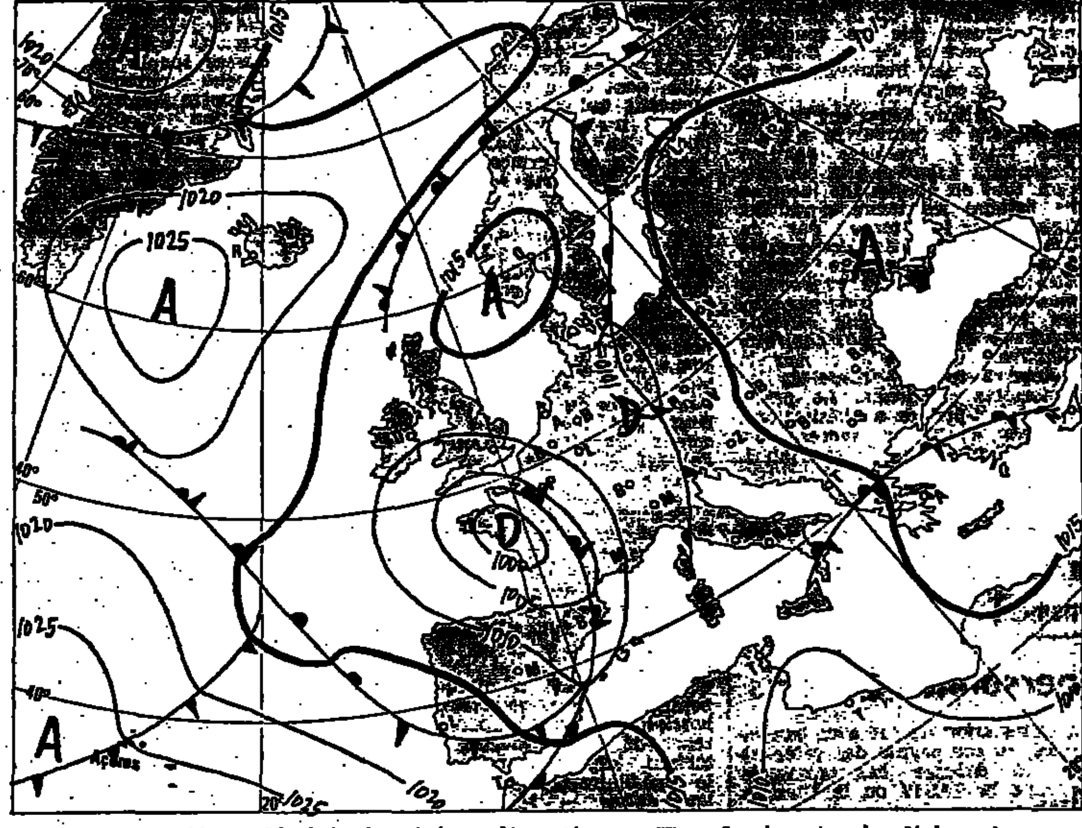
SITUATION LE 9 JUIN 1980 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 10-6-80 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 10 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verglas

Flèche indiquant la direction d'où vient le vent. Force du vent : 5 nœuds, 10 nœuds, 50 nœuds

Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 9 juin à 0 heure et le mardi 10 juin à 24 heures.

Une perturbation abordait lundi matin nos régions de l'Ouest. Elle traversera lentement la France et elle sera suivie d'air maritime instable.

Mardi 10 juin, le temps sera médiocre en France, surtout le matin : pluies dans le Nord, le Nord-Est, les Alpes et les régions méditerranéennes; ciel souvent très nuageux ailleurs avec des bancs de brume. Au cours de la journée, le temps *deviendra* plus variable : il y aura encore beaucoup de nuages, mais ils ne donneront plus que quelques pluies intermittentes; des éclaircies apparaîtront, elles deviendront assez belles dans l'Ouest et le Midi. Les températures minimales s'abaisseront sur la moitié ouest du pays; les températures maximales seront partout en légère baisse.

Le lundi 9 juin, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de *1 009,1 millibars, soit 756,9 millimètres de mercure.*

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 juin ; le second, le minimum de la nuit du 8 au 9 : Ajaccio, 21 et 16 degrés ; Biarritz, 17 et 10 ; Bordeaux, 18 et 8 ; Bourges, 19 et 10 ; Brest, 17 et 11 ; Caen, 17 et 11 ; Cherbourg, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 20 et 7 ; Dijon, 21 et 12 ; Grenoble, 16 et 13 ; Lille, 19 et 11 ; Lyon, 18 et 12 ; Marseille, 26 et 17 ; Nancy, 20 et 12 ; Nantes, 19 et 8 ; Nice, 21 et 17 ; Paris-Le Bourget, 21 et 10 ; Pau, 15 et 8 ; Perpignan, 23 et 15 ; Rennes, 10 et 9 ; Strasbourg, 21 et 14 ; Tours, 20 et 11 ; Toulouse, 18 et 12 ; Pointe-à-Pitre 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 11 degrés ; Amsterdam, 19 et 10 ; Athènes, 24 et 18 ; Berlin, 26 et 16 ; Bonn, 21 et 10 ; Bruxelles, 20 et 12 ; Le Caire, 31 et 18 ; îles Canaries, 23 et 19 ; Copenhague, 23 et 14 ; Genève, 18 et 13 ; Lisbonne, 22 et 15 ; Londres, 19 et 7 ; Madrid, 23 et 10 ; Moscou, 25 et 14 ; Nairobi 22 et 12 ; New-York, 25 et 11 ; Palma-de-Majorque, 23 et 14 ; Rome, 25 et 20 ; Stockholm, 25 et 14 ; Téhéran, 37 et 32.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

CIRCULATION

AUTOROUTES PLUS SURES. — La totalité du tronçon Beaune-Valence de l'autoroute A-6 sera équipée de glissières de sécurité à l'automne prochain; fin 1981, toutes les autoroutes françaises *devraient bénéficier du même* équipement.

D'autre part, les sociétés des autoroutes souhaitent améliorer les conditions de sécurité des automobilistes en changeant les enduits des chaussées, où la pluviosité rend le freinage particulièrement dangereux : il s'agit d'un sol granuleux dont bénéficie déjà l'autoroute A-6.

CONCOURS

L'INFORMATIQUE A L'ÉCOLE. — Sur le thème de « L'informatique à l'école », l'Association française pour la cybernétique économique et technique (AFCET) *organise*, sous le patronage du ministère de l'éducation, un concours national de programmes d'ordinateurs destinés aux jeunes de moins de dix-neuf ans. Les candidats devront soumettre, avant le 1er décembre 1980, un ou plusieurs programmes destinés à illustrer l'utilisation à l'école des ordinateurs sur des sujets autres que l'informatique.

Les dossiers d'inscription sont à retirer avant le 15 juin.

★ Concours de programmes, AFCET, 156, boulevard Péreire, 75017 Paris.

FORMATION PERMANENTE

AUDIO-VISUEL. — L'université de Paris-VIII organise un stage sur l'initiation aux pratiques audiovisuelles : prise du son, photo, cinéma, vidéo. Du 10 au 13 juin (vingt-quatre heures).

ERGONOMIE. — L'université de Paris-VIII organise un stage d'ergonomie qui, du 9 au 13 juin, sera animé par M. J.-C. Sperandio, professeur au département de psychologie. Ce stage s'adresse principalement à des praticiens, techniciens, ingénieurs, responsables du personnel, travailleurs sociaux, psychologues d'entreprises, médecins du travail, etc., intéressés par l'analyse du travail.

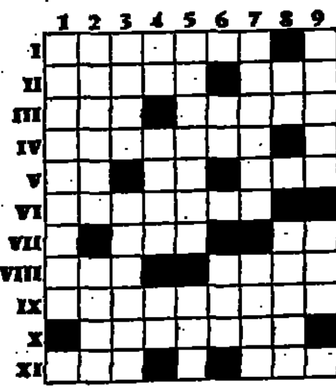
★ Université Paris-VIII, route de la Tourelle, 75571 Paris Cedex 12, tél. 374-12-50, poste 389, ou 374-92-26.

TRANSPORTS

S.N.C.F. : *NOUVEAUTÉS SUR LA BANLIEUE PARISIENNE.* — Depuis le dimanche 1er juin, les trains de la ligne C du R.E.R. (Etampes, Dourdan et Massy-Palaiseau—Paris-Austerlitz—Invalides—Versailles rive gauche) desservent la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. D'autre part, les usagers des gares de Trappes et de La Verrière bénéficieront de liaisons plus nombreuses avec Paris-Montparnasse. En outre, une gare nouvelle, Le Blanc-Mesnil, sera mise en service sur la banlieue Nord. Enfin, l'antenne Esbly—Crécy-en-Brie de la ligne Paris-Meaux sera desservie en traction électrique.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 687



HORIZONTALEMENT

I. Peut nous arriver à la cheville. — II. Est barré par un cordon ; N'évoque pas l'abondance. — *III. Roi ;* Qui a donc été refait. — IV. Devient lourd en cas de précipitation. — V. Parfois triplé par celui qui n'est pas convaincu ; Note ; « Bad », en Allemagne. — VI. Prirent une grande part à un mouvement de colonisation. — VII. Utiles pour l'éleveur ; Pronom. — VIII. Ne doit pas avoir la gorge fragile ; S'éprit d'un drôle d'oiseau. — IX. Utiles pour ceux qui ont des fonds à placer. — X. Ne laisse pas dormir. — XI. Nom qu'on peut donner à un arbre; Direction.

VERTICALEMENT

1. Sont souvent de jolis patelins. — 2. De feu, dans un ballet ; Peuvent remplir des poches. — 3. Nom de *calife ; Parfois* évoquée quand il y a un grain. — 4. Note ; Se redresser comme des barbes ; Parfois au bout du compte. — 5. Comme les patriarcats d'Antioche ; Maurice, par exemple. — 6. La chanterelle ; Circulent à l'étranger. — 7. Difficultés ; Langue. — 8. Parfois entre deux propositions ; Souvent suivies grâce à un fil. — 9. Grandes quantités ; Pas en forme.

Solution du problème n° 2 686

Horizontalement

I. Répétition ; Bobo. — II. Amicale ; Crue. — III. Rusa ; Etanchéité. — IV. Eléis ; Ane ; Assam. — V. Te ; Lier ; Mots ; I.S. — VI. Esclandre ; Œil. — VII. Relu ; Indû ; Olt. — VIII. Emir ; Mortain ; Eu. — IX. Libéré ; Glaire. — X. Ur ; Soûl ; Peu. — XI. Muer ; As ; Réels. — XII. Essarté ; W.-C. — XIII. Na ; Sain ; Respira. — XIV. Tiré ; Osée ; Ce. — XV. Star ; Nets ; Sahel.

Verticalement

1. Rareté ; Eléments. — 2. Emules ; Mi ; Usait. — 3. Pisé ; Criblés ; Ra. — 4. Ecaillère ; Raser. — 5. *Ta ; Sial ; Ru ; Ra.* — 6. *Ile ;* Enumération. — 7. Têtard ; Sensé ; — 8. An ; Rires ; Et. — 9. Ornement ; Ordres. — 10. Dague. 11. Chatouilleuses. — 12. Bresse ; Na. — 13. Ouïs ; Io ; Ipswich ; — 14. Bétaillère ; Crée. — 15. Ems ; Tueur.

Solution du problème n° 2 685

Nous publions ci-dessous la solution du problème n° 2685, paru dans le numéro du *Monde* daté 5-6 juin.

Horizontalement

I. Crotales. — II. Cabaret. — III. Lierre ; Mo. — IV. Asinien. — V. Urne ; Nord. — VI. Léo ; Té. — VII. Il ; Actif. — VIII. Taon ; Ede. — IX. Engelures. — X. Citernes. — XI. Rée ; See.

Verticalement

1. Cellulite. — 2. Relance. — 3. Océanologie. — 4. Tarse ; Net. — 5. Abri ; Ta ; Les. — 6. Laennec ; Ure. — 7. Er ; Io ; Terne. — 8. Semer ; Idée. — 9. Tond ; Fessu.

GUY BROUTY.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

PARIS EN VISITES

MARDI 10 JUIN

« Le Val-de-Grâce », 15 h., 277 bis, rue Saint-Jacques, Mme Bouquet des Chaux.

« Hôtel des Monnaies », 15 h., 11, quai Conti, Mme Hulot.

« Histoire du Louvre », 15 h., métro Louvre, Mme Meyniel.

« Les beaux hôtels de la plaine Monceau », 15 h., métro Monceau, Mme Pennec.

« Le Marais illuminé », 21 h., métro Saint-Paul, Mme Meyniel. (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le musée Marmottan », 15 h., 2, rue Louis-Boilly (Approche de l'art).

« L'Opéra », 13 h. 45, devant l'entrée (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtels, églises et ruelles du Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les Halles », 15 h., métro Etienne-Marcel (le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

18 h., Académie diplomatique internationale, 4 bis, avenue Hoche, M. Jean Peristiany : « Chypre et la Méditerranée orientale à la croisée des chemins ».

19 h. 30, amphithéâtre Bachelard, Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, M. Léon Géerinckx : « L'énergie universelle » (Université populaire de Paris).

20 h., Hôtel Lutétia-Concorde, 47, boulevard Raspail, M. le professeur Leprince-Ringuet : « Le Parlement européen un an après son élection » (dîner-débat) (Conseil français du mouvement européen).

20 h. 45, salle Chopin-Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré : « New-York-Los Angeles ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 8 juin 1980 :

DES DECRETS

● Portant publication de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République arabe syrienne sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signée à Damas le 28 novembre 1977 ;

● Fixant les modalités de financement des collèges de l'enseignement public appartenant aux collectivités locales.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
202 F	332 F	461 F	590 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
267 F	661 F	958 F	1 250 F
ETRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
234 F	396 F	558 F	720 F
II. — SUISSE - TUNISIE			
289 F	506 F	723 F	940 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

économie

SOCIAL

La Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) demande aux praticiens d' « ignorer » la nouvelle convention

Après la consigne de fermeture des cabinets médicaux le 5 juin, la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) a décidé, dimanche 8 juin, au cours d'une assemblée générale extraordinaire, de poursuivre sa campagne d'opposition à la convention médicale : recours en Conseil d'Etat pour demande d'annulation, consigne aux médecins de « refuser » et d' « ignorer » la convention en envoyant aux syndicats les lettres individuelles d'approbation des caisses, application jusqu'au 1er octobre du « tarif syndical », riposte immédiate, notamment par une grève administrative, en cas de sanctions.

De son côté, le conseil national de l'ordre, qui avait donné un avis sur la convention en émettant plusieurs réserves — notamment sur la notion d'enveloppe globale (objectifs de dépenses limitées à respecter), — a regretté que le gouvernement ait donné son agrément au texte conventionnel « sans tenir compte des remarques formulées ». M. Barrot, qui s'est déclaré « confiant » dans l'attitude pratique des médecins, a répondu par lettre que les remarques de l'ordre pourraient donner lieu à modification dans les annexes à la convention.

« *Giflés moralement* », le 5 juin, par l'accueil réservé à leur délégation au ministère de la santé, « *matraqués* » sur le pont Alexandre-III, les médecins de la C.S.M.F. ont décidé, le dimanche 8 juin, « *d'ignorer la convention* ». Et d'appeler à la grève des réponses aux caisses d'assurance-maladie qui, dès cette semaine, vont demander aux médecins de se prononcer individuellement pour le secteur 1 (respect des tarifs conventionnels) ou le secteur 2 (tarifs libres). Des séances houleuse — « *denses et ferventes* », dira le président Jacques Monier — ont précédé une décision finalement prise à l'unanimité moins sept « non » et vingt abstentions, par deux cent quatre-vingts représentants des syndicats départementaux et professionnels de la confédération.

« *Mieux vaut être nationalisé et salarié que cette convention !* » — « *Notre revenu sera indexé sur le P.N.B. ! Vous êtes des notables, bientôt vous serez des smicards !* » L'assemblée a été unanime pour rejeter la « *convention de la honte* », « *imposée au mépris de tout principe démocratique* ». Unanime aussi pour approuver le refus confédéral de la signer, et pour refuser que les syndicats départementaux de la C.S.M.F. participent aux instances que ce texte met en place.

Mais un âpre débat eut lieu sur les moyens de poursuivre la lutte. Que faire ? Première solution (retenue) : « *ignorer* » la convention, tout en appliquant jusqu'au 1er octobre les tarifs syndicaux fixés le 17 mars par la C.S.M.F. (1). Solution commentée ainsi par le secrétaire général Blès : « *Face à une convention mauvaise qui propose de mauvaises solutions, la seule attitude cohérente est de ne pas choisir.* » Deuxième solution : choisir le secteur 2 mais y respecter les honoraires syndicaux. Le président a fait part de ses hésitations, de ses « *analyses successives* » avant d'opter pour la solution 1, « *la plus stratégique* ».

« *Stratégique en ce sens qu'elle permet d'avoir l'appui des organisations syndicales de salariés : Si nous rentrons dans le secteur 2* (le secteur libre), *nous perdons nos alliés.* » Priorité donc à l'alliance avec la C.G.T. et la C.F.D.T., rencontrées par la C.S.M.F. ces derniers jours, des alliés dont on a bien conscience pourtant qu' « *ils n'ont pas les mêmes préoccupations* ». De ce choix, un participant se fera l'écho en ces termes : « *J'étais pour le deuxième secteur, mais c'était se casser la figure avec les usagers !* » Très actif tout au long de la journée, le S.M.G. (Syndicat de la médecine de groupe a défendu la stratégie d'accord avec les syndicats représentés dans les caisses, « *indispensable en cas de recours à la grève administrative* ». Alimenter le deuxième secteur aurait amené à « *entrer dans le jeu du gouvernement qui veut que les assurés sociaux soient conduits à débourser de l'argent pour payer leur médecin* ».

Pessimiste « *devant les menaces qui pèsent sur la démocratie et le refus du gouvernement de tenir compte de l'opinion des corps intermédiaires* », le docteur Monier se dit optimiste devant le « *nouveau dynamisme du syndicalisme des médecins* » et sa « *virulence* ». Il est convaincu que la C.S.M.F. a marqué des points et que « *la victoire est possible* ». Reste à apprécier les réactions des médecins sur le terrain, lorsque leur parviendra le formulaire-réponse envoyé par leur caisse. — M. G.-P.

(1) Tarifs syndicaux fixés le 17 mars 1980 par la C.S.M.F. : consultation du généraliste, 45 F ; consultation du spécialiste, 68 F ; visite du généraliste, 65 F ; visite du spécialiste, 80 F ; accouchement simple, 700 F ; accouchement gémellaire, 825 F ; forfait thermal, 250 F ; indemnités kilométrique, 1,80 F-km en plaine, 2,50 F-km en montagne.

Les manifestations contre la politique d'immigration du gouvernement

Près de cinq mille personnes à Paris

Des manifestations se sont déroulées, le samedi 7 juin, dans plusieurs villes de province et à Paris pour protester contre la politique d'immigration du gouvernement. Elles ont réuni plusieurs centaines de personnes à Strasbourg, Bordeaux, Marseille, et plusieurs milliers dans la capitale.

« *Français - immigrés solidaires contre le racisme et l'arbitraire* » : des premiers aux derniers rangs de la manifestation organisée à Paris par plus de soixante-dix associations pour protester contre la politique gouvernementale de l'immigration, le slogan est repris avec énergie. La foule — quelque cinq mille personnes — a traversé, samedi après-midi, les rues parisiennes de la Bastille à Notre-Dame, dans un désordre joyeux et bon vivant.

Devançant le cortège, quelques hommes du service d'ordre portant le macaron C.G.T. paraissent légèrement interloqués par le style « brouillon » de la marche. A quelques mètres suit un cordon serré de militants C.F.D.T. L'unité se fait dans la rue, pour la défense des immigrés. En tête, marchent les représentants des confédérations, des unions régionales et départementales C.G.T., C.F.D.T., FEN entourant les responsables du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (MRAP), autour de qui s'est réalisée l'initiative de cette journée, soutenus par le P.S., le P.C.F. et le P.S.U. entre autres. Aux côtés de ces responsables défilent aussi des représentants de l'Amicale des Algériens en France, de l'Eglise réformée, de la commission épiscopale des migrants.

Pour certains, c'est la première manifestation de rue avec banderoles, en compagnie des vétérans de la défense des immigrés comme la FASTI ou la Cimade. Mais les banderoles d'appartenance strictement politique sont absentes. Elles n'étaient pas souhaitées par les organisateurs. La quasi-totalité des associations d'immigrés sont présentes, de l'Association des Marocains de France à l'Amicale des Algériens en Europe. Pour une fois, les associations se sont unies dans la rue, malgré leurs divergences.

Au son des tambourins

Le gros des troupes est constitué par les immigrés. Au son des tambourins, les slogans sont repris. Maghrébins, Africains, Espagnols dans leur propre langue protestent contre la politique de M. Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation. Mais des mots français reviennent avec insistance : « *Abrogation des lois racistes* », « *Egalité des droits pour tous les immigrés* », « *Carte séjour, carte travail* », « *Solidarité avec les sans papiers* »...

« *Pour nous, c'est un grand succès*, explique pour sa part M. Albert Lévy, du MRAP. *Cinq mille personnes sur un tel thème — Français-immigrés unis contre le racisme* », — une unité réalisée de toutes les associations d'immigrés à la veille de l'ouverture de la troisième semaine du dialogue Français-immigrés organisée par M. Stoléru. « *Toutes les associations avec lesquelles il pourrait dialoguer protestent dans la rue aujourd'hui. Voyez-vous, on ne peut pas dialoguer avec des gens qu'on persécute* », conclut M. Lévy.

DANIELLE ROUARD.

ÉNERGIE

La conférence de l'OPEP

(Suite de la première page.)

— Cette situation peut-elle avoir une influence sur le problème de la réunification des prix ? Que pensez-vous à ce sujet des propositions de Ryad visant à porter le prix du baril de référence « Arabian light » à 32 dollars en échange de quoi les pays comme l'Algérie feraient un effort pour stabiliser ou même baisser leurs prix ?

— Officiellement, nous n'avons pas connaissance d'une telle proposition.

» Mais si elle venait à se confirmer, cela constituerait une évolution positive qui permettrait d'établir une des conditions déterminantes pour le retour à une harmonisation des prix des différents bruts de l'OPEP. Je dis bien harmonisation, *c'est-à-dire* un système assez souple permettant une démarche commune de l'ensemble de notre organisation sur cette question importante. A Alger, il sera encore question des différentiels et, en ce qui concerne l'Algérie, nous sommes pour une solution réaliste et pragmatique à ce problème que l'OPEP et ses experts traînent depuis plusieurs années. Mais cela n'est réalisable qu'à deux conditions :

» La première est que le prix de « l'Arabian light », qui sert de référence, soit porté à un niveau correspondant à celui auquel il est apprécié actuellement sur le marché international ; ainsi les marges de différences de prix des autres bruts pourraient refléter strictement leur différence de qualité et de localisation géographique par rapport aux grands marchés de consommation ;

» La deuxième est que le niveau de production des pays de l'OPEP permette en permanence d'empêcher les insuffisances d'offre et les surplus sur le marché dont l'action conjointe et alternée a, en dernière instance, des effets néfastes, aussi bien pour les pays *consommateurs* que pour les pays producteurs.

» Dans le contexte actuel, cela signifie que certains pays de l'OPEP devraient accepter de réduire leur production pour éponger l' « important » surplus qui existe sur le marché et qui, à *terme, représente* un danger non seulement pour les pays de l'OPEP, mais aussi pour ce marché lui-même. La régulation de la production serait de l'intérêt de toutes les parties, sauf, bien sûr, des grandes compagnies pétrolières, car à l'heure actuelle ce sont elles qui modulent les transactions en vue de leurs seuls intérêts. A titre d'exemple, on parle actuellement d'un surplus évalué à près de 2 millions de barils par jour, et pourtant les clients continuent d'accepter des augmentations de prix. De même, on enlève du brut d'Arabie Saoudite à 28 dollars le baril et on le valorise à des prix bien plus élevés.

» Je voudrais rappeler que l'Algérie a réduit sa production de près de 15 %. D'abord pour contribuer à réduire le volume du surplus sur le marché. Mais aussi parce que cela répond à des exigences de sa politique énergétique interne.

Le prix des sources alternatives

— A défaut de parvenir à un accord sur les prix, pensez-vous que le problème de leur indexation, sur lequel l'Algérie a un point de vue original, a quelque chance de progresser ?

— La notion d'indexation des prix du pétrole a connu de nets progrès. Il y a quelques années, elle était encore fortement combattue par les porte-parole des grands pays consommateurs. Aujourd'hui, on reconnaît non seulement aux pays de l'OPEP le droit de protéger leur pouvoir d'achat, mais de plus en plus certains admettent également que le prix du pétrole devrait connaître une augmentation régulière en termes réels.

» Le rapport du comité stratégique de l'OPEP auquel vous faites allusion avance sur ce plan des idées très intéressantes, puisqu'il prévoit l'établissement d'un prix-plancher qui serait corrigé en fonction de trois paramètres : l'inflation exportée par les pays de l'O.C.D.E. ; les fluctuations du dollar par rapport aux autres monnaies ; et enfin l'évolution du P.N.B. des pays de l'O.C.D.E.

» Outre nos réserves sur le choix de certains indices pour mesurer les deux premiers facteurs, nos propositions portent essentiellement sur la manière et le rythme d'accroissement en termes réels du prix du pétrole.

» L'A.I.E., dans sa dernière réunion, a retenu le principe d'un alignement progressif des prix à la consommation de produits pétroliers sur ceux des sources alternatives. C'est là le signe d'une évolution positive des conceptions en matière de prix du pétrole. C'est aussi la seule base pour permettre à ces sources alternatives de venir combler d'ici quelques années les insuffisances de pétrole par rapport à la croissance de la demande énergétique mondiale. Cependant, pour avoir des effets réels et stimulateurs, un tel ajustement ne devrait pas se faire uniquement au niveau des prix à la consommation, mais surtout au niveau des prix à l'exportation.

» L'OPEP, qui a reconnu la nécessité de ce principe, devrait l'intégrer au niveau de sa formule de prix. C'est pourquoi nous avons proposé un autre élément correcteur qui prendrait en considération la situation économique internationale, la situation du marché pétrolier, la nécessité de rattraper assez rapidement le prix des énergies de substitution.

» Avec la formule proposée dans le rapport du comité stratégique, je crains que le rattrapage du prix des autres sources d'énergie ne se fasse trop lentement et ne soit même renvoyé aux calendes grecques.

— Un tel problème n'entrerait-il pas tout naturellement dans le cadre d'une négociation entre pays importateurs et pays exportateurs ?

— Je pense tout d'abord que cette démarcation entre pays exportateurs et pays consommateurs n'est pas réellement déterminante, sinon il faudrait la faire pour tous les produits jugés stratégiques. Les pays de l'OPEP sont avant tout des pays du tiers-monde qui rencontrent les mêmes problèmes structurels dans la voie de leur développement économique et social et de leur indépendance. Aussi faut-il dénoncer la dissociation opérée entre les problèmes de l'énergie, considérés comme spécifiques, et les autres grands problèmes dont la solution est nécessaire pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

» Le rôle du pétrole, pour être efficace, doit être utilisé : par les pays exportateurs, de façon à accroître leur capacité de négociations ; pour la solution de l'ensemble des problèmes du développement économique et social ; pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international. *Cette position*, exprimée par l'Algérie à maintes reprises, explique que notre pays se prononce pour des négociations globales dans le cadre de l'ONU, c'est-à-dire dans un cadre réunissant toutes les parties impliquées dans les différents aspects des problèmes économiques, car il est maintenant urgent que des mesures soient prises et que les pays développés cessent leurs atermoiements.

Le brut et le gaz naturel

— L'Algérie demande l'alignement du prix du gaz sur celui du pétrole brut. Croyez-vous, compte tenu de la situation du marché mondial et des intérêts de certains pays gros producteurs, que votre démarche ait des chances d'aboutir ?

— C'est après une analyse poussée du marché mondial de l'énergie et de ses perspectives que nous avons décidé d'engager l'action pour une revalorisation du prix de notre gaz naturel exporté. Le principe de l'alignement du prix du gaz naturel sur celui du pétrole brut est maintenant admis par presque tout le monde à l'intérieur des pays consommateurs comme dans des accords au niveau international, *y compris* entre pays industrialisés exportateurs et importateurs de gaz naturel.

» Dernièrement à Taïf, lors de sa conférence extraordinaire, l'OPEP a réaffirmé ce principe. Dans ces conditions, nous ne voyons aucune raison pour que notre demande ne soit pas acceptée par nos clients. Il est inconcevable que l'Algérie puisse continuer à exporter son gaz naturel à un prix inférieur à celui des autres pays exportateurs. C'est là une injustice qu'il faut supprimer.

» Notre peuple ne comprendrait pas que l'on accepte en même temps de se dessaisir d'une ressource noble et non renouvelable et de percevoir un revenu inférieur à celui d'autres pays exportateurs. Du reste, le chef de l'Etat et le comité central du F.L.N. ont clairement exprimé la position de l'Algérie dans ce domaine. La presse internationale a avancé des chiffres sur les prétendues prétentions de l'Algérie ; c'est ainsi qu'on cite fréquemment le prix de 6 millions de B.T.U. Il faut rappeler que notre principale revendication porte d'abord sur l'exercice du principe de l'alignement.

» Outre les aspects financiers qui, bien sûr, sont importants pour l'Algérie, le véritable enjeu se situe au niveau de la maîtrise de la détermination des prix du gaz naturel ; en fait, il se reproduit pour le gaz ce qui s'est passé pour le pétrole en 1973, lorsque l'OPEP a pu mettre fin à l'exclusivité qu'avaient les grands pays consommateurs et les multionales dans ce domaine.

» En militant pour un réajustement des prix du gaz naturel, notre objectif est triple : améliorer les revenus financiers de l'Algérie, stimuler la recherche et la production de cette source d'énergie qui est la plus accessible après le pétrole, éviter enfin à court terme de concurrencer le pétrole par des prix trop bas du gaz naturel.

— Il semble que la mise en place de la banque de développement, dont vous vous êtes fait avec le Venezuela le promoteur, se heurte à quelques difficultés. Etes-vous cependant optimiste sur ce point et n'est-ce pas un peu pour les pays de l'OPEP un moyen de se donner bonne conscience ?

— L'OPEP n'a pas à avoir un problème de conscience vis-à-vis des graves difficultés que rencontrent les pays en voie de développement et qui ne sont rien d'autre que le résultat de la longue exploitation colonialiste et néo-colonialiste subie par eux.

» La relative aisance des pays de l'OPEP par rapport aux autres pays du tiers-monde n'est que passagère et ira en s'amenuisant avec l'épuisement de leurs réserves pétrolières. L'aide importante apportée par l'OPEP à ces pays doit être vue sous l'angle de la solidarité qu'elle leur exprime et qui est mutuellement bénéfique.

» Quelle que soit l'ampleur de l'aide financière de l'OPEP à ces pays, cela ne pourrait suffire à leur permettre de surmonter l'ensemble de leurs problèmes économiques. Les solutions plus durables se situent ailleurs. Cela dit, je rappelle que, le 27 mai dernier, la réunion des ministres des finances de l'OPEP a concrétisé l'augmentation du capital du Fonds spécial de l'organisation, le portant à 4 milliards de dollars. S'agissant de la création de l'Agence de développement, loin de rencontrer des difficultés, elle est au contraire en bonne voie, puisque la proposition qui avait été faite par l'Algérie et le Venezuela a été avalisée par la conférence extraordinaire de l'OPEP à Taïef et doit être soumise prochainement au sommet des chefs d'Etat de l'organisation.

» Certes, l'Algérie aurait souhaité que cette agence soit déjà opérationnelle. Cela aurait permis, dès 1980, d'alléger la facture pétrolière de certains pays en voie de développement.

— La réunion de l'OPEP a été précédée d'une rencontre des pays arabes exportateurs de pétrole. Cette organisation est-elle, selon vous, parvenue à des résultats concrets concernant la coopération technique entre membres ?

— L'Algérie accorde une importance particulière au renforcement de l'OPAEP. L'objet de cette organisation est d'abord de promouvoir les échanges entre pays membres dans de multiples domaines liés à l'activité pétrolière. C'est ainsi que des sociétés communes dans le domaine du transport et des travaux maritimes, des services pétroliers et de la formation ont été constituées. De nombreux projets sont en cours de préparation. Même s'il n'y a pas encore de résultats spectaculaires, l'OPAEP constitue un cadre irremplaçable pour le développement de la coopération et des échanges d'expériences entre pays arabes producteurs de pétrole. Elle permet également d'entreprendre des actions dépassant les capacités d'un seul pays. »

Propos recueillis par
DANIEL JUNQUA.

CREDIT LYONNAIS

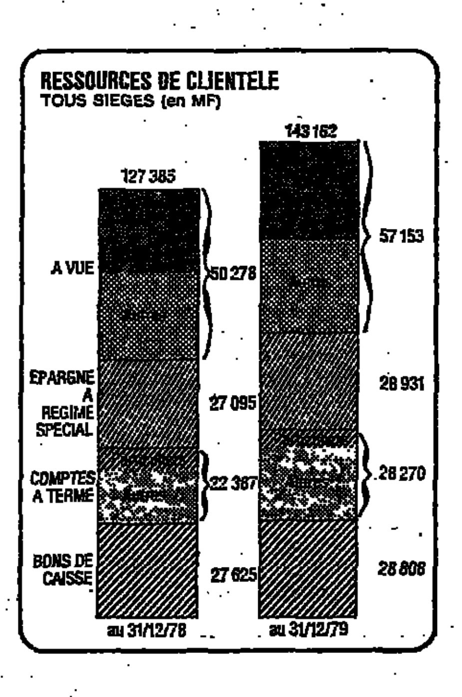


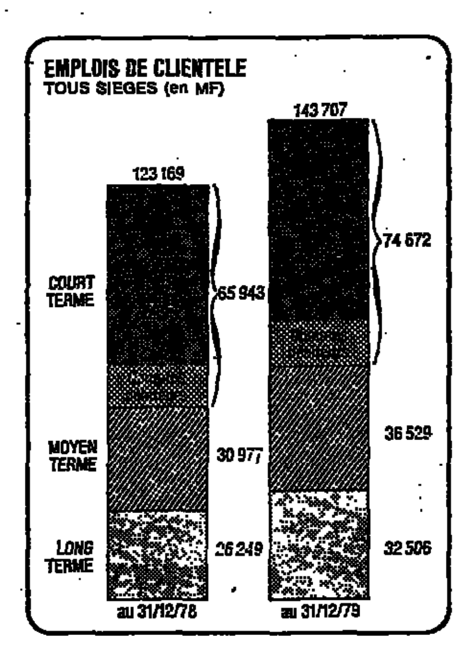
1979

En 1979, l'activité économique a été généralement plus soutenue que prévu, tant en France qu'à l'étranger. Mais l'accélération de l'inflation a conduit à un durcissement des politiques de contrôle du crédit et à un relèvement des taux d'intérêt. Dans ce contexte restrictif, l'activité de l'Etablissement s'est maintenue à un bon niveau, ce qui a permis, grâce aussi à de nouveaux gains de productivité, d'enregistrer des résultats en nette progression.

UNE ACTIVITE SATISFAISANTE...

En FRANCE, le Crédit Lyonnais a pu répondre largement à l'attente des **particuliers** qui ont bénéficié de la mise en place de *F. 9,5* milliards de crédits nouveaux contre F. 6 milliards en 1978, principalement pour le financement de l'habitat. Vis-à-vis des **entreprises** dont les demandes sont restées modérées, tout au moins dans la première partie de l'année, le nombre des «crédits feu vert» destinés à l'équipement *des P.M.E. a cependant augmenté de plus* de 50 % et une nouvelle formule spécialement adaptée aux professions artisanales a été mise en œuvre. Les crédits destinés à financer les exportations ont progressé de 13,1 % à F. 24 milliards. L'Etablissement a joué par ailleurs un rôle capital sur le marché financier en participant, en tant que chef ou co-chef de file dans près des deux tiers d'entre elles, à la réalisation de la quasi-totalité des émissions d'obligations. Il a enfin facilité la solution des problèmes dits de «haut de bilan» auxquels de nombreuses entreprises françaises se trouvent confrontées.





A l'ETRANGER, où deux agences (Hambourg et Singapour) et deux représentations (Abu Dhabi et Hong Kong) ont été *ouvertes au cours de l'exercice*, les emplois de clientèle ont augmenté vigoureusement et leur part dans l'ensemble des emplois de clientèle de l'Etablissement avoisine désormais 15 %. Quant aux ressources-clientèle collectées par les agences étrangères, elles ont été, comme en 1978, supérieures aux emplois de même nature, grâce en partie au placement de certificats de dépôts par les agences de New York et de Londres.

Sur le marché international des capitaux, le Crédit Lyonnais a encore amélioré sa position en dirigeant ou co-dirigeant 54 euro-émissions publiques et en devenant la banque la plus active de l'année dans le classement mondial des banques chefs ou *co-chefs de file d'eurocrédits.*

...ET D'IMPORTANTS GAINS DE PRODUCTIVITE...

La nouvelle politique mise en œuvre par le Crédit Lyonnais pour s'adapter en profondeur à un environnement fondamentalement transformé a été illustrée en 1979 :

– sur le plan des **techniques opérationnelles** par :
- la mise en place dans 24 groupes d'agences du nouveau réseau de télétraitement des opérations de caisse,
- de nouvelles procédures accélérant les mouvements de fonds internationaux,
- le rassemblement, totalement automatisé, des documents comptables ;

– *sur le plan des **structures d'organisation**, avec la poursuite des opérations de décentralisation (renforcement des grandes directions régionales, mise au point de structures régionales* décentralisées sur l'ensemble du territoire à mettre en place progresssivement).

Sur le plan de la **gestion des moyens**, enfin, par une diminution d'environ 2 % des effectifs et le maintien dans des limites très étroites des frais généraux autres que les frais de personnel.

Résultat de tous ces efforts, l'accroissement des frais généraux a été, au total, limité à 10 %, taux le plus faible enregistré depuis quatorze ans.

...ONT PERMIS UNE AMELIORATION NOTABLE DES RESULTATS.

En effet, la croissance de l'activité réalisée avec la clientèle s'est accompagnée d'une légère amélioration de la marge et, de ce fait, le **produit net bancaire** a progressé de 14,8 % pour atteindre F. 8 552 millions.

Dans le même temps, la charge constituée par les dotations de provisions pour créances douteuses, déduction faite des reprises, s'est inscrite en baisse de 34,5 % à F. 403 millions. *Cependant, le maintien des taux d'intérêt à des niveaux élevés sur tous les marchés de* capitaux a provoqué une baisse des cours des titres à revenu fixe et nécessité une dotation de F. 132 millions aux comptes de provisions pour dépréciation du portefeuille-titres.

Le **bénéfice net**, en progression de 29,1 %, s'est établi à F. 297 millions après F. 331 millions d'impôt sur les sociétés.

La **structure du bilan a été renforcée** par l'émission de deux emprunts obligataires, l'un de 500 millions de francs et l'autre de 6 millions de dinars du Koweit (soit environ F. 87 millions). Par ailleurs, le Collège représentant les actionnaires, qui a approuvé les comptes de l'exercice 1979 dans sa séance du 28 mai 1980, a décidé la mise en réserve du bénéfice.

De ce fait, les capitaux propres atteignent F. 4 411 millions et les capitaux permanents F. 6 242 millions, tandis que le fonds de roulement s'établit à F. 1 782 millions.

FORMATION DU RESULTAT 1979

(en millions de francs)

autres produits
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE 26 583
soide des pertes et profits exceptionnels et hors exploitation
FRAIS GENERAUX
Amortissements
Provisions
Participation
Impôt sur les sociétés
Bénéfice net

BILAN CONSOLIDE :

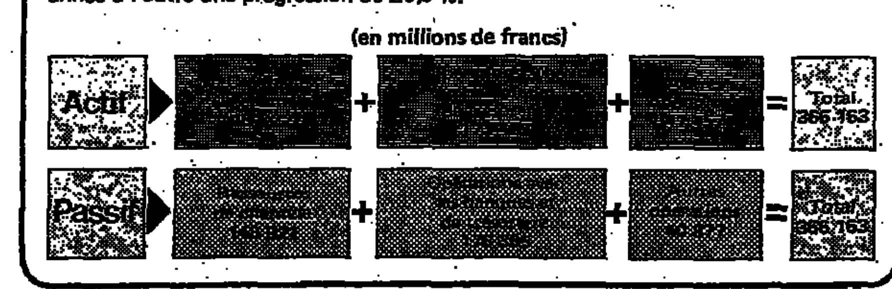
un total de F. 366 milliards

Au 31 décembre 1979, le bilan consolidé du Groupe Crédit Lyonnais faisait apparaître un total de F. 366 163 millions.

La clientèle a confié au Groupe un montant de F. 148 921 millions de dépôts tandis que le Groupe a consenti à sa clientèle un ensemble de concours s'élevant à F. 151 221 millions.

Les fonds propres s'établissaient à F. 4 868 millions.

Le bénéfice net consolidé s'est élevé en 1979 à F. 423 millions, marquant d'une année à l'autre une progression de 20,9 %.



EUROPARTENAIRES : BANCO DI ROMA • BANCO HISPANO AMERICANO • COMMERZBANK • CREDIT LYONNAIS

La brochure du Rapport annuel sera disponible début juillet. Elle peut être obtenue sur simple demande adressée dès à présent à : CREDIT LYONNAIS (Relations Publiques) 19, Bd des Italiens - 75002 PARIS

FAITS ET CHIFFRES

Automobile

● *Le deuxième prix littéraire S.E.V.* a été décerné pour l'année 1980 à notre confrère Alain Jemain, journaliste au *Nouvel Economiste.* Cette distinction, créée l'an dernier par S.E.V. (qui regroupe notamment Cibié, Marchal et Paris-Rhône), récompense le meilleur article publié dans l'année consacré à l'automobile ou au poids lourd.

Agriculture

● *Manifestations des producteurs pour protéger la pomme de terre française.* — Pour protester contre l'effondrement des cours, une cinquantaine de primeuristes de la région de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) ont incendié, le 7 juin, vers 1 heure du matin, des pneus et des bottes de paille devant la préfecture de Rennes. Des manifestations avaient eu lieu pour les mêmes raisons, dans la nuit du 5 au 6 juin à Saint-Brieuc et à Guingamp (Côtes-du-Nord). Une délégation des producteurs a demandé à M. Méhaignerie « *la fermeture des frontières françaises aux importations de pommes de terre d'Espagne et de Grèce* ».

● *Hausse du prix du lait.* — Le prix du lait de consommation a augmenté le 5 juin. Le lait pasteurisé sera vendu entre 2,40 francs et 2,49 francs selon les régions. Cette nouvelle augmentation, acceptée par le comité national des prix, est la conséquence des hausses de prix décidées à Bruxelles par les producteurs.

En deux ans, de juin 1978 à juin 1980, le prix du lait à la consommation (pasteurisé ou en vrac) aura ainsi augmenté de 21,4 % à 22,4 % selon les départements.

Etranger

● *La production industrielle italienne* continue de progresser à un rythme soutenu, ayant augmenté de 14,9 % en avril par rapport à avril 1979. De janvier à avril 1980, l'indice a progressé de 10,8 % par rapport à la période correspondante de 1979. Les augmentations les plus importantes ont, en avril, concerné les moyens de transport (+ 21,7 %), l'industrie mécanique (+ 16,8 %), le traitement des minéraux non ferreux (+ 14,6 %) et le textile (+ 11,7 %). — *(A.F.P.)*

Social

● *Grève aux Mines de potasse d'Alsace :* la quasi-totalité des six mille employés des Mines de potasse d'Alsace (M.D.P.A.) ont fait grève le samedi 7 juin à l'appel de leur intersyndicale C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C. et F.O. Ce débrayage intervient dans la série d'actions (grèves tournantes de vingt-quatre heures puits par puits, grève des samedis encore travaillés — onze dans l'année, — refus des heures supplémentaires) entamées le 3 mai, après la rupture des négociations entre la direction et les représentants du personnel sur la réduction du temps de travail.

● *E.G.F. : nouvel appel à la grève.* — Après la décision de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de F.O. d'organiser, le jeudi 12 juin, une grève de vingt-quatre heures contre la proposition de loi qui tend à remettre en cause le droit de grève dans les centrales nucléaires, la C.G.C. a lancé, elle aussi, un appel à la grève, mais sans coupure de courant, alors que la C.G.T. et la C.F.D.T. prévoient d'importantes baisses de production, de 35 à 40 %.

● *La police a fait évacuer l'usine occupée du Joint français, à Saint-Brieuc.* — En application d'un jugement de référé du 7 juin, la police est intervenue, lundi 9 juin, à 4 h. 30 du matin, et les quelques dizaines de grévistes qui occupaient l'usine sont sortis sans opposer de résistance. Le conflit qui, depuis trois mois, oppose la direction aux syndicats C.G.T. et C.F.D.T., porte sur les salaires et les conditions de travail.

ÉTRANGER

Au Canada

L'installation de la troisième usine de pneus de Michelin suscite de vives réactions patronales et syndicales

De notre correspondant

Montréal. — En dépit de la crise dans l'industrie automobile nord-américaine, Michelin numéro trois mondial du pneumatique, a décidé de construire une troisième fabrique de pneus radiaux au Canada dans la province de la Nouvelle-Ecosse, près de Waterville. Le groupe procédera à des investissements complémentaires dans ses deux usines de Bridgewater et de Granton situées dans cette province.

La nouvelle installation sera mixte et produira des pneus pour les voitures particulières et les camions. Son coût est évalué à 400 millions de dollars canadiens (1,4 milliard de francs). L'usine devrait être opérationnelle à la fin de 1982. Elle emploiera mille huit cents personnes. La firme de Clermont - Ferrand bénéficiera d'une aide importante de la part des autorités canadiennes. Le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse lui allouera une subvention de 56 millions de dollars (environ 200 millions de francs).

Cette décision n'a pas été sans soulever de très vives protestations de la part des milieux d'affaires, qui reprochent à Michelin d'employer des méthodes déloyales au détriment des autres fabricants de pneumatiques (Goodyear, Firestone) dont l'activité décline, et surtout des syndicats. Ces derniers l'accusent de « *bafouer les droits démocratiques fondamentaux* » de ses employés. De fait, le fabricant de pneus a obtenu du gouvernement conservateur de la Nouvelle-Ecosse, une loi qui rend presque impossible la syndicalisation de son personnel. Connu sous le nom de « loi Michelin », ce texte a été adopté le 28 décembre 1979. Il interdit toute création de section syndicale qui ne serait pas adoptée par la majorité des ouvriers.

Le journal financier de Toronto *The Globe and Mail* est venu à la rescousse des syndicats, estimant que les impôts des contribuables canadiens ne devaient pas servir à encourager cette forme de concurrence. Le journal s'était déjà opposé le mois dernier à la participation financière du Canada au plan de sauvetage de Chrysler. Comme pour Michelin, ses arguments n'avaient pas été retenus par le gouvernement fédéral, qui semble préoccupé surtout par les répercussions possibles de la récession américaine sur le taux de chômage déjà très élevé au Canada (7,5 % de la population active).

BERTRAND DE LA GRANGE.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep + ou Dép. —		Rep + ou Dép. —		Rep + ou Dép. —	
$ E.-U.	4,1060	4,1090	+ 65	+ 100	+ 175	+ 215	+ 570	+ 630
$ can.	3,5595	3,5635	— 75	— 30	— 55	0	+ 250	+ 325
Yen (100)	1,8840	1,8875	— 25	+ 10	+ 15	+ 60	+ 205	+ 260
DM	2,3240	2,3275	+ 35	+ 65	+ 95	+ 125	+ 365	+ 415
Florin	2,1150	2,1180	+ 5	+ 35	+ 30	+ 60	+ 170	+ 215
F.B. (100)	14,5340	14,5530	— 445	— 265	— 810	— 575	—1195	— 795
F.S.	2,5120	2,5165	+ 115	+ 150	+ 255	+ 290	+ 805	+ 885
L. (1 000)	4,9495	4,9565	— 380	— 280	— 730	— 590	—1845	—1605
£	9,6570	9,6685	— 485	— 355	— 885	— 735	—1540	—1340

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	9 3/4	10 1/8	9 9/16	9 15/16	9 1/2	9 7/8	8 15/16	9 5/16
$ E.-U.	9 3/8	9 3/4	9 7/8	10 1/4	9 5/16	9 11/16	9 5/16	9 11/16
Florin	11	11 3/4	10 3/4	11 1/4	10 3/4	11 1/4	10 3/16	10 15/16
F.B. (100)	13 1/4	14 1/4	14 3/4	15 3/4	14 3/4	15 3/4	14	15
F.S.	5 1/8	5 7/8	5 3/4	6 3/16	5 3/4	6 3/16	5 9/16	5 15/16
L. (1 000)	16 3/4	17 1/4	19 1/4	20 1/4	19 1/4	20 1/4	19 1/4	20 1/4
£	16 3/4	17 1/4	17 1/4	18 1/8	16 7/8	17 3/4	15 3/8	16
Fr. franç.	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2	12 5/16	12 9/16	12 3/8	12 1/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CONVERTIBLES SICAV

370, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS - R.C.S. Paris B 712 014 638

AVIS AUX ACTIONNAIRES

Convertibles - Sicav, créée en 1973 à l'initiative de la Société Séquanaise de Banque et avec le concours de divers investisseurs institutionnels, au premier rang desquels le groupe de l'Union des Assurances de Paris, qui détient à ce jour près de 40 % du capital, est depuis l'origine orientée vers la gestion d'un portefeuille composé essentiellement d'obligations convertibles françaises et étrangères sans que ces dernières atteignent 50 % du portefeuille.

Or, on constate que, sur la plupart des places, les marchés d'obligations convertibles tendent, de plus en plus, à se réduire, notamment aux Etats-Unis et en Allemagne.

Devant cette relative contraction des marchés tant français qu'étrangers sur lesquels s'effectue la gestion de Convertibles - Sicav et qui en limite les possibilités, il est apparu opportun à votre conseil d'administration d'étendre l'objet de votre Sicav, sans altérer toutefois son orientation essentiellement obligataire.

Dans sa séance du 21 mai 1980, le conseil a donc décidé d'élargir le portefeuille de Convertibles - Sicav, en adjoignant aux obligations convertibles françaises et étrangères qui le composent des obligations classiques et indexées, françaises et étrangères, sans toutefois que les valeurs étrangères puissent atteindre 50 %.

L'article premier du règlement intérieur de la Sicav, qui fixe l'orientation du portefeuille, a été modifié en conséquence ; toutefois, conformément à l'instruction de la Commission des opérations de Bourse du 26 juin 1979, cette modification ne prendra effet qu'après un délai de deux mois suivant le présent avis, soit le 11 août 1980.

Jusqu'à cette date, les actionnaires de Convertibles - Sicav pourront, s'ils le désirent, échanger sans frais leurs actions contre des actions de l'une ou l'autre des deux Sicav du Groupe de l'Union des Assurances de Paris ci-dessous :

— ALTO — Sicav — spécialisée dans la gestion d'un portefeuille de valeurs françaises à revenu fixe ;

— L'U.A.P.-Investissements — Sicav — dont les actifs diversifiés sont constitués à raison de 40 à 50 % d'actions étrangères et, pour le solde, d'actions françaises et d'obligations.

Par ailleurs, compte tenu de la nouvelle orientation de votre Sicav, dont la vocation se rapproche — tout en se distinguant par son caractère international — de celle d'ALTO-Sicav, une assemblée générale extraordinaire est convoquée pour modifier sa dénomination actuelle en ALTEFI-Sicav.

Toutes précisions sur les modalités d'échange de vos actions pourront vous être données par la :

SOCIETE SEQUANAISE DE BANQUE
Services Titres (SICAV)
370, rue Saint-Honoré - Paris (1er)
B.P. 191 - 75023 Paris Cedex 1
Téléph. : 261-53-44, poste 314.

Le Conseil d'administration.

SOCANTAR

Société anonyme au capital de 164 686 800 francs
Siège social : 7, rue Nélaton, 75015 Paris
R.C. S Paris B 542 046 446

AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire le jeudi 26 juin 1980 à 11 heures, 7, rue Nélaton, 75015 Paris, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1) Rapport du conseil d'administration sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 1979, et rapports du commissaire aux comptes sur les comptes de cet exercice ;

2) Rapport du commissaire aux comptes sur les conventions visées aux articles 101 et suivants de la loi du 24 juillet 1966 ; approbation de ce rapport ainsi que des conventions qui s'y trouvent visées ;

3) Fixation du dividende ;

4) Démission de trois administrateurs ;

5) Ratification de la nomination de trois administrateurs, faite à titre provisoire par le conseil ;

6) Nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant :

a) Tout actionnaire, quel que soit le nombre de titres de 50 F qu'il possède, nominatifs ou au porteur, a le droit de prendre part à cette assemblée ou de s'y faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint.

Toutefois, pour être admis à assister à cette assemblée ou à s'y faire représenter, les actionnaires auront au préalable à justifier de leur qualité :

● Si les actions sont nominatives, par l'inscription desdites actions sur les registres de la société, cinq jours au moins avant la date de cette assemblée ;

● Si les actions sont au porteur :
— Soit en les déposant cinq jours au moins avant la date de l'assemblée à la Banque Worms et Cie, Service des assemblées, 55, rue La Boétie, 75008 Paris.
— Soit, si ces actions sont en dépôt ailleurs, en priant le dépositaire d'immobiliser lesdites actions en vue de l'assemblée et d'en informer l'établissement précité cinq jours avant la date de l'assemblée.

Le service des assemblées de la Banque Worms et Cie tiendra des formules de pouvoir et des cartes d'admission à la disposition des actionnaires ;

b) Le mandataire désigné par un actionnaire en vue de le représenter à l'assemblée générale doit être muni d'un pouvoir régulier déposé à la Banque Worms et Cie trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

Chaque membre de l'assemblée générale ordinaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions de 50 F, soit comme propriétaire, soit comme mandataire.

Tous les documents qui, d'après la loi, doivent être communiqués à l'assemblée générale, seront tenus à la disposition des actionnaires à la Direction financière — Service des actionnaires — 7, rue Nélaton, 75015 Paris, ou envoyés aux actionnaires dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

STEMI

L'assemblée générale des actionnaires de la STEMI du 4 juin 1980 a approuvé les comptes de l'exercice 1979 qui se soldent par un bénéfice net de 12 382 146,92 F.

Après dotation aux réserves de 7 228 140 F, elle a décidé la répartition d'un dividende de 20 F par action assorti d'un avoir fiscal de 10 F aux 250 961 actions composant le nouveau capital social contre, respectivement, 18,50 F et 9,25 F pour 1978.

Ce dividende sera mis en paiement le 10 juillet 1980 contre le coupon n° 31.

Les comptes consolidés du groupe STEMI font apparaître une situation nette de 76 679 291 F, soit 305,50 F par action, chiffre très inférieur à ce que donnerait une réévaluation réelle des actifs, notamment des parc de wagons.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1979 s'est élevé à 139 643 647 F contre 104 932 563 F pour l'exercice 1978.

Après 28 649 260 F d'amortissements et 17 434 180 F d'impôts sur les sociétés, le bénéfice net consolidé propre du groupe ressort à 16 251 968 F.

Ces résultats sont la conséquence d'une reprise de la conjoncture des transports ferroviaires en 1979 mais, également, des importants investissements de la STEMI qui ont porté, en dix ans, sur 181 millions de francs et qui s'élèveront, en 1980 et 1981, à 90 millions de francs.

Au cours du premier semestre 1980, la conjoncture favorable du second semestre 1979 s'est maintenue dans tous les secteurs où la STEMI se trouve engagée. Certains tassements sont attendus au second semestre, en particulier dans la sidérurgie et dans le domaine des conteneurs citernes où le programme d'investissement sera revu en baisse.

L'assemblée générale a renouvelé pour une nouvelle période de six ans les mandats d'administrateurs de MM. G. de l'Epine et F. Wenger.

Le conseil d'administration, réuni à l'issue de cette assemblée, a pris acte de la décision que lui a présentée M. L. Devies de faire valoir ses droits à la retraite, avec effet du 30 juin 1980, et a nommé, pour le remplacer à compter de cette date dans les fonctions de Président-Directeur Général, M. B. de Blegiers, précédemment Administrateur Directeur Général.

M. L. Devies, qui reste administrateur, a été nommé Président d'Honneur.

elf gabon

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'ELF GABON s'est réunie le 5 juin 1980 au siège social à Port-Gentil sous la présidence de M. André Tarallo. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1979 qui font apparaître un bénéfice de 26 894 millions de francs CFA et a fixé le dividende de cet exercice à 4 000 F CFA par action (soit 80 FF).

Un acompte de 1 600 F CFA par action (soit 32 FF) ayant été mis en paiement en décembre 1979, le complément de 2 400 F CFA (soit 48 FF), auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 17,28 FF pour ceux qui en bénéficient, sera versé à partir du jeudi 12 juin 1980 aux guichets des établissements bancaires suivants, en contrepartie du coupon n° 21 :

● Au GABON :
— Union Gabonaise de Banque.

● En FRANCE :
— Crédit Lyonnais ;
— Banque Nationale de Paris ;
— Banque de Paris et des Pays-Bas ;
— Crédit du Nord ;
— Crédit Industriel et Commercial ;
— Crédit Commercial de France ;
— Société Générale.

Avis financiers des sociétés



crédit foncier de france

L'Assemblée Générale s'est tenue le 4 Juin 1980 sous la présidence de Monsieur Max Laxan, Gouverneur.

Sous l'influence d'une activité demeurée soutenue, le bilan du Crédit Foncier de France a continué sa progression en 1979 : son total est passé de 75,5 milliards à 85,6 milliards, soit un accroissement de 13,4 %.

TOTAL DU BILAN (en millions de F)

31.12.1975	57 353
31.12.1976	61 220
31.12.1977	66 738
31.12.1978	75 499
31.12.1979	85 605*

*Après réévaluation

Il a été procédé en 1979 à la réévaluation de toutes les immobilisations amortissables et non amortissables inscrites au bilan à la date du 31 décembre 1976. La plus-value dégagée s'élève au total à 592 Millions de F s'inscrivant au passif sous la rubrique "Ecarts de réévaluation".

Les activités

■ LES PRÊTS A LA CONSTRUCTION

MONTANT DES AUTORISATIONS (en millions de F)

1975	9 380
1976	11 574
1977	12 988
1978	17 625
1979	16 537*

□ [illegible] □ PIC

* [illegible] PIC depuis 1977

Dans le total 1979 – 16 537 MF – la part de l'accession à la propriété s'établit à 15 186 MF, soit 14 344 MF pour les nouveaux prêts aidés (PAP) et 842 MF pour les prêts spéciaux immédiats (PSI).

Les prêts locatifs ont diminué, passant de 903 à 499 MF. Les prêts complémentaires aux fonctionnaires ont de leur côté progressé de 615 à 854 MF.

■ LES PRÊTS DU SECTEUR PRIVÉ

Le volume net des autorisations de prêts du secteur privé a poursuivi sa progression en 1979, et l'encours total se situe à un niveau légèrement supérieur à 10 milliards de F.

■ LE MOYEN TERME BANCAIRE

La reprise constatée en 1978 s'est confirmée au cours de 1979. Les nouveaux agréments de mobilisation ont porté sur 6 014 MF contre 5 094 MF en 1978, soit + 18 %.

L'Assemblée a adopté, sous réserve de l'approbation gouvernementale, des modifications aux dispositions de l'article 4 des statuts qui donne au Conseil d'Administration la possibilité d'augmenter le capital social jusqu'à un montant maximum de 1 milliard de F.

Les chiffres-clés de l'exercice 1979

	1978	1979
■ RÉSULTATS GLOBAUX (en millions de F)		
Produit brut d'exploitation	1 014	1 135
Bénéfice net	86	95
■ REVENU PAR ACTION (en francs)		
Bénéfice net	28,75	31,54
Dividende par action	23,00	25,00*
Impôt déjà payé au Trésor	11,50	12,50
Revenu global de l'action	34,50	37,50
■ PRÊTS (en millions de F)		
Autorisations de l'année	19 228	18 971
Encours au 31.12.1980	66 006	74 699
■ EMPRUNTS ET AVANCES (en millions de F)		
Emissions d'emprunts et de bons de l'année	8 362	9 735
Encours des emprunts et des bons au 31.12.1980	48 084	54 983
Encours des autres dettes	15 317	14 331

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
9 JUIN

L'or en vedette

La vedette de cette première séance de la semaine a été sans conteste l'or. En effet, le métal jaune, traité en lingot d'un kilo, a franchi pour la première fois depuis trois mois le seuil des 80 000 francs lundi à Paris. Il a été traité à 82 010 francs contre 79 000 francs le 6 juin, soit une hausse de près de 4 %. Il faut remonter au 10 mars dernier pour trouver un cours du lingot supérieur à 80 000 francs à Paris (82 750 francs).

Dans la foulée, la parité de l'once de 31,1 grammes a fait un bond remarquable, passant de 595,89 dollars vendredi dernier à 620,92 dollars.

Le napoléon n'a suivi le mouvement que de très loin en gagnant 2 francs à 682,10 francs.

Ces mouvements ont eu lieu dans un marché où le chiffre d'affaires s'est très nettement étoffé : 32,5 millions de francs au cours de cette séance contre 9,5 millions le 6 juin.

Evidemment, les emprunts d'Etat indexés sur ce dernier ont réalisé de belles performances : le 4,5 % 1973 a terminé la séance à 2 185 F contre 2 149 F la semaine précédente, et le 7 % 1973, garanti sur le lingot, a coté 7 317 F contre 7 280 F.

Sur le marché des valeurs la tendance a été plus hésitante, les professionnels montrant une grande réserve avant de connaître les résultats de la conférence de l'OPEP actuellement réunie à Alger.

La baisse de 0,15 % de l'indicateur de tendance masquait toutefois quelques plus-values sensibles. On les relevait en particulier au compartiment des valeurs pétrolières, où Esso a progressé de plus de 8 % à 314 F. Les Chargeurs réunis ont gagné 7,6 %, Guyenne-Gascogne, la Routière Colas et P.L.M. 4 %. Fermeté également de Majorette, des Skis Rossignol et de Pompey (+ 3 %).

En revanche, Sacilor a cédé 5,8 %, U.F.B. et Michelin 4 %, le C.I.C., Cofimeg et T.R.T. 3 %.

LONDRES

Le marché poursuit sa progression tiré par les valeurs pétrolières qui en attendent les résultats de la réunion de l'OPEP, progressent de plusieurs pence. Les industrielles gagnent entre 2 et 4 pence. Bonne tenue également des banques et des assurances.

Les mines d'or gagnent, quant à elles, entre 1 et 2 dollars.

Or (ouverture) (dollars) 627 50 contre 597

VALEURS	CLOTURE 5/6	COURS 9/6
Beecham	126 ..	129 ...
British Petroleum	358 ...	366 ...
Courtaulds	64 ...	64 ...
*De Beers	9 55	9 72
Imperial Chemical	356 ..	360 ...
Rio Tinto Zinc Cor.	387 ..	395 ...
Shell	398 ...	402 ...
Vickers	121 ...	126 ...
War Loan 3 1/2 %	31 3/4	32 ..
*West Driefontein	36 1/2	38 1/2
*Western Holdings	64 3/4	67 ...

(*) En dollars U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS. — Emission à 250 F de 1 250 000 actions de 100 F et répartition *d'un même nombre d'actions*, en représentation de la double augmentation de capital, qui a pour effet de porter celui-ci de 500 à 750 millions.

C.I.I. - HONEYWELL - BULL. — Emission d'un emprunt de 250 millions, en 125 000 obligations de 2 000 francs. Le taux d'intérêt sera variable : égal à la moyenne arithmétique, majorée de 0,75 %, des taux moyens mensuels de rendement à l'émission des emprunts garantis et assimilés établis par l'INSEE, avec un minimum de 11 %. Amortissement le 8 juin 1990.

COMPAGNIE GENERALE DE BANQUE SOFICAM. — Emission de 90 000 obligations de 2 000 F. L'intérêt sera variable : égal à la moyenne arithmétique, *majorée de 0,75 %*, des taux moyens mensuels de rendement à l'émission des emprunts garantis et assimilés établis par l'INSEE, avec un minimum de 11 %. Amortissement le 8 juin 1980.

Taux du marché monétaire

Effets privés, du 9 /6 ...... 12 3/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	6/6	9/6
1 dollar (en yens)	228 10	217 70

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	30 mai	6 juin
Indice général	130,4	131,6
Assurances	232,8	232,3
Banq. et sociétés financ.	90,6	92
Sociétés foncières	143,1	142,4
Sociétés investiss. portef.	125,1	126,1
Agriculture	134	135,8
Aliment., brasseries, distill.	135	136,6
Autom., cycles et l. équip.	77,4	78,2
Bâtim., matér. constr., T.P.	156,3	159,5
Caoutchouc (ind. et comm.)	61,7	62,3
Carrières salines, charbon.	125,3	122,5
Constr. mécan. et navales.	131,6	131,7
Hôtels, casinos, thermal.	164,6	165,6
Imprimeries, pap. cartons.	96,8	99,3
Magas., compt. d'exportat.	97,9	99,1
Matériel électrique	140,8	142,9
Métall., com. des pr. métal.	46,9	47,1
Mines métalliques	174,5	171,7
Pétroles et carburants	181,3	182,8
Prod. chimiq. et él.-mét.	172,6	171,6
Services publics et transp.	106,6	106
Textiles	119,4	117,8
Divers	150	151,8
Valeurs étrangères	148,8	149,2
Valeurs à rev. fixe ou ind.	177,4	181,6
Rentes perpétuelles	38,4	37,4
Rentes amort., fonds gar.	397,4	417,2
Sect. indust. publ. à r. fixe.	89,7	89,9
Sect. ind. publ. à rev. ind.	467,2	484,7
Secteur libre	97,6	97,7

INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949

Valeurs à rev. fixe ou ind.	310,8	318,2
Val. franç. à rev. variable	903,8	912
Valeurs étrangères	1 099,8	1 102,7

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 29 décembre 1961

Indice général	109	109,8
Produits de base	105	105,4
Construction	142,9	145,8
Biens d'équipement	111,8	112,7
Biens de consom. durables.	85,1	85,3
Biens de cons. non durabl.	84,1	85
Biens de consom. aliment.	109,3	110
Services	157,3	158
Sociétés financières	109,4	110,3
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	204,8	206,2
Valeurs industrielles	102,4	103,1

BOURSES REGIONALES
Base 100 : 29 décembre 1972

Indice général	127,9	127,4

(*) Cours rectifié.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)

	5 juin	6 juin
Valeurs françaises	107,2	107,6
Valeurs étrangères	106,4	105,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	109,3	109,8

BOURSE DE PARIS - 9 JUIN - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	30 50	2 874
5 %	44 90	1 776
5 % 20-60	.. ..	2 176

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
S.P.E.G.	226 ..	213 50
U.A.P.	557 ..	557 ..
Locabail Immob.	330 ..	329 ..
Loca-Expansion	142 ..	145 ..
Locafinancière	179 ..	183 ..
Immoinvest	160 .	160 .
Cie Lyon. Imm.	132 10	132 90
OFIMEG	112 50	113 ..
Ch. France 3 %	184 ..	185 10
A.G.F. (Sté Cent.)	743 ..	743
Ass. Gr. Paris-Vie	2080 ..	.. ..
Concorde	375 ..	377 ..
Epargne France	384 ..	395
Financ. Victoire	331 ..	330
France I.A.R.D.	178 ..	180
Gaz (Sté) Centr.	744 ..	746

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
1948	4,5 % 1973	2149	2185	2184 ..	2173 ..
4100	C.N.E. 3 %	4102	4138	4125 ..	4130 ..
365	Afrique Occ.	357	357 .	357 ..	353 10
538	Air Liquide	522	566	564 ..	565
97	Als. Part. Ind	96 80	97	97 ..	96 50
458	Als. Superm.	456	459	459	459 ..
55	Alsthom-Atl.	64	64 90	64 90	63 60
285	Applig. gaz.	218	217 ..	217 ..	217 ..
160	Arjom. Prioux	159	161 ..	161 ..	160 ..
435	Aux. Entrepr.	489 80	471	473 ..	467 ..
820	Av. Dass.-Br.	824	819	819 ..	815 ..

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
e : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 9/6	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 121	4 104	4 ...	4 210
Allemagne (100 DM)	232 470	232 600	226 ...	238 ..
Belgique (100 F)	14 515	14 511	13 900	14 600
Pays-Bas (100 fl.)	211 750	211 800	205	216
Danemark (100 krd)	74 750	74 820	71 500	76 500
Norvège (100 k)	84 870	84 830	82 500	87 500
Grande-Bretagne (£ 1)	9 615	9 655	9 350	9 850
Italie (1 000 lires)	4 948	4 958	4 850	5 200
Suisse (100 fr.)	251 830	252 120	244 ..	256
Suède (100 krs)	98 770	98 600	96 ...	101 500
Autriche (100 sch.)	32 619	32 625	31 800	33 400
Espagne (100 pes.)	5 884	5 888	5 700	6 100
Portugal (100 esc.)	8 440	8 428	8 200	9 100
Canada ($ can. 1)	3 572	3 569	3 470	3 700
Japon (100 yens)	1 872	1 888	1 780	1 830

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 9/6
Or fin (kilo en barre)	78900 ..	80500 ..
Or fin (en lingot)	79000 ..	82010 ..
Pièce française (20 fr.)	680 10	682 10
Pièce française (10 fr.)	396 .	399
Pièce suisse (20 fr.)	550 .	562 50
Pièce latine (20 fr.)	527 .	531
Souverain	730 .	762 10
Pièce de 20 dollars	2730	2800 40
Pièce de 10 dollars	1357	1378 .
Pièce de 5 dollars	800	.. ..
Pièce de 50 pesos	3250 .	3302 ..
Pièce de 10 florins	529 ..	542 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. ANTILLES : « Des citoyens raisonnables », par Michel Renard ; « La maladie », par Lucien Sfez ; « Avant qu'il soit trop tard... », par Paul Quilès.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES
— ÉTATS-UNIS : le gouvernement envisage d'expulser les réfugiés cubains indésirables.
3-4. ASIE
— AFGHANISTAN : M. Ceausescu cherche une solution qui tienne compte du fait accompli.
4. PROCHE-ORIENT
— LIBAN : le chef du gouvernement remet sa démission.
— ISRAEL : M. Begin met en garde les Arabes israéliens solidaires des Cisjordaniens.
5. AFRIQUE
— Le Soudan et le Kenya n'ont pu s'accorder avec la Tanzanie sur l'avenir du régime de Kampala.
6-7. EUROPE
— RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE : les libéraux confirment l'alliance avec les sociaux-démocrates.
— GRANDE-BRETAGNE : les divisions s'accentuent chez les travaillistes au sujet de l'Europe.

POLITIQUE

8. Le congrès du M.R.G. et l'élection présidentielle : M. Crépeau candidat sous conditions.
— La situation aux Nouvelles-Hébrides : les séparatistes de Santo engageraient des actions de guérilla en cas d'intervention militaire.
9. Le conseil politique du C.D.S. : les centristes demeurent réservés à l'égard de la politique étrangère du chef de l'Etat.

SOCIÉTÉ

10. JUSTICE : le débat sur le projet « sécurité et liberté ».
11. RELIGION :
— M. René Sirat succédera à M. Jacob Kaplan comme grand rabbin de France.
— DÉFENSE : selon M. Bourges, le nouveau plan de mobilisation prévoit de confier des tâches d'encadrement dès le temps de paix à 130 000 officiers et sous-officiers de réserve.
12. ÉDUCATION
13. SPORTS :
— TENNIS : aux Internationaux de Roland-Garros, la cinquième victoire de Björn Borg ;
— VOILE : la Transatlantique en solitaire, un départ mouvementé.

CULTURE

15. THÉATRE : les rendez-vous nonchalants de Munich.
— MUSIQUE : American - Dream - Concert.
18. VU : Vivaldi de Venise ; Ike en pique-nique.

UNE SEMAINE AVEC LA BOURGOGNE

19 à 21. Les responsables.
22. Une ville : Joigny.
23. Nature de plein vent : le parc du Morvan.

RÉGIONS

24. ILE-DE-FRANCE : des habitants prennent leurs dossiers en main.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

25. LA RÉUNION DE L'OPEP A ALGER : « La nécessaire coopération entre pays producteurs et pays consommateurs », par Nicolas Sarkis.
— Les lacunes, les risques et les dangers des marchés à terme de marchandises.
26. Lexique pétrolier.
28. Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

INFORMATIONS « SERVICES »

43. JEUNESSE : où s'inscrire après le bac ?

ÉCONOMIE

44. ÉNERGIE
— SOCIAL : les manifestations contre la politique d'immigration du gouvernement.
46. ÉTRANGER

RADIO-TELEVISION (18)

Annonces classées (29 à 42) : Carnet (12) ; Journal officiel (43) ; Météorologie (43) ; Mots croisés (43) ; Programmes spectacles (16 et 17) ; Bourse (47).

Marche pacifique à Saint-Priest-La-Prugne (Loire) contre le stockage de déchets radio-actifs

De notre correspondant

Saint-Etienne. — *« Les gens de chez nous sont pacifiques. »* Ainsi parle M. Paul Savatier, l'un des responsables du comité de sauvegarde et de promotion de la montagne bourbonnaise et des Bois-Noirs, regroupant les opposants à la création d'un centre de stockage de déchets de fusées à *moyenne radio-activité* sur le territoire de la commune de Saint-*Priest-la-Prugne dans la Loire (le Monde* des 27 février, 31 mars et 21 mai 1980).

Ce fut effectivement une marche de protestation bon enfant qu'ont organisée, dimanche 8 juin, les collectifs de défense *de l'Allier et de la Loire* ayant reçu le soutien du P.S., du P.S.U., de *la C.F.D.T.*, des *organisations* agricoles et de divers mouvements écologiques. Partis à pied, vers 10 heures, les uns de Ferrières-sur-Sichon (Allier), les autres de la Tuillière (Loire) avec ceux qui les avaient dépassés à vélo ou en voiture, ils se retrouvèrent plus d'un millier, vers 13 heures, en face de la mine d'uranium, dans une prairie prêtée par un *agriculteur, pour* un joyeux pique-nique avec femmes et enfants. L'ambiance était celle d'une fête champêtre à laquelle se mêlèrent une bonne dizaine de conseillers généraux et maires de la région et des élus socialistes de Roanne.

Arguments scientifiques

L'enquête publique locale, ouverte *le lundi 1er mai*, prendra fin vendredi prochain 13 juin. Les maires des douze communes concernées ayant refusé d'ouvrir leur mairie, les registres ont été mis à la disposition du public dans les trois préfectures de la *Loire*, de l'Allier et du *Puy-de-Dôme*, et dans les sous-préfectures de *Roanne, Vichy et Thiers*. Mais c'est loin d'être la bousculade. En trois semaines, une demi-douzaine de personnes en tout et pour tout se sont présentées à Saint-Etienne et le double à Roanne. Des comités de défense, de leur côté, mènent une contre-enquête sur l'ensemble des cantons ceinturant Saint-Priest. L'ensemble des pétitions *signées* par la *population* sera remis au commissaire enquêteur le 11 juin. C'est ce qui a été indiqué à Saint-Etienne par le comité de sauvegarde au cours d'une conférence de presse, qui faisait pendant à celle du préfet de la Loire... à la même heure.

L'un et l'autre ont présenté leur version de l'information contradictoire donnée le matin même au sujet, précisément, du projet controversé, au cours d'une session extraordinaire du conseil général de la Loire. Cette réunion avait revêtu la forme de commission plénière. Les journalistes n'y furent pas admis et ne purent être les témoins directs des arguments échangés par les deux camps. Dommage, d'autant plus que les opposants, face aux *scientifiques du C.E.A.*, avaient amené les leurs, dont un physicien nucléaire, *maître des recherches* au C.N.R.S., M. Schapira, et un hydrologue à l'Ecole des mines de Paris, M. de Marcilly. Ces derniers ont reproché aux premiers, à propos de la radio-toxicité, de ne pas tenir compte du risque résiduel (ils parlent des déchets provenant des réacteurs de centrales, mais pas de ceux qui sont issus de retraitement et qui sont, eux, « plutonifères »). Ces déchets de retraitement, actuellement stockés au centre de la Hague (Manche), ont, eux aussi, une *faible et moyenne* activité, mais elle dure plus longtemps : trois cents ans au moins. Leur teneur en plutonium les rend dangereux et ont obligé les Américains, par exemple, à les déterrer, car, en dix ans, ces matières se sont déplacées de 10 mètres dans le sol, leur conditionnement en béton s'étant montré inefficace.

Les déchets « plutonifères » pourraient bien, selon M. Schapira, être d'abord stockés provisoirement en surface, à Saint-Priest-la-Prugne avant d'être *entreposés* dans des galeries en cas d'une extension du centre... ce que n'exclut pas l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radio-actifs).

Pour les pouvoirs publics, la position des adversaires du projet se révèle *« essentiellement politique »*.

Ayant entendu les uns et les autres, les membres du groupe de la majorité de l'assemblée départementale, après avoir considéré que le stockage des déchets plutonifères et moyennement radio-actifs est la *conséquence* du *développement* de l'énergie nucléaire, ont demandé pour leur part que *« toutes les mesures garantissant de manière absolue, avant l'exécution du projet, la protection des personnes et des biens, ainsi que celles des sites naturels, soient assurées par les responsables et les réalisateurs du projet »*.

PAUL CHAPPEL.

NOUVELLES BRÈVES

● *M. Boris Tsvetkov, vice-ministre bulgare des affaires étrangères*, se rendra, les 10 et 11 juin prochains, en visite à Paris pour des consultations politiques, annonce le Quai d'Orsay. M. Tsvetkov s'entretiendra avec M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

● *Un nouveau président pour le Syndicat des chaînes hôtelières.* — Le Syndicat national des chaînes d'hôtels et de restaurants (S.N.C.) a élu à sa présidence M. Bernard Westercamp, administrateur - directeur général *du groupe Jacques Borel International*. Il succède à M. Paul Dubrule, *président-fondateur* de Novotel, parvenu au terme de son mandat.

● *Echec du dimanche sans voiture en Allemagne fédérale.* — Le premier dimanche volontaire sans voiture en République fédérale d'Allemagne, le 3 juin, s'est soldé par un échec pour les mouvements écologistes et M. Gerhart Baum, ministre de l'intérieur, qui menaient campagne à ce sujet depuis plusieurs semaines. A quelques rares exceptions dans certaines régions, le trafic dominical n'a pas été plus réduit que l'habitude. — *(Reuter.)*

LE PRIX MONDIAL CINO-DEL-DUCA A JORGE LUIS BORGES

Le *Prix mondial Cino-del-Duca* a été décerné, jeudi 5 juin, à l'écrivain argentin Jorge *Luis* Borges. Ce prix, d'un montant de 200 000 F, est destiné *« à récompenser et à mieux faire connaître un auteur dont l'œuvre constitue, sous une forme scientifique ou littéraire, un message d'humanisme moderne »*.

D'autre part, les bourses Cino-del-Duca ont été attribuées à Jean-Marie Rouart (20 000 F), Prix interallié 1977, pour *le Mythomane* (Grasset), et à Domenkos *Szenes, jeune écrivain de* vingt-neuf ans (10 000 F), pour ses *manuscrits l'Abandon* et *Un côté d'hiver*.

● *Marguerite Yourcenar*, qui a été *élue* en mars *dernier* à l'Académie française, a reçu la Légion d'honneur, jeudi 5 juin, à la Bibliothèque de littérature française de Boston, des mains de l'ambassadeur de France aux Etats-Unis, M. François de Laboulaye.

Au quarante et unième congrès H.L.M. de Metz

M. Michel d'Ornano annonce des revalorisations substantielles de l'allocation-logement

Lors de la séance de clôture du 41e Congrès national H.L.M., qui se tient à Metz (Moselle) depuis le 6 juin, M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, devait ce lundi 9 juin rappeler l'effort de l'Etat en faveur du logement social et annoncer diverses mesures.

Selon le *ministre*, *« pour le prochain exercice budgétaire, le gouvernement proposera le maintien de l'effort de l'Etat en faveur de la construction locative et de l'accession à la propriété »*.

Rappelant que la révision du 1er juillet 1980 du barème de l'aide personnalisée au logement se traduisait globalement par une augmentation de 18 % (*l'aide consacrée au* paiement des charges ayant été accrue de 30 %), le ministre a annoncé que le nouveau barème de l'allocation-logement sera revalorisé dans les mêmes *conditions. Au total*, les aides à la personne passeront de 10,7 milliards de F à 13,8 milliards *de F en un an (à fin juin 1981), soit* une augmentation de 29 %.

La situation des familles en difficulté sera étudiée cas par cas

De plus le décret améliorant le mécanisme d'augmentation de l'A.P.L. en cas de chômage (par exemple, un ménage avec deux enfants et un *loyer de 1 195 francs* touche une A.P.L. de 656 francs ; en cas de chômage indemnisé, l'A.P.L. passe à 845 francs ; en cas de fin d'indemnisation du chômage, l'A.P.L. passe à 1 104 francs) *sera prochainement* étendu à l'allocation-logement.

Le ministre, se refusant à la création *d'un fonds de garantie sur* fonds publics pour les locataires victimes du chômage, compte encourager la généralisation d'organismes locaux, étudiant cas par cas la situation des familles en difficulté, et accordant des prêts à court terme à ces *familles*.

Pour les travaux générateurs d'économies d'énergie, qui sont automatiquement assortis de « conventionnement » avec l'Etat (hausse des loyers, versement au Fonds national *de l'habitat et ouverture de droit* à l'A.P.L. pour les locataires), le ministre devait encore une *fois refuser* de dispenser les organismes de cette obligation.

LA DIRECTION DE L'AÉROPORT DE PARIS N'ENTEND PAS S'IMMISCER DANS LE CONFLIT DES NETTOYEURS DE ROISSY

La grève des nettoyeurs de l'aéroport de Roissy dure depuis près d'un mois, et la saleté de l'aérogare devient inquiétante. La C.F.D.T. a dénoncé une *« opération coup de balai »* menée sous la protection de la police par des personnels venus de l'extérieur. *« Encadrés par des C.R.S. et des « gros bras », une quarantaine de travailleurs d'origine ceylanaise venus d'autres chantiers de Paris ont balayé l'aérogare dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 juin »*, déclare la fédération C.F.D.T. des transports.

La C.F.D.T. et la C.G.T. attendent les résultats d'un *« semblant de négociations »* entamées le 4 *juin* sous la responsabilité de l'inspecteur du travail.

La C.F.D.T. estime que seule une intervention de la direction de l'Aéroport de Paris est susceptible de débloquer le conflit. Elle a adressé une lettre en ce sens *au conseil d'administration*. Elle fait valoir qu'en sa capacité de *« donneur d'ordre »* l'entreprise a un rôle *« déterminant »* à jouer pour ce qui concerne le niveau des rémunérations des nettoyeurs.

La direction précise que, pour le moment, elle n'entend pas s'immiscer dans le conflit, *« ayant l'espoir que les négociations engagées sous l'égide de l'inspecteur du travail aboutiraient à une solution »*.

Les cent vingt nettoyeurs de l'aérogare de Roissy revendiquent un salaire mensuel de 2 800 F, de meilleures conditions de travail et la réintégration du personnel licencié.

DES EXAMENS SONT PERTURBÉS A L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE-I

(De notre correspondant.)

Grenoble. — Une centaine d'étudiants ont perturbé, lundi *matin 9 juin*, les *examens de* maîtrise de physique à l'université de Grenoble-I. Après avoir tenté vainement de convaincre les étudiants en droit de les suivre, ils sont allés dans l'amphithéâtre de physique où avait lieu l'examen. Après une brève altercation avec les étudiants qui passaient les épreuves et qui tentèrent de repousser l'assaut des *étudiants favorables* au *boycottage*, une grenade lacrymogène a été *lancée dans* l'amphithéâtre. L'épreuve de physique quantique a été annulée.

Le comité de lutte des étudiants grenoblois réuni le 5 juin avait décidé de faire boycotter tous les examens prévus le 9 juin, afin de ne pas pénaliser les étudiants qui avaient fait grève pendant deux mois. Par précaution, les étudiants de deuxième année de droit avaient été convoqués en dehors du campus pour passer leurs examens qui n'ont pas été perturbés. — C. F.

Incendie à l'université de Rennes-I. — Des locaux de l'université de Rennes-I *ont* été endommagés dans la nuit du dimanche 8 au *lundi 9 juin* par un incendie d'origine criminelle. Le feu s'est déclaré à 1 h 30 dans le hall d'entrée de l'université. Les auteurs de cet incendie, qui n'a pas été revendiqué, ont ainsi réussi à détruire *les dossiers* et les imprimés qui devaient être remis lundi matin aux étudiants pour les examens de fin d'année. Les épreuves du lundi 9 juin ont été reportées. — *(Corresp.)*

LA HAUSSE DE L'OR SE POURSUIT

Le mouvement de hausse de l'or, amorcé au début de la semaine dernière, s'est poursuivi avec vigueur le lundi 9 juin 1980. Le cours de *l'once de métal (31,1 grammes)*, qui était passé, en huit jours, de 536 dollars à *600 dollars, s'est avancé jusqu'aux* environs de 630 dollars. Aucune autre *raison* qu'une reprise « technique » de la spéculation n'est mise en avant pour expliquer ce mouvement, la tension internationale n'étant pas plus grande qu'auparavant et l'inflation paraissant même régresser aux Etats-Unis. En fait, les marchés ont été « purgés » après la folle envolée de janvier dernier, à 850 dollars l'once, et la chute du taux d'intérêt favorise les investissements en métal.

Le dollar a continué à fléchir, en liaison avec le nouveau recul des taux d'intérêt outre-Atlantique : il s'est replié, à Paris, de 4,13 F à 4,1650 F, et à Francfort, de 1,7750 DM à 1,7640 DM.

En Inde

Mme GANDHI A ÉLARGI SON GOUVERNEMENT

Mme Indira Gandhi a procédé dimanche 8 juin à un important élargissement de son gouvernement. Trois nouveaux ministres ont été nommés, M. V. C. Shukla, ancien ministre de l'information, *prend le portefeuille du ravitaillement*, M. N.D. Tiwari, ancien *ministre* en *chef* de l'Uttar-Pradesh, celui du plan, et M. Kedar Pange, ancien ministre en chef du Bihar, celui de l'irrigation. Six secrétaires d'Etat et six vice-ministres ont aussi été nommés ; il s'agit de personnalités relativement jeunes et peu expérimentées. Le ministre du tourisme et de l'aviation civile, M. Patnaik, quitte son poste pour devenir ministre en chef de l'Orissa ; il est remplacé par le ministre des *transports* et de la *navigation*, M. Sharma ; le ministère du travail, également détenu par M. Patnaik, a été attribué à l'un des nouveaux secrétaires d'Etat, M. Anjiah.

MM. Shukla et Tiwari avaient, pendant la période de l'état d'urgence, de 1975 à 1977, soutenu inconditionnellement Mme Gandhi et son fils Sanjay.

D'autre part, M. Sanjay Gandhi a été élu à la tête du parti de Mme *Gandhi dans* l'Etat le plus peuplé du pays, l'Uttar-Pradesh.

Après une protestation de médecins français

LES AUTORITÉS TCHÉCOSLOVAQUES DONNENT DES VISAS AU FILS ET A LA BELLE-FILLE D'ARTUR LONDON.

Le vendredi 6 juin, *le Quotidien du médecin* publiait une protestation de médecins français contre l'interdiction faite par les autorités tchécoslovaques à deux de leurs confrères, le fils d'Artur London (auteur de *l'Aveu*) (1) et sa femme Alena, de participer au congrès international de néphrologie, qui se tient à Prague du 9 au 13 juin.

Gérard et Alena London, qui avaient envoyé leur bulletin d'inscription, n'avaient pas obtenu du secrétariat du congrès de Prague leur numéro d'enregistrement. Quant aux demandes de visa déposées au consulat de Tchécoslovaquie à Paris, celle du docteur Alena London avait été refusée et celle de son mari était restée sans réponse.

Des médecins français — parmi lesquels le professeur Paul Milliez — protestaient contre cette *« discrimination, qui tient uniquement au fait que Gérard London est le fils d'Artur London »*, et qui est *« en contradiction flagrante avec la partie des accords d'Helsinki concernant la libre circulation des hommes et des idées (...). Une telle discrimination créera un précédent d'une extrême gravité en permettant à un Etat étranger d'imposer à une délégation scientifique française des critères d'application du plus parfait arbitraire. »*

Dès vendredi après-midi, Mme London obtenait son visa. Son mari l'a eu ce lundi. Ainsi, la délégation française devait partir au complet pour Prague dans la journée.

(1) Ancien vice-ministre des affaires étrangères, il prit part à la résistance en France et fut déporté à Mathausen. Il fut l'un des trois rescapés du procès Slansky en 1952. Il fut réhabilité au cours du « printemps de Prague ». Il avait été déchu de sa citoyenneté après la publication de l'Aveu.

Le numéro du « Monde » daté 8-9 juin 1980 a été tiré à 531 212 exemplaires.